

LANGUE ET NATION EN EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE DU XVIIIÈME SIÈCLE À NOS JOURS

Cahiers de l'ILSL N° 8

L'édition des actes de ce colloque a été rendue possible grâce à l'aide financière des organismes suivants :

- *Faculté des Lettres de l'Université de Lausanne*
- *Fondation du 450e anniversaire de l'Université de Lausanne*
- *Académie suisse des sciences humaines*
- *Fondation Pro helvetia (Echanges culturels Est / Ouest)*
- *Fonds national de la recherche scientifique suisse*
- *Ambassade de France à Berne*
- *Université de Paris-X-Nanterre*

Imprimé aux Presses Centrales de Lausanne, SA,
Rue de Genève 7, Case postale 3513,
Ch-1002 Lausanne

Ont déjà paru dans cette série:

Cahiers du DLSL

Stratégies d'apprentissage (1985, 1)

Linguistique et littérature (1986, 2)

La Représentation de l'espace (1986, 3)

Le Sujet et son énonciation (1987, 4)

La Traduction (1987, 5)

La Lecture (1988, 6)

La Construction de la référence (1988, 7)

Langage en confrontation :

langages scientifiques — langages communs (1989, 8)

La Lecture : difficultés spécifiques d'acquisition (1990, 9)

Logique et sciences humaines (1991, 10)

Logique et communication (1991, 11)

Cahiers de l'ILSL

Lectures de l'image (1992, 1)

Langue, littérature et altérité (1992, 2)

Relations inter- et intrapredicatives (1993, 3)

Travaux d'étudiants (1993, 4)

L'Ecole de Prague: l'apport épistémologique (1994, 5)

Fondements de la recherche linguistique :

perspectives épistémologiques (1995, 6)

Formes linguistiques et dynamiques interactionnelles (1995, 7)

Responsables de publication

Patrick Sériot

Florence Epars Heussi

Les Cahiers de l'ILSL peuvent être commandés contre facture à l'adresse suivante (10 francs suisses le numéro, plus frais d'expédition. Vu son importance, le numéro 8 est à Frs. 15.-) :

ILSL

Faculté des Lettres

BFSH 2

Université de Lausanne

CH-1015 Lausanne

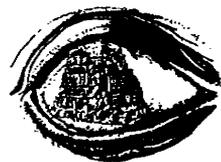
**LANGUE ET NATION EN
EUROPE CENTRALE ET
ORIENTALE DU XVIIIÈME
SIÈCLE À NOS JOURS**

Institut de linguistique et des
sciences du langage

édité par
Patrick Sériot

Co-édition ILSL et LINX

Cahier n°8, 1996



Les cahiers de l'ILSL (ISSN 1019-9446)
sont une publication de l'Institut de Linguistique et
des Sciences du Langage de l'Université de Lausanne

Copyright © Université de Lausanne 1996

Institut de Linguistique et des Sciences du Langage
Faculté des lettres
Bâtiment des Facultés de Sciences Humaines 2
Université de Lausanne
CH -1015 Lausanne

Langue et nation : une relation problématique (Europe centrale et orientale du 18ème siècle à nos jours)

Depuis quelques années, l'emploi du mot *nation* est redevenu recevable dans le discours commun dans le monde francophone, après être demeuré à l'arrière plan entre la fin de la seconde Guerre mondiale et le début des années 80.

De fait, les récents événements d'Europe centrale et orientale semblent assurer un fondement réaliste à ces processus discursifs. Y a-t-il néanmoins une relation de cause à effet ? d'objet à nomination ?

On pourrait se contenter de répéter les querelles du réalisme et du nominalisme en les exaspérant jusqu'à les réduire à leurs antinomies rigides. En effet les discours *sur* la nation, ou les doxas courantes, s'enferment souvent dans des antinomies complémentaires :

- avec la nation c'est tout ou rien (un absolu ou un néant);
- tout comme avec le terme *nation* : capté par son signifié (substantiel) ou réduit au rôle de pur mot (signifiant libre, flottant).

Si l'on refuse de se laisser prendre aux rets de ces antinomies, il est de la responsabilité du travail intellectuel d'ouvrir la question, c'est-à-dire de tenter d'en comprendre l'origine et, si possible, d'en surmonter les apories. Pour cela on se proposera d'explorer un certain nombre de pistes :

— lire les discours *de* la nation nécessite de mettre la nation en procès. De là le choix du cadre géographique et chronologique, car c'est là, au cœur de l'Europe et de l'histoire moderne, que s'est forgé le procès des nations, en tant qu'elles revendiquent l'existence (contre l'étranger dominant) et l'affirmation de soi. Procès historique fait d'événements, de situations et de discours, parallèles ou en décalage, mais aussi ensemble de représentations par lesquelles la nation s'invente. Nominations et discursivités composent une architecture complexe et mobile;

— présumer que la nation *ne se définit pas* (par genre proche et par différence spécifique, ou par sujet et prédicat); on a plutôt affaire à une population de prédicats sans substance, à une «prédication» ouverte, peut-être indéfinie;

— ce qui trouve une première confirmation dans le pluriel : pluralité extensive (les nations), pluralité intensive (les avatars survenant à chacune), pluralité interactive (les détachements successifs ou latéraux des unes et des autres). Les formes sont multiples et complexes, ce qui exclut la possibilité même d'un dénombrement;

— parmi ces représentations (non point certes la seule, mais visiblement la plus récurrente) se trouve la *langue*. La langue est dite origine, cause, condition, âme de la nation, garante ou résultante de son unité; elle est le fruit ou l'enjeu de la lutte pour l'existence même de la nation. Objet d'amour et matière d'enseignement, elle est le but d'une politique de la langue, donc d'une intervention externe, tout en étant objet d'étude de la science du langage. Dans le couple langue / nation la relation n'est ni strictement nécessaire, ni totalement arbitraire : on connaît des langues sans nation comme des nations sans langue spécifique. Ces alternances complexes mais toujours actives alimentent un débat permanent, que le tournant du 18ème et du 19ème siècle a figé avec l'avènement de la philologie, de la philosophie romantique et de la thématique des *nationalités* en Europe (et au-delà, comme on l'a bien vu en ce siècle avec les problèmes de la décolonisation).

Le cadre géographique était limité à «l'Europe centrale et orientale», le cadre historique à la période qui va du Siècle des Lumières à nos jours.

Ce type de réflexion ne signifiait point aborder son objet du point de vue de Sirius. Chacun participe, volontairement ou non, à une situation géographique, historique, politique et culturelle concrète. Mais, par delà les passions que ne cesse de déclencher le simple mot de *nation*, on a tenté de lire des textes (philosophiques, littéraires, historiques, politiques, scientifiques, engagés, militants ou bien froids et désabusés), de les mettre en perspective et de les *faire travailler* pour en comprendre la genèse, l'ordonnement et les éclairages réciproques.

Un des enjeux de notre rencontre était de vérifier si les chercheurs «de l'Est» et «de l'Ouest» faisaient la même analyse du rapport langue / nation en Europe. Or il s'est avéré que, posée en ces termes, l'alternative n'avait guère de chance d'apporter un quelconque éclairage. Bien malin qui peut dire où passe la limite entre l'Est et l'Ouest de l'Europe. Le rideau de fer était une frontière politique, voire idéologique, en aucun cas culturelle. L'Europe centrale appartient-elle, culturellement, à l'Est ou à l'Ouest ? Quant à l'Allemagne elle-même, elle semble occuper une place singulière dans l'Europe occidentale, qui la rapproche, par bien des aspects, de modes de pensée plutôt représentatifs de «l'Est».

À un clivage géographique s'est ainsi imposée une divergence de définition du couple langue / nation, qu'on peut, dans une première approximation, caractériser comme l'opposition entre une définition ontologique, ou substantialiste, naturelle, et une définition en tant que représentation. Le lien langue / nation est-il contingent ou immanent ? La langue est-elle en rapport «objectif» ou «subjectif» à la nation ? Cette divergence ravivait les termes — et les enjeux — d'un débat ancien qui déchire la culture européenne depuis que la philosophie des Lumières a été récusée par l'idéologie romantique, et dont on peut suivre les péripéties dans des discussions célèbres, comme la polémique entre E. Renan et D.F. Strauss.

Ce colloque a permis d'éviter les écueils de l'«épistémologiquement correct»: nous avons beaucoup appris les uns des autres, chacun a entendu des définitions différentes des siennes, définitions parfois inattendues et surprenantes.

Nous autres, en Occident, qui sommes nourris de la pensée déconstructionniste et du discours critique de P. Bourdieu ou M. Foucault, qui nous nous méfions de l'évidence des noms, qui renvoyons les représentations collectives dans la catégorie de l'*imaginaire*, nous venions de pays dans lesquels soit Nation, État et langue coïncident (France) soit ne coïncident pas (Suisse), mais dans les deux cas sans poser de problème majeur. Nous rencontrons des représentants de la diversité linguistique et «nationale» de l'Europe centrale, orientale et balkanique, venus exposer précisément les problèmes liés à cette diversité, les enjeux symboliques que représente dans chaque cas la langue dite nationale. Les échanges ont permis de mettre en évidence les effets sociaux des décisions de politique linguistique, inspirées par des préoccupations de pouvoir et des rapports de force, qui ne prennent pas en compte toute la complexité de la réalité linguistique (ce qu'est chaque langue, en quoi elle diffère d'une autre, dans quelle mesure, ce que cela suscite chez des locuteurs qui se comprennent mais se sentent différents, quel pouvoir sur l'imaginaire suppose le *nom* même qu'on donne à une langue, etc.), toutes négligences qui deviennent facilement le point de départ de revendications et de protestations marquées par l'irrationnel.

Un moment très fort de ce colloque a été celui des communications respectives des linguistes croate et serbe, dont la haute teneur intellectuelle, la rigueur et la sobriété ont imposé respect et admiration, en même temps qu'elles apportaient des informations essentielles sur les raisons historiques, psychologiques, politiques qui peuvent enfermer la question linguistique dans la revendication nationaliste et la propagande.

Mais l'occasion fut aussi donnée de réfléchir sur les vertus comme sur les potentialités de risque du modèle centralisateur à la française : langue d'un État-nation, conforme à l'idéal du contrat propre aux Lumières, mais aussi germe d'oppression lorsque la langue unitaire sert d'abord à renforcer un pouvoir plus imposé que démocratiquement choisi. Ce modèle pouvait-il (peut-il ?) se trouver sans danger transposé dans des situations territoriales où l'imbrication de «nations» différentes est liée à une longue histoire (où intervient, en particulier, la domination tardive de la standardisation des langues) ?

Il y a trop souvent malentendu ou surdité lorsque ce modèle jacobin, laïque et unificateur, prétend s'imposer avec l'assurance de la Raison, qui tient pour négligeable la complexité du vécu des locuteurs. Ce colloque a permis à des francophones natifs, souvent ignorants des réalités des pays d'Europe centrale et orientale de réaliser que ces problèmes ne peuvent pas être simplifiés sans abus. Il était essentiel que tout cela soit présenté, éclairci, discuté, entendu. Pour tous les participants ce fut une ouverture à d'autres rencontres, qu'ils ont, manifestement, le désir de réaliser.

On a pu voir, ainsi, que «la question de la langue» couplée à celle de la nation ne se pose pas de la même façon à l'Est et à l'Ouest de l'Europe. Peut-être est-ce la raison pour laquelle on ne raisonne pas tout à fait de la même façon dans les différents pays ?

A.-M. d'Ans, S. Auroux, J.-C. Chevalier, P. Garde, E. Orlandi, P. Sériot ont en commun le refus de considérer comme des évidences initiales les couples langues / nations, et la tendance à refuser les conceptions romantiques totalisantes. P. Garde et P. Sériot insistent sur la nécessité de ne pas faire se recouvrir les notions de continu et de discontinu, A.-M. d'Ans montre des cas de recouvrements multiples. En fait, c'est une conception naturaliste du couple langue / nation qui est refusée «à l'Ouest». Ainsi, P. Garde insiste sur le danger qu'il y a à chercher à faire *coïncider* les critères dialectologiques et sociolinguistiques.

En revanche M. Hint et G. Cincilei, entrant en matière sur le terrain de la comparaison des approches, se défendent contre ces conceptions, en recourant à une argumentation fondée sur les *faits* (M. Hint, s'opposant à la notion de «communauté imaginaire» proposée par B. Anderson et proposant de s'appuyer sur des faits *réels*) ou les témoignages (Cincilei). Pour M. Samara également, «la nation n'est pas une invention, c'est une réalité». G. Cincilei, insistant sur le fait qu'il existe une «vérité scientifique» en matière d'appartenance ethnolinguistique, cite Eminescu, pour qui «Nous ne sommes pas les patrons de notre langue, c'est elle notre pa-

tronne», s'opposant ainsi implicitement à la conception contractualiste de la langue exposée par S. Auroux.

C'est cette conception contractualiste de la langue qui est la plus massivement rejetée par les participants «de l'Est». Ainsi, Zs. Hétenyi présente une linguistique «psycho-ethnique» où la caractérologie nationale est poussée jusqu'au relativisme cognitif dépendant de la langue d'un peuple, ce qui n'empêche pas que pour Karácsonyi, «on devient membre d'une nation par l'éducation».

D. Škiljan met en avant la tension qui existe entre l'espace communicatif et l'espace symbolique de la langue, ce qui lui permet de s'interroger, tout comme M. Hint, sur la notion de «communauté imaginaire» de B. Anderson. A. Tabouret-Keller montre, quant à elle, combien le lien entre *Volk* et *Muttersprache* dans l'espace étatique allemand à l'époque de Bismarck était ambigu, marqué d'une collusion entre idéologies scientistes et idéologies politiques. Là encore, le problème du naturalisme affleure. On trouvera une réflexion proche dans le travail de J. Toman, qui montre que dans le domaine tchèque, au Moyen Âge, le mot *jazyk* devait être compris plutôt comme «peuple» que comme «langue».

Une des questions qui revient souvent dans les interventions «de l'Est» est le problème de la *construction* de la langue de la nation : doit-elle être identique à celle du peuple ? Le fait est que le romantisme est arrivé en France au moment où la langue de la nation était déjà stabilisée : il n'y avait plus rien à construire. En Europe centrale et orientale en revanche, en dehors de la Russie, tout était à faire. Une fois de plus, la situation allemande était spécifique : la langue y était, pas encore la nation.

C'est ainsi que L. Popović trace une limite entre les «peuples en retard sur l'occidentalisation» et les autres, ce qui lui permet de désigner une alternative entre *modernisation* et *authentification*, alternative que l'on rencontre d'ailleurs en Russie au 19^{ème} siècle, à propos de la culture, entre les occidentalistes et les slavophiles. L. Popović réutilise alors l'opposition que fait Geertz entre approches «épocaliste» et «essentialiste», pour l'appliquer aux programmes antagonistes de Dositej et de Karadžić à propos de la langue serbe. De même, B. Ferencuhová étudie l'histoire de l'élaboration du «slovaque culturel», tout en opposant la nation politique (ici : l'État hongrois) et les «nations distinctes» (ici : «les Slovaques»).

La Pologne, niée en tant qu'État entre la fin du 18^{ème} siècle et le Traité de Versailles, était un cas d'école pour tester les différentes définitions du rapport langue / nation. J. Puzynina montre que la situation politique a servi de moteur à une conception culturelle de la nation, explicitement opposée à la conception étato-centrique de Hegel, qui considérait les

nations comme instruments passifs de l'universelle «Raison de l'Histoire».

Mais être soi-même est un idéal inatteignable par l'isolement et le refus. Il faut donc imiter les autres. Pourtant, comment imiter de façon créatrice, et non servile ? P. Caussat étudie les discussions du tournant du 18ème et du 19ème siècle autour de la notion *d'imitation*.

Être étranger dans sa propre langue, souffrir de sa langue, est, ainsi que le montre l'article d'E. Cattin, une ascèse qui a permis à Thomas Mann de surmonter l'opposition «culture / civilisation» et de voir dans la nation le seul lieu de l'universel, manifestation de ce que Th. Mann appelle déjà *l'humain*.

Une autre façon d'être étranger dans sa langue, d'être un sujet divisé est la situation d'*émigré*. E. Orlandi nous présente des textes de parodie, montrant combien le mélange des langues joue dans les instabilités identitaires des immigrés italiens au Brésil.

Une situation-limite, qui ne se laisse réduire ni à l'Est ni à l'Ouest est enfin celle des Juifs d'Europe centrale et orientale. En effet, si la langue est l'expression de la nation, alors, quelle est la langue des Juifs ? Mais si la nation est un projet politique, alors quelle est la nation des Juifs ? L'article de S. Markish met en lumière la complexité extrême de l'appartenance nationale par-delà la langue, et conclut avec une citation de Sh. Aleikhem sur l'appartenance multiple, fondée sur la coexistence de plusieurs langues.

En fait, s'il y a une différence de perception du couple langue / nation entre représentants «de l'Est» et «de l'Ouest», elle semble passer par une divergence d'interprétation de la Révolution française, et de la notion d'État-nation qu'elle a créée : encore une fois la nation comme projet politique et la nation comme ethnie. Dans ces deux notions antagonistes un même mot est utilisé : *peuple*, notion polysémique s'il en fut. Un même événement peut ainsi donner naissance à un énorme malentendu. Or c'est justement l'étude de ces malentendus qui devrait servir de programme commun de recherche «Est / Ouest». Non pour chercher l'interprétation vraie, authentique et originelle, suivie d'une déformation, mais pour mettre au jour les difficultés de compréhension, les à-peu-près des interprétations, et apprendre à se voir dans le regard des autres.

L'intelligence de l'Europe est sans doute à ce prix, elle en est certainement l'enjeu principal.

Langue, État, Nation : le modèle politique

Sylvain AUROUX

Laboratoire d'Histoire des Théories Linguistiques

(Université Paris VII-CNSR)

Ecole Normale Supérieure de Fontenay/St. Cloud, France

L'originalité des théories juridiques et politiques occidentales tient essentiellement aux conceptions contractualistes, elles-mêmes issues des interprétations consensualistes du droit développées au 16^{ème} siècle. Nos organisations démocratiques et notre conception de l'État en sont profondément imprégnées. Le *Contrat Social* de Rousseau est un ouvrage fondateur dont les principes mêmes n'ont pu être remis en cause par les théoriciens de la nation au 19^{ème} siècle. L'État est ainsi conçu comme une entité abstraite de construction conventionnelle et reposant sur le consentement individuel; il s'oppose aux conceptions organicistes de la nation, telles que l'Europe les a connues à partir du romantisme allemand. Nous retrouvons facilement cette opposition dans les théories linguistiques. Il en résulte chez les contractualistes un rapport à la langue qui n'est susceptible de soutenir ni le nationalisme, ni le racisme linguistique.

On peut opposer deux grands types de conceptions linguistiques, que je nommerai *politique* et *mécanique*. La conception mécanique recouvre tous les modèles d'objet qui détachent la langue des sujets parlants et en font une réalité autonome, évoluant en fonction de ses propres lois. Elle correspond, par exemple, à la métaphore selon laquelle une langue serait un organisme vivant. La conception politique fait de la langue une institution dont les statuts et les conventions peuvent être changés selon la volonté de ceux qui en ont le pouvoir légitime. Pour la conception politique, la langue est avant tout une réalité sociale susceptible des mêmes réformes et des mêmes interventions que toutes les autres institutions. Ce

modèle suppose que l'on admette une thèse conventionaliste sur le langage:

Aucun mot ne peut être le type essentiel d'une idée; il n'en devient le signe que par une convention tacite, mais libre; on aurait pu lui donner un sens tout contraire. Il y a une égale liberté sur le choix des moyens que l'on peut employer, pour exprimer la corrélation des mots dans l'ordre de l'énonciation, et celles de leurs idées dans l'ordre analytique de la pensée.

(Beauzée, art. «langue» de l'*Encyclopédie*)

Une telle conception permet immédiatement une distinction nette entre le sujet présupposé par la grammaire générale et le sujet de la langue. Ce dernier est clairement désigné chez Beauzée dans la définition qu'il donne de la langue («ensemble des usages propres à une nation pour exprimer ses pensées par la voix») et qui est canonique chez les grammairiens de l'*Encyclopédie*. Le sujet de la langue c'est la nation¹. Le sujet de la grammaire générale c'est l'esprit humain, la raison pareillement distribuée en chaque homme. La grammaire générale comporte nécessairement des hypothèses sur le sujet de la parole, pas sur le sujet de la langue. Selon les auteurs, ces deux sujets sont susceptibles de variations importantes. Une transformation considérable du sujet de la grammaire générale a été apportée par le sensualisme de Condillac et des idéologues. Tout en demeurant universel, c'est-à-dire interchangeable, il acquiert la sensibilité, et se trouve situé dans le temps. Cela entraîne des changements théoriques, par exemple dans la conception de l'ordre des mots, ou la description du système temporel.

Le fond de la conception politique de la langue, c'est évidemment la notion d'*usage*, que les auteurs reprennent à la tradition latine². Il s'agit d'une notion à forte connotation juridique et proche de celle de coutume. Dans l'article de ses *Synonymes* (1728), qu'il consacre à ces deux mots, l'Abbé Girard note que «l'une et l'autre sont des espèces de lois entièrement indépendantes de la raison». L'article que Beauzée a rédigé pour l'*Encyclopédie*, puis modifié pour l'*Encyclopédie Méthodique* (t. 3, 1786) fait

¹ Il faut prendre ce concept dans son acception classique, très différente de celle qui sera construite à la fin du 19^{ème} siècle et que l'on trouve déjà en œuvre chez Fichte. Il est cependant relativement ambigu et Rousseau l'évitera soigneusement.

² Cf. Horace, *Art Poét.* : 72.

le point des discussions qui l'ont précédé, et présente des positions suffisamment claires pour servir de base à notre analyse.

Il faut d'abord noter que lorsqu'on envisage l'usage, on ne renvoie pas à la masse des pratiques linguistiques, on distingue l'usage vicieux et le bon usage. Ce qu'il s'agit de déterminer, c'est donc le bon usage. Vaugelas, dans ses célèbres *Remarques sur la Langue Française* (1647), expliquait qu'il n'était pas question de l'identifier à la «façon ordinaire de parler d'une nation dans le siège de son empire», et donnait la définition suivante³ :

C'est la façon de parler de la plus saine partie de la cour conformément à la façon d'écrire de la plus saine partie des auteurs du temps.

([1647] 1981 : 10)

La première chose à remarquer, c'est la détermination synchronique de l'usage; Beauzée commentera en notant qu'il «n'a jamais en sa faveur qu'une universalité momentanée»⁴. L'usage est vis-à-vis de la langue comme la théorie cartésienne de la création continuée met Dieu face au monde : dans une relation de totale liberté, permise par une absence de continuité entre les moments du temps. Ce qu'il faut remarquer en second lieu, c'est le caractère consensualiste de la définition; d'une part il s'agit de groupes, d'autre part il est nécessaire qu'existe un accord entre eux. «Le consentement des bons auteurs est comme le sceau ou une vérification, qui autorise le langage de la cour et qui marque le bon usage et décide celui qui est douteux»⁵. Les auteurs sont en quelque sorte un corps intermédiaire, qui ratifie ou non les décisions du pouvoir central. Buffier⁶ fera remarquer que la définition est ambiguë, car l'on peut discuter sans fin sur ce qu'est la plus saine partie; il proposera d'amender la définition en remplaçant cette dernière expression par «le plus grand nombre». A quoi Beauzée renchéra

³ Arnauld avait pris position contre Vaugelas (1907). Arnauld, comme on pouvait l'attendre de la part du théoricien de Port-Royal, réclame le droit de la raison contre le droit de l'usage, mais, ce qui est plus intéressant pour notre problème, s'efforce de justifier la maxime «bien entendue et resserrée dans de justes bornes» (p. 107). Sa réflexion a un fondement politique: il oppose la Ville à la Cour (p. 123).

⁴ *E.M.*, 3 : 606.

⁵ Vaugelas, *ibid.*

⁶ 1709, *Grammaire Française sur un Plan Nouveau*, Préf. art. ij, n°33.

en faisant remarquer que la majeure partie des auteurs n'est sans doute pas la meilleure; d'où sa définition :

Le bon usage est la façon de parler de la plus nombreuse partie de la cour conformément à la façon d'écrire de la plus nombreuse partie des auteurs les plus estimés du temps.

C'était élargir le caractère consensualiste de la détermination de l'usage. En matière de conception politique de la langue, il y a un modèle que les grammairiens professionnels ont toujours exclu : c'est la monarchie ou la dictature linguistique. Aucun individu ne peut imposer aux autres sa langue, fût-il le maître de l'univers. Suétone rapporte⁷ qu'alors qu'un courtisan demandait à Auguste si un mot était bien latin, le grammairien Pomponius Marcellus aurait déclaré à l'empereur : «vous pouvez donner le droit de citoyenneté aux hommes, mais non pas aux mots». La réplique du grammairien sera souvent citée ou paraphrasée à l'âge classique⁸, à commencer par Vaugelas qui la rapporte dans la préface de ses *Remarques*. Du Marsais notera que «l'usage, ce tyran des langues, y opère souvent des merveilles que l'autorité de tous les souverains ne saurait jamais y opérer»⁹. Cela n'implique pas que la politique de la langue soit l'affaire de tous, ni qu'il faille respecter la langue des autres, comme le montre assez l'œuvre de l'Abbé Grégoire. En rapprochant les deux définitions que Beauzée donne de l'usage et de la langue, on voit apparaître avec évidence que la langue d'une nation n'est pas nécessairement ce que parlent tous les membres de cette nation. Si cette nation est le sujet de la langue, c'est simplement dans ses représentants autorisés. D'où la définition des dialectes et des patois : quand les variations ont lieu entre deux peuples égaux possédant chacun un gouvernement propre, nous avons affaire à des dialectes également légitimes, quand elles ont lieu au sein d'un même peuple, il ne s'agit que de patois abandonnés «à la populace des provinces»¹⁰.

L'usage n'est pas nécessairement défini sans ambiguïté : il peut être douteux ou déclaré, et s'il est déclaré, général ou partagé. Le premier cas

⁷ *De Illustr. Grammatic.*, cap. 22.

⁸ L'anecdote est rapportée par Locke (*Essay...*, II, II.8), elle sera reprise par l'abbé Grégoire, voir *infra*.

⁹ 1730, *Traité des Tropes*, III, II.

¹⁰ Beauzée, art. *langue*, Auroux, 1973 : 96.

(qui a lieu quand on ignore quelle est ou quelle doit être la pratique de ceux dont l'autorité serait en ce cas prépondérante) et le dernier (qui a lieu lorsqu'il y a deux manières de parler ou d'écrire également autorisées par les gens de la cour et les autorités du temps) débouchent sur une procédure active du grammairien. La base de sa réflexion est alors constituée par la grammaire générale, et la prise en compte de la réalité systématique de la langue, ce qu'on appelle à l'époque l'*analogie*.

Soit par exemple à décider entre /je vas/ et /je vais/, formes qui sont également attestées et rendent, par conséquent, l'usage partagé. L'Abbé Girard¹¹ opte pour la première forme car

l'analogie générale de la conjugaison veut que la première personne du présent de tous les verbes soit semblable à la troisième, quand la terminaison en est féminine; et semblable à la seconde tutoyante quand la terminaison en est masculine.

(1747, II : 80)

Le modèle politique classique de la langue, n'interdit donc nullement l'intervention du raisonnement qui légitime la solution proposée, laquelle ne sera valide que pour autant qu'elle sera adoptée. Autrement dit, le consentement tacite de l'usage est en dernier recours le juge de l'appartenance à la langue. La clé de voûte de la conception politique classique de la langue, c'est la position de l'usage comme «maître et souverain des langues vivantes», selon l'expression de Vaugelas (*l.c.* : 9). A ceux qui emploient l'expression «tyran» plutôt que «souverain»¹², Beauzée rétorque :

L'idée de la tyrannie emporte chez nous celle d'une usurpation injuste et d'un gouvernement déraisonnable; et cependant, rien de plus juste que l'empire de l'usage sur quelque idiome que se soit, puisque lui seul peut donner à la communication des pensées, qui est l'objet de la parole, l'universalité nécessaire; rien de plus raisonnable que d'obéir à ses décisions, puisque, sans cela, on ne serait pas entendu, ce qui est le plus contraire à la destination de la parole. L'usage n'est donc pas le tyran des langues, il en est le législateur naturel, nécessaire et exclusif; les décisions en sont l'essence.

(art. «langue»)

¹¹ 1747, *Les Vrais Principes de la Langue Française*, II : 80.

¹² Notamment Dumarsais, voir *supra*, et Arnauld, *l.c.* note 5 : 121.

Le grammairien de l'*Encyclopédie* non seulement présente dans ses travaux la structure de la conception politique de la langue, mais encore il donne une certaine direction à cette politique, qu'on peut résumer par le centralisme et la liaison à la Monarchie :

Il [...] est raisonnable que la Cour, protectrice de la nation, ait, dans le langage national, une autorité prépondérante.

(*Enc. Méth.*, 3.603)

Il y avait là une double façon d'orienter les discussions linguistiques. D'abord la conception politique de la langue avait des implications claires sur la perception de la mobilité du langage. Parce que la langue est liée à la nation, elle appartient au mouvement de l'histoire, elle change continuellement et reflète les changements de société¹³. Lorsqu'en octobre 1799, Cabanis présente au Conseil des Cinq Cents la nouvelle édition du *Dictionnaire de l'Académie*, décidée par décret l'année précédente, il note que «le passage de la Monarchie à la République a fait subir à la langue elle-même une intéressante révolution». Dans la conception politique de la langue, sa remarque est tout simplement banale; la langue devait changer, et si elle ne change pas, il faut la «révolutionner» selon l'expression de l'Abbé Grégoire. Ensuite, la conception politique particulière qui s'est développée de Vaugelas à Beauzée, sa liaison avec la monarchie, ne pouvait qu'entraîner des prises de positions politiques contraires. Dans les deux cas, il ne s'est jamais agi de réfuter la conception politique de la langue, mais de changer la politique de la langue, c'est-à-dire changer la langue. Deux stratégies étaient possibles : refuser la souveraineté de l'usage, ou la définir autrement. Dans les deux cas, c'est le sujet de la langue qu'il fallait changer.

La souveraineté de l'usage bloque la liberté de l'acte de parole. C'est une remarque sur laquelle Marmontel insistait en 1786, en rédigeant pour l'*Encyclopédie Méthodique* un supplément à l'article usage de Beauzée. «Il serait dangereux que l'autorité fût sans borne»¹⁴, et celle de l'usage ne peut s'étendre jusqu'à «interdire aux artisans de la parole toute

¹³C'est un thème largement développé par Diderot dans l'art. «encyclopédie» de l'*Encyclopédie*.

¹⁴ *l.c.*, t. 3 : 608.

espèce d'innovation»¹⁵. Marmontel distingue les prescriptions positives des négatives, et n'accepte que les premières, parce qu'elle ne détruisent pas complètement les libertés, et qu'on peut toujours trouver un détour pour les éluder. Cela pourrait mener au libéralisme linguistique, position que l'on rencontrera, par exemple, chez J.S. Mercier¹⁶, lorsqu'il fait l'éloge du langage (nous dirions «la parole»), contre la langue («les Académiciens auraient tué le langage, si les hommes avaient eu la faiblesse de les écouter»). La thèse ultime du libéralisme, c'est l'individualisme qu'on rencontre également chez Mercier :

Je fais ma langue, tant pis pour celui qui ne fait pas la sienne, l'instrument est à moi. La langue française est ma servante... Car je ne reçois pas la loi, Dieu merci, je la donne

(«Notes de Travail», II, l. 44, Bollème : 237)

Puisqu'on parle pour être compris, l'individu a besoin de la reconnaissance des autres (le consentement tacite de l'usage dans la terminologie de Beauzée), et Mercier écrit naïvement que «l'autorité législative résidera dans l'homme qui fera adopter ses néologies»¹⁷. Pour que je puisse faire ma propre langue, il faut qu'elle soit également celle des autres. L'individualisme linguistique — la liberté de chacun en matière de langue — a pour condition la dictature linguistique — la liberté d'un seul. C'est un concept contradictoire.

Si le changement de sujet de la langue ne peut aller jusqu'à l'individu concret, il y a une autre solution pour «secouer le joug de ce tyran qu'on nomme l'usage»¹⁸, c'est de recourir à la raison. La solution revient à tâcher de faire coïncider le sujet de la langue et celui de la grammaire générale. Arnauld adoptait cette position dans le texte que nous avons cité note 3. Pour repousser, par exemple, qu'on doive dire */l'un d'eux/* quand on parle de deux personnes et */un d'eux/* quand on parle de plus de deux personnes, il argumentait en soutenant que dans aucun des deux exemples */un/* n'est adjectif¹⁹. Parce qu'il rapproche l'action contingente des

¹⁵ *ibid.* : 609.

¹⁶ *Dictionnaire d'un Polygraphe* - Textes de L. S. Mercier, établis et présenté par G. Bollème : 229-244.

¹⁷ *ibid.* : 244.

¹⁸ D'Alembert, *Eloge de Dangeau*, O.C. (Paris, A. Belin, 1821-1822), t. 2 : 555.

¹⁹ *l.c.*, note 3 : 138-138.

hommes de l'universalité de la raison²⁰, le recours à la grammaire universelle est certainement un élément libérateur. Il en va de cette discipline comme du droit naturel, dont B. Groethuysen a montré l'aspect profondément révolutionnaire face au droit positif²¹, en assurant un fondement incontournable à l'action présente, il abolit la contrainte du passé, comme celle des autorités légales.

On peut se faire une idée de la situation en prenant l'exemple de la synonymie. Nous disposons d'une longue série de dictionnaires de synonymes du français, commencée par l'Abbé Girard (1718). Ces travaux sont d'autant plus intéressants qu'ils ont mis au jour l'idée que la signification des mots s'établissait par différence, et qu'il fallait procéder en présentant les synonymes dans des contextes en opposition²². Il suffira de remarquer, pour l'instant, que le lecteur moderne ne trouvera dans aucun de ces dictionnaires la description d'un état de langue, un travail sur un «corpus». Avant d'être un instrument descriptif, la conception théorique de la synonymie est une sorte de règle du jeu, que s'imposent ceux qui écrivent des articles sur tel ou tel groupe de synonymes. Par définition, il n'y a pas de synonymes parfaits dans une langue, et par conséquent le but du jeu est d'employer les synonymes dans des contextes en opposition. Il s'agit de produire la synonymie, de maîtriser à partir de la règle qui interdit la synonymie exacte, l'ordonnancement sémantique du lexique. Les dictionnaires de synonymes continuent — avec des moyens rationnels — la tâche entreprise par Vaugelas dans ses *Remarques*.

C'est la même position d'un sujet rationnel qu'assument les auteurs de néologie : un sujet qui construirait sa langue selon les procédures universelles de la dérivation et de l'analogie, telles que Beauzée²³ les avait décrites et que Butet²⁴ les systématisera. Leur stratégie rationnelle est cependant une réussite moins grande que celle des synonymistes. Le mouvement néologique est né bien avant la Révolution Française. Le *Dictionnaire Néologique* de l'Abbé Guyot Desfontaines paraît en 1726, et

²⁰Lemercier, *l.c.* note 9, proposera de voir dans la grammaire un «art-science».

²¹1966 : 151-154.

²²Pour une analyse plus complète et plus argumentée de cette thèse, voir mon article «D'Alembert et les synonymistes», 1984.

²³ Article «dérivation», de l'*Encyclopédie*.

²⁴1801, *Abrégé d'un Cours complet de Lexicologie*.

il est largement réédité²⁵. L'attitude face à la néologie a évolué favorablement au cours du 18^{ème} siècle : le mot qui ne figure pas dans l'Encyclopédie pénètre dans le *Dictionnaire* de l'Académie en 1762, l'*Encyclopédie Méthodique* comporte des articles sur la question, dus à la plume de Beauzée. J.B. Lemercier²⁶, J.S. Mercier²⁷, Pougens²⁸, tout comme Butet, ne donnent comme limite à l'infinitude de la créativité lexicale que l'ensemble fini des règles qu'ils découvrent à sa source. Mais les «néologues» font l'expérience concrète de la profondeur de la conception politique classique de la langue : quelle que soit l'intelligence de leur démarche, c'est l'usage qui décide de l'emploi des innovations qu'ils préconisent.

Que le dernier mot reste à l'usage signifie qu'il ne suffit pas que la raison propose; en matière de langage, elle n'a pas force de loi. «Une langue se forme et se compose petit à petit par l'usage et sans projets», conclura Destutt de Tracy²⁹ dont le rôle a été fondamental dans le discrédit qui recouvrira les projets de réforme conçus sous la bannière de la langue universelle. Il y a chez l'idéologue une raison profonde pour refuser de mettre le sujet de la grammaire générale en position de sujet de la langue, elle tient au changement de conception qui affecte le premier. Sujet sensible plongé dans l'actualité (le système temporel, par exemple, est rapporté au seul moment de l'acte de parole), ses idées se forment par habitude, et ses manières de penser sont déterminées par l'instrument linguistique dont il dispose. Quand il parle et pense, la langue est toujours déjà là. C'est peut-être ce qui explique que l'Institut, dominé par les idéologues, ait été si peu actif en matière de langue française. En tout état de cause, quand Garat préface la nouvelle édition du *Dictionnaire* de l'Académie, dont Morellet avait sauvé le manuscrit, sa position est relativement ambiguë. Certes il proteste contre l'usage, mais n'envisage pour le réformer que le recours au dictionnaire qui doit agir comme un modèle et inciter en quelque sorte l'usage à se réformer lui-même :

²⁵1727, 1731, 1747, 1748, 1750, 1780.

²⁶*Lettre sur la possibilité de faire de la grammaire un art-science, aussi certain dans ses principes et aussi rigoureux dans ses démonstrations que les arts physico-mathématiques*, Paris, an VI.

²⁷1801.

²⁸1794.

²⁹*Grammaire*, chap. VI (rééd., Paris, Vrin 1970 : 372).

En même temps qu'il [le dictionnaire] devient un dépôt de tous les mots de la langue, il en fait la revue; (...) il apprend à distinguer les cas où l'usage qu'on a si souvent donné comme la seule loi des langues verra donc lui-même des lois qui doivent le gouverner; il ne pourra pas les voir si distinctement sans les suivre; et tout un peuple apprendra dans un tel dictionnaire à fixer sa langue sans la borner.

Pour tâcher de réformer véritablement la langue, la voie toute tracée consistait à reprendre la conception politique classique, et à changer le sujet qu'elle lui assignait, c'est-à-dire changer la détermination de son usage. C'est la position adoptée par Barère, devant la Convention, dans la fameuse séance du 8 Pluviôse an II, et suivie par Grégoire dans son rapport du 16 Prairial.

«La langue paraissant encore n'appartenir qu'à certaines classes, elle avait pris la teinte des distinctions nobiliaires [...], on eût dit qu'il y avait plusieurs nations en une seule», notait Barère³⁰. Grégoire renchérisait :

Il y a dans notre langue, disait un royaliste [Rivarol], une hiérarchie de style, parce que les mots sont classés comme des sujets dans une monarchie. Cet aveu est un trait de lumière pour quiconque réfléchit. En appliquant l'inégalité des styles à celle des conditions, on peut tirer des conséquences qui prouvent l'importance de mon projet dans une démocratie.

(*ibid.* : 316)

Le Conventionnel interprétait l'anecdote de Pomponius Marcellus que l'on a déjà évoquée plus haut, dans un sens favorable à sa thèse: «Un tyran de Rome voulut autrefois introduire un mot nouveau; il échoua parce que la législation des langues fut toujours démocratique»³¹. On connaît la politique linguistique de la Convention, et son interprétation expansionniste de l'universalité de la langue française, tant vis-à-vis des sujets parlants qu'au regard du vocabulaire. Elle avait le même fondement que la conception politique traditionnelle — l'identification de la langue à la nation —, mais une autre conception de la constitution de cette nation. Je traiterai le problème théorique général du rapport de la représentation de la réalité linguistique au sujet assigné à la langue, en prenant deux exemples. L'un date de 1786, c'est le texte de Marmontel, sur l'usage déjà cité.

³⁰ De Certeau et alii, 1975 : 291-292.

³¹ *ibid.*

L'autre date de 1791, c'est le *Prospectus de la Société des Amateurs de la Langue Française* de U. Domergue.

Marmontel attaquait directement la définition héritée de Vaugelas : «Dans cette espèce d'aristocratie composée de deux puissances souvent contraires l'une à l'autre, on ne savait à laquelle obéir»³². Les écrivains ne sont plus forcément en accord avec les puissances politiques. La démarche du futur Secrétaire du Conseil des Cinq Cents a ceci d'intéressant qu'elle lie ouvertement le choix du sujet de la langue à sa richesse. Avec la Cour, «une foule de mots qui manquaient à la langue et qu'on y voulait introduire, était arrêtée au passage»³³. Le langage est ainsi rapporté aux catégories sociales qui l'emploient. Celui de la Cour roule sur un «petit nombre de mots, la plupart vagues et confus, d'un sens équivoque ou à demi voilé, comme il convient à la politesse, à la dissimulation, à la flatterie adroite». A l'inverse, «la langue usuelle se trouve riche parce qu'elle fournit abondamment au commerce intérieur de la société». Le thème d'une stratification sociale du langage est corrigé chez Marmontel par l'idée d'une circulation linguistique entre les groupes socio-culturels, qui produit une langue commune. Le peuple — au sens ambigu du 18ème siècle, c'est-à-dire une partie seulement du Tiers-État³⁴ — accède par là (mais il n'est pas le seul) au statut du sujet de la langue :

Le peuple, dit-on, s'exprime ainsi. Eh bien, alors, le peuple s'exprime noblement. (...). Par quelle vanité voulons-nous que, dans (...) notre <langue>, tout ce qui est à l'usage du peuple contracte un caractère de bassesse et de viletté? Faut-il qu'une reine dise bonjour en d'autres termes qu'une villageoise ?

(l.c., 3.612)

L'élargissement du sujet de la langue correspond à une représentation plus vaste de ce que l'on entend par langue française, et l'auteur de *Bélisaire* est sur la voie de ce qui donnera au 19ème siècle des dictionnaires généraux ou universels de la langue française comme celui de Claude Boiste (1800). Cet élargissement est rapidement stoppé chez Marmontel

³² *Encyclopédie Méthodique*, t. 3 : 609.

³³ *ibid.*

³⁴ Cf. l'article «peuple» de l'*Encyclopédie*, repris d'une dissertation de l'Abbé Coyer, datée de 1744.

par une réflexion sur la légitimation de la langue qui, par exemple, limite le rôle du «peuple» :

Partout sans doute, et dans tout les temps, il y a des façons de parler qu'il faut laisser au peuple, et qui n'appartiennent qu'à lui, parce quelles sont analogues aux idées qui lui sont propres et qu'elles tiennent à ses coutumes, à ses travaux ou à ses mœurs : mais ce qui n'a pas ces rapports exclusifs, et qui n'a rien de rebutant ni pour l'esprit ni pour l'oreille, appartient à toute la langue.

Pour l'encyclopédiste, le rôle du véritable sujet de la langue est partagé entre deux forces qui ne vont pas nécessairement dans le même sens. D'un côté une opinion publique dont le fonctionnement est inassignable, mais dont on voit bien qu'elle ne peut correspondre qu'à ceux qui ont la possibilité de lire et de s'exprimer; de l'autre, les écrivains, sujets individuels, libres de proposer le meilleur comme le pire. C'est une main invisible qui conduit la langue vers l'équilibre du bon goût. On ne pouvait attendre davantage de ce bourgeois modéré, qui, entré dans la carrière politique en 1789, la quitta en 1797, lassé des excès de la Révolution.

Il en va tout autrement pour Urbain Domergue. Ce «grammairien patriote», travailla sa vie durant, avec un acharnement quasiment paranoïaque, à doter la langue française d'institutions destinée à remplacer l'Académie, que la Convention avait supprimé en 1793 à la suite d'un rapport de Grégoire, qui en montrait l'aspect totalement anti-démocratique (elle sera restaurée en 1803). Les buts du grammairien révolutionnaire sont clairement assignés dans le Prospectus de 1791 :

Notre littérature était une aristocratie oppressive et décourageante; elle avait sa noblesse et son orgueil dans les Gens de Lettres de la capitale, son Clergé et son intolérance dans les Académies. Abolissons les ordres, fondons la République des Lettres, et que dans notre société des amateurs de la langue, tous soient égaux en droits : l'homme, la femme; l'académicien, le simple littérateur; l'habitant de la capitale, celui des départements; le correspondant étranger.

(Dougnaç 1981 : 113)

L'intérêt de la Société Délibérante des Amateurs de la Langue Française ne tient pas seulement à son aspect républicain. Il tient à ce que Domergue tente de résoudre une question que le modèle politique classique laissait irrésolue : l'agrégation des choix. Si, en effet, ce modèle assignait le sujet de la langue, il s'agissait toujours d'un ou plusieurs groupes, au

sein desquels on n'explique jamais comment peut se dégager une opinion générale. Domergue utilise le modèle de la constitution démocratique parlementaire. L'assise populaire est assurée de deux façons : la représentation à l'Assemblée et dans les Comités d'un côté, de l'autre la saisie directe de l'Assemblée par les usagers qui posent des questions sur la langue. La procédure d'agrégation est assurée par l'Assemblée qui émet un vote après discussion, et donne des solutions. La tentative de Domergue n'appartient pas seulement aux lubies d'un obstiné qui applique à la lettre la conception de Beauzée selon laquelle l'essence de la langue est constituée de décisions. D'abord, elle ne fait que reprendre la finalité originelle de l'Académie Française, tout en modifiant le fonctionnement institutionnel. Ensuite la Société resurgit sous le nom d'Académie Grammaticale en 1807 (également créée par Domergue), et se poursuit, à notre connaissance, sous le nom de Société Grammaticale de Paris, dont nous connaissons jusqu'en 1840 les solutions publiées dans le *Journal de la Langue Française et des Langues en Général*. A cette date, certains membres de la société auront fondé la première société de linguistique. D'autres (les Bescherelle, père et fils, par exemple), s'efforceront, sans succès, de poursuivre la société grammaticale, en accentuant son côté pédagogique et normatif.

C'est Mary-Lafon, directeur du *Journal de la Langue Française* en 1837, qui, dans l'Introduction rédigée pour lancer une nouvelle série, nous paraît tirer la morale de l'histoire. En pleine période romantique, le romainiste note que la langue a considérablement évolué sous les secousses de la Révolution, mais aussi que l'œuvre de révolution littéraire s'est continuée sous la bannière conservatrice de la première génération des Romantiques. Autrement dit, les buts de la Société Grammaticale n'ont pas été atteints :

Tout est confusion aujourd'hui dans l'ordre moral. Il n'existe plus d'autorité qui fasse loi ni dans la science ni dans la littérature.

(l.c. : 4)

Mary-Lafon reste à l'intérieur de la conception politique de la langue. La langue est avant tout une question d'autorité; si les réformes proposées ont échoué, c'est à cause du manque total d'autorité de ceux qui se sont improvisés législateurs.

L'échec des tentatives de Domergue et de ses successeurs ne prouve en rien l'impossibilité d'une planification linguistique, ni l'absurdité d'une

conception politique de la langue. Il prouve simplement que les moyens choisis pour la planification n'étaient pas les bons, au moment où ils ont été choisis. Il ne suffisait pas à Domergue d'avoir trouvé un procédé pour fabriquer des décisions, encore fallait-il qu'elles soient appliquées. Ce n'est pas simplement un «exécutif» qui a manqué au modèle parlementaire de Domergue. On peut évidemment envisager la constitution d'un tel exécutif. Par exemple le 22 novembre 1792, le Préfet de Police de Paris ordonnait par décret de «réformer et corriger sur les enseignes, tableaux, écriteaux [...] tout ce qui pourra se rencontrer de contraire aux lois, aux mœurs et aux règles de la langue française». Mais pour atteindre le lieu véritable où les individus échangent leurs paroles, hors de toute contrainte qui pourrait s'imposer dans un espace public, il sera plus efficace au 19^{ème} siècle de miser sur une politique scolaire, comme le prévoyait, au reste, l'article I du Rapport Barère («Il sera établi dans dix jours, à compter du jour de publication du présent décret, un instituteur de langue française dans chaque commune de campagne»). Le modèle parlementaire supposait la participation de tous et un rôle officiel de la Société Délibérante dans l'État et dans la société civile. Quelle qu'ait été l'importance des hommes politiques embrigadés dans la première Société, la tentative de Domergue est restée une initiative privée, pour ne pas dire celle d'un clan relativement restreint, caractère qui ne fera que s'accroître chez ses successeurs, malgré l'orientation orléaniste prise à partir de 1826, et le rapprochement vis à vis du pouvoir qui suivra la révolution de 1830. La langue est certainement une institution, sur laquelle on peut agir à condition de suivre les procédures qui découlent de la nature de cette institution et de l'état dans lequel elle se trouve. Si Vaugelas a réussi, c'est parce qu'effectivement, à l'âge classique, une poignée d'écrivains s'est trouvée en position d'imposer un monopole sur la langue écrite, qui servait de norme générale, et qu'un consensus s'est établi entre eux, les grammairiens et le pouvoir politique. Le modèle par lequel il définissait le bon usage correspondait donc à quelque chose de réel. Domergue et ses successeurs ne se trouveront plus dans une semblable situation. L'émancipation de la bourgeoisie se traduit par une libéralisation et un élargissement de la langue littéraire, qui en replace les régulations davantage vers la société civile que vers l'État. Les animateurs de la société grammaticale vont choisir de lutter contre le style et la langue des romantiques au moment où les écrivains vont connaître pour la première fois un véritable marché du livre et, par conséquent, acquérir leur indépendance

d'auteurs. Par là même, les grammairiens auront perdu toute autorité sur eux. Il y a eu une organisation monarchique de la politique linguistique, et une organisation parlementaire sera impossible.

Les conceptions politiques de la langue se sont développées très tôt en Allemagne, qui a connu dès le 17^{ème} siècle des sociétés fondées dans un but de planification et de promotion d'une langue unifiée, notamment écrite. De 1795 à 1797, Ch. Adelung édite ses *Beiträgen zur weitern Ausbildung der deutschen Sprache*, organe destiné à fonder une «Gesellschaft von Sprachen Freuden», dont le titre rappelle évidemment celui de la société de Domergue. Mais ces sociétés n'ont jamais été liées à une visée centralisatrice. Elles sont restées des initiatives privées, dispersées dans plusieurs régions de langue germanique. Aux 17^{ème} et 18^{ème} siècles, ces tentatives n'ont jamais été connectées aux politiques culturelles officielles. Les autocrates réformateurs parlaient français. Il est symptomatique que l'Académie de Berlin, en matière linguistique, se soit préoccupée de l'origine des langues ou de l'universalité de la langue française, jamais de la langue allemande. La discussion sur le «Hochdeutsch», dans un pays sans unité politique, employait volontiers l'image de la *koine* grecque, qu'à ma connaissance on ne rencontre jamais chez les auteurs français, tout simplement parce que ce qui est dialecte pour un Allemand ou un Grec n'est pour un Français — selon la définition de Beauzée — que «patois abandonné à la populace des provinces».

Si les intérêts de connaissance, par leur divergence dans des contextes sociaux différents, peuvent donner un sens différent au même modèle d'objet, il est évident qu'ils mènent à sélectionner, quand cela devient possible, des modèles d'objet différents. La conception politique de la langue est probablement l'élément le plus marquant de la tradition française. Elle laissera des traces dans la façon d'écrire l'histoire de la langue française : de l'Abbé Gabriel Henri (1812) jusqu'à Ferdinand Brunot, l'entreprise moderne la plus importante, on y verra une institution construite, à partir de l'Ordonnance de Villers-Cotterets (1539), par l'interaction d'acteurs sociaux, dont il est indispensable de rapporter les gestes. La conception politique de la langue est une façon d'envisager les phénomènes qui empêche qu'on accorde l'autonomie de l'évolution linguistique. Puisqu'elle est une constante de la tradition française, on serait tenté d'y voir la raison de ce que cette tradition a pratiquement toujours considéré le

langage comme une réalité sociale, et a formulé très tôt³⁵ des modèles sociolinguistiques pour l'évolution linguistique. L'hypothèse est, en effet, assez plausible; mais la question n'est pas si simple. Si la conception politique est un modèle social, tout modèle social (par exemple celui de Saussure) n'est pas pour autant un modèle politique.

On trouve chez Grimm une conception mécanique assez claire de la langue. Elle correspond évidemment aux fameuses lois et fonde la rationalité de l'étude linguistique : «la loi de l'organisme des langues parentes [peut] être déduite avec autant de certitude de leurs rapports entre elles que la figure d'une courbe de la position de trois points»³⁶. Il n'empêche que Grimm voit dans la langue une réalité sociale libre et contingente :

Les langues n'ont pas été soumises à des lois éternelles et immuables, comme celles de la lumière ou de la pesanteur; elles ne dépendent que de la libre action de l'homme, florissantes dans l'état florissant des peuples, barbares durant leur barbarie, tantôt s'épanouissant sur une terre fertile, tantôt végétant languissantes sur un sol ingrat. Le langage humain ne subit l'empire des lois universelles que dans la mesure où notre nature leur est elle-même soumise.

(l.c. : 50)

L'idée que la langue est une réalité sociale doit donc pouvoir être compatible avec une conception mécanique. Elle l'est à partir du moment où le devenir linguistique échappe à la volonté délibérée des hommes réels. C'est le cas dans la conception de Grimm : le sujet des langues, c'est l'homme en général, c'est à dire une pure abstraction, dont la liberté n'est que la contrepartie formelle de la variabilité accordée aux principes sous-jacents à chacune. Les peuples, eux-mêmes, qui correspondent aux langues particulières ne sont que de grandes entités abstraites à quoi rapporter le devenir des langues sans qu'il y ait besoin d'une quelconque précision. C'est un modèle de ce type qui finira pas s'imposer. Chez Bréal, par exemple, la «volonté» qui oriente le développement linguistique est un processus totalement inassignable, dont la désignation fonctionne au mieux comme une métaphore. La notion de «masse parlante» chez Saussure indique assez que la meilleure façon de rendre compatible conception mécanique et réalité sociale de la langue, consiste à réifier la société,

³⁵ Cf. l'œuvre de Meillet, 1906.

³⁶ Cf. *Du traité sur l'origine des langues*, 1859 : 7.

ce qui revient en quelque sorte à neutraliser le rôle de chaque agent pris individuellement.

Les linguistes français de la fin du 19^{ème} siècle — ceux de la nouvelle science — reprendront le thème de la démocratie linguistique. «Le suffrage universel n'a pas toujours existé en politique : il a existé de tout temps en matière de langue : là, le peuple est tout puissant, et il est infail- lible, parce que ses erreurs tôt ou tard font loi»³⁷. Dans la conception selon laquelle la langue est une démocratie résidait une ambiguïté, que ne comportait pas la conception politique traditionnelle. Que la langue soit une démocratie peut en effet se concevoir positivement, au sens d'un régime politique. La liberté de l'homme vis à vis de son langage réside dans l'arbitraire souverain avec lequel il pourrait prendre toute décision le concernant. La limite de cette conception c'est, comme on l'a vu, le problème de l'agrégation des choix et l'impossibilité d'un exécutif direct. En outre, parce qu'elle suppose la passivité, une politique scolaire — qui demeure l'un des meilleurs moyens de planification linguistique — n'est probablement pas vraiment compatible avec l'idée que la langue soit en elle-même une démocratie en ce sens (que la politique scolaire puisse être démocratiquement décidée est une tout autre question).

On peut aussi comprendre la notion de démocratie négativement, au sens où l'on considère que la société civile est organisée démocratiquement, tant qu'aucun agent économique ne détient de monopole. L'état de démocratie dans lequel se trouve la langue consiste, alors, en ce que l'on ne pourra jamais assigner aucune instance, aucune procédure de surgissement de la parole vraie, qui en garantisse la légitimité. Comme le notait Marmontel, l'usage, alors, n'a pas d'origine :

L'usage, comme l'opinion, existe, sans que l'on puisse dire quelle en est l'origine, ni quelle en sera la durée. C'est une assimilation de langage, comme l'opinion est une assimilation d'idées, l'une et l'autre le plus souvent fortuite et passagère, sans autre cause que l'exemple, sans autre lien qu'une adhésion superficielle des esprits.

(*l.c.*, t. 3 : 613)

Le contexte dans lequel s'exprime Marmontel est, comme on l'a vu, le contexte traditionnel de la planification linguistique, et il ne faut voir dans cette absence de volonté assignable à la source du changement qu'un

³⁷A. Darmesteter, *La vie des mots*, 1887 : 117.

glissement imperceptible. Ce glissement, pourtant, contient en germe l'abandon de la conception politique de la langue, et il indique assez comment il a pu s'effectuer de manière insensible. Quand les linguistes français de la nouvelle science reprendront le thème de la démocratie, il ne sera plus question de politique linguistique, on sera passé de la conception positive à la conception négative de la démocratie. La conception politique traditionnelle — sous l'influence incontestable du comparatisme — aura été affaiblie et transformée de telle sorte que les grands élans révolutionnaires pour façonner une langue à la mesure des événements et les luttes pour imposer de nouveaux mots jaillis dans des prises de parole inédites, paraîtront comme autant de révoltes insensées contre l'ordre des choses³⁸. Le contractualisme a pour avantage de refuser que les réalités humaines soient simplement conçues comme un *ordre de choses*, c'est-à-dire comme des données. Dans l'Europe moderne, il est peut-être la seule solution d'avenir : il invite à penser l'État contre les nations, à penser la langue comme une institution et non comme un organe mental ou un bien national.

© Sylvain Auroux

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- AUROUX S. (1973) : *L'Encyclopédie «grammaire» et «langue» au 18ème siècle*, Tours, Imprimerie Maine.
- (1984) : «D'Alembert et les synonymistes», *Dix-Huitième Siècle*, n°16.
- CERTEAU de M., et alii (1975) : *Une politique de la langue. La révolution française et les patois*.
- DOUGNAC F. (1981) : *F.U. Domergue. Le Journal de la langue française et la néologie lexicale (1784-1795)*, ENS de St-Cloud.

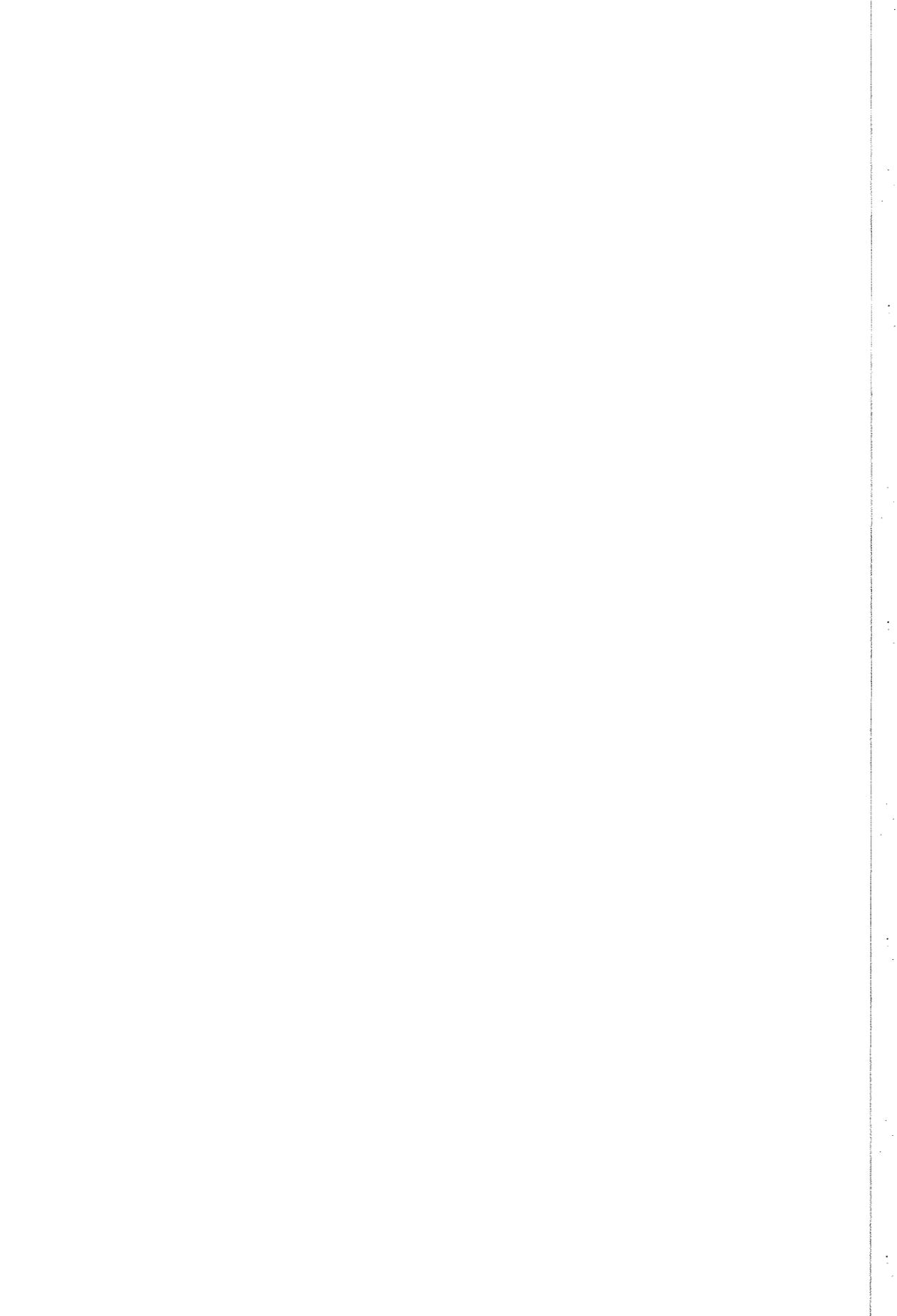
³⁸Quelle que soit sa liaison avec la conception politique de la langue qui régnait alors en France et qui nous intéresse seule ici, le phénomène révolutionnaire en matière linguistique possède évidemment des déterminations plus générales, sinon on ne retrouverait pas cette même volonté de changer la langue dans la Russie de la Révolution d'Octobre, la Turquie de Mustapha Khemal ou la Chine de Mao Ze Dong.

MERCIER J. S. (1801) : *La néologie, ou Vocabulaire de Mots nouveaux à renouveler ou pris dans des acceptions nouvelles*, Paris : Moussard, Maradan.

POUGENS (1794) : *Vocabulaire des privatifs français*, Paris : Imprimerie du Cercle Social,

VAUGELAS (1647) : *Remarques sur la langue française.*

— (1907) : *Règles pour discerner les bonnes critiques des traductions de l'Écriture Sainte en Français pour ce qui regarde la Langue; avec des réflexions sur cette maxime: que l'usage est la règle et le tyran des langues vivantes*, Paris : C. Huguier.



Thomas Mann. La langue de l'exil

Emmanuel CATTIN

Université de Clermont-Ferrand, France

Il y a plus d'une forme d'exil. Plusieurs façons de partir ou de quitter, de vivre dans la séparation, de ne plus être là, plusieurs façons de revenir, plusieurs, aussi, de ne jamais revenir. Le 11 février 1933 Thomas Mann quitte l'Allemagne pour ce qui devait être un voyage, mais il n'y eut jamais de retour. Ce n'était pas vraiment *partir*, c'était — seulement — *ne plus revenir*. Exil sans départ, exil sans retour. Mann «s'est retrouvé» exilé. Lorsque pourtant il reverra l'Allemagne ou plutôt les Allemagnes, en 1949, il placera son «voyage» — désormais il ne s'agira plus, entre lui et l'Allemagne, que de cela — sous le signe de Goethe, «le nom divin de Weimar». Jusqu'en 1955, où il reviendra pour Schiller, il essaiera, lui qui préfère rester en exil, de *se faire comprendre* de ceux-là dont il craint surtout qu'ils ne parlent plus la même langue :

L'Allemagne, écrit-il dans le discours sur Goethe, me semblait empoisonnée, non pas soulevée. Devenue entièrement étrangère, en une nuit, et le visage grimaçant, elle ne m'offrait plus d'asile, pas un souffle d'air respirable. Je n'avais pas émigré, j'étais simplement parti en voyage. Et soudain, je me retrouvais émigrant.¹

¹ *Allocution en l'année Goethe*, prononcée le 25 juillet 1949 à Francfort et le 1er août à Weimar. Traduite par L. Servicen et J. Naujac, in *Les Exigences du jour* : 334. Cf. la lettre à Hans Reisiger du 19 mars 1949 : «[...] Je ne puis m'empêcher de considérer le revoir, après ces seize années d'éloignement, comme une aventure hallucinante et une véritable épreuve [...] La conscience de l'éloignement qui, au cours de toutes ces années, s'est produit entre les autres et moi m'empêche de trouver le ton juste» (citée in *Les Exigences du jour* : 376).

Ce qui frappe, c'est bien ce «devenir-étranger» de l'Allemagne, comme si l'exil avait emporté la terre natale avant que lui, Mann, ne s'y résolût, comme si Mann avait perdu l'Allemagne plutôt qu'il ne l'avait quittée. L'exil, en effet, n'est pas une forme simple, aisément habitable : il est la perte, le «désarroi», hanté par la crainte de la trahison. Comme si, aux côtés de l'exilé, se tenait toujours le fantôme du traître. Qui s'est perdu, qui a perdu l'autre ? Mais qu'est-ce qu'une «terre natale», qu'est-ce qu'une «patrie», qu'est-ce qu'une «nation» ? Qu'est-ce qu'un *lien* ?

L'arrachement de l'exil devait contraindre Mann à une réflexion toujours plus précise sur toute espèce de lien : lien natal, lien maternel, *Vaterland*, *Muttersprache*. Perdant l'un, Mann avait gardé, et peut-être *sauvé* l'autre. Dans l'exil, en effet,

subsistait la volonté de tenir bon, la fidélité active à la langue allemande, cette patrie authentique et inaliénable, que j'avais emportée avec moi en exil, et dont nul potentat ne pouvait me chasser. Jamais il ne m'est venu à l'esprit d'émigrer aussi en tant qu'écrivain et, comme certains l'attendaient, voire l'exigeaient de moi, d'écrire directement en anglais, puisque pour mes œuvres il n'existait pas de public allemand. Séparer l'œuvre de ma vie en une moitié allemande et une moitié anglaise me semblait une absurdité. Au contraire, à l'étranger — même si le temps transforma ce pays étranger en un pays familier, en une patrie et éveilla en moi des sentiments chaleureux d'appartenance —, au contraire, mon travail, pendant ces années-là précisément, devint de plus en plus une œuvre linguistique consciente, le plaisir d'essayer de jouer de tous les registres du magnifique système d'orgue de notre idiome, de tenter un effort de récapitulation et en même temps de faire progresser l'état de l'allemand et les possibilités d'expression de la prose allemande.

(*Allocution en l'année Goethe* : 335)

«Tenir bon» dans la langue, tenir à la langue parce qu'elle est devenue le dernier lien, cela qui ne peut devenir étranger, le séjour imprenable : la *Muttersprache* est le seul *Vaterland*. Mais la vie dans la langue est, pour le moins, difficile : pour Mann en écrivant il s'agit d'honorer une dette — envers la langue elle-même, envers les morts qui sont là dans la langue, ces «possibilités humaines» qui continuent de vivre —, autrement dit de *bien écrire* — «Eternel est le monde des choses que l'on n'exprime pas, à moins de les bien exprimer² —, c'est-à-dire aussi, indissoluble-

² Cf. le discours «Humanités et humanisme,» prononcé à Budapest le 8 juin 1936, *Les Exigences du jour* : 257-258.

ment, de *faire avancer* la langue — il n'est pas, en effet, d'autre moyen de l'«honorer». L'écriture porte en elle un *ethos*, l'art fait sortir du silence ce qui sans lui y resterait à jamais enfoui. Pourtant la langue elle-même, la langue allemande, n'offre plus aucun repos : langue nationale du nazisme, c'est-à-dire du *mensonge* et du *jargon*, elle devient pour Mann le lieu central d'un combat ou même d'une haine — «j'ai voué aux infâmes destructeurs de l'Allemagne et de l'Europe une haine inconditionnée, mortelle, dont je n'avais pas à rougir et dont je pouvais être fier»³ — dont les textes politiques disent l'intensité.

On se propose ici de lire quelques-uns des écrits politiques de Mann. Tous contribuent à poser une nouvelle fois la question de l'humanisme, avec l'insistance requise par des temps de détresse, et la lucidité que porte en elle la dure distance de l'exil⁴. En un sens, tous ces textes parlent la langue intempestive de l'exil, même avant 1933. L'exil en effet n'éloigne pas seulement de la terre natale : il est aussi la «hauteur solitaire» d'un « survivant d'une époque supérieure »⁵, la réserve d'«un fils de la culture bourgeoise»⁶ dans la *nachbürgerliche Zeit*⁷. L'exil, ainsi, est *dans le temps* : Mann aura toujours gardé la plus forte conscience de son

³ *Allocution en l'année Goethe* : 335. Haine nécessaire et difficile, intimement menacée de passions tristes : cf. le *Journal*, 12 septembre 1933 : «Conversation oppressée sur l'impossibilité d'un comportement correct, le recul nécessaire devant la bestialité. Sur le besoin de liberté spirituelle et le repos de l'âme, de l'éloignement vis-à-vis de la littérature du ressentiment et du désespoir. On n'est pas fait pour se consumer dans la haine» (Tr. fr. R. Simon, 1985 : 288). Cf. également *Frère Hitler*, 1938 : «La haine, je puis dire que je n'en manque pas [...] Toutefois, je le sens, ce n'est pas à mes heures les meilleures que je hais cet être misérable, encore que funeste» (*Les Exigences du jour* : 279-280).

⁴ «[...] une grave faute de style et de destinée de ma vie, dont j'essaie, en vain à ce qu'il semble, de venir à bout [...]», écrit-il de l'exil en 1934 (*Journal*, 14 mars : 353).

⁵ *Journal*, 31 janvier 1935 : 417.

⁶ En 1932, il se désigne lui-même devant les ouvriers de Vienne comme «un fils de la culture bourgeoise, que le temps et ses convictions ont amené à vous» (*Les Exigences du jour* : 140).

⁷ Dont l'autre nom est «l'époque fasciste» de l'histoire, «dans laquelle, écrira Mann en 1947, nous vivons et vivrons encore longtemps, malgré la victoire que les armes ont remportée sur le fascisme» (tr. fr. L. Servicen et J. Naujac, 1979 : 255).

inactualité, aussi esthétique. Pourtant, non sans paradoxe, seule cette distance, seule cette réserve, autrement dit l'endurance de l'exil, donnent à la fois pouvoir et obligation, c'est-à-dire *autorité*, pour parler contre l'infamie qui croît sur le sol natal. Or la question de l'humanisme enjoint d'une part de décider ce que nous ferons de la nation, dont Mann remarque, dans le *Discours à des ouvriers de Vienne*,

qu'elle n'est pas un fait primordial, ni par conséquent ultime. C'est un échelon menant à des synthèses plus grandes, elle est sur la voie qui va de la tribu et de la contrée à l'Europe.

(«Discours à des ouvriers de Vienne», prononcé le 22 octobre 1932.
Les Exigences du jour : 152)

Quelle est, si la nation est provisoire seulement, appelée à disparaître, la «communauté qui vient» ? Et Mann transpose la question en cette autre : qu'est-ce qu'une communauté *humaine* ? Mais la question oblige d'autre part à *réfléchir* à la naïveté de notre rapport à la langue maternelle : comment, lorsque celle-ci est allemande, pouvons-nous *malgré tout* l'aimer ?

Qu'est-ce qu'une nation ? Quelle est la nature du lien qui fonde une communauté *nationale* ? Les *Considérations d'un apolitique* de 1915-1918 se tiennent tout entières dans l'adversité qui occasionna leur genèse, et que l'opposition *Kultur / Zivilisation* concentre — artifice que Mann jettera bientôt par dessus bord. Les *Considérations* pensent la nation comme totalité organique dont l'État ne serait, en tout et pour tout, que l'expression. Pourtant, déterminée comme singularité, la nation est dans la différence même le seul lieu de l'universel, la manifestation de ce que Mann appelle déjà *l'humain* :

La nation, elle aussi, est un être non seulement social, mais métaphysique. Ce n'est pas «l'humanité», somme des individus, mais la nation qui représente ce qui est général et humain, et la valeur de ce produit spirituel, artistique et religieux qu'on ne saurait saisir par des méthodes scientifiques, jailli des profondeurs organiques de la vie nationale et évoluée, qu'on nomme culture nationale — et par conséquent la valeur, la dignité et le charme de toute culture nationale résident précisément en ce qui la distingue des autres; car c'est cela seul qui est la culture, à la différence de ce qui est commun à toutes les nations et n'est que la civilisation.

(*Considérations d'un apolitique* : 213)

Les *Considérations*, cependant, restent délibérément au seuil du politique. La *Kultur* n'est pas encore politique. C'est la guerre, la mort dans la guerre, qui va contraindre Mann à franchir le pas du politique — comme aussi elle délivrera Hans Castorp du démon fascinant de la maladie⁸. Mais il n'est d'autre politique que de l'universel, et l'expression de celui-ci, Mann la trouve désormais dans la république. Le tournant est pris en 1922, dans le grand discours *De la République allemande*⁹. Où il s'agit encore, non sans ruse ou ambiguïté, de l'«l'humanité allemande» : d'appeler les Allemands *en tant qu'Allemands* — autrement dit de l'intérieur même de la culture allemande — «à la république, à ce que l'on nomme démocratie et que j'appelle humanité»¹⁰. Le discours de Berlin se propose en effet de manifester la «justesse organique» de l'expression «une république allemande», aussi *nécessaire*, pour Mann, que celle de «peuple allemand». «Une *république allemande* : la force de l'association de mots réside dans l'adjectif»¹¹. L'expression ne sera bientôt plus qu'une question anxieuse, et c'est précisément *en tant qu'allemande* que la république apparaîtra comme improbable. Ce qui aura toujours manqué aux Allemands, c'est précisément d'être politiques, et cette *Politiklosigkeit* — celle d'un Schopenhauer ou d'un Nietzsche, que Mann regarde comme *politikfern*, c'est-à-dire, immédiatement aussi, *ethikfern*¹², et sans doute la sienne propre au temps des *Considérations* — est ce qui les aura livrés au pire, en laissant la place du politique vide, désarmée, pour le pire. En 1922 cependant, Mann considère encore l'Allemagne comme la dépositaire d'un équilibre entre le *national* et l'*universel* :

Quoi que puisse dire l'Europe, l'*humanitas* qui est idée, sentiment, régulateur moral et spirituel, la conscience silencieuse que l'État n'est qu'«une réunion particulière de plusieurs individus dans le grand État que constitue déjà en soi l'humanité» [Novalis], notre peuple ne l'a jamais perdue et

⁸ En ce sens, Mann pouvait considérer son discours de 1922 comme «un dérivé de *La Montagne magique*» et des expériences conduites dans le roman. Avec l'exil apparaîtra toujours plus évidemment la double déclinaison de l'écriture de Mann, chacun des grands romans enfantant parallèlement un certain nombre d'essais politiques.

⁹ Prononcé le 15 octobre 1922 au Beethovensaal de Berlin.

¹⁰ De la République allemande, *Les Exigences du jour* : 27.

¹¹ *Les Exigences du jour* : 33.

¹² Cf. *La philosophie de Nietzsche à la lumière de notre expérience*, 1947.

nul autre n'a pesé dans les deux plateaux de la balance avec plus de circonspection les valeurs nationales et universelles, dans les profondeurs de la conscience et les hauteurs de l'esprit.

(*Les Exigences du jour* : 23)

Thomas Mann, dans la suite, en doutera. Ce qui en effet, avec la politique, aura toujours été étranger aux Allemands — à l'exception de Goethe, avec lequel Mann se sentira toujours une affinité particulière —, ce n'est pas seulement l'universel, mais l'idée même de nation dans son lien nécessaire — révolutionnaire — avec la liberté¹³. Le discours de Berlin marque déjà la méfiance de Mann envers l'idée allemande de la nation qu'il trouve dans Novalis, où le national est identifié comme «l'élément romantique», la «coloration singulière de l'universel». Le national-romantique est en effet aussi, pour Mann, l'élément de la guerre : «Oui, la sphère du sang est aussi, de façon terrible, la sphère sanglante — cela fait partie, semble-t-il, de la *coloration*»¹⁴. Or la guerre est *devenue un mensonge*, «privée de tout honneur», pas même romantique, simplement grossière, «une grossièreté sentimentale». Le stade épique du monde est dépassé : «le vieux dieu des batailles n'est plus». Telle est *la loi du temps*. Dès lors il s'agit pour les Allemands de sortir de ce qu'Ernst Bloch appellera, quelques années plus tard, la non-contemporanéité¹⁵. La république, en effet, «n'existe pas en Allemagne», où, en dépit de la constitution de Weimar, il n'y a pas encore de «citoyens». Pourtant la république est devenue un «fait intérieur» : autrement dit l'État, et non plus seulement la «nation» et la «culture», est devenu *notre affaire* : notre tâche est

¹³ Cf. le discours *L'Allemagne et les Allemands*, prononcé le 29 mai 1945 à Washington : «On peut trouver erroné d'appeler les Allemands une nation, même si eux-mêmes, ou d'autres, le font [...] L'idée de liberté allemande est ethnique et anti-européenne, toujours très proche du barbare quand elle n'éclate pas en une barbarie ouverte et déclarée comme de nos jours». Sur la politique, cf. p. 325 : «L'Allemand, quand il fait de la politique, croit devoir se conduire de telle sorte que l'humanité n'en croie plus ses yeux ni ses oreilles. Il prend précisément cela pour la politique. Elle est pour lui le Mal et il croit devoir, en son nom, se transformer en un véritable démon».

¹⁴ *Les Exigences du jour* : 24.

¹⁵ Cf. surtout *Erbschaft dieser Zeit* (1935), autre livre d'exil. Non-contemporanéité de celui qui est «en retard dans le temps présent», «en porte-à-faux dans la vie d'aujourd'hui» (tr. fr. J. Lacoste, 1978 : 102). Il est d'ailleurs question de Mann dans le livre de Bloch : «[...] Mann ne parvient pas à avoir accès à ce temps, à ce temps fasciste [...]» (183).

de mettre fin au «clivage» entre la nation et l'État. Depuis longtemps la monarchie des Hohenzollern n'était plus que «théâtrale», depuis longtemps nous ne pouvions plus qu'éprouver une certaine gêne :

Ces puissances n'existent plus. Le destin [...] les a écartées, elles ne règnent plus sur nous, elles ne régneront plus jamais, après tout ce qui s'est passé, et l'État — que nous l'ayons voulu ou non — nous est échu en partage. Il est placé entre nos mains, dans celles de chacun de nous. Il est devenu notre affaire, que nous devons mener à bien et cela, précisément, c'est la république — elle n'est rien d'autre.

(*ibid.* : 29)

Si la république ou le politique sont désormais un «fait intérieur», si pourtant il n'y a pas encore de «citoyens» allemands, cela veut dire que le mensonge domine en Allemagne : mensonge à soi-même, avant tout autre, à la faveur duquel on fera passer la violence pour «romantique». C'est toute cette nébuleuse, cette auto-illusion identifiée comme proprement allemande et sur laquelle le national-socialisme fera fond, que Mann voudra démasquer et déchirer dans ses écrits politiques.

Qu'en est-il dès lors de la nation ? A quel *futur* est-elle destinée ? Il ne s'agit pas — pour Mann, qui écrira toujours en allemand, moins que pour tout autre — de contester l'attachement à la terre natale. Le *Discours à des ouvriers de Vienne* l'exprimera sans ambages :

Nous sommes tous liés à la forme de vie de notre peuple et à ses intérêts vitaux. La seule question qui se pose — et les opinions diffèrent uniquement à cet égard — est de savoir comment servir au mieux ces intérêts.

(*ibid.* : 155)

En effet l'alternative est stricte, immuable, entre «le pathos de l'attachement et de la consolidation naturels» et «l'allégeance à la liberté». Le lien national devra céder devant un autre, celui qui unit les peuples européens en une «communauté de destins», dont la forme politique reste encore indécise pour Mann. Mais l'idée de l'autarcie nationale «hante aujourd'hui toute l'Europe»¹⁶. Si l'Europe est *hantée*, notre tâche est de dissiper cette hantise, de faire fuir ces fantômes qui nous viennent, nous *re-viennent* du passé : c'est en ce sens que Mann pouvait placer toute son expression politique sous le signe d'une nouvelle *Aufklärung*. Il s'agit pour

¹⁶ *Les Exigences du jour* : 154.

nous de penser la communauté qui vient autrement — autrement que le romantisme —, en tant que communauté humaine, fondée sur la «sympathie pour le destin [de l'homme]». C'est-à-dire : commencer par reconnaître le politique comme partie de la tâche humaine, de la «totalité humaine» (Goethe), construire l'humanisme comme culture politique, autrement dit un humanisme qui a «le droit et le devoir de se défendre»¹⁷ — «l'humanité politique», dit le discours de Berlin. La «loi du temps», en effet, ne fera pas tout : le destin n'exprime rien d'autre que la contrainte de notre responsabilité, de même que le national-socialisme n'a rien d'une «fatalité allemande», mais aura trouvé son origine dans une responsabilité déclinée. Mann écrira un texte spécial où il comprendra son action et sa résistance sous le signe de ce rapport, *Schicksal und Aufgabe*, comme un «secours» apporté à ce qui est humain, «l'autre plateau de la balance» n'ayant pas du tout besoin de notre aide» : «Il n'y a pas le moindre danger qu'un jour la raison prenne le dessus sur terre et que tout se passe jamais trop raisonnablement»¹⁸.

Le national-socialisme, rigoureusement pensé, n'est donc pas politique : plutôt la négation du politique comme «fait intérieur». C'est dire qu'il est en son fond mensonge, et d'abord refoulement¹⁹. Or le mensonge

¹⁷ «Humanités et humanisme,» *Les Exigences du jour* : 264 : «La pensée de l'Europe est étroitement liée à l'idée humaniste. Mais l'Europe n'existera que si l'humanisme découvre sa virilité, si celui-ci apprend à s'armer et agit en sachant que la liberté ne doit pas être un sauf-conduit pour ceux qui cherchent à l'anéantir».

¹⁸ «Destin et tâche», discours prononcé à Washington le 13 octobre 1943, *Les Exigences du jour* : 292. C'est en ce sens aussi que Mann comprend l'art, «la vie de la vie» selon le mot de Goethe : «Cette plongée dans l'élément humain, ce jeu passionné qu'on appelle l'art, est une affaire d'intérêt humain, en quelque sorte une faculté humaniste» («Discours à des ouvriers de Vienne», *Les Exigences du jour* : 145). Sur l'analogie entre l'art et la politique, cf. «L'Allemagne et les Allemands», 1949 : «On a appelé la politique "l'art du possible". En effet, c'est une sphère qui ressemble à l'art, dans la mesure où, comme lui, elle assume une position médiatrice, créatrice, entre l'esprit et la vie, l'idée et la réalité, le souhaitable et le nécessaire, la conscience et l'action, la moralité et la puissance». *Les Exigences du jour* : 324.

¹⁹ Cf. *Mon temps*, tr. fr. L. Servicen, 1970 : «Mais que le mensonge puisse, par la contrainte, devenir vérité et assise de la vie, c'est ce que le totalitarisme a appris de l'histoire, ce qu'il admire dans ses créations et le moyen qu'il semble adopter à son tour pour créer de l'histoire».

prend ici, dans la langue maternelle, le masque nécessaire du *jargon* : la grossièreté est sentimentale, le fascisme est expressionniste. «En disant âme, écrit Mann, ils pensent à la guerre avec des gaz, et s'irritent profondément si nous ne donnons pas dans le panneau»²⁰. Le nazisme en effet pose aussi pour Mann la question de l'expression, de la compensation de l'angoisse dans la langue à travers le jargon: dans les *Appels aux Allemands* que Thomas Mann, de 1940 à 1945, lancera par l'intermédiaire de la B. B. C., où il se propose de «parler aux agresseurs», il note que Hitler ne devrait pas utiliser la première personne, et «sa façon de massacrer la langue allemande». C'est ce qui contraint en retour l'écriture de la langue maternelle à un ethos qui lui interdit certains moyens de séduction — un ethos ironique, qui s'en remet à la «séduction» de la vérité, selon la belle expression de Mann²¹. Il y va, dans la langue maternelle comme dans la politique, de la «totalité humaine», et de la résistance à l'inhumain.

Le national-socialisme apparaît à Mann comme l'effet de ce qu'il nomme très exactement *surcompensation*, un masque qui cache — mal — le manque — c'est-à-dire aussi le besoin — du politique, et manifeste la «profonde maladresse [des Allemands] à faire partie du monde»²². Mais rigoureusement *il n'y a pas de nation allemande*, il n'y a pas du tout de *politique* allemande.

L'Allemand, lorsqu'il se veut politique, croit devoir jeter par-dessus bord toute morale et toute humanité. Un Français a dit : «Quand l'Allemand veut être gracieux, il saute par la fenêtre». De même, lorsqu'il veut être politique, il se croit obligé, à cette fin, de se déshumaniser. On fait bien de voir dans le national-socialisme un tel bond par la fenêtre, la surcompensation sauvage du manque d'aptitude politique des Allemands.

(«Destin et tâche», *Les Exigences du jour* : 299)

Et pourtant, à l'origine de la déshumanisation, Mann découvre une certaine solitude allemande : «la solitude du criminel», *die Einsamkeit des Verbrechers*. Elle était déjà celle de Nietzsche, elle sera celle d'Adrian Leverkühn — elle est, en un sens, la sienne propre. Le problème allemand

²⁰ «La situation spirituelle de l'écrivain à notre époque», discours prononcé à La Haye le 16 septembre 1930. *Les Exigences du jour* : 92.

²¹ *Mon temps*, 1950 : 177.

²² «L'Allemagne et les Allemands,» *Les Exigences du jour* : 315.

ne fait qu'un avec la hantise qui traverse le *Docteur Faustus*, la solitude et la percée pour en sortir, *das Durchbruch zur Welt aus der Einsamkeit* :

Chez un peuple comme le nôtre, déclamai-je, l'élément psychique prédomine toujours et constitue le facteur déterminant; l'action politique vient au second plan, c'est un réflexe, une expression, un instrument. Ce dont il s'agit au fond, avec la percée en vue de l'hégémonie mondiale à laquelle le destin nous appelle [allusion à la guerre de 1914], c'est la percée vers le monde, pour sortir de l'isolement; aucune agrégation — si solide fût-elle — à l'économie mondiale, depuis la fondation du Reich n'a pu en faire sauter la barrière. Le plus amer est que sous la forme matérielle d'une agression guerrière s'exprime ce qui est en réalité une nostalgie, une soif d'union avec le monde.

(*Le Docteur Faustus*, chapitre XXX, tr. fr. L. Servicen : 408-409)

La nécessité pour l'Allemagne de *venir au monde*, ou de laisser le monde venir à elle, autrement que par la guerre, Mann en trouvait déjà l'impératif chez Goethe : «Au lieu de se limiter en soi-même, l'Allemand doit accueillir en lui le monde pour agir sur lui [...]»²³. Le discours *L'Allemagne et les Allemands* ira jusqu'à citer une conversation de Goethe sur la nécessité d'une diaspora allemande, qui résonne étrangement : «Il faut que les Allemands soient transplantés et disséminés comme les juifs dans le monde entier, pour développer entièrement la somme de bien qu'ils ont en eux et pour le salut des nations»²⁴.

A la fin, Mann ne pensera plus les Allemands capables d'auto-libération. Si les nazis sont en un sens des étrangers en Allemagne, c'est aussi toute l'Allemagne qui est en exil d'elle-même. Les Allemands ne peuvent se libérer eux-mêmes, parce qu'il n'y a jamais eu de liberté intérieure en Allemagne, la liberté en Allemagne n'a jamais signifié que «le droit d'être allemand, de n'être qu'allemand et rien d'autre, rien au-delà», elle allait «à l'intérieur» avec «un degré déconcertant de dépendance, de minorité et de morne soumission»²⁵. Mais, précise Mann, «un peuple qui n'est pas intérieurement libre et qui n'est pas responsable de lui-même, ne mérite pas d'être libre au-dehors». Il doit, en tout cas, être *libéré du dehors*. Le travail des Allemands désormais ne pourra plus être que d'auto-conscience et

²³ «Goethe représentant de l'âge bourgeois» (1932), traduit par F. Delmas, 1960.

²⁴ *Les Exigences du jour* : 331.

²⁵ *Appels aux Allemands*, 54, 5 avril 1945 : 304-305.

de honte. Et de celui-là, Mann ne s'excepte pas : «On a quelque chose en commun avec le destin allemand et la culpabilité allemande, si l'on est né allemand»²⁶. Il est même sans doute ce que nous avons ou devrions avoir de plus commun, si l'on sait — si l'on savait reconnaître avec Mann «l'aspiration anxieuse de l'humanité vers de nouvelles allégeances»²⁷. Ce qui veut dire à la fin : «la grâce dont l'Allemagne a un si pressant besoin, tous nous en avons besoin»²⁸.

C'est cela que Mann aura voulu sauver dans l'exil — ou l'écriture, qui est son autre nom : la liberté intérieure, qui passait par un rapport pur à la langue, un rapport libre à la *Muttersprache*.

© Emmanuel Cattin

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

DELMAS F. (1960) : *Noblesse de l'esprit*, Paris.

JASPERS K. : *Die Schuldfrage*, tr. fr. Hersch J., *La culpabilité allemande*, Paris, 1990.

MANN T. (1935) : *Erbschaft dieser Zeit*, tr. fr. Lacoste J., Paris, 1978.

— (1947) : *La philosophie de Nietzsche à la lumière de notre expérience*, tr. fr. Servicen L. et Naujac J., Paris, 1979.

— (1950) : *Mon temps*, tr. fr. Servicen L., Paris, 1970.

SERVICEN L., NAUJAC J. (1976) : *Les exigences du jour*, Paris.

SIMON R. (1985) : *Journal 1918-1921 / 1933-1939*, Paris.

²⁶ «L'Allemagne et les Allemands», *Les Exigences du jour* : 315. Cf. aussi l'ouvrage de Karl Jaspers, *Die Schuldfrage*.

²⁷ *Mon temps*, 1950 : 177.

²⁸ «L'Allemagne et les Allemands», *Les Exigences du jour* : 332.



Déplacement et renouvellement du problème de l'imitation : migrations et greffes de formes dans le développement des cultures de l'Europe

Pierre CAUSSAT

Université de Paris-X-Nanterre, France

L'objet de ce travail s'étend sur plusieurs niveaux. Au niveau le plus modeste, il ne fait que développer une variante du problème de l'imitation, c'est-à-dire de son renouvellement, voire de son inversion, à partir, en gros, de la Renaissance : les langues (et les nations) européennes mettent en œuvre l'invention d'elles-mêmes au nom d'une imitation créatrice. Mais un tel aspect — fondamental — a du mouvement pour se déployer plus loin, sinon plus haut, jusqu'à rencontrer des enjeux ontologiques et éthiques; on touche alors à la redoutable question d'une pluralité significative des cultures, dans l'alternance concertante et dissidente de leurs voix contrastées, opposées, voire antagoniques. Dans ses limites de temps et d'espace, ce travail veut contribuer à cerner la question lancinante : qu'est-ce que l'Europe ?

1. TROIS FIGURES : LEIBNIZ, THOMASIVS, FICHTE

Trois figurants-symboles de l'Europe en son centre : spatial (Allemagne) et temporel (de la fin du 17^{ème} siècle au début du 19^{ème}). Plus d'un siècle sépare les deux premiers du troisième, mais l'essentiel ne concerne pas l'écart chronologique, il se joue dans le renversement de la déploration à l'affirmation.

1.1. LEIBNIZ

— *Ermahnung an die Deutschen, ihren Verstand und ihre Sprache zu üben* (Exhortation adressée aux Allemands d'exercer leur entendement et leur langue)¹.

Il commence par exposer le contraste offert par la situation de l'Allemagne en cette fin de siècle, entre la prospérité retrouvée avec la paix enfin revenue et les carences graves en ce qui concerne le domaine de la «culture». En gros, on a une Allemagne, mais sans Allemands, faute de l'existence d'une société vivante, se formant et s'éduquant elle-même au moyen d'une langue active, inventive, qui soit l'œuvre des sujets parlants.

De là une opposition marquée entre l'Allemagne et la France (ou l'Angleterre et l'Italie). Dans ces pays, et singulièrement en France, on a une société dynamique, se façonnant par le jeu d'échanges ininterrompus (ce qui va de pair avec la grandeur politique).

Mais la véritable grandeur est celle que confère la *Beredsamkeit*, la vitalité d'une parole à la fois ordonnée et féconde («élocutivité» continuée), s'appuyant sur la langue maternelle et contribuant à lier entre elles toutes les «classes», y compris les «cavaliers» (mondains) et les femmes, obligeant les lettrés à en faire partie au lieu de les laisser à leur érudition stérile. Or, c'est l'inverse en Allemagne : il n'existe pas de livres allemands, les clercs y mènent une vie séparée, enfermés dans leur jargon, sauf à en sortir pour singer (*nachäffen*) les Français et le français; ils ont oublié l'allemand sans avoir appris le français.

La situation actuelle est donc critique, entre un passé qui eut son âge d'or (en témoignent Jakob Böhme et la traduction de l'Écriture) et un avenir menaçant si rien n'est fait pour provoquer un sursaut libérateur, au nom du principe selon lequel «il vaut mieux être un original d'Allemand qu'une copie de Français».

On retiendra deux traits particulièrement insistants. Le premier, à récurrence fréquente, concerne la langue maternelle opposée à une langue «savante», comme la nature à l'art (ici artifice, en l'occurrence le latin, plus exactement un jargon latinisant, figé dans ses tours privés d'invention); langue «naturelle», abondante, inventive, surtout si elle a su s'en-

¹ Ce texte peut être daté de 1682-1683, mais n'a été publié qu'en 1846.

traîner à développer ses ressources propres (*wohl ausgeübte Muttersprache*), offrant ainsi à l'entendement le miroir qui exprime et stimule son dynamisme virtuel; langue-germe, tout à la fois force native et promesse d'œuvres futures (*Kraft und Saft*, vigueur et saveur). Le second, indiqué comme en passant : une allusion furtive à l'épisode du *Livre des Nombres* où Moïse se réjouit qu'Eldad et Medad prophétisent (« Ah ! puisse tout le peuple de Yahvé être prophète, Yahvé leur donnant son esprit ! »); prophétisme qu'incarne à l'époque moderne la traduction de l'Écriture, en mettant la Parole sainte dans la bouche du peuple et en lui faisant ainsi rejouer, sur un mode sécularisé, le rassemblement du peuple élu au pied du Sinaï, une figure appelée à un rôle puissant chez Herder.

1.2. CHRISTIAN THOMASIUS

— *Welcher Gestalt man denen Franzosen in gemeinem Leben und Wandel nachahmen solle?* (Sur la forme qu'il convient de donner à l'imitation des Français dans le cours ordinaire de la vie). (Discours d'ouverture de l'année universitaire à Leipzig, prononcé en 1687. Précisons que son auteur, fils de Jean Thomasius, correspondant de Leibniz, devint par la suite co-fondateur de l'Université de Halle, d'où il se fit exclure pour avoir annoncé le programme de ses cours en langue allemande).

Cette harangue a des traits qui recourent les points soulevés par l'Exhortation de Leibniz, mais avec des inflexions propres. L'imitation a du bon, à condition de bien la placer. Quel est le bon des Français ? Ils ont su éradiquer la pédanterie et instituer le règne de « l'honnête homme », dont un des moments majeurs repose sur la traduction (en fait, les traductions, réitérées, améliorées) qu'ils ont réalisée des auteurs de l'antiquité gréco-latine, par quoi ils ont opéré une transplantation continue du génie « étranger » dans leur univers propre. Les Allemands en sont bien loin; pour langue savante, ils ne disposent que du latin, l'allemand étant réservé aux arts techniques; et quand ils traduisent, le résultat est grossier et inexact. Aussi faut-il prendre exemple sur les Français, en traduisant comme eux (c'est-à-dire en une langue « de style pur en haut-allemand ») et, en attendant, on fera bien d'utiliser leurs traductions (une langue vivante ne saurait être étrangère, à la différence d'un jargon, même indigène). Il faudra toutefois se garder du défaut actuel des Français qui consiste à se croire les seuls bons esprits parmi toutes les autres nations (allant même jusqu'à se

demander, comme le fait le Père Bouhours, s'il saurait exister un Allemand ou un Moscovite doué d'un «bel entendement»), par quoi ils se condamnent à ruiner la «modestie» dont ils font pourtant la vertu de choix de l'honnête homme.

On notera évidemment ici le rôle éminent reconnu à la traduction, non seulement de l'«autre» à soi, mais de soi à soi, produisant ainsi, par transfusion continuée, une langue «nationale», capable de recevoir l'impulsion de l'étranger pour se rendre apte à susciter sa propre traduction «interne». Langue et nation deviennent alors les deux faces conjointes d'une transplantation réussie.

1.3. FICHTE

— *Discours à la nation allemande* (1807-1808); singulièrement le 5ème Discours.

Leibniz déplorait que la langue allemande se soit réfugiée dans les productions poétiques, négligeant les bons livres en prose. Un siècle a passé, une nouvelle aurore s'est levée dans les pays allemands, et d'abord sur la langue allemande promue, se promouvant à une verte et vive jeunesse, au point de renvoyer la langue des autres (ici, le français) au statut de langue morte.

Est vivante la langue «dans laquelle la pensée s'effectue de manière vivante, avec profondeur et force; à celui qui possède une telle langue, l'esprit parle immédiatement et se révèle à lui tout comme un homme se révèle à un autre homme». Ainsi «la formation spirituelle, et ici singulièrement la pensée à l'œuvre dans une langue originaire, bien loin d'agir sur la vie, sont la vie même de celui qui y exerce sa pensée» (Fichte, 1971 : 332).

Poète et penseur en deviennent indistinguables :

Sitôt qu'il met en œuvre sa pensée dans la langue, ce qui ne peut se faire que sur un mode sensible, tout en enjambant le champ ouvert jusque-là des figures sensibles pour accéder à une création nouvelle, le penseur est poète. (*ibid.* : 333)

Car, «telle est la charge de la poésie proprement dite» :

[...] que tout ce que le penseur a amorcé pour étendre et compléter le champ du sensible dans la langue imprègne la sphère entière des figures sensibles

[...] en sorte que [...] la vie entière descendant jusqu'aux ultimes couches du sensible apparaisse baignée d'une irradiation nouvelle, déborde de joie et, en cette ivresse inconsciente, accède spontanément à une plus grande noblesse [...] Seule une langue vivante peut avoir une telle poésie [...] (car) elle nourrit en elle un pouvoir de poésie infinie appelée à un rafraîchissement et à un rajeunissement éternels, car la moindre stimulation de la pensée vivante y ouvre une veine neuve d'exaltation poétique.

(*ibid.* : 334)

La vie nouvelle, en sa jeunesse enchantée, refoule la vie d'avant, devenue étrangère et stérile. Deux histoires ici se touchent; une histoire descendante cède la place à une histoire montante. La nation allemande en est l'acteur et le héros; nation dont l'aurore demeure encore à l'état de promesse, tout comme sa langue appelée à des effectuations seulement pressenties pour l'heure. De ces tressaillements, Fichte est le penseur (philosophe) et le poète (prophète) — à l'heure sombre de l'humiliation politique — mais c'est ailleurs que l'essentiel se joue et il s'est déjà mis en chemin.

De Leibniz à Fichte s'opère un renversement spectaculaire dont l'Allemagne est le théâtre; mais d'autres peuvent y prétendre : ce sera bientôt la grande affaire de la Russie, avec une accélération inouïe dont témoigne son premier grand «prophète» I. Kireevskij, suivi par Tchaadaev, lequel réunit en sa personne à la fois la déploration extrême et l'annonce d'aurores éclatantes (*Lettres philosophiques à une dame*, 1836).

2. REPRISE DE LA QUESTION DE L'IMITATION

La figure exemplaire en cette affaire restera toujours Pétrarque. Comment être poète aujourd'hui ? Comment s'inventer poète face à tous ces autres poètes qui nous ont précédés (dans l'Antiquité) et qui passent à bon droit pour des modèles insurpassables ? Comment surmonter l'antinomie qui, en ce domaine, paraît d'abord insurmontable ? Ou être soi, au risque d'exhiber un style «incultus atque horridus»; ou copier les autres en se vêtant de leurs plumes, à la manière des histrions. Or, on ne pourra se faire et se dire poète qu'en surmontant cet obstacle. Pétrarque exploite alors une image venue de Sénèque; on y parviendra en prenant exemple sur les abeilles qui puisent dans les fleurs de quoi faire leur miel, «substance» nouvelle dans laquelle les substances premières ne se retrouvent que trans-

formées et améliorées. «Nulla quidem esset apibus gloria, nisi in aliud et melius inventa converterent» (Ulivi, 1959 : 13). L'imitateur doit donc viser jalousement à la similitude, non à l'identité. Et la similitude elle-même doit être, non pas celle de l'image à ce dont elle est l'image — car il ne s'agirait alors que d'une perfection tout juste bonne à faire la «gloire de l'artisan», — mais celle d'un fils à son père : un simple air de famille, tout le reste, pris trait à trait, étant différent. C'est là le point décisif; l'identité reste de toute façon une visée inaccessible, tout en jouant à faire miroiter sa possibilité, au prix d'un simple décalque insuffisant, voire grimaçant (d'où son caractère «histrionnesque»); alors que la similitude fait le choix de la différence où peut s'exercer une activité «originale» (peut-être même «originnaire»).

Ce qui se trouve dès lors mis en question et progressivement refusé — la suite le montrera — ce n'est rien de moins que le principe même de l'imitation dans son option métaphysique dont l'exposé le plus significatif se lit chez Platon, au tout début du livre X de la *République*. (En ce point nous suivons, presque à la lettre, les suggestions très précieuses de H. Blumenberg, 1957). Sur l'exemple du lit, Platon propose de distinguer trois niveaux repérables : le lit «en soi» dont l'idée est en Dieu, le lit-instrument dont est responsable l'artisan qui le fabrique et le lit-image que produit le peintre en reproduisant le lit de l'artisan. Or, le passage d'un niveau à l'autre se traduit par une dégradation toujours plus accentuée, dans l'impossibilité pour le lit de l'artisan de représenter pleinement le lit en Dieu et dans le destin qui condamne le lit du peintre à n'être que la copie seconde d'une première copie, forcément imparfaite. Tel est le destin inéluctable de toute imitation (*mimèsis*) : rêvant d'une participation (*méthéxis*) parfaite à son modèle et condamnée à prendre acte de l'imperfection de ses copies. Elle a donc un caractère toujours négatif (Blumenberg); la participation n'est jamais que la moins mauvaise d'une imitation (artisan) appelée à se dégrader continûment (peintre). Cette déficience est irrémédiable, comme le confirment ceux-là mêmes (Sophistes) qui croient la retourner en revendiquant la suffisance de la «position» (*thésis*) humaine, par quoi ils ne font que consacrer le choix d'un arbitraire «réactif», dans les marges des modèles portés par la loi (*nomos*) divine.

Or, c'est un tel schéma qui, progressivement, et de manière toujours plus radicale, est mis en question et en inversion dans les temps

modernes. L'imitation devient de plus en plus problématique et suspecte. Passive, elle n'a aucune valeur «ontologique» (copie dégradée); active, elle présente une contre-valeur «éthique» : elle n'est au mieux qu'une singerie réussie, autrement dit, un «faux» parfait (dans le schéma de Platon : le comble de la participation coïncide avec le comble du faux). Mais c'est qu'on est déjà sorti de Platon. La notion d'imitation entre en concurrence avec celle de création, dont on a pu repérer un des effets avec la «similitude» qui, chez Pétrarque, est destinée à consacrer le rôle actif (littéralement : créateur) de l'«artisan» humain, non plus proprement imitateur, mais compétiteur de Dieu. Blumenberg fait à cet égard une suggestion féconde : pour que l'idée grecque (sophistique) de «position» (*thésis*) acquière un statut métaphysique positif, il faut qu'elle devienne un attribut de Dieu : Dieu posant le monde, et les choses du monde, par un acte décidé dans une entière liberté. Ce qui, dit très en gros — on y reviendra — entraîne pour le monde trois traits remarquables : il se présente dans sa différence avec son auteur; il s'exhibe comme son expression (œuvre d'art); il chante sa gloire dont le soin de la dire est confiée à son sujet le plus admirable, l'homme. Créé à «l'image et à la ressemblance» de son auteur (et non produit émané d'une imitation dégradée), l'homme a dès lors vocation à «imiter» Dieu, c'est-à-dire à créer comme lui, à sa manière propre, (similitude différentielle), à inventer librement ses formes propres, modèles originaux et non copies affaiblies. Deux témoins éminents en cette affaire :

— Nicolas de CUSE :

Note ce que Hermès Trismégiste dit de l'homme : qu'il est un second dieu. Car, tout comme Dieu est le créateur des êtres réels et des formes naturelles, de même l'homme est le créateur des êtres rationnels et des formes artificielles qui ne sont rien d'autre que des similitudes de sa raison tout comme les créatures sont les similitudes de la raison divine de Dieu. C'est pourquoi l'homme a une raison qui en ses créations est la similitude de la raison divine en sa création.

(*De Beryllo*, ch. 6)

— PIC DE LA MIRANDOLE :

Je ne t'ai donné ni place déterminée, ni visage propre, ni don particulier, ô Adam, afin que ta place, ton visage et tes dons, tu les veuilles, les conquières et les possèdes par toi-même [...] Je ne t'ai fait ni céleste ni ter-

restre, ni mortel ni immortel, afin que, souverain de toi-même, tu achèves ta propre forme librement, à la façon d'un peintre ou d'un sculpteur[...].

(*De la dignité de l'homme*, 1993 : 5-7)

On pourrait en citer d'autres : Marsile Ficin (Tigerstedt, 1968) et Scaliger (Cassirer, 1975 : 66). Ce sont autant de variations sur l'idée de l'homme faisant, c'est-à-dire fabricant, ce qui habilite l'artisan en sa fonction d'inventeur de formes sans équivalent dans la nature; lequel tire en son sillage le poète (*poietès*, aligné par étymologie ad hoc sur *poiein*, faire, en un sens absolu, c'est-à-dire créer. Enchaînements complexes, comme on s'en assurera dans Kantorowicz, 1984).

3. L'HOMME POÈTE

Scaliger, précisément, propose une formulation, prophétique et canonique à la fois : «videtur sane res ipsas non ut aliae artes, quasi histrio, narrare, sed velut alter deus condere» (Cassirer, 1975 : 68). C'est Pétrarque continué : il revient au poète, non de décrire, mais de fonder. Ce qui suppose un décrochage par rapport au réel donné afin d'inventer un autre réel.

Au nom de quoi ? Le témoin éclatant est ici le suisse Breitinger (*Critische Dichtkunst*, 1740) qui, avec son compatriote Bodmer, fourbit, en plein cœur du 18ème siècle, les arguments confortant les voies frayées et suivies depuis la Renaissance.

La nature, ou plutôt le créateur qui agit en elle et par elle, a, parmi tous les systèmes du monde possibles, choisi le système présent pour lui conférer le statut de réalité.

Ce système se répartit en deux mondes; le premier, monde visible, comprend l'ensemble des corps — étoiles, homme, animaux — que «l'art imite de tant de manières différentes»; le second, monde invisible — Dieu, anges, âmes, vertus, etc. — contient «en lui le fondement et la source de toute réalité». D'où pour le poète la charge de rendre visible l'invisible, par quoi son art se révèle incomparablement plus subtil et plus merveilleux que de seulement «décalquer» le monde visible, à la manière de l'historien. Ce n'est pas tout :

[...] comme cet enchaînement des choses réelles, que nous appelons le monde présent, n'est pas proprement nécessaire et pourrait être changé une infinité de fois, doivent être possibles hors de ce monde des mondes innombrables en lesquels prendraient place un autre enchaînement des choses, d'autres lois de la nature et du mouvement, une plus ou moins grande perfection dans ses traits singuliers, voire des créatures et des êtres d'espèce toute nouvelle et particulière. [...]

[Telle est la mission du poète : se tenir à l'écoute des mondes possibles] (aussi) «la puissance de son art s'étend-elle aussi loin que les forces mêmes de la nature; par suite le poète doit, non pas se contenter de transcrire les œuvres de la nature qui tiennent leur réalité de la force de la création, mais aussi étudier avec soin ce qui, dans ses forces, demeure caché, et d'autant plus que c'est cette tâche même, l'imitation de la nature dans l'ordre du possible, qui est le propre et la mission par excellence de la poésie. [...]

[Si l'histoire est le compte rendu fidèle de la réalité sensible des choses] tout poème de bonne invention n'est aussi rien d'autre qu'une histoire issue d'un autre monde possible.

(Breitinger, 1980 : 83)

Breitinger se contente d'abord de prolonger Scaliger; le poète véritable tourne le dos à l'historien et, dans la foulée, au peintre, renversant l'adage classique : «ut pictura poesis». (Au passage, on signalera un télescopage qu'offre la lettre du texte entre les termes d'«historien» et d'«histrion», l'un et l'autre simples metteurs en scène d'une réalité qui s'impose à eux).

Mais, à partir de là, si le poète ne faisait que reproduire le monde «invisible», il se contenterait d'élargir la réalité, sans la transformer; il se réduirait au rôle d'historien d'un sur-monde. Il fait bien davantage et bien autre chose, comme le montre la référence implicite (à peine) à Leibniz : est poète celui qui entend les possibles toujours latents dans le réel, celui qui opère le décryptage des chiffres toujours actifs, bien que jamais directement lisibles, dans le monde «présent», affleurant en lui, en attente de leur traduction.

Ce faisant, il fait coup double; il retraduit Leibniz en l'amplifiant, en le rendant à sa vérité obscurcie (les mondes possibles bruissent toujours dans le tumulte du monde «réel»); et, décrochant du donné immédiat pour sonder ses profondeurs latentes, il rend également le monde à sa vérité, à sa possibilisation sourde, imminente, grosse de renouvellements éruptifs (le «merveilleux» : extraordinaire et prodigieux).

Il est alors permis de s'interroger sur le sens du maintien du terme d'imitation. On peut s'en inquiéter en y voyant un compromis récessif (Cassirer, 1975, p. 67); on peut, à l'inverse, y pressentir une refondation, comme l'effort accompli par le poète pour traduire en son logos propre les logoi multiples du monde, eux-mêmes traductions du Verbe de Dieu. Contre le poète-copiste (narrator, histrio), le poète-prophète opérant la traduction continuée d'une création elle-même continuée, se continuant dans ses traductions; par quoi l'imitation se révèle inventive sans cesser d'être fidèle à la vérité du monde.

Expression significative de cette inventive fidélité : la «création» d'un peuple. C'est en tout cas ce qu'on découvre, non sans surprise, chez l'un des nombreux continuateurs — ou vulgarisateurs — de la voie ouverte par Breitinger : Johann Georg Sulzer, auteur, entre autres, de *Allgemeine Theorie der schönen Künste* (1771-1774). Dans cette encyclopédie raisonnée des notions mises en service pour les besoins de l'esthétique nouvelle, tombant sur l'article *Originalgeist*, on trouve d'abord des considérations assez générales, et sans doute en train de devenir triviales à cette époque; ainsi les «esprits originaux» se caractérisent-ils par l'individualité incomparable de leur art où se manifestent des traits qui leur appartiennent en propre; aussi ne sont-ils jamais des imitateurs, car ils puisent leur inspiration «dans leurs tendances propres, sans rien devoir à un exemple étranger». C'est aussi pourquoi leur production possède un caractère impérieux, marqué à la fois par la facilité et par la puissance du flux qui les emporte. Mais cet article a une fin étonnante. On la citera dans sa quasi-intégralité.

Les esprits originaux les plus importants sont sans aucun doute ceux dont les inventions non seulement sont pleines de profit pour les artistes en telle ou telle partie de l'art, mais encore qui donnent au goût de tout un peuple une tournure nouvelle et fructueuse; qui forent les sources d'une joie de l'âme se diffusant à tout un peuple; qui donnent à l'ensemble des forces de la vie intérieure un élan nouveau et bénéfique.

De ces considérations générales on passe brusquement à leur transposition dans le monde contemporain :

[Les esprits originaux peuvent se voir brimés lorsque] leur génie propre se trouve contraint à passer sous le joug d'une loi étrangère. C'est cette situation qui paraît engendrer l'oppression dont pâtissent en France maints es-

prits originaux. Car cette nation paraît ne vouloir retenir pour valable que ce qui est conforme aux œuvres qui ont vu le jour à l'époque si célébrée de Louis XIV.

Autrement dit, les Français de ce temps (notre temps : 18ème siècle) s'obligent à être les imitateurs du siècle de Louis XIV. Il en découle — ce n'est pas dit dans le texte, mais c'est implicite — que les Allemands qui, en ce temps, persistent à imiter les Français se condamnent à n'être que des imitateurs d'imitateurs; où on retrouverait les trois niveaux de Platon et leur logique négative d'une dégradation régulière, aggravée encore par le statut propre au premier niveau qui ne se situe évidemment pas à la hauteur de Dieu. Aussi la chance des Allemands est-elle ailleurs.

Notre jugement est assurément plus libre parce que nous n'avons pas encore face à nous un ensemble suffisamment étoffé de modèles imposants et qui nous soient propres; mais il semble que tels ou tels critiques refusent parfois leur approbation à certaines œuvres sous prétexte qu'elles s'écartent des formes usuelles. Il sied au génie d'avoir de la fierté, à tout le moins une confiance en ses forces, et il y puise de nouvelles forces; pour le protéger contre les reproches des critiques imitateurs il a les encouragements d'un public impartial qui lui crie le «sapere aude» d'Horace.

En cette chute inattendue d'un texte apparemment voué à d'autres horizons surgit soudain un enjeu de première grandeur : l'esprit original (le «génie») a — ou peut avoir — le pouvoir d'ensemencer tout un peuple. Ce pouvoir ne peut qu'être à coup sûr celui de la parole, singulièrement poétique mais où le «poétique» déborde le champ restreint des «beaux-arts»; on rejoint alors Fichte et ses accents prophétiques sur la fonction, mieux encore, la mission, du poète-penseur. Ce qui conduit à émettre l'hypothèse, risquée sans doute, mais tentante et, de toutes façons, stimulante, du caractère, de la réalité poétique de la nation en train de s'inventer. En est-il d'autre ? Ou alors il faudra la rabattre, soit sur la composante ethnique, soit sur la constitution politique; deux réductions différentes mais convergentes en ce qu'elles annulent le mouvement de genèse, face à tout donné préalable, et surtout une genèse produite par cette parole singulière qu'émet le poète (penseur). En paraphrasant Breitinger, ne pourrait-on risquer l'idée de la nation latente, virtuelle, en attente, invisible, dans le

concert des nations existantes; bref, l'idée de nation possible, comme la langue en laquelle elle se forme, qui la forme et qu'elle forme ?

Idée que pourrait confirmer Fichte, à l'heure où il profère ses «Discours à la nation allemande» : à l'adresse d'une nation qui n'existe pas et afin de l'inviter à exister, en sa parole, sans attendre une instance étatique.

Idée que confirment de fait les genèses nationales en Europe au 19^{ème} siècle : la nation tchèque-slovaque rêvée par Jan Kollár; la nation polonaise, maintenue par Adam Mickiewicz; la nation roumaine cristallisée par Mihai Eminescu².

4. ONTOLOGIE : LES ENJEUX RADICAUX DE L'IMITATION

On ne pourra pas ne pas en revenir à Leibniz et au «meilleur des mondes possibles», point d'orgue d'une organisation symphonique dont l'ordre et l'unité seraient appauvris s'ils ne témoignaient pas d'une puissance de mise en ordre toujours active, capable de faire s'entre-répondre des figures (phénomènes) multiples, prêts à entrer en dissidence à tout instant et invités, en ce même instant, à passer concertation avec leurs partenaires innombrables. Ainsi, comme on l'a vu, Breitinger ne faisait-il pas tort à Leibniz en le poussant encore dans le sens de la pluralité au nom des possibles toujours latents, d'une latence dynamique, tendue, sourde, à l'affût et comme aux aguets dans les anfractuosités du monde. Il n'est, en ce monde (le «meilleur»), d'unité que multiple, et multipliable, si bien qu'à la rigueur on n'y a affaire qu'à des singularités, exemplaires d'elles-mêmes, non pas exemples d'un modèle supérieur.

Multiplier uniquement la même chose, quelque noble qu'elle puisse être, ce serait une superfluité, ce serait une pauvreté [...].

(*Théodicée*, § 124)

Une comparaison rapide avec Platon souligne aussitôt la différence :

² Le cas russe est plus complexe, mais, enfin, comment oublier Pouchkine, que précisément I. Kireevskij salue en 1829 comme l'aurore de la Renaissance russe ? (Koyré, 1929 : 164 sq.).

Le Dieu n'a fait qu'un seul lit, celui-là dont toute l'essence est d'être «lit». Or, deux lits de cette sorte, ou davantage, ni l'existence ne leur a été donnée par le Dieu, ni il n'y a possibilité qu'ils viennent à exister.

(*République*, l. X, 597 bc - Tr. Robin)

Dieu, ou le conservateur jaloux de modèles uniques qu'il est condamné à retenir, et d'abord à tenir. Où on saisit, par contraste, le rapport entre multiplicité et possibilité. Les possibles ont un droit égal à l'existence; et ce n'est pas leur faire tort que de les inviter à s'ordonner en une symphonie concertante, surtout s'ils persistent à s'y manifester, à faire entendre leur voix, virtuellement dissonante et grosse d'harmoniques neuves. Ces poussées, ces tensions, ces déplacements sont partout.

Que ferait une créature intelligente, s'il n'y avait point de choses non intelligentes ? A quoi penserait-elle, si elle n'avait ni mouvement, ni matière, ni sens ? Si elle n'avait que des pensées distinctes, ce serait un dieu, sa sagesse serait sans bornes.[...]

(*Théodicée*, *ibid.*)

Précisons : ou un dieu à la manière de Platon, impuissant et stérile; ou un dieu «leibnizien», prodigue en créatures, images «imageantes», de sa fécondité.

Deux conséquences en découlent, qui confirment ces différences :

a) la création comme continuée :

En conséquence de cette doctrine, il semble que la créature n'existe jamais et qu'elle est toujours naissante et toujours mourante, comme le temps, le mouvement et autres êtres successifs. Platon l'a cru des choses matérielles et sensibles... Mais la création continuée regarde toutes les créatures sans distinction [...].

(*Théodicée*, § 382)

b) la productivité de la créature :

[Dieu laisse faire l'homme] en quelque façon dans son petit département. [...] Il n'y entre que d'une manière occulte, car il fournit être, force, vie, raison, sans se faire voir [...]. L'homme y est donc comme un petit dieu dans son propre monde, ou microcosme, qu'il gouverne à sa mode; il y fait merveille quelquefois.

(*Théodicée*, § 147)

[C'est que l'homme] n'est pas seulement un miroir de l'univers des créatures, mais encore une image de la divinité. L'esprit n'a pas seulement une

perception des ouvrages de Dieu, mais il est même capable de produire quelque chose qui leur ressemble, quoique en petit.

(*Principes de la nature et de la grâce*, § 14)

Grandeur et puissance des œuvres de la créature «intelligente», mais dans la mesure où cette «intelligence» signifie une manière de co-appartenance à Dieu; d'où une tension permanente, chez Leibniz, entre une proximité envers Dieu, qui garantit l'éminence des productions, et une distance déférente à l'égard de ce même Dieu, qui interdit une parfaite égalité; d'où l'ambiguïté du «ressemble» : similitude décalée, confirmée par la restriction («quoique en petit»). Ce qui se retrouve dans le texte précédent (Théodicée, § 147 : «il y fait merveille quelquefois»), et cette expression embraye sur un «et son art imite souvent la nature» qui accentue l'incertitude, oscillant entre production («nature» alors tire vers «création») et reproduction (où se retrouve le sens traditionnel, platonicien). En résumé, la productivité de la créature reste fondée en Dieu et demeure sous surveillance du principe d'harmonie qui impose et maintient une production réglée, ne sollicitant les dissidences que pour aussitôt les reconduire à l'ordre inamissible.

C'est pourquoi la postérité du leibnizianisme se confond pratiquement, à tout le moins en Allemagne, avec une émancipation continue à l'égard de la tutelle divine, et de son effet le plus manifeste, l'harmonie préétablie. Démultiplication amplifiée, possibilisation actualisante, individualisation renforcée : l'individu y puise un pouvoir autonome d'expression qui en fait virtuellement un poète (un «génie» : génialité et expression s'étayant mutuellement). Cette dérive travaille et traverse tout le siècle (18ème).

En contre-épreuve — ou en forme de preuve — on a le dialogue que mène, par-delà la mort, Herder avec Winckelmann (*Denkmal Johann Winckelmann* : Monument à J.W.). Winckelmann a publié, en 1755, un essai devenu vite fameux (*Pensées sur l'imitation des œuvres grecques dans la peinture et la statuaire*). Il y décrète que l'art grec exprime le modèle de tout art.

Les sources les plus pures de l'art sont patentes : heureux celui qui les trouve et les savoure. Chercher ces sources, c'est partir pour Athènes (où se trouve déposée) une règle parfaite de l'art : noble simplicité et paisible grandeur.

(Winckelmann, 1990 : 4)

C'est la continuation du principe d'imitation, mais déplacé de la nature et rapporté à une époque et à des figures exemplaires : les Grecs. Ce devrait être l'histoire, mais celle-ci se trouve exaltée au point de rivaliser avec la nature (ou avec Dieu).

C'est là qu'intervient Herder. A quoi bon ériger les Grecs en modèle intemporel ? Ils ne sont plus et rien ne les fera reparaître. En les idéalisant de la sorte, on se masque leur effectivité historique, le seul terrain sur lequel on peut les rencontrer et leur rendre justice. Leur vérité, seule l'histoire nous la restituera; car elle nous apprendra qu'à partir des œuvres accomplies par d'autres (Égyptiens, Syriens, etc.), ils ont effectué un «saut» historique. Aussi «imiter» les Grecs, c'est faire comme eux, à notre manière.

Toutes les entreprises des chercheurs travaillant dans le domaine de l'Antiquité ne font que frayer la voie au génie que cette même Antiquité suscite et met en scène à nouveau par la grâce magique de Médée. La théorie du beau la plus riche de sentiment, lestée de toute la simplicité, la dignité et la force des Anciens, telle que l'a exposée Winckelmann, n'est qu'un signe adressé à celui qui doit venir, le nouveau Raphaël, le nouveau Michel-Ange des Allemands appelé à créer sous nos yeux des hommes grecs et un art grecs.

(Herder, 1777 : 482)

Ce qui revient à prolonger la référence leibnizienne à la «création continuée». Leibniz avait à cet égard une expression étrange : «la créature n'existe jamais et elle est toujours naissante et toujours mourante». Comment ne pas être tenté de corriger : elle existe seulement en tant que toujours naissante et toujours mourante; existence contre substance, temps mobile, inventif, contre les répétitions d'une éternité statique. Ou, pour reprendre un terme leibnizien : elle existe par «fulgurations», par jet originare; et c'est là le terme même de Herder : *Sprung* (jet, saut), proche par assonance de *Ursprung* (origine).

Nous voici alors reconduits, par-delà Leibniz, à une de ses sources lointaines, mais agissantes : le nominalisme du Moyen-Age. Pour faire

bref, en allant droit au but (et en suivant les suggestions de Blumenberg), il suffira de solliciter Guillaume d'Ockham sur le concept de création :

Creatio est simpliciter de nihilo, ita quod nihil essentielle vel intrinsecum rei simpliciter praecedat in esse reali (la création est simplement de nihilo, en sorte que rien d'essentiel ni d'intrinsèque ne précède simplement la chose en son être réel).

Commentaire de Blumenberg : par là seulement est exclu que Dieu voie sa puissance limitée dans la production d'un étant, car, si on pose un universel dans sa sphère d'action, on ne pourrait avoir qu'une «imitation», en aucun cas une création. Le réalisme des universaux signifierait que «par conséquent tous les produits postérieurs au premier produit échapperaient à la création, parce qu'ils ne seraient pas de nihilo»³.

Ce dernier énoncé permet de dégager l'équivoque qui grève le terme de «production» : tombant dans la sphère de la reproduction, guetté par la répétition numérique, au mieux, et, au pire, happé par la dégradation «qualitative», selon le schéma platonicien. La «production» ne sera jamais seulement l'ombre d'une création qu'elle refuse et dénie; entre les deux, l'écart ne se laissera pas combler, la différence est absolue, comme de l'histrion au poète.

Cette différence a un effet décisif pour notre propos; elle permet de jeter un regard neuf sur l'acte de «traduction», obligé désormais de choisir entre deux directions divergentes : ou un aménagement, une redistribution de ce qui a été déjà proféré — c'est la voie que prennent spontanément la pensée et le discours ordinaires —; ou l'invention, face au déjà dit, d'un dire nouveau, aux résonances inouïes et, pour l'heure, insoupçonnables (création «simple»). Il y a là une bifurcation grosse de sens qu'il importe de renforcer pour sauver un terme autrement menacé d'équivoque. Si la traduction doit refuser de se laisser réduire à une simple reproduction, alors il faudra marquer les césures qui la bordent; du côté des dires précédents, en soulignant les ruptures qui la rendent possible — et il peut y avoir profit à réemployer ici le terme forgé par Peirce, le moderne nominaliste : *abduction*, invention d'une hypothèse neuve —; du côté des proférations en attente et en imminence, on proposera le terme de «transduction», destiné

³ Cit. de G. d'O., Blumenberg, 1957 : 275.

à rendre compte, sinon raison, de la nouveauté et de la singularité des «dérivés» en cours d'invention. Dire «abduction transductive», cela fait évidemment assez lourd, mais c'est, pour le moment, le prix à payer d'un surcroît de rigueur.

Les applications sont multiples. On en retiendra trois, prélevées sur une foule de prétendants innombrables :

— Goethe dont les pages sur la «littérature universelle», au demeurant fort foisonnantes et inégales, contiennent quelques diamants; «celui qui comprend et étudie la langue allemande [...] fait fonction d'interprète tout en s'enrichissant lui-même»; «ainsi chaque traducteur est un prophète parmi son peuple» (sécularisation d'une référence coranique)⁴.

— W. von Humboldt, méditant sur la «différence de structure des langues au sein de l'humanité» et, du coup, les pensant comme autant de traductions («transductives») d'un immense potentiel (non pas réservoir) de sens à inventer et tel que les hommes ne se comprennent que dans l'entrecroisement alternant de leurs inventions singulières.

— Troubetzkoy reprenant à sa manière la figure énigmatique de Babel et y lisant (y «traduisant») l'origine d'une transduction dont la puissance équivaut à la création du monde, contre le rêve insensé d'une langue Une — et des asservissements qu'elle implique.

Mais c'est toute la réflexion et la science modernes sur le langage qui sont portées, parfois sans le savoir, par cette inquiétude — et cette espérance — de multiplicités inventives, dissidentes et dissonantes. L'Universel n'est pas en arrière, à l'origine (Un jaloux et sourcilieux); il travaille (attend et espère) en avant, gros de genèses infiniment multiples, inventions libres d'imitation.

5. ETHIQUE : UNE RESPONSABILITÉ RISQUÉE

L'imitation ordonne et rassure; il suffit de se conformer au modèle. L'effacement du modèle signe aussi, avec l'initiative revendiquée, le risque pris, celui d'une liberté sans entraves et sans boussole. Un témoignage, un indice, parmi beaucoup d'autres qu'on peut présumer. Dans l'ouvrage pu-

⁴ Goethe, 1983.

blié en 1770 par Johann-Adolf Schlegel et qui est consacré à un commentaire «raisonné» de l'œuvre déjà classique du français Charles Batteux (*Les beaux-arts réduits à un même principe*), on trouve bien des considérations devenues triviales sur l'imitateur-fausseur, copiste singeur (*Nachäffer*), plein d'orgueil de ses performances pourtant frelatées, (comble de la démesure : l'imitation «parfaite» est celle qui parvient à ne plus se reconnaître pour telle), opposé à la force modeste du génie authentique.

Les œuvres du génie portent le sceau de la nature en soi; alors que l'artifice (*Witz*) ne sait donner aux siennes rien d'autre qu'un naturel affecté.[...]

Le génie pratique le détachement, l'abandon (*Verzicht*), la légèreté (*Leichtigkeit*), il est apte

à rendre possibles des choses qui paraissent impossibles à une critique frieuse, cramponnée aux règles reçues.[...]

Aussi le génie ne reconnaît-il d'autres règles que celles qu'il se donne librement.

Demande-t-on comment le poète s'y prend pour composer ses poésies telles qu'elles sont ? Le poète n'a qu'à demander en retour comment il doit s'y prendre pour ne pas les réaliser telles qu'elles sont.

(Von der Lühe, 1979 : 226)

Le poète n'a pas à se justifier. Vouloir l'y obliger, c'est exiger de lui qu'il fasse aveu de servilité, qu'il ne soit pas lui-même, qu'il se dépossède de soi. La création n'a pas à rendre raison; elle est sans raison («sans pourquoi»); elle se rend raison en son œuvre. Seul l'envers négatif (déficient, grimaçant, avorté) peut s'inquiéter de raisons, et cela même signe son échec.

Mais alors, le poète (créateur) se trouve tenté, davantage, happé par une solitude absolue; dans ce texte de simple critique théorique, on voit poindre, sur un mode apparemment innocent, l'un des traits manifestés et proclamés, vers la fin du siècle, par le mouvement romantique : le droit sans limites du créateur à s'affirmer soi en posant son œuvre telle une émanation de soi. Tout se passe alors comme si l'inversion radicale de l'imitation reproduisait le cas de figure qu'avaient opposé à Platon ses adversaires, les sophistes : la «position» (*thésis*), l'abolition du modèle en-

traînant l'exaltation des désirs les plus frénétiques, jusqu'aux caprices inclus; frénésie renforcée par la proximité non encore désavouée de la référence divine; et, du coup, s'arrogeant, explicitement ou non, une personnalité divine, le poète romantique ne peut plus se protéger contre la menace de devenir le «faux parfait» de Dieu. C'est là un problème immense, aux implications multiples, qu'il est hors de question de développer davantage, en dépit de son urgence, en ce tournant de siècle, pour l'Europe entière.

Il est alors d'autant plus intéressant de noter que l'un de ceux qui ont contribué à amorcer ce mouvement soit aussi celui qui pressent la voie qu'il aurait à suivre pour parer à cette frénésie. Dans quelques pages de *Kalligone* consacrées précisément au terme de «génie», Herder rencontre et expose quelques remarques précieuses :

a) Solitude, mais non solitaire; par quoi sa singularité s'élève au genre; le génie induit une «congénialité» :

Nous devenons congéniaux avec lui, nous nous sentons de son espèce, il façonne en nous ses sensations, ses pensées. D'autres poursuivent sur sa lancée.

D'où on peut parler d'«embryon»; face au futur, le jour, l'instant présents préparent et sollicitent l'œuvre encore dormante de l'humanité.

b) Aussi le vrai génie ne se sait-il pas tel; inconscient de ce qu'il est, conscient seulement des résistances et des appels; là encore, sans savoir exactement vers quoi il va; incapable par conséquent de s'idolâtrer soi-même.

c) Tout entier au *service* de sa mission et, partant, au service des hommes («Il vit en son œuvre, messenger actif de la providence»).

d) Jusqu'au sacrifice («car, hélas, ton apparition trop tardive est douloureuse»). Il vient toujours trop tard, d'une naissance douloureuse, pour lui autant que pour ceux qu'il contribue à mettre au monde (Herder, 1800 : 202 sq.).

Ce discours a un centre, ce *service* (Dienst) que Herder ne cesse de décliner de multiples manières; ainsi dans ce poème adressé à l'Allemagne (au pays allemand : *Deutschland*) :

Qu'il domine et serve dans le monde entier
 Et qu'il maîtrise et imite...
 Imiter
 au nom du nom allemand.
 Grand par ton abandon à l'humilité...
 Ne domine que dans le service
 ... toi ma patrie imitante et servante.

(Kaiser, 1973 : 219)

Orgueil et humilité du service, grandeur de la responsabilité acceptée. Il n'est pas trop difficile d'en repérer l'origine, ou le site : dans les valeurs propres à la spiritualité émergeant à la fin du Moyen-Age et qui seront le berceau de la Réforme : «*facere quod in se est*» (faire tout ce qui est en son pouvoir) et «*gratis Deo servire*» (servir Dieu gratuitement, sans attente de récompense). De manière apparemment paradoxale, on peut y saisir une des racines de ce qu'il est convenu d'appeler «sécularisation» : la transcendance du sacré émigrant dans le «siècle» et s'y mettant en jeu et en risque. Mais alors on n'éluera plus une remontée à son origine par excellence : *l'imitation de Jésus-Christ*; origine et modèle, mais en un tout autre sens que dans le discours grec, car il ne s'agit plus de «mimer» (*mimèsis*) mais de refaire à son compte — en dialogue, en altercation avec le «modèle» — ce que pointe Kierkegaard, en distinguant entre admiration et imitation :

Un imitateur est ou s'efforce d'être ce qu'il admire; un admirateur reste personnellement étranger à l'objet de son admiration; [...] il ne découvre pas que cet objet implique à son adresse l'exigence d'être ou de s'efforcer d'être ce qu'il admire.

(Kierkegaard, 1982 : 213).

Relation complexe : l'imitation «grecque» (copie imparfaite, affaiblie) se trouve effacée au profit d'une invention active qui est imitation en un autre sens où il s'agit d'exprimer à son compte une exigence véridique, déjà réalisée et toujours réalisable.

[...] le Verbe incarné (prend) sur lui l'expression qu'il donne à cette vérité du Père qu'il a mission d'annoncer. C'est librement qu'il en assume la traduction à notre usage [...]. La religion de l'Incarnation est fondamentalement une religion de l'interprétation. C'est-à-dire une religion impliquant aussi bien la détermination [...] d'un dogme que la liberté des consciences.

(Gauchet : 106-107)

Où on retrouve le concept de «traduction», référé à son «modèle» historique et à ses conditions opératoires : traduction active, interprétative, éventuellement «fautive» (abductive), mais où les fautes peuvent se révéler plus fécondes que les fidélités figées.

Aussi, pour revenir à notre domaine — mais l'avons-nous vraiment quitté ? — rencontrons-nous alors sans surprise l'invocation d'un «messianisme»; la nation parlante — ou la parole nationale — revendiquent le pouvoir et l'éclat d'une messianité qui prolonge et effectue, dans l'ordre temporel (séculier), une Incarnation continuée, à continuer en droit, à exprimer de fait. Prophète de la Pologne, «Christ des nations», Mickiewicz en est une figure exemplaire. Tous les fondateurs «nationaux» (poètes, penseurs, voire historiens) prennent la parole au nom d'une telle messianité et tous les «nationalismes» modernes sont, en droit, des messianismes.

De là, d'ailleurs, la difficulté et le risque de leur mission : non plus de fidélité (traduction frileuse) mais de responsabilité (traduction créatrice); et la tentation, toujours menaçante, d'inverser le service humble en célébration pompeuse, en glorification de soi et en effacement des autres (Soi, centre du monde et fin de l'histoire). Pangermanisme, panslavisme : variétés trop connues d'une tendance à la centration sur soi dont nulle nation n'est protégée, et dont l'histoire contemporaine est prodigue.

6. CONCLUSION

L'interaction étroite entre langue et nation ouvre, voire fonde, le champ multiple des réalisations singulières dont l'entrecroisement exprime l'aspect sans doute le plus significatif du «jeu du monde» et du monde comme jeu, aventure indéfinie, à rebondissements imprévisibles.

Car ce jeu vit de la possibilité incessante de fragmentations improbables (traductions abductives) et de leurs relations alternantes, à la ma-

nière d'une course de relais où le témoin se transmet de mains en mains, vers un horizon non assignable.

Mais c'est une épreuve difficile, exposée, menacée, où la course côtoie les abîmes, dans un risque permanent de perversion, quand l'«abductif» créateur vire à un transductif hystérique, oublieux de ses antécédents et captateur pour soi seul du jeu relationnel dont chaque figure marque un moment singulier, parmi les autres et avec eux.

C'est dans ces intersections du poétique, de l'ontologique et de l'éthique que les nations jouent, gagnent, ou perdent, avec leur langue, leur histoire et leur âme.

© Pierre Causat

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BLUMENBERG, H. (1957) : «'Nachahmung der Natur'. Zur Vorgeschichte des schöpferischen Menschen» ['Imitation de la nature'. Contribution à la préhistoire de l'homme créateur], *Studium Generale*, t. X, p. 266 sq.
- BREITINGER, J. J. (1980) : «Critische Dichtkunst» [Art poétique : examen critique], (1740), in J.J. Bodmer et J.J. Breitinger, *Schriften zur Literatur*, Leipzig : Reclam.
- ČAÁDEV, P. (1991) : *Polnoe sobranie sočinenij i izbrannye pis'ma* [Œuvres complètes et lettres choisies], Moskva : Nauka.
- CASSIRER, E. (1975) : *Freiheit und Form. Studien zur deutschen Geistesgeschichte* [Liberté et forme. Etudes pour servir à l'histoire allemande de l'esprit], Darmstadt,.
- FICHTE, J. G. (1971) : *Fichtes Werke*, éd. I.H. Fichte, rééd., Berlin : W. De Gruyter, t. VII.
- GAUCHET, M. (1985) : *Le désenchantement du monde. Une histoire politique de la religion*, Paris : N.R.F.
- GOETHE, J. W. (1983) : «Sur la littérature universelle», in *Ecrits sur l'art*, Paris : Klincksiek.

- HERDER, J. G. (1777) : *Denkmal Johann Winckelmann* [Monument à J. W.], éd. Suphan, t. VIII.
- (1800) : *Kalligone*, éd. Suphan, t. XXII.
- KAISER, G. (1973) : *Pietismus und Patriotismus im literarischen Deutschland. Ein Beitrag zum Problem der Säkularisation* [Piétisme et patriotisme dans l'Allemagne littéraire. Contribution au problème de la sécularisation], Frankfurt am Main : Athenäum.
- KANTOROWICZ, E. (1984) : «La souveraineté de l'artiste», in *Mourir pour la patrie*, Paris : PUF.
- KIERKEGAARD S. (1982) : «L'école du christianisme», in *Œuvres Complètes*, t. XVII, Paris : Ed. de l'Orante.
- KOYRE, A. (1929) : *La philosophie et le problème national en Russie au début du 19ème siècle*, Paris : Honoré Champion.
- LEIBNIZ, G. W. (1945) : «Principes de la nature et de la grâce», in *Œuvres choisies*, éd. Prenant, Paris : Garnier frères.
- (1969) : *Essais de Théodicée*, Paris : Garnier-Flammarion.
- (1980) : *Zwei Aufsätze* [Deux essais], Stuttgart : Reclam.
- LUHE (von der), I. (1979) : *Natur und Nachahmung in der ästhetischen Theorie zwischen Aufklärung und Sturm und Drang. Untersuchungen zur Batteux-Rezeption in Deutschland* [Nature et imitation dans la théorie esthétique entre Lumières et Sturm und Drang. Recherches sur la réception de Batteux en Allemagne], Bonn : Bouvier.
- PIC DE LA MIRANDOLE, J. (1993) : *Œuvres philosophiques*, tr. O. Boulnois et G. Tognon, Paris : PUF.
- PLATON : *La République*, tr. Robin, Paris : Ed. de la Pléiade.
- SULZER, J. G. (1786-1787) : *Allgemeine Theorie der schönen Künste* [Théorie générale des beaux-arts], t. III (art. «Originalgeist»), Leipzig : Weidemanns Erben.
- THOMASIIUS, Ch. (1894) : *Kleine deutsche Schriften* [Petits écrits allemands], Halle : Hendel.
- TIGERSTEDT, E. N. (1968) : «The Poet as a Creator : Origin of a Metaphor», *Comparative Literature Studies*, t. V.
- ULIVI, F. (1959) : *L'imitazione nella poetica del Rinascimento*, Milano : C. Marzorati.

WINCKELMANN, J. J. (1990) : *Gedanken über die Nachnehmung der griechischen Werke in der Malerei und Bildhauerei* [Pensées sur l'imitation des œuvres grecques dans la peinture et la statuaire], Stuttgart : Reclam.

Les linguistes français et les pays d'Europe de l'Est de 1918 à 1931

Jean-Claude CHEVALIER
CNRS, URA 381, Paris, France

Je voudrais vous parler de la façon dont les linguistes français se sont situés dans le formidable ébranlement qui secoue l'Europe centrale et orientale pendant et après la guerre de 14-18, de l'influence qu'ils ont exercée ou tenté d'exercer.

1. RÔLES INSTITUTIONNELS DES ACTEURS PRINCIPAUX

L'Université française de l'époque est un système à la fois mandarinal et très restreint; dans chaque discipline, un maître et quelques rares disciples, qui, le plus souvent, briguent la succession. Commandant seul à bord, le maître en acquiert une habitude de l'autorité qui devient autoritarisme.

Cette situation est d'autant plus dramatique en linguistique et philologie modernes qu'il s'agit de disciplines nouvelles, très mal représentées dans des Facultés dominées par l'humanisme gréco-latin. La presque totalité des étudiants des Facultés des Lettres et des normaliens préparent des licences et des agrégations, au programme plusieurs fois remanié, mais toujours tournées vers l'enseignement des lycées et collèges, et donc toujours scolaires. Certes, pour les encadrer, des postes de maîtres de conférences ont été ouverts à partir de 1877, mais ils sont attribués au compte-gouttes. Les débouchés dans des postes de recherche sont infimes, autant que les missions et les subventions. Les cours des Hautes-Etudes, créés en 1868 à l'image des séminaires allemands, en ont été dévoyés, comme le montrent les listes des auditeurs. Ou bien, il s'agit de préparations dégui-

sées à l'agrégation des lycées et alors les programmes sont très conventionnels et les auditeurs très nombreux, une soixantaine ou davantage. Ou bien, il s'agit de recherches et les auditeurs sont majoritairement étrangers. Sauf à jouir d'une large fortune personnelle, à rester célibataire, l'aspirant chercheur devra poursuivre une longue carrière dans les lycées et n'y mener que des recherches compatibles avec cet état : des études sur les patois régionaux ou des enquêtes érudites qui peuvent être conduites dans des bibliothèques de province ou de la mauvaise vulgarisation (la polygraphie est une des plaies de l'époque). Il ne pourra abrégé ces servitudes que s'il jouit d'étroites relations avec les maîtres parisiens; de 1870 à 1914, la camaraderie d'École normale sera encore le moyen le plus efficace. Cette situation fragile donne aux maîtres un pouvoir exorbitant et aux jeunes chercheurs un faible pouvoir d'initiative.

A la déclaration de guerre, la scène française de la linguistique est dominée par trois monarques d'une personnalité écrasante : Ferdinand Brunot, Antoine Meillet, Mario Roques. Brunot est le plus ancien; né en 1860, normalien, premier d'agrégation; en 1914, il a déjà été comblé de responsabilités et d'honneurs. Titulaire à la Sorbonne, depuis 1900, de la première chaire d'Histoire de la Langue française, depuis cette date il publie, tome après tome, une Œuvre énorme et unique, *l'Histoire de la Langue française*; militant républicain, il a participé à toutes les aventures du tournant du siècle : l'Alliance française, la bataille pour la réforme de l'orthographe, pour la défense d'un enseignement purement moderne, la création des Archives de la Parole et de l'Institut de Phonétique; mais aussi il a été militant à l'Union patriotique du Rhône, ardent dreyfusard, un de ceux qui ont créé la Ligue des Droits de l'Homme, un ami des ministres. En 1914, il est nommé maire du XIV^{ème} arrondissement; il est élu doyen de la Sorbonne en 1920, on trouve son nom partout. Il n'en continue pas moins de rédiger et publier les tomes de son *HLF*. En pleine guerre, en 1917, il a publié le tome V, *Le Français en France et hors de France au 17^{ème} siècle*. Dès lors, il travaille à un ensemble «18^{ème} siècle» qui paraîtra seulement à partir de 1926; c'est là qu'il rompt avec la doctrine classique : à la fois il est ébloui par ce siècle prodigieux qui conduit à la Révolution d'une langue nationale, mais, dans le même temps, il est ébranlé par le cataclysme qui dévoile un monde nouveau des cultures et des nationalités. Homme d'action, Brunot brûle de passer sur le

terrain; une grande mission en Tchécoslovaquie, en 1923, en sera l'occasion.

Meillet, né en 1866, est premier d'agrégation et se consacre aussitôt à la recherche. Spécialiste d'indo-européen, dès le début, il s'intéresse à l'arménien qu'il étudie sur place (il a obtenu une mission) et au slave. Il situe ses recherches dans le mouvement scientifique contemporain; il est lié à Saussure, mais collabore aussi avec Durkheim pour l'*Année sociologique*; il fréquente assidûment la Société française de philosophie et étudie avec Couturat la possibilité de langues artificielles, l'espéranto ou l'ido. A partir de 1908, il publie dans la revue italienne internationale *Scientia* des articles de linguistique générale (P.Caussat, 1988). Directeur aux Hautes-Etudes, il a été nommé professeur au Collège de France. Dès avant la guerre, il s'est intéressé aux tentatives d'Ernest Denis pour créer un Institut d'Etudes slaves. Pendant la guerre, il assure la permanence de la Société de Linguistique de Paris; il rend compte de tout ce qui paraît et célèbre la mémoire des linguistes morts au combat, particulièrement celle de son disciple préféré, Robert Gauthiot. *L'Institut d'Etudes slaves*, plus fortement installé après la guerre, servira d'instrument de pilotage pour les Instituts français de l'Est, et surtout ceux de Prague et de Varsovie. Sous l'autorité du Doyen Brunot, Meillet interviendra aussi bien pour les nominations de professeurs, comme la loi l'y invite, que pour la forme des examens, leur valeur, etc. Il sera là pour les inaugurations. Toujours autoritaire, il tranchera, décidera, ordonnera. Activité doublée par des conférences dans les grandes villes, en Pologne, en Tchécoslovaquie, ailleurs.

Mario Roques est le plus jeune, né en 1875. Normalien, brillant agrégé, à la mort de Gaston Paris, il deviendra le responsable du domaine roman dont les frontières d'études sont mal délimitées en France, puisque ce domaine ne fait partie d'aucun cursus important. Il multipliera les éditions d'ancien français, et deviendra directeur de la *Romania* en 1912; en outre, féru de dialectologie. Comme Meillet, il regrette la faiblesse des travaux d'inventaire. Meillet s'est voué aux grammaires, Roques se réservera les dictionnaires. Mais surtout, très tôt, il a étudié l'espagnol, tradition familiale, et, à l'École normale, le roumain; plus tard, il examinera l'albanais, langue géographiquement proche. Depuis 1898, il voyage très souvent en Roumanie; il est membre correspondant de l'Académie roumaine en 1914. Au début du siècle, il est nommé aux Hautes Etudes et, conjointement,

tement, aux Langues Orientales. Pendant la guerre, en 1915, son camarade de Normale, A. Thomas, plus tard ministre de l'armement, l'enverra en mission en Roumanie, puis le prendra auprès de lui.

Installés aux postes de commande, ces trois linguistes sont nécessairement impliqués dans le formidable bouleversement de la guerre et de l'après-guerre. Comme linguistes ils seront experts dans les problèmes posés par des pays aux frontières linguistiques difficiles à fixer, comme historiens, il sont analystes des genèses et des mutations.

2. LES INTERVENTIONS DANS LA CONSTRUCTION DE L'EUROPE

Brunot sera, dans la guerre à l'Est, l'intervenant le plus discret; il est maire du XIV^{ème} arrondissement et cette fonction, honorifique avant guerre, est maintenant écrasante; c'est plus tard, comme doyen, qu'il participera aux actions extérieures. Mario Roques est mobilisé par les actions de guerre. Meillet est disponible et libre, il intervient.

Mario Roques avance avec intrépidité une raison à cet intérêt des linguistes français :

Si l'on me demande quel intérêt la France avait dans ces contrées lointaines qu'arrose le Danube, je répondrai que l'intérêt de la France est partout où il y a une cause juste et civilisatrice à faire prévaloir.

(1925)

Pourquoi pas ? Mais il est certain aussi que le slavisant qu'est Meillet se sent particulièrement qualifié pour servir la France et l'Europe dans ce domaine. Sensibilisé par ses recherches — et par Schuchardt — aux multiples problèmes des empiètements de langues, il voit là une occasion unique de travailler sur le terrain, comme sociologue, comme linguiste et comme patriote.

Il a déjà publié avant la guerre plusieurs articles sur les parentés des langues slaves. Il mêle sa voix forte aux voix qui s'élèvent. De multiples comités, en Suisse surtout, réclament l'indépendance de leurs pays annexés par les Empires centraux. Des Congrès de nationalités se rassemblent comme celui qu'organise Beneš à Rome en avril 1918; des ouvrages sortent, aux États-Unis même, comme celui de L. Dominian en 1917,

Frontiers of Language and Nationality in Europe. Meillet publie en 1918 son livre *Les Langues dans l'Europe nouvelle*, qui sera réédité en 1928 avec un important travail statistique de Lucien Tesnière; il marque ainsi massivement sa présence. Comme le note P. Renouvin, pour cette époque, les revendications sont extrêmement complexes puisque le plus souvent (et il cite l'exemple limite de la Macédoine) les frontières linguistiques, religieuses et historiques ne coïncident pas (Beneš le montre bien dans un article de 1918); difficultés auxquelles s'ajoutent les intérêts économiques et stratégiques, sans compter le déferlement bolcheviste à partir de 1917.

Même si Meillet prétend toujours parler au nom des faits de langue, il prend néanmoins fortement en compte les exigences sociales et, par là, est plus largement perméable à des interprétations d'ensemble qu'il revendique hardiment. Cette inscription dans l'histoire sociale conduit à de multiples parti-pris. Ce paradoxe, Meillet l'assume sans prudence :

Sans les événements, ce livre n'aurait pas été écrit. Mais il est l'Œuvre d'un homme de science, et les idées qui en forment le fond ne sont pas dues aux circonstances.

(1918 b)

Même son de cloche chez Brunot en tête du tome V de l'*HLF*, publié en 1917, consacré à la diffusion du français en Europe. Travail de savant, dit Brunot, fondé sur l'objectivité des faits. En réalité, publication de circonstance qui atteste la supériorité du français sur l'allemand, à la limite du pamphlet. Aboutissement dans les deux cas de cinquante ans d'efforts chez les linguistes français pour supplanter l'Allemagne : enfin, la science positive est incarnée par la France qui recouvre cette Europe même que l'Allemagne prétendait dominer.

Triomphalisme réclamé, assumé, mais qui recouvre à peine une constante agressivité envers tout mouvement des nationalités qui, depuis la fin du 18^{ème} siècle, est le cauchemar du français, langue universelle :

On a voulu, écrit Meillet, y exposer la situation linguistique de l'Europe telle qu'elle est, et non comme les unités dont les prétentions nationales exaspérées depuis le 17^{ème} siècle souhaitent qu'elles soient.

(ibid.)

Et pour axe, une notion explicative, héritée du vocabulaire de la grande Révolution et bien dans la ligne de Durkheim : la *volonté générale* :

Les langues sont ce que les font les sociétés qui les emploient. La volonté de ceux qui les parlent y intervient et contribue à leur développement.

(Concl.)

Cette notion de «volonté» s'installe chez Meillet dès 1913 (voir *BSL*, XIX, 62, 1914) et sera réitérée. Malgré les protestations du fidèle disciple Gauthiot, Meillet affirme que la parenté entre les langues repose sur la volonté des parleurs d'assurer cette communauté.

Il se trouve là en accord avec le principe solennellement affirmé par les Alliés du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Mais il note que ce principe conduira à légitimer en Europe une vingtaine de langues qui vont conduire au déchirement et à la régression (1918 b : 10). Et le linguiste peut ajouter un argument aggravant concernant les langues slaves. Selon lui, un bon nombre sont des langues primitives, hérissées de déclinaisons et de morphèmes aspectuels, marques d'archaïsme. Comme si Meillet avait oublié Humboldt qui, dans le célèbre débat avec Remusat, voyait dans la déclinaison grecque le signe même de la perfection (Delesalle-Chevalier, 1986 : 167-178).

Les grands pays disposent de grandes langues qui développent de grandes cultures; les mouvements nationalistes développent de petites langues barbares qui conduisent à l'anarchie et sont donc moralement douteuses :

L'État moderne est celui d'un monde où le citoyen le plus modeste a droit à sa part de culture et d'influence, où d'ailleurs tout le monde dépend de la science et de la technique et où, avec le goût du moindre effort qui est la plaie de l'Europe actuelle, chacun veut que la culture lui soit aisément accessible, de même que son influence doit pouvoir être librement exercée.

(1918 : 239)

L'axiome, c'est : «La civilisation tend vers l'unité» :

Cette science qui est une domine une technique industrielle qui est également une.

(ibid. : 242)

Meillet en apporte pour preuve le cri célèbre : «Travailleurs de tous les pays, unissez-vous», qu'il commente ainsi :

Les ouvriers ont senti que, par rapport à leurs employeurs, ils ont des intérêts identiques.

Il faut donc laisser ces langues particulières à des groupes sociaux bornés, comme les paysans, qui sont «sans horizons larges» et résignés «à une culture élémentaire».

Non seulement, ces langues particulières sont des langues de dégénérescence sociale, mais elles bloquent les communications. Certains vantent comme remède le multilinguisme ? C'est, dit Meillet une démarche d'un coût très lourd et régressive. Et aussitôt une illustration fulgurante, celle des maîtres d'hôtel polyglottes, ainsi commentée :

Ce que ces hommes ont appris en pratiquant leur métier en différents pays n'a pas vraiment enrichi leur pensée.

(ibid. : 258)

Aveu ingénu du mythe bourgeois de la «boniche», encore récemment illustré par le cinéaste Chabrol, qui coupe toute vertu au plurilinguisme.

Pour Meillet, les «faits» linguistiques dictent eux-mêmes une conduite. Les langues d'Europe sont partagées en deux groupes antithétiques : l'Ouest et l'Est.

A l'Est, les langues slaves n'ont divergé que tardivement, parlées par des peuples isolés, écartés de la civilisation méditerranéenne et occidentale; elles en ont gardé de fortes ressemblances de forme, proches de la langue archaïque; mais elles ont subi une très lente évolution culturelle, qui a profondément séparé celles qui sont rattachées à la Rome catholique et d'autres aux Grecs orthodoxes, creusant un désordre culturel; à la limite, certaines flottent sans culture comme le slovène ou le petit-russe, d'autres sont des mixtes comme le serbo-croate :

Les langues slaves sont les éléments les plus divergents, ceux qui rendent le plus malaisée une sorte d'unité linguistique répondant à l'unité d'une civilisation européenne.

(ibid. : 274)

A l'Ouest, à l'inverse, les grandes langues se sont très tôt séparées, mais se sont aussi constamment ressourcées à l'origine latine pour en garder une forte unité de haut niveau. Si l'anglais occupe une place à part pour la grande communication, l'évolution a fait du français un instrument incomparable; un sociologisme primaire conduit Meillet à des péans estampillés 18ème siècle :

Le français commun est une langue de gens du monde fixée à Paris, au centre des parlers dont il offre un type perfectionné par la culture et la vie de société. L'allemand commun est une langue de bureaux, fixée dans les provinces orientales où l'allemand avait été apporté par des colons venus pour dominer.

(ibid. : 256)

Cela posé, il n'est pas question d'imposer ces grandes langues aux populations frustes de l'Est. Elles perdraient trop de temps à l'apprentissage; et au reste, s'y embrouilleraient :

Pour manier cette prose (française), il faut posséder une culture fine : une éducation sommaire, un peu rude, ne suffit pas à qui veut parler ou écrire le français littéraire. On sent qu'écrire le français sans nuances, le comprendre à demi, c'est n'en pas profiter et c'est le maltraiter.

(ibid. : 255)

La différence de statut entre les langues orientales et occidentales conduit Tesnière, rédacteur de l'important additif statistique inséré dans l'édition de 1928, à préciser plus nettement le statut ethnographique de ces langues. Dans un pays comme la France, le problème est simplifié dans la mesure où «on désigne par langue l'outil de civilisation qu'est une langue littéraire». Dans les domaines slaves étudiés, le multilinguisme est courant, mis à part certains pays comme la Pologne, unifiés par une langue littéraire (Meillet, 1921); la langue maternelle, celle qu'on parle à la maison, est tenue pour désigner le pays, comme le marquent les instructions tchécoslovaques pour le recensement du 15 fév.1921 :

Par nationalité ethnique, on entend la race dont la marque principale est généralement la langue maternelle.

Ainsi disait Meillet dans le N°1 de la *Revue des Etudes slaves* :

Si l'on parle de «race», c'est pour matérialiser le fait linguistique; ce n'est qu'un mot qui n'ajoute rien à la seule réalité aisément observable, la réalité linguistique.

(Avant-Propos)

Le résultat pour les Slaves est l'éparpillement brut :

En Europe centrale, on considère une langue comme un naturaliste peut considérer une espèce zoologique, c'est--à-dire qu'on y voit plutôt une succession de parlers à l'état natif et inculte.

(ibid.)

Reste que l'histoire du français, pour Meillet, donne un modèle à une nécessaire évolution, à une forte généralisation fondée sur la raison, à un effort de fédération et d'unification. La notion-clé, c'est la volonté. Succédant au positivisme et retrouvant les accents du 18ème siècle, c'est une nouvelle philosophie qui se répand en Europe. Un compte rendu, paru dans le *BSL* (XXII, 68 : 72), du livre de Karl Vossler, *Französische Philologie*, permet à Meillet de préciser cette nouvelle orientation :

On se rend compte de la tendance nouvelle qui est commune aux linguistes et aux historiens de la littérature; les faits ne sont plus présentés comme des développements spontanés, plus ou moins mécaniques; les actions historiques, les influences sociales, le rôle de la civilisation et des individus ressortent de plus en plus.

Cette interprétation d'ensemble, on la retrouve chez F. Brunot dans *l'Histoire de la Langue française* et aussi dans son énorme grammaire de 1922, *La Pensée et la Langue*. Plus adroite seulement, car Brunot est un vieux et rusé militant républicain. Ce que découvre Brunot, quand il embrasse les dix derniers siècles de la langue française, c'est d'abord, jusqu'au 17ème siècle, l'effort continu des pouvoirs centraux parisiens pour contribuer à dégager du latin, par métamorphose, une langue de prestige, le français, organe des classes dirigeantes et pour lui donner une valeur légale par des ordonnances et des académies. Opération fabuleuse que l'historien enracine dans une langue purement fantasmée, un imaginaire dialecte d'Ile de France. Puis, ce que découvre Brunot, après la guerre, quand il aborde le 18ème siècle et la Révolution, jusqu'à 1815, repère magique de Michelet, c'est la volonté de tout un peuple pour faire de sa langue un instrument économique de progrès et un instrument politique d'émancipation. Aussi, le tome IX de *l'HLF*, *La Révolution*, s'intitulera-t-il «La langue nationale». Il commence par cette déclaration :

Si la langue devient nationale, c'est qu'une nation se forme, sciemment, par des actes de volonté et d'amour, et que la langue apparaît aux hommes politiques et aux citoyens comme un élément essentiel de la «nationalité». On croit nécessaire non seulement de la répandre, mais de l'imposer.

Conséquence :

Les langages locaux sont désormais des dissidents qu'il faut combattre et réduire.

Action nécessairement prudente : l'école vaut mieux que les armes, une lente accoutumance plutôt qu'une imposition brutale, comme l'avait tentée l'Allemagne en Alsace-Lorraine ou à l'Est. Brunot privilégie l'exemple de l'Alsace qui, dotée de dialectes germaniques, est devenue peu à peu une partie essentielle de la patrie française.

Dernier point : si l'unité de la langue est indispensable quand on veut doter son pays d'une grande langue de culture, la langue n'est pas la condition *sine qua non* de l'unité politique. Des notions pragmatiques comme tendre vers l'unité, se réunir dans un projet commun, sont décisives. Encore Brunot :

Si l'unité de la langue n'est pas le but vers lequel se dirige une nation, personne ne conteste qu'elle soit un des moyens par lesquels cette nation dégage sa personne morale. Turgot, Raynal avaient déjà réservé le nom de nation à une société d'hommes parlant la même langue. L'un et l'autre se fussent refusés, non sans raison du reste, à accepter l'axiome posé par Vaublanc : «Il est certain que c'est la Langue qui fait la Patrie». C'est la Révolution qui avait imposé, sinon à l'Angleterre, du moins à la plus grande partie de l'Europe, cette manière de penser dont l'action est énorme, non seulement sur l'avenir des langues, mais sur le destin des nations.

Prudentes ou imprudentes, fortement teintées de l'idéologie bourgeoise de l'époque, ces propositions n'en sont pas moins très significatives. Elles marquent un changement fort par rapport aux propositions des comparatistes allemands; elles soulignent le rôle des finalités inscrites dans l'activité des parleurs. Elles rencontreront les vues nouvelles, apportées de l'Est par Jakobson et Troubetzkoy, endossées par les genevois aux congrès de La Haye (1928) et Genève (1931). Ces linguistes, confusément, dessinent les traits d'une conception nouvelle de la science linguistique.

3. L'INVESTISSEMENT DANS LES TRAITÉS DE PAIX

Tel est, je crois, l'ensemble des principes d'engagement. Forts de leur compétences et de leur idéal, les linguistes n'hésiteront pas à intervenir. C'est ainsi que Mario Roques, qui est en relations régulières avec la Légation de Roumanie, rédigera, sur des données fournies par Alexandre Lepadatu, membre de l'Académie roumaine, les *Actes et Mémoires* que la Délégation roumaine présente au Trianon pour la défense de ses thèses (Munteanu, 50).

Pour donner une idée plus détaillée de ce type d'intervention dans des situations mouvantes très embrouillées, je prendrai l'exemple de la Lituanie. Ce domaine balte, longtemps situé dans l'orbite allemande, pris depuis des siècles entre la Pologne, l'Allemagne et la Russie tente de conquérir son autonomie. Il dispose pour ce faire d'un Comité national très actif à Lausanne et d'un politique entreprenant, Gabrys. Les Alliés ne demandent pas mieux que de satisfaire les revendications du comité, au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes; mais comment le faire sans léser les voisins ? Une note secrète du Ministère des Affaires étrangères expose la problématique française :

Il ne s'agit pas, comme pour la Bohême et la Pologne, d'États historiques, mais d'une sorte de nationalité sans frontières ethniques, nettes, à limites qui ne peuvent être qu'arbitrairement tracées, comme cela est pour la Macédoine, la Croatie, etc. Le problème n'est donc pas simple, d'autant plus que toute reconnaissance de l'indépendance absolue de la Lituanie va à l'encontre de l'unité de la Russie.

(Archives AE, Europe, Lit.)

Le Ministère est d'autant plus embarrassé que Gabrys a noyauté certains milieux influents français. Une note précise que Gabrys rêve d'une grande Lituanie qui comprendrait des terres occupées par des Polonais, alors que la Pologne veut la borner à «ses limites ethnographiques». Pour appuyer ses ambitions, Gabrys, dit la note secrète, «est en relations suivies avec M. Albert Thomas, M. Denis, professeur à la Sorbonne, et quelques autres personnalités».

Nous voici dans le milieu institutionnel de Meillet avec le normanien A. Thomas, protecteur de Mario Roques et le slavisant E. Denis, fondateur de l'Institut d'Etudes slaves. Meillet, familier des problèmes des langues du groupe «baltique», va rédiger un gros rapport intitulé *Pologne*

et Lituanie. *Travaux du Comité d'Etudes*, destiné à la séance du 3 janvier 1919 des négociations de paix. Rapport révélateur, je crois, de sa démarche (voir aussi *Scientia*, 1918); il relève les traits communs avec le slave; esquisse ensuite une histoire politique et religieuse, une histoire des invasions, les rôles croisés des Polonais, des Allemands, des Russes, des Tchèques qui véhiculent langues et cultures. Une prodigieuse complexité d'où émerge une donnée : le lituanien n'est devenu courant qu'à la fin du 19ème siècle, même si le polonais et secondairement le russe et l'allemand sont restés la langue des élites.

Comment justifier l'appui à donner au lituanien et, au delà, à la définition d'une Lituanie indépendante ? Les Allemands, au nom du «redoutable principe des nationalités» et non du «droit des peuples à disposer d'eux-mêmes» ont tenté, à la paix de Brest-Litovsk, d'occuper toutes ces régions et de les dominer¹; Meillet défend l'indépendance de la Lituanie parce que le pays a une langue spécifique qui est la langue du peuple, parce que c'est une langue d'avenir, liée à une très forte communauté installée aux États-Unis, parce qu'elle est parlée dans les régions proches de la mer Baltique et donc en un lieu stratégique. Faire confiance au lituanien, lui définir avec précision un espace géographique — comme il le fait —, c'est plus que constater un état de fait, c'est entrer dans une dynamique de progrès. Mais on peut aller plus loin et dicter une ligne d'avenir : il faut conseiller à ces petites nations de la Baltique de se regrouper en fédération, «seule solution qui permettra à la fois de concilier les aspirations des petites nations et les droits des grandes nations qui sont auprès d'elles»².

Principe qui risque bien de n'être pas suivi par les pays de l'Est. Une note de l'ambassade de France à Berne signale que les milieux yougoslaves de Suisse reprochent au ministre Pašić de mener une politique panserbe et non fédérative. Pour la Lituanie même, le ministre Voldemar déclarera devant la Commission des Affaires polonaises du traité de paix, en 1919 :

¹ *Scientia*, 1918 : 391.

² Confirmé dans *Scientia*, 1920 : 51 : «Dès lors l'unité slave qui depuis longtemps n'a qu'une valeur linguistique deviendra une réalité politique.»

La Lituanie revendique son indépendance absolue et se refuse à envisager aucune fédération avec les voisins, soit de l'Ouest soit de l'Est.

(Arch. AE, CP 48 : 164)

Tout à l'inverse, pour Meillet, seuls de grands ensembles peuvent envisager un avenir nourri de rationalité et de progrès; pour ne pas dire, un avenir tout court. Pour lui, c'est une loi historique de progrès. Il en voit des exemples partout. Pour confirmation cette citation :

Les langues indiennes ont disparu. On ne dira rien du français canadien, trop peu important et qui ne saurait se maintenir définitivement.

(1921 : 117)

Le prophétisme est un dur métier en linguistique.

4. L'EXPANSION. LES RÉSEAUX

Dotés d'une doctrine d'ensemble cohérente, enhardis par l'expérience cruciale de la victoire, apôtres d'un nouveau monde, les linguistes français construisent un réseau d'expansion dans l'espace slave et dans les pays voisins. Trois moyens d'actions déterminants : les missions, les instituts, les revues et sociétés savantes.

4.1. LES MISSIONS

C'est depuis presque un siècle dans le système français un moyen privilégié pour encourager les recherches. Une Commission des voyages et missions scientifiques se réunit chaque semestre et répartit entre dix et vingt missions. C'est elle qui favorisera les grandes expériences de jeunes chercheurs, comme, après 1930, les missions d'A. Haudricourt à Leningrad, de C. Levi-Strauss au Brésil ou du P. Teilhard de Chardin en Extrême-Orient. De 1925 à 1932, Meillet est membre influent de cette Commission. Le nombre des missions linguistiques en Europe de l'Est est particulièrement élevé, comme celles d'A. Martel en Pologne, de Grappin aussi en Pologne, de Mlle Privat en Yougoslavie, de Rey et Haumant en Albanie, et d'autres. Un exemple significatif, celui de Tesnière. Il est remarqué pour une mission en Yougoslavie en 1920. En 1924, il surprend la commission en demandant des crédits pour aller en URSS examiner l'état de la linguistique; il revient à la charge l'année suivante; il obtient 10 000 francs en 1929

avec le même objet. Les missions permettaient ces enquêtes sur place souhaitées par Meillet et si peu pratiquées. Il les juge pourtant très insuffisantes. En 1924 (*BSL*, XXVI, III), il souhaite des «missionnaires linguistiques». En 1928, les carnets d'enquête linguistique proposés aux amateurs en poste à l'étranger par M. Cohen seront un palliatif révélant la détresse des recherches empiriques en Europe et dans le monde.

4.2. LES INSTITUTS

La création d'Instituts spécialisés à la Sorbonne, l'Institut de Phonétique avant la guerre, l'Institut de Linguistique en 1922, l'Institut de Philologie roumaine créé par Mario Roques en 1911 joueront un rôle très efficace de liaison avec les Instituts créés à l'étranger. Quand un Institut français est ouvert à Bucarest en 1923, M. Roques fait évidemment partie du Conseil d'administration.

Plus que tous, l'Institut d'Etudes slaves, fondation embryonnaire d'Ernest Denis avant et pendant la guerre, est repris vigoureusement après la guerre en Sorbonne; il sera d'autant plus efficace que la réglementation confiera à son conseil un rôle de direction dans les Instituts français créés en 1920 à Prague et en 1924 à Varsovie. On verra Meillet intervenir ès-qualités, sous l'autorité du doyen Brunot, pour nommer les directeurs et les professeurs de ces Instituts, pour fixer les formes et la valeur des examens, pour choisir les conférenciers. Les maîtres se manifestent dans les inaugurations et par des tournées de conférences. Le 1er mai 1925, Meillet inaugure l'Institut de Varsovie et prononce une conférence : «Sur le rôle de la langue française considérée comme organisme de l'humanisme». Puis, il pérégrine de Cracovie à Prague, Vienne et Bâle. Encore en 1931, il fera une tournée de conférences à Athènes, Constantinople et en Yougoslavie. C'est le Conseil de l'Université de Paris qui décide des questions pendantes, en dernière analyse : on voit Em. Bourgeois, G. Lanson et F. Brunot discuter de la forme de la dissertation exigée des étudiants polonais de l'Institut.

L'Institut de Prague est dès le début privilégié, pour ses activités, pour l'amitié remarquable entre les dirigeants des deux pays, aussi pour ses liens avec l'Université russe créée à Prague après la guerre. Sous l'influence du premier directeur Tubal, appuyé sur la Faculté des Lettres de Prague, la pente était plus favorable aux études littéraires qu'à la philologie. Mais, au début de 1923, le doyen Brunot vient en tournée de conférences en

Tchécoslovaquie. Comme pour une tâche militante. Le doyen-citoyen soumet à ses auditeurs tchèques la problématique et les modèles qui ont permis à la France de construire une grande langue de culture, une grande langue politique. Il propose à ses auditeurs trois thèmes de réflexion empruntés à l'Histoire de la Langue française : «morcellement et unité»; «autorité et liberté»; «aristocratie et démocratie». Beneš est particulièrement intéressé par ces thèmes et se laisse volontiers convaincre que l'évolution de la langue française pourrait proposer à la Tchécoslovaquie un modèle privilégié. Fort d'une précédente expédition en Scandinavie, Brunot revient à Paris pénétré de l'idée que le temps des conférenciers mondains est passé, qu'il s'est acquitté d'une grande mission politique. Rapport fait à la Sorbonne, rapport envoyé au Ministre — et Brunot insiste pour que le ministre le lise en personne. Plus tard, une invitation de Beneš à l'École normale de Paris renforcera les liens.

Ces missionnaires barbus s'imposent avec assurance à l'Europe comme ils le font dans leurs Conseils parisiens; les faits et la science sont leur force et la Victoire en est l'emblème. Mais sur place, l'enthousiasme et le talent ne manquent pas. L'Institut de Prague est particulièrement brillant grâce à des jeunes comme W. Jankelevich et plus tard H. Beuve-Mery qui sera directeur du *Monde*.

C'est dans ces Instituts d'Europe centrale, au carrefour des cultures, que s'amplifient des courants neufs. L'Institut de Prague prend part à la vie du Cercle linguistique de Prague dès 1926; un jeune normalien, Louis Brun, est le trait d'union. Louis Brun propose un exposé au Cercle comme le fera Tesnière; il y parle de ses problèmes de traducteur. C'est l'Institut qui subventionnera les premiers travaux publiés, et publiés en français. Initiative locale, peut-être; on remarquera qu'aucun maître parisien n'est délégué à Prague au Ier Congrès des linguistes slaves en 1929; c'est le Directeur de l'Institut français, Louis Eisenmann, qui représente officiellement la France. Avec l'appui de Paris.

4.3. LES REVUES ET ASSOCIATIONS. LA S.L.P.

La Société de Linguistique de Paris avec ses réunions, ses publications est un dispositif unique en France. La *Romania* n'est qu'une revue et la Société de Linguistique romane, créée en 1925 à Strasbourg par L. Terracher, malgré ses ambitions internationales, malgré la qualité de sa

revue et de ses congrès restera cantonnée dans le domaine assez étroit des dialectes romans. La prestigieuse SLP restera toujours une société traditionnelle, aux rites hérités des sociétés philologiques allemandes du 19^{ème} siècle. Pour le cinquantenaire, après la guerre, on prévoit encore un banquet solennel, comme au 19^{ème} siècle. Mais Meillet, successeur d'A. Bréal en 1906 au Secrétariat, donne à la Société une remarquable ouverture, fait connaître les œuvres, sollicite les linguistes du monde entier. Meillet, slavisant, est attentif à ce qui se passe à l'Est. Fait significatif : dès 1921, Troubetzkoy, arrivé à Sofia, demande son affiliation et propose sa collaboration. Jakobson s'inscrira, en 1925. Ces jeunes chercheurs apportent un courant nouveau, des techniques impressionnantes dans la linguistique générale.

Meillet donc ne peut qu'être sensible à cette évolution du marché; le fonctionnement de la SLP l'instruit chaque jour. Commentant en 1922 dans le *Bulletin* la triple sortie des manuels de Jespersen, de Sapir et de Vendryes, il souligne quelle importance prend la théorie dans la constitution d'une linguistique générale. Instaurant dans ce *BSL* de 1922 un nouveau dispositif d'articles importants qui succèdent aux vieux mémoires, il donne la plus grande part au latin, au grec, au sanscrit, selon la tradition française, mais réserve une place de choix à Bally et à Troubetzkoy pour deux articles mémorables; du premier un article sévère, très saussurien, sur les faiblesses de la méthode de Brunot dans *La Pensée et la Langue*, du second une analyse phonologique du statut des latérales dans les langues caucasiennes septentrionales, admirable de netteté (Chevalier, 1995).

5. LE DÉPLACEMENT D'OUEST EN EST

Dès lors, c'est un mouvement continu qui déplace l'intérêt des linguistes vers l'Est et neutralise partiellement la France. Des réseaux nouveaux relient les capitales européennes. C'est à Copenhague en 1925 que se réunit un colloque international sur les transcriptions qui sera édité à Londres par O. Jespersen et H. Pedersen, c'est à La Haye que se tient en 1928 le Premier Congrès international des linguistes, congrès de théoriciens où éclate la force des propositions de la quadruple alliance : Bally-Sechehaye-Troubetzkoy-Jakobson. Dans la foulée, Congrès des Slavistes à Prague, des Phonéticiens et Phonologues en Allemagne et en Tchécoslovaquie,

2ème Congrès des Linguistes à Genève en 1931. Meillet viendra autant qu'il le peut, débordé par ce raz de marée, mal aidé par ses trop rares disciples, par le nombre infime de disciples de Brunot capables d'entrer dans ces débats théoriques. Quelques exceptions comme L. Tesnière ou M. Cohen qui tentent de se multiplier; plus tard, A. Martinet et G. Gougenheim, quelques autres. Peu de gens et c'est le signe d'un déclin de la recherche française, un déclin qui accompagnait un recul du pays tout entier.

© Jean-Claude Chevalier

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Archives nationales, Fonds F17 et AJ 16.

Archives du Ministère des Affaires étrangères, Recueil général des Actes de la Conférence de la Paix.

BENEŠ E. (1918) : «La lutte des Tchécoslovaques pour leur État national», *Scientia*, 24, pp. 212-224.

BENVENISTE E. (1937) : «Bibliographie des travaux d'Antoine Meillet», *BSLP*, 38, 112, pp. 42-62.

CAUSSAT P. (1988) : «Langue et Nation», *Antoine Meillet et la linguistique de son temps*, *HEL*, 10, II, pp. 195-204.

CHEVALIER J.-C. (1992) : «L'Histoire de la Langue française de Ferdinand Brunot», *Les Lieux de Mémoire*, III, *Les France*, Paris : Gallimard.

— (1995) : «La France devant les congrès internationaux de linguistique : 1914-1931» in *Jean-Claude Chevalier. Notice biographique et bibliographique*, Leuven : Centre international de Dialectologie générale.

DELESALLE S. et CHEVALIER J.-C. (1986) : *La linguistique, la grammaire et l'école*, Paris : A. Colin.

- EISENMANN L., (1921) : «Ernest Denis», *Revue des Études Slaves*, I, pp. 138-143.
- MEILLET A. (1915) : «Les langues et les nationalités», *Scientia*, 18, pp. 192-201.
- (1918a) : «Les langues dans le bassin de la Mer Baltique», *Scientia*, 24, pp. 383-392.
- (1918b) : *Les langues dans l'Europe nouvelle*, Paris, Payot.
- (1928) : *ibid.* 2ème édition, avec appendice de Lucien Tesnière sur la statistique des langues de l'Europe, Paris : Payot.
- (1920) : «De l'unité linguistique slave», *Scientia*, 27, pp. 41-51.
- (1921) : *Avant-Propos* à *Revue des Études Slaves*, I.
- (1921) : *Linguistique historique et linguistique générale*, Paris : Champion.
- MUNTEANU B. (1953) : «La Roumanie moderne et sa littérature dans la conception de Mario Roques», *Pour un cinquantenaire scientifique. Mario Roques et les études roumaines*, Paris : Institut universitaire roumain Charles-Ier.
- RENOUVIN P., sous la direction de, (1957) : *Histoire des relations internationales*, t. 7, «*Les crises au XXème siècle.1. De 1914 à 1929* », Paris : Hachette.
- (1929) : *Travaux du Cercle linguistique de Prague, I. Mélanges linguistiques dédiés au Ier Congrès des Philologues slaves*, Prague.
- ROQUES M. (1925) : «*Le 24 janvier. Conférence faite à Paris le 24 janvier 1925 à l'Association des études roumaines en France*», Paris : Champion.

Les notions de langue et nation roumaine à l'Est du Prut

Grigore CINCILEI

Université d'État de Moldova (Chişinău, Moldavie)

1. INTRODUCTION

A titre d'introduction, je voudrais faire référence à l'étude d'Émile Benveniste «Structure de la langue et structure de la société»¹. L'auteur constate à juste titre que les notions de *langue* et *société* sont vastes — «dont on n'a pas fini d'explorer la complexité»². Il voit dans chacune des entités deux niveaux : l'un historique, l'autre fondamental. Selon lui, il est possible d'établir des homologues entre la langue et la société seulement au niveau fondamental. Benveniste cite trois caractères qui sont communs à l'une et à l'autre :

- 1) langue et société sont pour les hommes des réalités *inconscientes*, l'une et l'autre représentent la nature, le milieu naturel et l'expression naturelle;
- 2) l'une et l'autre sont toujours héritées;
- 3) ni l'une ni l'autre ne peuvent être *changées* par la volonté des hommes.³

¹ Benveniste, 1974 : 91-102.

² *ibid.* : 93.

³ Cf. *ibid.* : 94.

Dans la présente communication il s'agit d'entités moins générales : la langue «normée», la langue standard, littéraire, «exemplaire»⁴ et la nation, comme «portion» *consciente* de la société. Alors l'homologie 1) change de caractère : langue «normée», exemplaire, et nation se trouvent pour les hommes des «réalités» *conscientes*, des concepts.

Tout en relevant les avantages de la langue par rapport à la société⁵, son pouvoir de transmutation de l'expérience en signes et de réduction catégorielle, pouvoir qui permet à la langue de «prendre pour objet n'importe quel ordre de données et jusqu'à sa propre nature»⁶ en constituant la *métalange*, Benveniste affirme, en conclusion, qu'il n'y a pas de métasociété⁷. Mais ne pourrait-on, toujours par analogie, considérer la nation une espèce de *métasociété* ? Dans ce cas je m'appuie plutôt sur l'interprétation de la métalange comme intention : «Ce qui est métalinguistique c'est mon *intention*, et non le message lui-même, qui est du français»⁸.

On peut continuer l'analyse des entités comparées sous l'aspect sémantique, en posant que la nation et la langue exemplaire — *réalités conscientes* — se rapportent respectivement à la société et à la langue dans le sens «fondamental» — *réalités inconscientes* — de la même façon que le *concept* se rapporte au *signifié*. On a, dans les trois cas, un rapport d'inclusion : nation < société, langue exemplaire < langue «inconsciente», concept < signifié.

Par conséquent, dans cette communication, le terme de *nation* désigne une communauté d'hommes, *conscients* de leur unité ethnique, linguistique, culturelle, de territoire. Celle-ci conditionne la conscience nationale, l'unité nationale.

⁴ Cf. Coseriu, 1994, III : 18.

⁵ Cf. Benveniste, *op. cit.* : 95.

⁶ *ibid.* : 97.

⁷ *ibid.* : 97.

⁸ Pottier, 1987 : 61.

2. ETHNOS ET DEMOS, ETHNONYME ET POLITONYME

Quoique dans la typologie des nations⁹ sur le plan synchronique, la France et l'Allemagne soient du premier type (MI), sur le plan historique, notre collègue P. Sériot les oppose de la façon suivante : pour les Allemands «la langue était l'essence de la nation, alors que pour les révolutionnaires français elle était un moyen pour parvenir à l'unité nationale»¹⁰. L'auteur est d'avis que cette différence d'approche peut être résumée en termes d'*ethnos* et *demos*, opposant ainsi le sens romantique du mot «peuple» au sens social de celui-ci. On peut se demander à quel type, dans cette opposition, appartient la nation roumaine. On peut trouver la réponse à cette question dans l'étude sur les ethnonymes et les politonymes dans l'histoire de la Moldavie¹¹. L'auteur veut élucider le problème de la corrélation entre la conscience de l'appartenance à l'État et la conscience nationale chez les Moldaves. Il précise, tout d'abord, la notion de peuple sous l'aspect politique : communauté démographique d'un État. Selon l'auteur, le nom officiel du pays — Țara Moldovei — est un *politonyme*. Respectivement, *politonyme* est le nom des habitants du pays — les Moldaves — dérivé, celui-ci, du nom de l'État. P. Parasca mentionne que l'histoire connaît aussi des cas comme celui des Roumains, où un espace homogène sous l'aspect ethnique est segmenté politiquement par les frontières de quelques États : Moldavie, Muntenie, Transylvanie. L'usage de ces politonymes tout au long des siècles peut créer l'apparence trompeuse d'ethnonymes. L'*ethnonyme* pour la Muntenie est Țara Românească (Le Pays Roumain), pour la Moldavie — Țara Volohă (La [Petite] Valachie). A leur tour, les composés Ungrovlahia, Moldovlahia résultent de la combinaison du politonyme (ugro-, moldo-) avec l'ethnonyme (-vlahia).

De nos jours, par analogie, on emploie le syntagme *Roumain moldave* où le déterminé (*Roumain*) est un ethnonyme et le déterminant (*moldave*) un politonyme. L'elliptisation de ce syntagme provoque des discussions, puisque

⁹ Cf. Florea, 1974 : 131-137.

¹⁰ Sériot, (s.d.), p. 2-3.

¹¹ Cf. Parasca, 1995 : 91-95.

les représentants du pouvoir actuel remplacent l'ethnonyme *roumain* par le politonyme *moldave*¹². Respectivement, dans les passeports des citoyens de la République on identifie «nationalité» et «citoyenneté», en écrivant «moldave» ou même «République de Moldova» dans la rubrique «nationalité». Cette aberration provoque l'indignation des Roumains moldaves¹³.

Ce qui importe surtout pour combattre le moldavisme primitif c'est que l'ethnonyme commun *ruman/roman* (*voloh, vlah, olah* pour les étrangers), qui selon les lois phonétiques provient directement du lat. *romanus*, précède chronologiquement le politonyme *moldave*. L'État moldave a été fondé au 14ème siècle, tandis que *rumân/român* persiste dans nos contrées dès le commencement de notre ère¹⁴.

3. LA CONSCIENCE NATIONALE ET L'UNITÉ NATIONALE ROUMAINE

L'origine commune des habitants des trois États roumains est confirmée par les lettres de différentes époques (au 13ème siècle, celles du Pape Grégoire IX; au 16ème siècle, de Nicolaus Olahus, Iohannes Lebel, le père de l'historiographie; au 17ème siècle, des chroniqueurs). Les premières traductions sont «roumaines» sans différence pour l'État où elles paraissaient¹⁵. L'activité des traducteurs, de tous les intellectuels, commencée au 17ème siècle, s'élargit au siècle suivant. Elle a engendré l'idée de l'unité politique, réalisée pour la première fois en 1600 par Michel le Brave. La première Union, quoique éphémère, contribuera à cimenter la conscience de l'unité nationale roumaine. L'œuvre des chroniqueurs en est une preuve convaincante. La phrase de Gr.Ureche *Și toți de la Râm ne tragem* [Nous tous, nous provenons de Rome]¹⁶ devient antholo-

¹² Cf. Moldovan, 1993 : 78 et al.

¹³ Cf. Dubovca, 1995 : 3.

¹⁴ Cf. Cantemir, 1983 : 64-65.

¹⁵ Cf. «Intrebare crestinească» [La question chrétienne] et les autres traductions et publications de Coresi, avant 1581.

¹⁶ Ici et infra la traduction du roumain m'appartient.

gique dans les trois pays roumains. Gr. Ureche et M. Costin (17ème siècle)¹⁷, N. Costin et I. Neculce (18ème siècle), tous confirment l'unité des Roumains et du roumain en Transylvanie, Valachie et Moldavie¹⁸.

La même vérité est démontrée dans «*Descriptio Moldaviae*» du très instruit et polyglotte prince Dimitrie Cantemir, qui conclut : «*Valachiae et Transylvaniae incolis eadem est cum Moldavis lingua*»¹⁹. Ce prince régnant de la Moldavie (début du 18ème siècle) concrétise : «*Nous autres Moldaves, nous nous nommons aussi Roumains, et notre langue n'est ni dacique, ni moldave, [...] elle est roumaine*»²⁰.

L'œuvre de l'*Ecole transylvaine* (deuxième moitié du 18ème - début du 19ème siècle) nous en apporte de nouvelles preuves. Ses meilleurs représentants — Samuel Micu-Clain, Petru Maior, Gh. Șincai — ont argumenté la continuité des Roumains en Dacie. Ils ont fourni des preuves sur la latinité et l'unité de leur langue et de leur culture. Tout en défendant la langue, l'École transylvaine a aussi défendu l'existence et l'unité de la nation roumaine²¹.

N. Iorga constate qu'à cette époque s'affirme «*un élément nouveau, la conscience nationale*», qui s'annonçait à la suite du «*contact avec la civilisation philosophique et libérale des pays de l'Occident*»²². Cette conscience s'est constituée sur l'identité historique, linguistique et culturelle. Elle s'est consolidée à la suite de «*l'occidentalisation romane*»²³. Ce processus réunit celui de la latinisation en Transylvanie avec la re-romanisation en Valachie et Moldavie. Cela veut dire que «*le roumain est désormais non seulement une langue romane mais aussi le porteur d'une culture romane*»²⁴.

L'occidentalisation s'approfondit au cours du 19ème siècle, où l'on a vu se constituer le roumain littéraire, exemplaire. Cette nouvelle qualité est obtenue

17 Cf. Berza, 1995 : 196.

18 Cf. Iorga, 1992 : 168.

19 Cantemir, 1973 : 366.

20 Cantemir, 1983 : 65.

21 Cf. Bârlea, 1977 : 168.

22 Iorga, 1992 : 181.

23 Niculescu, 1978 : 330.

24 *ibid.*

nue grâce aux efforts des intellectuels de tous les pays roumains. Il faut mentionner leurs représentants les plus distingués : Gh. Bariț, C. Negruzzi et surtout I. Heliade-Rădulescu. Celui-ci a su diriger le long processus d'assimilation des valeurs spirituelles, élaborées dans l'Occident européen, et avec cela stimuler l'emprunt linguistique rationnel²⁵.

Le poète national M. Eminescu contribue, lui aussi, au perfectionnement de la langue de tous les Roumains. Eminescu considère presque identiques la langue et la nation. Il fait de la nation la catégorie sociale suprême à laquelle tout se subordonne, et de la langue — la patronne : «Nous ne sommes pas les patrons de notre langue, c'est elle notre patronne»²⁶.

4. À L'EST DU PRUT

4.1. L'OCCIDENTALISATION ROMANE

L'occidentalisation romane, ce vaste processus culturel et linguistique à caractère conscient, a été interrompu, entre le Prut et le Dniestr, par *l'occupation russe* (1812) de cette partie de la Moldavie. Ce territoire a été ensuite nommé Bessarabie. On a vu s'y instaurer un régime colonial caractérisé surtout par la russification. Les écoles roumaines ont pu fonctionner seulement dans les premières décennies de l'occupation. Dès les années 1860 il n'y avait plus aucune école roumaine, plus aucune institution roumaine²⁷. Même à l'église, la langue des autochtones, dès les années soixante-dix, a été interdite²⁸.

Pour éradiquer la mémoire ethnique, un «Règlement» spécial de 1818 a imposé le faux glottonyme «langue moldave» (au lieu du roumain), qui a été déclarée langue officielle, à côté du russe. Mais dix ans après il n'est resté d'officiel que le russe.

²⁵ Cf. Corlăteanu, 1995 : 13-14.

²⁶ Eminescu, 1995 : 10.

²⁷ Cf. Nistor, 1991 : 249-257.

²⁸ Cf. Cazacu, 1992 : 193-194.

Timorés et isolés, les autochtones sont restés sans instruction. L'analphabétisme de cette population vers la fin du 19^{ème} siècle était presque total : d'après les données du premier recensement en Russie, réalisé en 1897, seuls 6,1% des Roumains de la Bessarabie savaient lire et écrire : 10,5% des hommes et 1,7% des femmes ! C'était — soulignons-le — à l'époque où l'enseignement primaire était (dès 1864) obligatoire et gratuit en Roumanie.

Après un siècle d'occupation russe, en 1912, il y avait, en Bessarabie, 1709 écoles primaires et 56 écoles secondaires, mais aucune en langue autochtone, qui constituaient encore 70% de la population²⁹. Évidemment, Tudor Cibotaru, pédagogue émérite de la République, a bien raison de dire qu'aucun empire n'a laissé après soi tant d'ignorance et de ruines que l'Empire russe³⁰.

Analphabètes, les autochtones étaient aisément manipulés par l'administration coloniale tsariste : on leur a fait oublier leur origine, en les appelant tout simplement *moldovany*. Etant maltraités, beaucoup de Roumains bessarabiens, surtout les instruits, savants et écrivains (B.-P. Hajdeu, Al. Donici, etc.) se sont enfuis en Roumanie. Mais la population augmentait, parce que le tsarisme organisait la colonisation de la Bessarabie, comme il l'avait fait dans la Transnistrie occupée en 1791.

Les remaniements démographiques et l'asservissement des autochtones analphabètes ont conditionné des mutations négatives dans leur conscience nationale³¹. Les Roumains bessarabiens, dans leur majorité, ignoraient leur origine. Ceux, très peu nombreux, qui allaient s'instruire aux universités de St-Petersbourg ou de Kiev, apprenaient là-bas leur origine roumaine. Mais, revenus en Bessarabie, ils ne pouvaient dire, ni surtout écrire la vérité. On peut mentionner la pensée du poète Al. Mateevici, auteur de la plus belle poésie roumaine consacrée à la langue, poésie devenue hymne de la langue de tous les Roumains. L'auteur lui a donné comme titre *Limba noastră* [Notre langue], puisque la nommer roumaine lui était interdit, et la nommer «moldave» lui semblait, évidemment, faux.

²⁹ Cf. Nistor, 1991 : 254-257.

³⁰ Cf. Cibotaru, 1993 : 8.

³¹ Cf. Buga, 1995 : 109-110.

A noter que le degré infime de l'instruction va de pair avec le niveau de la conscience nationale. La population roumaine de la Bessarabie, après plus d'un siècle de dénationalisation, ignorait presque complètement tout ce qui constitue le roumanisme : histoire des Roumains, culture majeure, littérature, langue littéraire. Après la Révolution russe, au mois de mai 1917, Onisifor Ghibu, activiste roumain venu de la Transylvanie, présent au Congrès des instituteurs de la République Démocratique Moldave, constatait que même parmi les instituteurs il y avait moins de 10% nourrissant des sentiments nationaux³².

Au Congrès des paysans, toujours au mois de mai 1917, tenu en russe (sic!), Ghibu a vu les représentants moldaves du district Nouă Suliți épeler à peine une proclamation rédigée en russe. Il leur demanda s'ils connaissaient le russe. Et ceux-là de répondre avec une sincérité ingénue : — Comment ne pas le connaître quand on est Russe ! — Mais vous êtes Moldaves, a insisté Ghibu. — Oui-da ! Moldaves ou Russes, c'est la même chose³³. Telle a été la réponse. Ici on se rappelle Paul Valéry, pour qui le triomphe de l'ennemi a lieu lorsqu'il vous fait penser comme il le veut. Donc, l'administration tsariste de la Bessarabie pouvait se féliciter : le triomphe de la dénationalisation était presque complet.

Je dis «presque» parce qu'une cohorte de patriotes, au moment propice, ont su combattre le mal, par la voie légitime, et réaliser en 1918 l'Union de la République Démocratique Moldave avec la Roumanie.

4.2. L'ENTRE-DEUX-GUERRES

L'entre-deux-guerres qui a suivi a été très bénéfique pour l'alphabétisation des Roumains de Bessarabie. Le roumanisme revenait en Bessarabie. En même temps, dans sa propagande sans pareille, le pouvoir des Soviets accusait la Roumanie de «roumanisation» de la Bessarabie. Roumanisation des

³² Cf. Matcaș, 1995 : 3.

³³ *ibid.*

Roumains ! C'est au-delà de tout commentaire. La même accusation se répète de nos jours à l'adresse de la R. de Moldova.

Pour comble de propagande roumanophobe l'URSS a proclamé la formation de la République Autonome Socialiste Soviétique Moldave (RASSM) (1924), à l'Est du Dniestr. (Avant l'occupation russe, entre le Dniestr et le Bug la population roumaine en constituait le 50%). Les dirigeants communistes y ont commencé la «moldovanisation» du roumain. On utilisait surtout le procédé de composition en acceptant la «forme interne» des composés russes : *apofăcător* (cf. le russe *vodorod*), *aburomergător* (rus. *parovoz*), *apacăd* (rus. *vodopad*), etc. De vrais monstres lexicaux qui devaient remplacer les mots roumains *hidrogen*, *locomotivă*, *cascadă*, etc.³⁴. On voulait créer de cette façon une nouvelle langue et l'opposer à la langue roumaine. Cette tentative, tenant de la «culture prolétaire», a échoué (1932).

Pour une courte période on est revenu aux normes du roumain, à sa littérature et à l'alphabet latin. Malheureusement, ce retour a pris fin en 1938, quand les promoteurs de la littérature roumaine et de l'alphabet latin ont été qualifiés d'«espions fascistes», de «roumanisateurs», et ont été exterminés ou déportés.

4.3. L'OCCUPATION SOVIÉTIQUE DE LA BESSARABIE

L'occupation soviétique de la Bessarabie (1940) (prévue par le pacte secret Molotov-Ribbentrop, 1939) et la réoccupation (1944) ont favorisé l'extension du régime de la RASSM en Bessarabie. Les deux, Bessarabie et RASSM, mutilées quant aux territoires, ont constitué la République Socialiste Soviétique Moldave (RSSM) (1940) (aujourd'hui — la République de Moldova).

Les «moldovaniseurs» de l'ex-RASSM ont continué leur «œuvre» : ayant bien appris la «langue de bois» (Françoise Thom) de la propagande soviétique, ils se prononçaient pour une culture, nationale d'après sa forme et socialiste d'après le contenu. En même temps, ils ont mis hors la loi tout ce qui tenait du roumanisme — histoire des Roumains, littérature, culture. On a de

³⁴ Cf. Cotelnic, 1995 : 98-101.

nouveau imposé l'alphabet cyrillique. Avec cela l'ethnonyme *le roumain* est remplacé par le politonyme *le moldave*, déclarée nouvelle langue d'une nouvelle «nation socialiste moldave». Et celle-ci opposée à la nation roumaine, déclarée «bourgeoise».

Les intellectuels restés en Bessarabie après 1940 et après 1944 avaient essayé de dire la vérité. Ceci leur a coûté cher : ils ont été fusillés, emprisonnés ou déportés (1941, 1949). Pour comble de souffrance, on a organisé la famine (1946-1947) qui a emporté plus de 40.000 autochtones. Il faut y ajouter que l'administration soviétique effectuait des remaniements démographiques à la suite desquels le poids de la population autochtone diminuait systématiquement — en 1918 elle constituait 77%, en 1979, 64,5%, en 1989, 63,5%³⁵ — surtout dans les villes.

Dans ces conditions, la politique de dénationalisation se réalisait avec succès. Le russe était devenu, de fait, langue d'État. Les fonctions de la langue des autochtones étaient presque nulles. Pour comble de russification, on organisa des écoles «mixtes» russes-moldaves, où le rôle dominant revenait évidemment au russe. Les expressions «langue moldave» et «nation moldave» étaient souvent prises en dérision ou tombées en désuétude. A cette époque, on s'est aperçu du pharisaïsme de la politique officielle des Soviétiques. D'un côté, on parlait de l'épanouissement de la culture et de la langue nationale, de l'autre, on faisait entendre que la «langue moldave» était pauvre, sans traditions, privée de langage terminologique, qu'on ne pourrait pas faire une carrière ou faire de la science dans une langue pareille et que, finalement, il serait plus raisonnable d'instruire les enfants moldaves dans «la langue de Pouchkine»³⁶.

C'est surtout à l'époque brejnevienne que l'on insistait sur l'emploi des termes «*nation soviétique*», «*langue de la communication transnationale*» (ce sont, dans la langue de bois, les équivalents, respectivement, de «*nation russe*» et «*langue russe*»), «*deuxième langue maternelle*» (toujours le russe), «*bilinguisme harmonieux*» (obligatoire seulement pour les autochtones). Pour accélérer l'érosion de la conscience nationale le régime soviétique lui opposait

³⁵ Cf. Ciobanu, 1995 : 67-72.

³⁶ Cf. Ciobanu, 1995 : 69.

la notion de «*conscience de soi-même*». Tout ce système de moyens dans la campagne antinationale, déclarée ou masquée, a fait augmenter le nombre des personnes à mémoire ethnique effacée. Un indice édifiant dans ce sens : au recensement de 1969, 40 000 Roumains moldaves ont déclaré le russe comme langue maternelle, à celui de 1979, 82.000 personnes, au dernier (1989), 130.000³⁷. Les autres autochtones, dans la plupart des cas, parlent un mauvais russe et une espèce de roumain parsemé de lexèmes russes. Des calques excessifs du type *la mine este* (rus. *u menja est'*) pour : *eu am* [j'ai] ou bien du type *Ce tu faci ?* (rus. *Čto ty delaeš'?*) pour : *Ce faci (tu)?* [Que fais-tu ?] fourmillaient et persistent encore. Ils alourdissent la parole et la rendent parfois incompréhensible. De cette façon, au lieu du «bilinguisme harmonieux» qu'on avait promis, il en a résulté un «semilinguisme» (Mati Hint). Les Soviétiques se vantaient d'avoir créé une nouvelle langue à l'Est du Prut, «le moldave». En fait, c'était le roumain qui s'y mourait. Ils annonçaient la formation d'une nouvelle nation : «nation socialiste moldave». En fait, le régime accélérait de toutes les façons possibles l'érosion de la conscience nationale roumaine, l'éradication de la nation roumaine.

L'état des choses a changé tant soit peu à l'avènement de la perestroïka. Alors, les patriotes ont déployé une activité soutenue qui a culminé en 1989. Le Parlement de la RSSM est amené à décréter «le moldave», reconnu identique au roumain, langue d'État utilisant l'alphabet latin. Notre collègue de Paris, M. Crepon, a été plus que témoin de ces événements : il a participé, avec ses étudiants de l'Université de Chişinău, aux meetings qui réunissaient des centaines de milliers de personnes réclamant leurs biens communs : langue d'État et alphabet latin, indépendance.

4.4. L'ÉCROULEMENT DE L'URSS

L'écroulement de l'URSS a conditionné la proclamation de *l'Indépendance (1991)*. Le point 7 de celle-ci déclare le roumain langue de la République Moldave. Le drapeau tricolore remplace le bicolore soviétique. L'hymne sovié-

³⁷ Cf. Ciobanu, 1995 : 70.

tique cède la place à l'hymne «*Deșteaptă-te, Române!*» (Réveille-toi, Roumain !).

On jubilait à Chișinău, tandis qu'à Tiraspol la réaction russophone groupait ses forces, protégée par la 14^{ème} Armée russe. Les hostilités sur le Dniestr ont commencé. Elles ont culminé par la bataille de Tighina (Bendery), où l'intervention des tanks de la 14^{ème} Armée a décidé du sort de cette guerre (en été 1992). La Russie a imposé sa «mission pacificatrice» tout en multipliant ses forces militaires sur le Dniestr. On voyait se confirmer de nouveau le dicton : «Ubi solitudinem faciunt, pacem appellant.»

La population restait polarisée. Les forces patriotiques se repliaient, accusées de «roumanisation», de tendances unionistes. Les forces «unionalistes» (D. Matcovschi : «les nostalgiques du passé soviétique») exigeaient et exigent toujours qu'on cesse d'utiliser les ethnonymes *Roumain*, et *le roumain*, et qu'on exclue de l'instruction le cours d'histoire des Roumains. De les remplacer respectivement par les politonymes «nation moldave», «langue moldave», d'enseigner l'histoire des peuples de la CEI. Des auteurs anonymes, utilisant des pseudonymes suggestifs³⁸, se sont remis à falsifier l'histoire de la Moldavie. L'analyse critique de ces falsifications est devenue l'objet tant des historiens et linguistes que des spécialistes en droit³⁹.

Au Parlement, ceux qui avaient contribué à la proclamation de l'Indépendance et y détenaient des positions-clés, ont présenté leur démission, le speaker A. Moșanu y compris. Les élections parlementaires anticipées ont amené au pouvoir le parti des agrariens (ex-présidents de kolkhozes, pour la plupart), secondés par le parti socialiste (lire : communiste) et par les interfrontistes russophones. Ils ont accéléré l'adoption de la Constitution, dont le projet avait été préparé par l'ancien Parlement qui optait pour les ethnonymes *nation roumaine* et *langue roumaine*. Pour prévenir une nouvelle falsification, avant l'adoption de la Constitution, les linguistes et les historiens ont organisé des congrès avec la participation active de notre compatriote E. Coseriu⁴⁰. Ils ont

³⁸ Cf. Moldovan, 1993.

³⁹ Cf. Grama, 1995 : 102-106; Pop, 1995 : 11 et al.

⁴⁰ Cf. Coseriu, 1994 : 16-17, 14-15, 25-33.

adressé des messages au Parlement, exigeant de ne pas mettre au vote des vérités scientifiques — le nom de la langue et de la nation. Les députés de la majorité ont fait la sourde oreille, et ont décrété les non-vérités, au mois de juillet 1994. Immédiatement après, le speaker a adressé une lettre à l'Académie de Moldova où l'on demandait l'avis de celle-ci.

Au mois de septembre 1994, le Présidium de l'Académie, à l'unanimité, déclare qu'*il existe une seule langue littéraire, commune pour tous les Roumains — le roumain*. On souligne que *le moldave n'est qu'un parler du roumain littéraire*. Donc, opérer avec des non-vérités est immoral, ripostent les académiciens dans leur «Réponse à la sollicitation du Parlement de la République de Moldova visant l'histoire et l'usage du glottonyme 'la langue moldave'»⁴¹. Ce document argumente en faveur de la circulation du terme *limba română* [le roumain] dans tous les domaines d'activité de la République de Moldavie. Il démontre que toute la terminologie y est partie composante inaliénable du roumain littéraire, que même du point de vue politique l'exclusion de ce terme n'est pas motivée. «C'est pourquoi — conclut-on — notre conviction est que l'Article 13 de la Constitution doit être révisé en conformité avec la vérité scientifique, et rédigé de la façon suivante : '*la langue d'État (officielle) de la république de moldavie est la langue roumaine*'»⁴².

Le Parlement n'a prêté aucune attention à cette digne réponse. En attendant, le premier-ministre exige qu'on rejette de l'enseignement tout ce qui est considéré comme roumain. Les professeurs s'y opposent. Commencent les pressions et les menaces. Le 20 janvier 1995 les représentants du professorat et de l'Académie (400 personnes environ) se réunissent et protestent catégoriquement contre cette politique préjudiciable à l'enseignement. Ils ont adopté une déclaration demandant, entre les autres, de mettre fin aux actions discriminatoires envers les enseignants, savants philologues, historiens, dont l'honnêteté et les convictions scientifiques ne leur permettent pas de promouvoir dans le processus d'instruction la non-vérité déclarée dans l'article 13(1) de la

⁴¹ Cf. Răspuns, 1994 : 13.

⁴² *ibid.*

Constitution. On demande toujours un moratoire visant l'utilisation du politonyme «langue moldave».

La déclaration est présentée aux autorités de la République : président, speaker, premier-ministre. Aucune réponse. Et les menaces de continuer. Aux universités on arrache les inscriptions contenant l'adjectif *roumain*. Dans ces conditions se déclare la grève des étudiants et des professeurs, d'une durée sans pareille. Après quelques semaines de grève active, avec une large participation de la jeunesse studieuse et des professeurs, le président de la République commence les pourparlers avec le Comité de grève. Finalement, le 27 avril 1995, il adresse au Parlement son message intitulé : «*Limba română este numele corect al limbii noastre*» (*Le roumain est le nom correct de notre langue*).

Au Parlement la majorité agro-socialiste et interfrontiste s'y oppose. Pour leur faire comprendre les enjeux, on organise une conférence ayant pour thème le titre du message présidentiel. Le 20 juillet 1995 la conférence commence et se déroule dans l'enceinte même du Parlement. La majorité de celui-ci tourne le dos aux savants. En vérité, la montagne est allée à Mahomet, mais Mahomet... s'est sauvé.

En attendant, on approuve dans l'enseignement l'initiative du président : on continue à y étudier la langue et la littérature roumaine, l'histoire des Roumains.

5. CONCLUSIONS

A l'Est du Prut, dans les conditions mentionnées du tsarisme et du régime soviétique, le roumain, privé de ses fonctions, est tombé au rang de parler local. Isolé longtemps de la tradition linguistique et littéraire élaborées en Roumanie, imprégné d'éléments lexicaux et de calques d'après le modèle allogène, il était utilisé par les pouvoirs impériaux pour abrutir les autochtones et éroder la conscience nationale. Cela se produisait, sous le tsar, par la voie de l'ignorance, de l'analphabétisme; à l'époque soviétique, par une instruction extrêmement politisée, dirigée contre le roumanisme. Ajoutons dans les deux cas les rema-

niements démographiques mentionnés, qui menacent le fonds génétique de la nation.

En conséquence, on a des mutations négatives dans la conscience d'une partie des Roumains moldaves. Ceci conditionne le succès des dirigeants qui veulent restaurer l'ancien régime impérial.

On peut redresser la situation, tout d'abord, par la voie de l'enseignement en langue maternelle exemplaire. Enseignement qui donnerait aux générations qui viennent la possibilité de connaître la vraie littérature, la culture et l'histoire véritables. Donc, un enseignement basé sur les ethnonymes (cf. *ethnos*) respectifs. La réalisation de ce noble objectif permettrait d' «entrevoir correctement le futur»⁴³.

Pour notre colloque importe aussi, il me semble, la tendance générale suivante : quand on veut détruire un peuple, on attaque à la fois sa langue et sa conscience nationale. Donc, d'une façon indirecte, *a contrario*, se confirme la liaison étroite entre les réalités conscientes — langue exemplaire et nation.

© Grigore Cincilei

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BĂNCILĂ V. (1995) : «Le paradigme philosophique roumain», *Revue Roumaine*, N° 6-7-8, pp. 114-122.
- BĂRLEA, O. (1977) : *România și Români*, [La Roumanie et les Roumains], vol. I, Los Angeles : Ed. American Romanian Academy of Arts and Sciences.
- BENVENISTE, E. (1974) : *Problèmes de linguistique générale*, t. II, Paris : Ed. Gallimard.

⁴³ Băncilă, 1995 : 121; cf. Blaga, 1992 : 246.

- BERZA, M. (1995) : «La conscience de l'unité nationale des Roumains du Moyen âge», *Revue Roumaine*, N° 6-7-8, pp. 195-201.
- BLAGA, L. (1992) : «Apriorism românesc», [L'Apriorisme roumain], *Dreptul la memorie*, [Le droit à la mémoire], vol. III, *Dialog despre identitatea românească*, [Dialogue sur l'identité roumaine], Cluj : Ed. Dacia, pp. 243-246.
- BUGA, I. (1995) : «Băstinașii Republicii Moldova», [Les autochtones de la République de Moldavie], *Limba Română*, N° 4, pp. 107-111.
- CANTEMIR, D. (1973) : *Descriptio Moldaviae [Descrierea Moldovei]*, [La description de la Moldavie], București : Ed. Acad. RSR.
- (1983) : *De antiquis et hodiernis Moldaviae nominibus, Opere complete*, [Œuvres complètes], vol. IX, t. I, București : Ed. Acad. RSR.
- CAZACU, P. (1992) : *Moldova dintre Prut și Nistru, 1812-1918*; [La Moldavie entre le Prut et le Dniestr], Chișinău : Ed. Știința.
- CIBOTARU, T. (1993) : «Primele asociații ale învățătorilor basarabeni», [Les premières associations des instituteurs de Bessarabie], *Făclia*, N° 35, p.8.
- CIOBANU, A. (1995) : «Unele cauze ale erodării factorului 'conștiința națională'», [Quelques causes de l'érosion du facteur «conscience nationale»], *Limba Română*, N° 4, pp. 67-72.
- CORLĂTEANU, N. (1995) : «Româna literară în Republica Moldova», [Le roumain littéraire dans la République de Moldavie], *Limba Română*, N° 4, pp.10-19.
- COȘERIU, E. (1994) : // «Unitate lingvistică — unitate națională», [Unité linguistique — unité nationale], *Limba Română*, N° 2, pp. 11-17.
- «Unitatea limbii române — planuri și criterii», [L'unité du roumain — plans et critères], *Limba Română*, N° 5-6, pp. 9-15.
- «Latinitatea orientală», [La latinité orientale], *Revistă de lingvistică și știința literară*, N° 6, pp. 18-33.
- COTELNIC, T. (1995) : «Calvarul lingvistic în anii 20-30 în RASSM», [Le calvaire linguistique des années 20-30 dans la RASSM], *Limba Română*, N° 4, pp. 98-101.
- DUBOVCA, G. (1995) : «Iar ne scriu în pașapoarte...», [A nouveau on nous écrit dans les passeports...], *Țara*, N° 50, p. 3.

- EMINESCU, M. (1995) : «Notre patronne», *Revue Roumaine*, N° 6-7-8, pp. 10-11.
- FLOREA, E. (1974) : *Națiunea română și socialismul*, [La nation roumaine et le socialisme], București : Ed. Acad. RSR.
- GRAMA, D. (1995) : «Limba locuitorilor Țării Moldovei din punctul de vedere al jurisprudenței», [La langue des habitants du Pays de Moldavie du point de vue de la jurisprudence], *Limba Română*, N° 4, pp. 102-106.
- IORGA, N. (1992) : *Istoria Românilor*, [L'histoire des Roumains], Chișinău : Ed. Uniunea scriitorilor.
- MATCAȘ, N. (1995) : «Onisifor Ghibu — adept al politonimelor 'popor moldovenesc', 'limbă moldovenească' ? /I/», [Onisifor Ghibu était-il adepte des politonymes «peuple moldave» et «langue moldave» ?], *Literatura și arta*, N° 29, p. 3.
- MOLDOVAN, P. P. (1993) : *Moldovenii în istorie*, [Les Moldaves dans l'Histoire], Chișinău : Ed. Poligraf-Service.
- NICULESCU, A. (1978) : *Individualitatea limbii române între limbile române*, [L'individualité du roumain parmi les langues romanes], vol. II, București : Ed. științifică și enciclopedică.
- NISTOR, I. (1991) : *Istoria Basarabiei* [L'histoire de la Bessarabie], Chișinău : Ed. Cartea moldovenească.
- PARASCA, P. (1995) : «Etonime și politonime în istoria Moldovei (sec. XI-XVI)», [Ethnonymes et politonymes dans l'histoire de la Moldavie], *Limba Română*, N° 4, pp. 89-97.
- POP, I. (1995) : *Basarabia din nou la răscruce*, [La Bessarabie à nouveau au carrefour], s.loc. : Ed. Demiurg.
- POTTIER, B. (1987) : *Théorie et analyse en linguistique*, Paris : Ed. Hachette. — «Răspuns la solicitarea Parlamentului Republicii Moldova privind istoria și folosirea glotonimului 'Limba moldovenească'. (Opinia specialiștilor-filologi ai Academiei, acceptată la ședința largită a Prezidiului A.Ș.M.)» [Réponse à la sollicitation du Parlement de la République de Moldavie visant l'histoire et l'usage du glottonyme «la langue moldave». (L'Opinion des spécialistes philologues de l'Académie, acceptée à la séance élargie du Présidium de l'A.S.M)], (1994), *Limba Română*, N° 4, pp. 11-13.

SÉRIOT, P. (s.d.) : «Ethnos et demos. La construction discursive de l'identité collective» (*à paraître*).

Pas de langues, ni de territoires, ni d'ethnies chez les «primitifs» : une leçon d'anthropologie post-nationaliste

André-Marcel D'ANS
Université de Paris VII, France

Une constante de l'idéologie nationaliste est de tenir pour avérée l'existence fondatrice d'entités respectivement territoriales, linguistiques et socio-politiques, postulant au surplus entre ces trois instances une cohésion fondamentale, qui serait productrice d'identité. C'est ce que les nationalistes flamands — entre autres — expriment par le slogan : *één volk, één taal, één land* («Un peuple, une langue, un territoire»).

Relayée par la propagande auto-promotionnelle des États-nations, cet ensemble d'assertions doctrinales s'est divulgué depuis plus d'un siècle avec tant de vigueur qu'il a fini par échapper à la vigilance de toute critique, acquérant la solidité d'une sorte de paradigme, dans lequel tout naturellement l'ethnologie naissante coula ses premières recherches. Avec pour résultat qu'aujourd'hui nul ne peut plus savoir si c'est l'ethnologie qui est à la remorque de l'idéologie nationaliste ou si c'est le contraire, tant les points de vue de l'une renvoient à ceux de l'autre, et vice-versa.

Voilà pourquoi l'ethnologie se trouve maintenant au pied du mur : pour échapper au soupçon de complicité avec le déchaînement d'atrocités qui endeuille cette fin de siècle¹, il lui faut redéfinir ses apriorismes, réviser ses méthodes, changer de phraséologie et même peut-être de nom, afin de surmonter le handicap d'une terminologie qui, consciemment ou non,

¹ Voir notamment, dans le livre de Claudine VIDAL, 1992, la relation de comment furent constituées, dans le cadre de l'ethnologie coloniale, les ethnicités respectivement Hutu et Tutsi au Rwanda.

ramène tout au concept de nation, et pouvoir recadrer son objet dans une perspective nouvelle.

Classiquement, cet objet résidait dans l'étude des dernières sociétés d'oralité. Thème passionnant en vérité, tant pour ce qui est de la satisfaction d'une saine curiosité que de la recherche d'une solution à l'angoissante énigme que pose à la conscience l'inéluctable effacement des dites sociétés sous la simple poussée de notre façon d'être «modernes», et ceci bien que personne n'ait jamais décidé qu'il dût en être ainsi. Mieux même : cet évanouissement des peuples «primitifs» se poursuit sous nos yeux, en dépit — et parfois même à cause — des dispositions bienveillantes que nous manifestons à leur égard.

Nulle raison donc de se détourner d'un thème si digne d'attention, et riche d'enseignements. Mille motifs en revanche de penser sérieusement à cesser de nommer «ethnologie» la discipline qui s'en occupe, sachant que cette dénomination pousse d'emblée à définir les groupes humains qu'on étudie en tant qu'*ethnies*, soit donc en préfigurations de la *nation*. À la suite de quoi l'ethnologie s'autorise, ou plus exactement s'oblige, à pratiquer toute une série de découpages : spatiaux, idiomatiques, sociaux ou politiques; lesquels, par les segmentations arbitraires qu'ils opèrent, dénaturent leur objet. À l'opposé, l'affirmation fondamentale d'une nouvelle anthropologie, qu'on pourrait dire «post-moderne» ou «post-nationaliste» (ce qui au fond revient au même), serait qu'au sein des sociétés d'oralité, pareilles délimitations territoriales, linguistiques et sociologiques, n'ont aucune raison d'être. A fortiori, il est exclu que leur association puisse s'y révéler significative.

Il est cependant un niveau — un seul — où, effectivement, dans les sociétés d'oralité, il y a coïncidence entre les trois points de vue : territorial, linguistique et sociologique. C'est celui du «village», espace de résidence où un groupement social, normalement unilingue, s'établit de façon exclusive et organise à sa manière les relations qui lui conviennent avec ce qui compose son extériorité : c'est-à-dire aussi bien d'autres êtres humains que des forces non humaines et extra-naturelles, usuellement regroupées sous le nom d'*esprits*. D'explicites procédures règlent le maintien à distance de ces êtres extérieurs, aussi bien que leur accès temporaire, en des

circonstances précises, dans l'espace réservé, tout à la fois réel et symbolique, du village.

Au-delà de cette unité résidentielle en revanche, on chercherait vainement, dans ce genre de société, quelque chose qui ressemble au territoire homogène et clos de nos États-nations, que circonscrivent de robustes frontières. Ainsi par exemple, à l'entour des villages amazoniens, alors que les parcours de chasse, aménagés en un réseau de sentiers dans la forêt proche, sont l'objet d'une appropriation individuelle de la part des chasseurs, sur les parcours plus éloignés au contraire, non aménagés et où la chasse s'effectue en groupe, il n'est nullement exclu de faire la rencontre d'autres groupes de chasseurs, amis ou ennemis, relevant d'entités étrangères au village, et qui se trouvent là, eux aussi, de façon entièrement légitime.

Même constatation pour les cours d'eau et autres voies d'accès : même si l'on y circule avec fréquence, rien ne permet de les assimiler à un territoire propre et exclusif. Dans ce cas, tout comme en ce qui concerne les puits dans le désert, les répartitions inter-groupes semblent plus s'opérer sur un axe temporel que spatial : le mieux étant évidemment d'éviter de se trouver sur place au même moment que ceux vis-à-vis de qui on n'éprouve pas de sentiments cordiaux.

Bref, se décomposant en une série de lieux aux statuts fort divers, et présentant de surcroît de multiples recoupements avec ses homologues extérieurs, le «territoire» des peuples d'oralité ne constitue nullement une réalité compacte, moins encore immuable. Affirmation qui reste vraie même au niveau du noyau villageois, où certes la dimension sociale coïncide avec la réalité spatiale, mais seulement de façon provisoire. Très souvent en effet, comme c'est le cas en Amazonie, l'emplacement du village n'est pas fixe : on l'abandonne au bout d'un certain temps, pour aller le rétablir ailleurs, selon un schéma identique.

Pour des raisons évidentes, il est ardu d'imaginer qu'on puisse cohabiter sans se comprendre par le langage. Rien d'étonnant par conséquent à ce que généralement, à l'échelle du village, règne l'unité idiomatique. Il n'en reste pas moins qu'une fois franchie les limites de cet espace de cohabitation, l'unité linguistique paraît ne revêtir que peu de signification aux yeux des sociétés d'oralité. Certes, on y est parfaitement conscient que

certains groupes extérieurs, s'exprimant en idiomes que nous dirions «apparentés», sont plus que d'autres accessibles au dialogue par le langage. Néanmoins, ceci n'implique nullement que l'on «s'entende» mieux avec ces gens-là qu'avec d'autres. C'est d'ailleurs fréquemment le contraire.

Ceci procède de l'évidence que toute communication (ou collaboration) n'emprunte pas forcément le seul canal du langage. Voyons bien en effet que, dans l'optique d'une société d'oralité, les critères qui permettent d'opérer des distinctions dans le continuum humain environnant sont extrêmement variés, et ne reposent qu'accessoirement sur une possibilité plus ou moins grande d'intercompréhension linguistique.

En effet :

- le fait de cohabiter en un lieu défini (le village), et de chasser ou de ne pas chasser ensemble;

- ou bien la possibilité de recruter chez d'autres un conjoint (par accord ou par rapt, ce qui dessine d'ailleurs des espaces différents);

- ou bien encore la volonté de procéder à des échanges économiques, à des coopérations rituelles ou magiques, voire même à des affrontements guerriers de fréquence régulière;

tout cela délimite des sphères d'interaction de natures très diverses, qui présentent très souvent entre elles des zones de recouvrement, et n'entretiennent que des rapports non nécessaires avec les découpages qu'opèrent les linguistes.

En somme, dans ce genre de sociétés, loin de tendre vers l'unité d'une synthèse, les conceptions respectivement sociales, linguistiques et spatiales semblent plutôt se diffracter sur une série d'horizons disjoints, où se profilent des entités au demeurant jamais étanches. Tout se passe donc un peu comme si ces sociétés, que l'on caractérise le plus souvent en disant qu'elles sont sans écriture et sans État, étaient également, et peut-être avant tout: *des sociétés sans langue*, voire — si j'ose dire — *des sociétés sans société*, à tout le moins *des sociétés sans ethnies* !

Le comble est donc que l'on ait fait d'elles l'objet d'une discipline nommée «ethnologie», incapable toutefois de spécifier son objet autrement que par l'affirmation irraisonnée que les fermetures nationalistes et les intolérances ethniques que l'on rencontre dans les sociétés modernes remon-

tent forcément à des essences naguère constituées au sein de «cultures primitives», dont on devrait retrouver les traces les plus «pures»(?) au sein de ces sociétés contemporaines sans écriture et sans État, que l'on désigne de ce même nom de «primitives»².

Certes, on prit l'habitude d'avertir que, bien qu'assurément révélatrices, en quelque manière, de ce que fut le passé de l'Homme, les dernières sociétés d'oralité qu'on trouve dans le monde contemporain ne peuvent pas être tenues pour directement représentatives de ce qu'était l'humanité pendant les très longues périodes qui précédèrent l'invention de l'écriture. Hélas, cette précaution oratoire ne pouvait empêcher que, partant sur les bases que nous venons de rappeler, l'ethnologie ne jouât dans son ensemble le rôle d'une vaste entreprise productrice d'équivoques et d'erreurs, lesquelles ont pour effet de se répercuter ensuite sur la réalité même de leur objet.

Ceci procède du même enchaînement logique que celui que Pierre Bourdieu a mis en évidence pour démontrer que l'enquête sociologique s'assimile en fin de compte à une *socio-analyse*. En effet, observe-t-il, menée de concert par l'enquêteur et l'enquêté, l'opération de la recherche en sciences sociales n'a pas seulement pour résultat l'information qu'en retire l'enquêteur; elle aboutit aussi à ce que l'informateur émerge de l'enquête forcément différent de ce qu'il était lui-même avant de s'y engager !

En l'occurrence, dans le cas de l'ethnologie, et de l'ethnolinguistique qui lui fait pendant, sommé de décliner «sa langue» et «sa culture», en réalité le «sauvage» enquêté *se construit* dans les recherches auxquelles il participe, en coulant ses informations dans le moule de questions qui

² Au début de leur ouvrage (1995 : 22), Philippe POUTIGNAT et Jocelyne STREIFF-FENART font observer que la question de l'ethnicité a longtemps constitué «la zone d'ombre» de l'anthropologie française, à la seule exception des travaux de Roger Bastide - aujourd'hui trop souvent oubliés - et de Georges Balandier, puis des africanistes qui se réclament de l'enseignement de ce dernier. C'est le cas de Jean-Loup AMSELLE et d'Elikia M'BOKOLO, 1985 dont le recueil d'études fait date sur ce genre de question. Il y est notamment démontré «comment l'action du colonisateur s'est exercée dans le découpage et l'identification fictive de sociétés locales qui, à l'époque pré-coloniale étaient vraisemblablement englobées dans un réseau de relations continues formant une «chaîne de sociétés» plus qu'une juxtaposition de petits groupes repliés sur eux-mêmes» (POUTIGNAT et STREIFF-FENART : 31).

en fait préfigurent ses réponses ! Notons d'ailleurs que les «informateurs» se prêtent au jeu avec d'autant plus de bonne grâce qu'ils sont pratiquement toujours eux-mêmes (faute de quoi ils rechigneraient à s'engager dans l'aventure !) des *go-between*, c'est-à-dire des marginaux mal à l'aise dans leur monde d'origine, et qui se servent de la position, du statut et parfois des moyens matériels que leur procure l'enquêteur, pour s'assurer un rôle avantageux dans la situation de radical bouleversement que connaît leur société.

Le processus de l'erreur «scientifique» atteint ainsi bientôt la circularité vicieuse, puisque le préjugé selon lequel les unités territoriales, linguistiques, sociales et politiques, non seulement existent mais mieux encore ne feraient qu'un dans les «sociétés primitives» devient, par l'alchimie de l'enquête ethnologique, une sorte de *fiction auto-réalisante* alimentant en «preuves» cette idéologie confuse qui à la fois sous-tend le culturalisme, la conception de la langue en tant que facteur décisif d'identité, et enfin le nationalisme ainsi que toute autre forme d'irrédentisme en général.

En somme, sous prétexte d'affirmer le Sauvage, une fois de plus on l'a nié; on s'est servi de son existence au bord de la faillite pour tirer argument de lui : sous l'impérieuse poussée de nos propres fantasmes, on a voulu en faire un *vestige éclairant* pour nous persuader que nos intolérances ethniques et nos atrocités nationalistes, loin d'être un sous-produit de notre modernité, ne seraient en fait que la manifestation résiduelle d'une ancienne sauvagerie !

Double méprise cependant, et double aberration; tant il est évident que le «sauvage» qui a donné prétexte à cette ethnologie, ne connaît en fait ni l'ethnie, ni la langue, ni même le territoire; car il vit si à l'aise dans un monde de différences omniprésentes et toujours négociables, qu'il échappe par là-même (pour peu de temps, hélas) à cette implacable nécessité qui nous-mêmes nous contraint d'enserrer nos définitions dans une rigoureuse dialectique entre le Soi et l'Autre.

Voyons bien toutefois — ne serait-ce que pour nous expliquer pourquoi ce «sauvage» s'étirole devant nous sans que nous y puissions mais — qu'à un Autre graduel ne peut que correspondre un Soi friable. Ainsi par exemple, parmi les peuples amazoniens qu'il m'a été donné de

fréquenter, le terme qui à première vue paraît traduire la notion d'*autre*, signifie en réalité: «second, réduit, mineur, atténué»³, ce qui est révélateur d'une pensée que fascinent les subtiles transitions entre un «autre» semblable, et puis d'autres «autres», de moins en moins semblables, jusqu'aux lointaines frontières, mythiquement conjecturales, qui démarquent plus ou moins, mais sans jamais totalement les séparer, l'humain et le non-humain, le naturel et le surnaturel...

Impliquant la divination, le chamanisme, la magie, voire même une hallucination sciemment entretenue, cet humanisme et cette cosmologie de la différence et de la relation font à nos yeux figure d'irrationnels. Et de fait ils le sont : car ne pouvant s'épanouir que dans une conception poreuse du Soi, qui exclut l'émergence d'un Sujet, éliminant par le fait même la possibilité de la Raison.

Nouvel exemple tiré des langues amazoniennes, pour illustrer le caractère incertain de l'existence d'un Sujet autonome et la constante nécessité de son repérage au sein d'une relation : alors qu'il n'y a pas d'opposition grammaticale entre le singulier et le pluriel, il existe en revanche un morphème d'usage fort courant pour désigner l'ensemble fonctionnel, la modalité fusionnelle de ce à quoi on se réfère⁴. Mieux encore : dans la numération comme dans les conceptions fondamentales de l'organisation sociale, l'unité n'est pas «un» mais «deux» : la paire, en tant que siège de complémentarité féconde. De sorte que ce que nous traduirions par «un»

³ Je fais ici référence au terme *b^wëtsa* qui, dans les langues pano, peut recevoir une quantité d'usages. S'appliquant aux couleurs par exemple, il signifie «plus clair, approximatif, pas net». Dans le vocabulaire dit «de parenté» il peut aussi bien servir à désigner le «frère (d'un homme)» ou la «sœur (d'une femme)» qu'à établir la distinction entre ce qu'il est convenu d'appeler la parenté «classificatoire» par rapport à la parenté dite «réelle»: *ëpa* «père»; *ëpa b^wëtsa* «oncle paternel».

⁴ Il s'agit du suffixe nominal *-bo* des langues pano, que l'on retrouve notamment dans de nombreuses désignations (mal nommées «ethnonymes») de regroupements sociaux: Shipibo, Conibo, Cashibo, Marubo, Shëtëbo, etc., mais qui est aussi d'usage courant dans le syntagme nominal. Ainsi, si devant la forme *pia* par exemple, il est impossible de déterminer s'il s'agit d'un singulier ou d'un pluriel («flèche» ou «flèches»), c'est parce qu'il s'agit en fait de ce qu'on pourrait appeler un partitif : «quelque chose qui relève de l'entité flèche». Par contre *pia-bo* est bel et bien un pluriel, mais très particulier, puisqu'il désigne «un ensemble de flèches rassemblées à une fin précise».

s'entend plutôt dans ces langues-là comme «incomplet», par référence à la notion fondamentale de «couple»⁵.

Que conclure de ces trop rapides réflexions ? Eh bien d'une part que les preuves «scientifiques» sont toujours moins probantes qu'on ne le croit, dans la mesure où, comme l'a démontré Bruno Latour, l'intelligence savante ne peut résulter que de la convergence sur un objet donné de facteurs de connaissance aussi divers que, par exemple : la conformation des instruments de mesure, l'émulation et les luttes de prestige au sein de la communauté des chercheurs, la prise en compte des motivations propres aux bailleurs de fonds qui financent la recherche, la nature des débats de société dans laquelle cette recherche s'inscrit, et enfin le parti qui sera pris dans la gestion médiatique de ses résultats.

C'est ainsi, poursuit Bruno Latour, que

telle pédologie associée à telle politique associée à telle forme de sociologie associée à telle organisation internationale dessinera un type d'usage du sol et d'économie profondément différent d'une autre association qui croira davantage en tel autre type de pédologie, tel autre parti politique, qui mettra sa confiance dans une autre définition des lois économiques et sociales et qui se fera reconnaître dans d'autres secteurs de l'aide internationale.

Ce qui lui permet de conclure que

si la science s'autonomisait vraiment, alors elle ne rassemblerait plus rien et deviendrait idéale, inexistante et fausse; si, au contraire, elle s'accroche à un nombre toujours plus grand d'éléments hétérogènes, alors elle devient réelle, robuste, exacte.

(Bruno Latour, 1994 : 97-115)

Sans doute. Mais ceci pour autant que la recherche — comme dans l'exemple dont traite Bruno Latour : le taux de fertilité des sols — ne se donne pour objet que des «choses», dépourvues de jugement. Le jeu devient moins libre dès lors que la recherche porte sur l'humanité et ses

⁵ Dans les langues pano encore, c'est la notion *rab^wë*, «paire», qui constitue la base de la numération; *wësti* (dont on se sert pour traduire «un») ayant pour sens précis «incomplet». Un de mes interlocuteurs glosa un jour ceci en espagnol, en m'expliquant: «Si tu me donnes un seul cochon, en réalité tu ne me donnes pas vraiment "du cochon"; pour ce que soit le cas, il faudrait que tu m'en donnes un couple».

formes d'organisation. Dans ce cas, il n'est plus légitime de procéder comme s'il s'agissait encore simplement de donner voix à une matière inerte au sein d'un «parlement des choses». Car il est parfaitement possible — c'est un truisme — d'entrer en dialogue avec les membres des sociétés d'oralité. Ceci interdit donc qu'on les enferme dans le seul jeu des définitions qui conviennent aux détenteurs de «l'intelligence savante».

Voilà pourquoi, croyons-nous, il était important de faire sur les hypothétiques «territoires», «langues», et «ethnies» attribués à ceux qu'on a nommés «sauvages» ou «primitifs», la mise au point que nous venons de faire, et dont le but était de briser le cercle vicieux des confirmations mutuelles que paraissent s'accorder l'intransigeance d'idéologies politiques excluantes et féroces, et de prétendues «vérités scientifiques» issues de la linguistique et de l'ethnologie.

L'abandon, sur cette question, d'un certain nombre de préjugés qui ne résistent pas à la confrontation avec les faits, devrait au moins permettre de rendre aux membres des dernières sociétés d'oralité encore présentes en notre monde, l'élémentaire justice de ne pas les tenir pour responsables des terrifiantes contreparties dont se sont assorties l'émergence du Soi et le dégagement du Sujet, dont nous-mêmes sommes redevables: d'abord à la découverte de l'écriture, puis à ce que Sylvain Auroux analyse sous le nom de «grammatisation»⁶, avec toutes les conséquences qui, à partir de là, n'ont cessé de s'enchaîner dans notre monde moderne, pour le meilleur et pour le pire⁷.

© André-Marcel d'Ans

⁶ Sylvain AUROUX, 1994.

⁷ Le présent texte reprend, en la développant, une intervention faite, le 22 septembre 1995, à l'Université de Lausanne, au cours du Colloque international «Langue et nation en Europe centrale et orientale, du 18ème siècle à nos jours: une relation problématique».

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- AMSELLE J.-L., M'BOKOLO E., éds, (1985) : *Au cœur de l'ethnie. Ethnies, tribalisme et État en Afrique*, Paris : Éditions La Découverte.
- AUROUX S. (1994) : *La révolution technologique de la grammatisation. Introduction à l'histoire des sciences du langage*, Liège : Mardaga, Coll. «Philosophie du Langage».
- LATOURE B. (1994) : «Esquisse d'un parlement des choses», in : *Écologie politique*, n°10.
- POUTIGNAT Ph., STREIFF-FENART J. (1995) : *Théories de l'ethnicité*, Paris : Presses Universitaires de France
- VIDAL C. (1992) : *Sociologie des passions*, Paris : Éditions Karthala.

La langue et la nation : le cas slovaque

Bohumila FERENČUHOVÁ

Institut d'histoire de l'Académie des sciences de Slovaquie, Bratislava

Dans son ouvrage *Nations et nationalisme*, Arnošt (Ernest) Gellner exprime, entre autre, une thèse selon laquelle il existe dans le monde un grand nombre de nations potentielles et que c'est le nationalisme qui engendre les nations, pas l'inverse. Tzvetan Todorov, de son côté, souligne que la nation est une entité à la fois politique et culturelle, née avec l'époque moderne. Il mentionne aussi que c'est grâce à l'existence d'une conscience culturelle nationale que l'idée d'autonomie politique prend de l'essor. L'État peut, d'une part, permettre à la *nation-comme-culture* de s'affirmer et de s'épanouir, d'autre part, la culture commune n'est pas nécessairement nationale — l'existence d'un état autonome n'est ni suffisante ni nécessaire à la survie d'une culture particulière¹.

De nos jours, les Slovaques existent, sans aucun doute, comme nation à la fois politique et culturelle, même pour ceux qui persistent à penser que seule une entité dotée d'une structure étatique peut prétendre se désigner comme *nation*. Mais depuis quand en est-il ainsi ? L'historiographie académique et universitaire situe la formation de la nation moderne slovaque depuis la fin du 18^{ème} siècle; les premiers programmes nationaux voient le jour dans les années 1830-1840². Pour les autres, la continuité de la population slave du 5^{ème} siècle jusqu'à nos jours est la preuve que la Slovaquie actuelle se présente comme une *Nation ancienne-nouvel État*. On entend aussi des voix extrêmes comme celle d'un auteur tchèque pour qui la nation slovaque «est née d'en haut»,

¹ Cf. Todorov, 1989 : 237.

² Cf. Kováč, 1955 : 93.

presque «par décision officielle»³ après le découpage du territoire slovaque de la Hongrie en 1918-1919. Il ne se pose pas la question de savoir pourquoi cette décision officielle n'a pas créé une nation tchécoslovaque, ce qui aurait évité à l'avenir beaucoup de difficultés.

Les Slovaques cherchent depuis longtemps à confirmer leur identité (personnalité) d'une part par rapport aux Hongrois (Magyars), d'autre part par rapport aux Tchèques. Avec les premiers, ils partagent le royaume de Hongrie, c'est-à-dire *Hungaria* en latin, du 11^{ème} siècle jusqu'à 1918; avec les seconds, après la fondation de l'Université Charles, à Prague, en 1348, une langue écrite commune, employée en Hongrie du 15^{ème} au 17^{ème} siècle, à côté du latin, dans l'administration et la littérature. Entre la Haute Hongrie (Slovaquie actuelle) et la Moravie, la frontière politique est souvent floue. La Moravie fait partie de la Hongrie sous le règne de Mathias Corvin. Les Jagellons unissent sous leur sceptre la couronne de Bohême et la couronne de Hongrie. Dès le 14^{ème} siècle, le tchèque pénètre en Slovaquie comme langue cultivée. La Réforme et les événements politiques renforcent cette évolution. Les Slovaques ne sont pas séparés par une frontière linguistique nette de leurs voisins slaves : Croates, Moraves, Polonais et Ruthènes; par contre, la frontière linguistique entre Slovaques et Hongrois est renforcée aux 16^{ème} et 17^{ème} siècles par la frontière politique : la plaine hongroise est alors occupée par l'Empire Ottoman. A côté du latin, le tchèque de la traduction de la Bible de Kralice, à laquelle participent aussi les Slaves de Hongrie (parmi eux Pavol Jesenský) sert alors de langue d'administration et de langue littéraire en Hongrie. Les Slovaques considèrent cette langue comme leur propre langue cultivée. Dans la vie courante, ils la prononcent d'une manière différente des Tchèques; les documents historiques prouvent qu'ils en «slovaquisent» la grammaire et le lexique. Le slovaque culturel du Centre et le slovaque culturel de l'Ouest sont employés dans la vie courante, à côté des différents dialectes des campagnes⁴. La position centrale de la Haute Hongrie est sauvegardée jusqu'à la fin du 18^{ème} siècle, à certains égards jusqu'en 1848 : Presbourg (Bratislava) est la ville du couronnement des rois de Hongrie, siège de sa diète; Trnava abrite entre 1635 et 1777 son unique Université; l'administration, l'enseignement secondaire et supérieur recourent au latin; ce dernier

³ Cf. Balcar, 1995 : 88.

⁴ Cf. Pauliny, 1983.

est, au 18^{ème} siècle, grâce au succès de la recatholisation et peut-être aussi grâce à sa neutralité ethnique, à son apogée. La noblesse et les érudits apprennent le latin non seulement comme langue écrite, mais aussi comme langue parlée.

Quant au terme de *nation*, il a en Hongrie historique plusieurs significations. Il existe d'abord la *natio hungarica* (ou le *populus hungaricus*), composée uniquement de nobles privilégiés, et opposée à la *plebs* qui ne dispose pas de droits politiques. Au 16^{ème} et 17^{ème} siècle, la *natio hungarica* n'est pas homogène, elle est composée de *nationes* («Hungari, Philistei & Cumani, Bohoemi et Slavi, Valachi, Rutheni... Et quamvis haec nationes») ⁵. Au 18^{ème} siècle, la solidarité de la noblesse par rapport aux roturiers efface les différences d'origine ethnique; une autre division très importante, la division confessionnelle commence à s'atténuer très doucement après la patente de tolérance, adoptée en 1781 par l'empereur Joseph II.

L'équivalent slovaque de la *natio*, mais aussi de *gens*, *národ*, est signalé dans le dictionnaire historique slovaque, et dans diverses sources, dès le 16^{ème} siècle. Parmi sept sens mentionnés (genre humain ou animal et le sexe, race, famille et domesticité, entité politique et sociale, païens — contraire de la nation élue — chrétiens, peuple — dans le sens de large couches de la population, etc.) on trouve aussi *národ* qui signifie la communauté historique des gens de même langue et de même territoire-nationalité. Attesté dès 1585, c'est un des plus anciens exemples de l'emploi du mot *národ* en slovaque : «skrz rozlicznost jazikuw wsse národy w genotě wiedy shromáždy» — «Il rassemblera dans l'unité de la foi toutes les nations différentes par leur langues». En 1683 un texte évoque «s bližnjm mým, zwlasst' slowutnym narodem slowensky» [avec ma proche et très honorable nation slovaque]. *Národ* signifiant le peuple (couches larges de la population) est plus récent et date de la fin du 18^{ème} siècle ⁶.

Quelle est la signification précise de l'expression «slowutny narod slowensky»? Nous savons que *Slovaque* — nom qu'on trouve dans les sources historiques déjà au Moyen-Âge n'est qu'une variante de *Slave*. Les Slaves présentent un pôle de l'identification des Slovaques, la Hongrie multi-ethnique en est le second. Les adjectifs *bližnj* (proche) et *slowensky*

⁵ Cf. Hodža, 1920 : 54.

⁶ Cf. *Historický slovník slovenského jazyka*, 1992, t. 2 : 449.

indiquent qu'on pense plutôt aux Slaves de Hongrie (Slovaques) qu'à l'ensemble des Slaves.

Déjà la Réforme souligne l'idée de l'égalité de l'homme comme créature divine et l'égalité des nations différentes par les langues et leur rapprochement en quête de valeurs universelles. Les Lumières et les idées éclairées du 18ème siècle rapprochent plusieurs significations du mot *národ* et y font pénétrer l'idée de l'égalité de l'individu et de la société civile. L'empereur Joseph II lance les réformes politiques, entre autre l'abolition du servage et l'étatisation de l'instruction. Il veut limiter le pouvoir de la haute noblesse et reconstruire la monarchie habsbourgeoise en État constitutionnel, lui ouvrant la voie à la société civile. En 1784, décidant de centraliser l'État, il introduit l'allemand au lieu du latin dans l'administration de la Hongrie multi-ethnique, ce qui se heurte, d'un côté, au refus des États, dont les privilèges sont menacés par les réformes, de l'autre, au refus des nationalismes naissants. La langue attire ainsi une attention particulière.

La nouvelle époque exige aussi une certaine innovation du concept de la *natio hungarica*. La *Pressburger Zeitung* publie, entre le 27 août et le 7 septembre 1791, le texte intégral de la *Constitution française* avec la *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen* qui eut un impact énorme sur l'intelligentsia josphiste, parmi eux plusieurs représentants de la première génération du *réveil national slovaque*. Ainsi Alexander Belnay, professeur à l'Académie juridique de Bratislava, écrit-il dans sa brochure latine *Reflexiones cunctorum Hungariae civium non nobilum* que le système féodal est inhumain et absurde; les nobles doivent renoncer au privilège d'accès aux fonctions publiques, en faveur du talent servant le salut public, ce qui constitue, selon lui, l'un des principes fondamentaux de la société des citoyens. Alexander Belnay, suivi de Juraj Fándly, Andrej Plachý et Anton Bernolák reconsidèrent de ce point de vue aussi la notion de la *patrie* et de la *nation*. La patrie coïncide pour eux avec le territoire de la vieille *Hungaria*, mais ils comprennent l'amour de la patrie, c'est-à-dire le vrai patriotisme, comme l'estime envers les lois assurant l'égalité des droits des individus. En 1793, Juraj Fándly élargit cette notion en motivant, par le droit naturel et l'égalité des citoyens, également l'égalité en droits des Slovaques (Slaves) avec les Hongrois et Allemands de Hongrie. Dans son écrit, *Compendiata historia gentis Slavae* (Trnava 1793) il essaie de prou-

ver que ces trois nations (*gens*) ont ensemble formé un État commun sur la base du Contrat social, et ainsi forment-elles une nation hongroise (*natio hungarica*) politique.

En 1787, Anton Bernolák codifie la première langue littéraire slovaque distincte du tchèque sur la base du slovaque culturel de l'Ouest (Trnava). Les raisons de Bernolák sont d'ordre purement pratique : la réforme de l'enseignement, *Ratio educationis*, préparée sous les auspices de l'impératrice Marie Thérèse — les débuts de sa réalisation se rapportant au règne de son fils Joseph II — prévoit l'enseignement primaire obligatoire de 6 ans pour tous les enfants : cet enseignement serait donné dans les langues vernaculaires. Les souverains éclairés se soucient même de l'instruction des adultes : Joseph II combat assidûment la superstition et soutient la publication de livres de vulgarisation se rapportant aux progrès de l'agriculture et des métiers. Ce sont les prêtres qui sont en contact quotidien avec le peuple : la langue du peuple est donc étudiée dans les séminaires de théologie à Presbourg (Bratislava) et Vienne. Les prêtres catholiques slovaques publient des livres de vulgarisation dans la langue littéraire codifiée par Bernolák. Le schisme idéologique entre catholiques et protestants slovaques (qui continuent d'employer à l'église et dans leurs livres le tchèque biblique) est donc consacré aussi au niveau de la langue littéraire.

Bernolák conçoit sa langue comme simple instrument de communication et ceci non seulement à l'intérieur d'un peuple : il prend immédiatement soin de la communication avec son environnement. Il rédige un vocabulaire de cinq langues littéraires employées dans l'espace danubien, c'est-à-dire slovaque-tchèque-allemand-latin-hongrois. Il explique lui-même dans son introduction de 1796 qu'il voulait contribuer ainsi à la compréhension des nations qui se sont aliénées mutuellement à cause de difficultés de communication linguistique. Il accepte la nation politique hongroise, mais il la voit composée de plusieurs nations distinctes et l'élargit sur l'ensemble des individus vivant en Hongrie. Il s'agissait de la société civile à créer; la *natio hungarica* s'est donc transformée qualitativement dans sa pensée sous l'influence des Lumières et ne coïncidait plus avec le sens dans lequel elle fut conçue et employée par les États féodaux privilégiés en Hongrie⁷. Nous voyons donc apparaître dans les écrits des auteurs

⁷ Cf. Vyvjalová, 1978 : 247-254.

slovaques un trait faisant partie déjà du nationalisme moderne. Ces concepts ne sont pas dirigés contre l'État existant, l'existence de plusieurs nations n'est nullement jugée dangereuse pour la Hongrie.

On trouve d'ailleurs des conceptions semblables dans certains milieux hongrois, liées surtout aux loges maçonniques et formant, sous l'influence de la Révolution française deux sociétés secrètes — la *Société des Réformateurs* et la *Société de la liberté et de l'égalité*. Composées surtout de la noblesse hongroise ethniquement mélangée et de *honoratiores*, tous pour la plupart appartenant à l'intelligentsia josephiste et très déçus par l'arrêt des réformes politiques après l'avènement au trône de François I (1792), ils se déclarent enfin républicains. Le concept de la *nation hongroise des jacobins hongrois* fut identique à celui du groupe Bernolák, mais il était plus conséquent, suggérant la fédéralisation de la république de Hongrie envisagée. J. I. Martinovič, dans le *Catéchisme de la Société des Réformateurs*, le formule ainsi :

Puisque sont groupés sous le nom de Hongrois tous les peuples qui habitent les provinces appartenant à la Hongrie et qui sont en fait de nationalité différente, chaque nation devrait seule constituer une province, posséder sa propre constitution et être unie aux autres par les liens étroits. C'est-à-dire que la république hongroise devrait être une république fédérale, *chaque nation jouissant librement de sa propre langue, de ses propres usages et de ses propres coutumes comme de sa liberté religieuse*. Il suffit pour le bien de la République que chaque nation soit jointe à toutes les autres dans une union.⁸

On souligne assez souvent le manque de conscience nationale chez les jacobins hongrois. Mais Joseph Hajnóci, roturier d'origine de Modra slovaque, soutient très énergiquement l'idée de remplacement du latin par le hongrois comme langue officielle de la Hongrie, ce qui devient le cas seulement en 1844 : la noblesse hongroise des comitats slovaques avait besoin d'une période assez prolongée pour apprendre cette langue. Hajnóci lui-même ne laisse que des écrits latins et allemands, et ses dernières paroles sont prononcées en slovaque. Un autre jacobin, Férencz Kazinczy, poète et écrivain hongrois, participe plus tard activement au réveil national hongrois. À la fin du 18^{ème} siècle — première phase des réveils nationaux au sein de la monarchie habsbourgeoise — la compréhension mutuelle en

⁸ Traduction française selon Godechot, 1964 : 347-348.

vue de la formation d'une nation politique hongroise multilingue n'est donc pas exclue. Mais c'est déjà la fin de l'absolutisme éclairé. En 1795, une dizaine de jacobins hongrois paient leurs projets républicains précoces par la peine capitale, une trentaine sont emprisonnés pour de longues années. Leur conception est confinée aux archives et n'influence pas directement le nationalisme purement hongrois. Il faut la révolution de 1848 pour qu'ils réapparaissent, cette fois-ci du côté slovaque.

En 1790-1791, la diète hongroise avait refusé la langue allemande comme langue officielle du pays et proclamé la volonté de remplacer le latin par le hongrois. Dans cette langue, le nom latin de *Hungaria* sonne *Magyaország*. Les lois de 1791, 1792, 1830 et 1836 préparent l'introduction du magyar dans la vie officielle du pays. En 1844, le magyar comme *la langue de la patrie* (*honi nyelv*) est introduit comme langue obligatoire dans les délibérations de la diète hongroise. Les Slovaques s'affolent. Ce n'est pas la question de langue qui est primordiale, c'est plutôt l'idéologie conquérante qui l'accompagne, en refusant aux habitants de langues non magyares le droit à la même patrie, (*vlast'* — ce que je possède — *vlastniť*; *čo je mi vlastné* — ce qui est à moi, ce qui m'est propre, ce qui me caractérise) ainsi que la pratique politique de la noblesse hongroise s'identifiant aux anciens conquérants et aux propriétaires actuels du pays.

Le programme politique des Slovaques s'identifie alors à la légitime défense de leur identité, le droit à l'existence et à leur idiome (on préfère l'expression *reč* (dans les originaux allemands *Sprache*) — *parole* ou *parler* du peuple à l'expression *jazyk* — *la langue*). Ils l'expriment entre 1832 et 1848, dans les brochures politiques publiées, vu la censure, à l'étranger, le plus souvent à Leipzig (traduites en slovaque et rééditées en 1973 par Ján V. Ormis). Samuel Hoič souligne, dans une brochure *Sollen wir Magyaren werden ?* publiée en 1833 à Karlstadt, que «la langue de la patrie ne signifie rien [...] tout est la langue maternelle». En Hongrie, il n'y a pas une «honi nyelv», mais plusieurs «honi nyelvek»⁹. L. M. Šuhajda (professeur de philosophie et du latin au lycée de Banská Štiavnica) exprima sa conception de la patrie et de la nation, en réfléchissant en même temps sur le rôle de la parole. Il comprend la parole comme instrument de l'intelligence spirituelle dans la vie sociale, instrument d'échanges d'idées entre les personnes qui éprouvent le désir ou le besoin de

⁹ Cf. Ormis, 1973 : 210-211.

le faire. Dans ce cas, elles trouveront toujours le moyen de se comprendre, même à l'aide de signes, de la musique ou d'autres moyens semblables. La parole (idiome du peuple) est considérée par lui comme *signe de distinction national*, se caractérisant par rapport aux autres et exprimant «le génie de la communauté», l'essence même de la nation. Ceux qui imposent une langue unique de la patrie (qui n'est à vrai dire qu'un «sol mort», au moins en comparaison avec la *nation*, c'est-à-dire «les gens qui vivent avec nous ou à côté de nous»¹⁰) veulent imposer aussi leurs coutumes et méprisent ainsi ce qui est le plus important : la justice et les droits individuels les plus sacrés. La patrie peut être prise du point de vue tant politique qu'ethnique; l'État n'est qu'une forme passagère; c'est la nation qui doit survivre. La justice et le droit dans leurs relations mutuelles sont donc les plus importants et l'auteur ne juge légitime que l'amour de la patrie juste. En considérant comme idéal le cas où une nation forme un État, il propose de chercher pour la Hongrie, composée selon lui de Karpato-Slavie (Slovaquie), Ruthénie, Magyarie, Valachie (Transylvanie), Serbie, Croatie, Slavonie et Teutonie (îlots allemands), une forme d'union étatique qui rendrait heureuses plusieurs nations. Šuhajda n'est pas seul à raisonner de cette manière. J. Pavel Tomášek présente, en 1841, la Suisse comme modèle pour la Hongrie, en soulignant que la différence des langues dans une patrie ne mène pas nécessairement à la discorde et à la faiblesse¹¹.

Les catholiques et les protestants slovaques forment alors deux communautés distinctes. Néanmoins, la conscience slave est commune aux deux confessions et s'appuie sur les résultats de recherches comparées des langues slaves, en s'intéressant surtout à la position du slovaque, ses relations avec le tchèque, la recherche de sa dialectologie, du lexique et de l'ethnographie. Cette recherche scientifique fait preuve de la réalité d'un groupe particulier ethnique appelé *Slovaques*¹². Les défenses étaient rédigées par les protestants et elles ne font pas de distinction nette entre Slaves et Slovaques. En analysant et respectant la réalité de la Hongrie, on y proclame en même temps la volonté de rester liés par la langue littéraire avec les Tchèques, les Polonais et les Serbes¹³.

¹⁰ Cf. Ormis, 1973 : 275-286.

¹¹ Cf. Ormis, 1973 : 363.

¹² Cf. *De jiny Slovenska*, II : 785-791.

¹³ Cf. Ormis, 1973 : 278.

Dès le début du 19^{ème} siècle, le nationalisme moderne slovaque, nourri de la philosophie des Lumières, s'inspire de et intègre la philosophie classique allemande (la pensée de Kant, Fichte, Herder et Hegel est transmise directement par les protestants, qui terminent souvent leurs études par des séjours à l'Université de Göttingen, de Halle, de Iena, etc.). Deux conceptions surtout constituent l'idéologie nationale : celle de Ján Kollár (1793-1852) et plus tard celle de Ľudovít Štúr (1815-1856) qui opposent à la *nation hongroise politique* une nation de tous les Slaves composée de «tribus» *kmeň*); ils mettent en face du passé conquérant un avenir glorieux, en face du pouvoir politique, la force du génie de la nation et de la «tribu» (pour Kollár tchéco-slave ou tchéco-slovaque, pour Štúr slovaque).

La conception de Kollár n'est pas politique. Il lance l'idée de solidarité littéraire parmi les «tribus et dialectes» slaves en vue d'enrichir culturellement chaque composante. En même temps, il conçoit les valeurs humaines comme supérieures aux valeurs nationales — par le biais de la solidarité slave, il veut s'approcher de l'humanité tout entière. La liberté représente pour lui la valeur suprême et son sonnet, *Slávy dcera*, est devenu célèbre :

Celui qui est digne de liberté
Sait respecter la liberté d'autrui
Celui qui enchaîne les esclaves
Lui même est un esclave.

Au nom de la liberté, il demande qu'on n'impose pas le hongrois comme langue unique de la Hongrie, car «dans la nature il y a la plus grande diversité de créatures et de voix; pourtant, aucun oiseau ne dirait à un autre : tu dois chanter de la même manière que moi.»

Son concept d'une *nation slave composée de quatre tribus (souches) fondamentales*, dont l'une est tchécoslovaque, est schématisé et arbitraire (Kollár puise plutôt dans son érudition classique et herderienne que dans l'analyse de la réalité — les tribus grecques sont les modèles de ses tribus slaves). Néanmoins, il s'appuie sur la volonté de communauté culturelle des Tchèques et des Slovaques. L'attitude de Kollár envers leur langue littéraire est significative. En 1823, il publie avec P. J. Šafárik un recueil de chansons populaires slovaques, en exhibant leur beauté; il aimerait bien que les Tchèques adoptent certains slovaquismes et enrichissent

ainsi la langue littéraire commune. Kollár slovaquise consciemment la langue tchèque de ses écrits : «*O literarněj vzájemnosti mezi kmeny a nářečimi slavskými*» (De la solidarité littéraire entre les tribus et les dialectes slaves) rappelle plutôt le slovaque que le tchèque. Mais ses tentatives de créer une langue tchécoslovaque étaient mal comprises par les écrivains et savants en Bohême (Josef Jungmann et d'autres); la synthèse se montra irréalisable.

Ludovít Štúr est en tête d'une nouvelle génération protestante slovaque qui émerge en 1830-1840. Il fait ses études au lycée évangélique de Presbourg (Bratislava), et, après un séjour à l'Université de Halle où il est séduit par la pensée de Hegel, il est suppléant à la chaire de langue et de littérature tchécoslovaque du même lycée. Tout en admirant le slavisme de Kollár, lui-même et ses étudiants publient encore en 1842 leurs travaux littéraires en tchèque. Ayant de très bons contacts avec Prague, ils ont tout de même conscience d'être Slovaques : il se froissent de voir corriger leurs fautes de langue par le *Časopis českého museum*.

Ce petit groupe de jeunes décide entre 1842 et 1844 de lancer une nouvelle langue littéraire. A partir de 1845, elle apparaît sur les pages de *Slovenskie národné noviny* qui commence à sortir grâce aux démarches de Jan Kollár auprès des autorités de Vienne, ainsi qu'à la petite noblesse slovaque (entre autres Georges Kossuth, oncle de Lajos Kossuth, héros de la révolution hongroise de 1848). Le journal contribue au grand écho de la nouvelle codification. Štúr y explique sa décision et, en 1846, il publie un livre consacré au même sujet (*Nárečia slovenskuo alebo potreba písania v tomto nárečí*). Bien que justifiée dans les écrits de Štúr de façon plutôt scientifique — philosophique, philologique et sociologique — cette codification constitue un acte volontairement politique, dont l'enjeu est de confirmer une identité slovaque face aux Tchèques, d'intégrer à la slovacité les hobereaux slovaques dont l'identité était hongroise, de surmonter la division confessionnelle et linguistique des Slovaques.

Nous, les Slovaques, nous sommes «une tribu»[*kmeň*] reconnue comme telle par Dobrovský, Šafárik [*Geschichte des Slawischen Sprache und Literatur*]. Nous avons une *personnalité* caractérisée, entre autre, par notre dialecte distinct. En l'élevant au niveau de la langue littéraire nous voulons réveiller et améliorer notre propre vie, nous devons donc vouloir aussi que cette vie se reflète de manière juste dans notre parler. En élevant notre dialecte nous voulons atteindre aussi l'unité de notre tribu jusque-là dis-

persée; sans cette unité nous resterions dans la poussière et nous ne ferions rien pour nous élever et pour faire reconnaître notre nationalité; nous vivrions comme auparavant : l'un tire à hue, l'autre à dia. [...] Notre idiome c'est l'*arche de notre unité*.¹⁴

(Štúr, 1957 : 11-19)

Štúr propose le dialecte de la Slovaquie centrale, caractérisé par lui comme langue forte et expressive et en même temps fraîche et rapide, la plus pure et la plus répandue, parlée aussi par les Slovaques à Pest et dans les comitats du Sud de La Hongrie. Il insiste sur le choix d'un dialecte organique, formant un système, où l'esprit est représenté par la grammaire, la matière par le lexique. En acceptant les acquis lexicaux, il refuse les éléments de grammaire répandus dans les autres dialectes slovaques et insiste sur l'orthographe phonétique. Un tel slovaque s'éloigne bien du tchèque, il est difficile à lire et il s'affronte au refus du milieu intellectuel large, même de la part des partisans de la langue slovaque. Michal Hodža et Martin Hattala n'acceptent pas l'orthographe phonétique proposé par Štúr, optent pour l'orthographe étymologique et retouchent la nouvelle langue littéraire. Ainsi elle se rapproche à nouveau du tchèque et des autres langues slaves. Bien qu'on continue à dire jusqu'à nos jours que la langue littéraire des Slovaques a été codifiée par Ľudovít Štúr, ce n'est plus le dialecte de la Slovaquie du centre, mais plutôt le slovaque culturel du centre qui est élevé au niveau de langue littéraire; cela après des débats animés au sein de Tatrín, association dont le but principal est l'édition des livres slovaques et après la réunion de l'intelligentsia protestante et catholique slovaque de Bratislava en 1851. La codification de Hodža-Hattala est jugée par les linguistes contemporains comme un compromis¹⁵. Štúr lui-même parle de «résultat final de tous les efforts, centre de l'unité et condition de chaque continuation heureuse»; il s'agit donc pour lui plutôt d'une synthèse¹⁶. Elle n'est généralement acceptée par la presse et la littérature slovaque que vers 1863, date à laquelle la première institution culturelle slovaque la *Matica slovenská* la recommande comme langue littéraire de tous les Slovaques. Cela se fait après de longues hésitations, liées surtout aux événements politiques.

¹⁴ Ailleurs il le nomme *symbole de notre unité* (cf. Štúr, 1957 : 118).

¹⁵ Cf. Bosák, 1993 : 29.

¹⁶ Štúr, 1957 : 266-267.

Les débats menés entre les jeunes catholiques et protestants entre 1844 et 1850 autour de la langue littéraire slovaque concernent surtout l'orthographe et les détails de grammaire. L'opposition la plus résolue émane de Ján Kollár, qui rassemble et inspire la publication à Prague des «Voix sur la nécessité de l'unité de langue littéraire pour les Tchèques, Moraves et Slovaques»¹⁷. Bien que pour lui la langue ne soit que l'instrument de la vie nationale, il voit bien la valeur symbolique de la codification, laquelle représente d'abord la rupture des Slovaques avec le passé, renonciation à une partie de l'histoire, la littérature commune avec les Moraves et les Tchèques : «Quel désastre et quel vice vous avez déjà entraînés sur notre tribu et notre nation. Vous déchirez par la main parricide une seule chaîne en or qui nous unissait nous et nos ancêtres depuis trois cents ans avec le sang le plus proche», reproche-t-il à Štúr dans sa lettre ouverte¹⁸. Adversaire de Hegel, Kollár blâme aussi en Štúr l'hégélien convaincu. Une «tribu» slovaque indépendante lui paraît comme le fruit d'une spéculation pure à la manière de Hegel et au lieu de vie, littérature et langue littéraire propres, il accuse Štúr de mener les Slovaques dans le désert et de les condamner à étouffer dans l'isolement «des prisons de montagnes»¹⁹. Kollár vécut longtemps à Pest comme pasteur de l'église luthérienne de la capitale, puis à Vienne comme professeur d'Université; il ne pouvait pas oublier les Slovaques vivant hors du territoire de la Slovaquie actuelle. Sa conception est donc libérale, apolitique, culturelle et en même temps ouverte, ne niant jamais la «vlast» (patrie) hongroise. Štúr de son côté pense que la Slovaquie a besoin d'exister comme entité politique, y compris dans la délimitation du territoire, demandée pendant la révolution de 1848. Après son échec, il le souligne dans son testament politique : «Pour développer notre vie, nous devons enfin nous libérer du joug étranger et devenir politiquement indépendants. Si la nation n'est pas libre, elle se démoralise et court le danger de tôt ou tard cesser d'exister»²⁰. Il présente trois possibilités théoriques de résoudre la question nationale en Europe centrale. La première, selon lui, est de créer les États fédérés slaves (républiques). La deuxième, faire de l'Autriche un centre de tous les Slaves de l'Ouest et du

¹⁷ Cf. *Hlasové*, 1846.

¹⁸ Cf. Kollár, 1846 : 152.

¹⁹ Cf. Kollár, 1846 : 136-137.

²⁰ Cf. Štúr, 1993 : 131.

Sud, où les Slaves seraient prépondérants. La troisième consiste dans la possibilité que tous les Slaves s'unissent avec la Russie. Les deux premières possibilités s'étant montrées en 1848-1849 irréalisables (c'est Michail Bakounine qui appuya la première au *Congrès slave de Prague*), et puisque l'Autriche avait perdu sa fonction de rempart contre les Turcs et déçu la confiance des Slaves (elle n'est selon lui que «le nom géographique et la momie galvanisée qui se briserait en morceaux sous le premier choc puissant») ²¹, Štúr accepte théoriquement la troisième solution. Štúr était un centre-Européen qui n'avait jamais été en Russie, mais sa déception post-révolutionnaire l'amena à espérer la mission libératrice de ce grand Empire slave «sitôt que la liberté y ferait aussi des progrès». Il se montra disposé à l'orthodoxie et prêt à accepter le russe comme langue de tous les Slaves. Son livre écrit en allemand dans les années 50 (*Das Slawentum und die Welt der Zukunft*) a paru d'abord à Moscou en 1867, publié par V. I. Lamanskij à l'occasion du *Congrès slave* ²². En Slovaquie, il est connu depuis 1931 en allemand. La traduction slovaque, dont le but était de faire connaître au public l'histoire de la pensée politique slovaque n'a paru qu'en 1993. *Slovanstvo* de Štúr n'a jamais fait partie du programme politique slovaque. Tandis que Štúr ne renonce pas à la fiction de la nation slave, dans le milieu de ses amis moins philosophes prévaut la conception étroite de la *nation slovaque*, liée au territoire de la Slovaquie (le terme *Slovensko* est couramment employé) et sa population.

C'est au nom de la «nation slovaque dans la Patrie hongroise» que le 10 mai 1848 les *Demandes de la nation slovaque adressées à son Altesse e.(empereur) r.(oi), au parlement du pays hongrois, à sa Grandeur palatin hongrois, plénipotentiaire royal, au Ministère hongrois et à tous les amis de l'humanité et de nationalité* expriment le vœu que la Hongrie soit dotée d'un «parlement général de toutes les nations fraternelles vivant en Hongrie» et de plusieurs «parlements particuliers nationaux» avec le but de «marquer les limites ethnographiques» pour que «ni la minorité magyare à la majorité slovaque, ni la minorité slovaque à la majorité magyare ne soient obligées de se servir ou de se soumettre». A côté du suffrage universel, la langue joue aussi un rôle important dans ce programme national. Il est question surtout de langue d'administration et d'enseignement,

²¹ *ibid.* : 145.

²² Cf. Ivantyšynová : 213-217.

puisqu'«la sainte parole de la liberté est déshonorée dans le cas où la nation slovaque, ne comprenant pas le magyar, est condamnée au mutisme pendant les délibérations dans une langue inconnue»²³. Le programme mobilise de larges couches de la population, surtout de nombreux paysans.

Dans les années 1849 à 1860, le ministre autrichien Bach autorise l'enseignement dans les langues slaves. Les Slovaques en profitent et se montrent d'une grande souplesse. Andrej Radlinský, dans sa revue *Priatel' školy a literatúry* rédigée dans la codification Hodža-Hattala mentionne : «Chaque fois que nous écrivons sur les gymnases (lycées) slovaques, nous ne faisons jamais de distinction entre le tchèque et le slovaque comme langue d'enseignement. Tous les deux dialectes sont slaves et à cause de cela le gymnase où l'on enseigne les matières dans l'un ou l'autre peuvent être nommés slovaques, de la même manière que les *Slovenské noviny* de Vienne s'appellent slovaques bien qu'ils soient écrits dans un dialecte tchèque et dans l'orthographe tchèque»²⁴. Une connaissance au moins passive de la langue tchèque perdure en Slovaquie jusqu'à nos jours.

Quant au programme politique, le *Mémorandum* de la nation slovaque de 1861 revendique une autonomie dans le cadre de la Hongrie et, malgré l'aggravation presque immédiate des conditions de la vie nationale des Slovaques après le compromis austro-hongrois de 1867; ce programme ne change pas jusqu'à 1914. Štefan Marko Daxner souligne en même temps :

La Hongrie existe pour nous seulement si nous y existons, nous la reconnaissons seulement si nous y sommes reconnus... Nous tenons au principe exprimé par sa Majesté : «l'égalité en droits pour toutes les nations».

(Daxner, 1912 : 39)

Après l'échec de plusieurs tentatives pour délimiter le territoire slovaque et constituer la Slovaquie comme unité autonome au sein de la monarchie habsbourgeoise (en 1848-1849 évoluant vers un conflit armé dans lequel les volontaires slovaques appuient l'empereur autrichien contre les Hongrois révoltés), surtout entre 1875 et 1918, période de la politique de dépossession linguistique et de l'assimilation ethnique pratiquées par le gouvernement hongrois, les Slovaques demandent l'application de la loi

²³ Cf. Bokes, I, 1962 : 23-26.

²⁴ Cf. Hlaváč, 1994 : 32.

des nationalités de 1868 et le suffrage universel. Ils veulent survivre au moins en qualité de *nation-comme-culture*. Dès 1912, Ján Lajčiak, linguiste-sémitologue, sociologue et théologue slovaque (dans la vie privée pasteur dans un village de montagne) affirme :

La nation unie, vivant sa vie nationale indépendante est en mesure de produire une culture puissante. Si nous observons la situation culturelle slovaque, nous voyons *une nation* combattant pour sa culture. La conjoncture actuelle nous est défavorable au plus fort degré. L'indépendance de l'État représente un facteur puissant du développement culturel, mais elle n'est pas sa condition sine qua non. L'histoire prouve que les cultures évoluent même sans indépendance étatique. La Slovaquie, elle aussi, peut développer sa culture sans son indépendance étatique, à condition néanmoins que les circonstances ne soient pas malveillantes au point de vouloir et pouvoir étouffer chaque mouvement culturel au berceau.

(Lajčiak, 1994 : 38)

En relation avec la situation historique concrète, la question de la langue joue un rôle dans tous les programmes nationaux slovaques et on lui attribue une valeur essentielle jusqu'à nos jours.

Le 15 novembre 1995, la *Slovenská národná rada* (Conseil national slovaque — parlement slovaque) vote une loi sur la langue d'État de la République slovaque, en ne se rendant pas compte qu'elle suit en réalité le modèle de *honi nyelv* hongrois de 1844. L'introduction de la loi proclame que «la langue slovaque constitue le signe le plus important de l'individualité de la nation slovaque, la valeur la plus précieuse de son héritage culturel, l'expression de la souveraineté de la République slovaque et l'instrument de communication de ses citoyens assurant la liberté et l'égalité dans leurs dignité et droits» (Zbierka, 1995). L'exposé des motifs du projet de cette loi est avant tout historique, retraçant sommairement toute l'histoire de la langue slovaque. Il mentionne d'abord que le slovaque appartient à la grande famille des langues slaves, dont la première forme écrite avait été utilisée dès 863 grâce à la mission de Saint-Cyrille et de Saint-Méthode en Grande Moravie. Le slavon (dans la transcription de l'exposé «staroslovenčina» ce qui signifie aussi «le vieux-slovaque») devint donc, à côté de l'hébreu, du latin et du grec, la quatrième langue liturgique et diplomatique de l'Europe. Les auteurs de l'exposé soulignent que pendant des siècles le slovaque s'est avéré une langue distincte, conservée dans les protocoles et livres des villes, procès-verbaux des assemblées de la no-

blesse des comitats, agendas des propriétés féodales, écrits des corps de métier, correspondance officielle et privée dans les milieux bourgeois, noble et érudit et enfin dans la littérature populaire. Ce n'est qu'à partir de la fin du 18ème siècle que le slovaque doit tenir tête à la poussée agressive du hongrois. Il est curieux de constater que l'exposé énumère non seulement toutes les lois magyarisantes du 18ème siècle au début du 20ème siècle, s'arrête sur la magyarisation pratiquée par le régime Horthy dans les territoires de la Slovaquie du Sud incorporée à la Hongrie en 1938-1945, mais aussi qu'il n'oublie pas de dire que le premier écrit en langue magyare *Halotti beszéd* (Discours funéraire) date seulement du 12ème siècle et encore le mot *beszed* — «beseda» est sans aucun doute un mot d'origine slovaque, comme un millier d'autres mots appartenant à la terminologie administrative, ecclésiastique, paysanne et artisanale... L'argumentation rappelle bien celle du 19ème siècle — les anciens torts et disputes entre Slovaques et Magyars ne sont donc pas oubliés. Quant aux Tchèques, on leur en veut un peu moins, mais on n'oublie pas non plus : «Après la naissance de la République tchéco-slovaque s'est formée la fiction d'une nation tchécoslovaque unitaire ayant deux branches. Dans cet esprit la Constitution de la République tchéco-slovaque ne reconnaissait pas deux langues officielles, mais seulement une seule langue d'État, tchécoslovaque avec deux *résonances* [en slovaque *znenie* — à choisir pour la traduction *tonalités, sons, expressions, versions* ou un autre synonyme] — tchèque et slovaque», utilisant la première *en général* dans les pays tchèques, la deuxième en Slovaquie. L'emploi du tchèque en Slovaquie n'était pas limité et même la loi du Conseil national slovaque n° 428 du 25 octobre 1990 sur la langue officielle de la République slovaque accepte le tchèque comme la deuxième langue officielle. Ceci ne plaît pas aux auteurs du projet de la loi votée au mois de novembre 1995; à cause de cette stipulation on ne peut pas reprocher à l'Encyclopédie de l'Université de Harvard d'indiquer dans son article sur la Slovaquie que sa langue officielle est le tchèque (Projet gouvernemental de la loi d'État de la République slovaque du 24 octobre 1995. Exposé des motifs de la loi.). Contrairement à l'avis de nombreux partisans de la continuité séculaire de la nation slovaque, Ivan Gašparovič, président du Parlement de la République slovaque actuelle, au mois de septembre 1995, à l'occasion du 180ème anniversaire de la naissance de Ľudovít Štúr, prétendit que sans ses activités la nation slo-

vaque n'existerait pas, et sans sa génération, la République slovaque actuelle ne serait pas née. La codification de la langue littéraire slovaque est donc considérée comme un acte éminemment politique.

© Bohumila Ferenčuhová

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BALCAR M. (1995) : «Slovenský mýtus. O vlivu historického vedomí na chování a povahu lidí a národů.» [«Le Mythe slovaque. De l'influence de la conscience historique sur le comportement des gens et des nations»], *Střední Evropa*, t. 43, N° 8, pp. 86-91.
- BENDA K. (1952) : *A magyar jakobinusok elleni felségsertési és hűtlenségi per iratai. 1794-1795* [Documents sur le procès de lèse-majesté et de haute trahison contre les jacobins hongrois], Budapest : Kiadó, 3 volumes.
- BOKES F. (1962) : «Dokumenty k slovenskému národnému hnutiu v rokoch 1848-1914» [Les documents concernant le mouvement national slovaque en 1848-1914], t. 1, «1848-1867», (1962), Bratislava : SAV, t. 2, «1867-1884», (1965), t. 3, «1885-1901», (1972).
- CHORVÁTHOVÁ Ľ. (1955) : «On factors shaping social and ethnic-national identity in nineteenth and twentieth century Slovakia», *Slovenský národopis*, t. 43, N° 1, pp. 57-74.
- DAXNER Š. M. (1912) : *Slovenská otázka od konca 18. stoletia* [La question slovaque depuis la fin du 18ème siècle], Turčiansky sv. Martin : Kníhtlačiarsky účastinársky spolok. [troisième réédition de sa brochure anonyme : *Hlas zo Slovenska* [Une voix de la Slovaquie], V Pešti 1861; la deuxième in *Národné noviny*, 1912, N° 110-119.]
- BOSÁK J. (1993) : «Sociolingvistický pohľad na kodifikáciu Sama Camba (1856-1909)» [La codification de Samo Cambel du point de vue sociolinguistique], *Studia Academica Slovaca*, 22, Prednášky XXIX, letného seminára slovenského jazyka a kultúry, pp. 26-36.
- Dejiny Slovenska II, 1526-1848* [L'histoire de la Slovaquie] (1987), Bratislava : Veda, t. III, od roku 1848 do konca 19. storočia (1992).

- GODECHOT J. (1964) : *La pensée révolutionnaire en France et en Europe*, Paris : Armand Colin, pp. 347-348.
- FERKO A., MARSINA R., DEÁK L., KRUŽLIAK I. (1994) : *Starý národ - mladý štát. Preh l'ad slovenských dejín* [Nation ancienne-jeune État. Aperçu de l'histoire slovaque], Bratislava : Litera.
- GELLNER A. (1993) : *Národy a nacionalismus*, Praha : Hříbal.
- Historický slovník slovenského jazyka* [Dictionnaire historique de la langue slovaque], (1992), Bratislava : Veda, 6 volumes.
- HLAVÁČ A. (1994) : *Andrej Radlinský*, Trnava : Spolok sv. Vojtecha.
- Hlasové o potřebě jednoty spisovného jazyka pro Čechy, Morawany a Slowáky* [Les voix sur la nécessité de l'unité de la langue littéraire pour les Tchèques, Moraves et Slovaques], (1846), Praha : Spisů musejních číslo XXII.
- HODŽA M. M. (1848) : *Věťín o slovenčině* [Dissertation sur le slovaque], Levoča : Wertmüller.
- (1847) : *Dobruo slovo Slovákom súcim na slovo* [Bonne parole aux Xlovaques de bonne volonté], Levoča : Nákladkom Tatrína, [Réédition avec postface de Karol Rosenbaum—Bratislava (1970) : Tatran].
- (1847) : *Epigenes slovenicus*, Levoča.
- (1920) : *Československý rozkol* [Le schisme tchécoslovaque], Turčiansky sv. Martin : vlastným nákladom.
- IVANTYŠYNOVÁ T. (1987) : *Česi a Slováci v ideológii ruských slavianofilov* [Les Tchèques et les Slovaques dans l'idéologie des slavophiles russes], Bratislava : Veda.
- KOVÁČ D. (1995) : « Česi a Slováci v epoche nacionalizmu » [Les Tchèques et les Slovaques à l'époque du nationalisme], *Střední Evropa*, t. 43, N° 8, pp. 92-105.
- (1995) : «La question slovaque et son contexte international», *La France et l'Europe centrale, 1867-1914*, Bratislava : B. Ferencuhová et AEP, pp. 16-21.
- LAIČIAK J. (1994) : *Slovensko a kultúra* [La Slovaquie et la culture], Bratislava : Q 111.
- Der Magyarismus in Ungarn. In rechtlicher, geschichtlicher und sprachlicher Hinsicht, mit Berichtigung der Vorurteile, aus denen seine Anmassungen entspringen von L. M. Sch.* (1834) : Leipzig : Bei Karl Drobisch.

- ORMIS J. (1973) : *O reč a národ. Slovenské národné obrany z rokov 1832-1848*. [Pour la langue et la nation. Les défenses nationales slovaques de 1832-1848], Bratislava : vydavateľstvo Slovenskej akadémie vied.
- PAULINY E. (1983) : *Dejiny spisovnej slovenčiny od začiatkov po súčasnosť* [L'histoire du slovaque littéraire des origines jusqu'à nos jours], Bratislava : Slovenské pedagogické nakladateľstvo.
- Pressburger Zeitung auf das Jahr 1791*, verlegt bei Johann Michael Landerer, Beilage Nr. 69, 70, 72.
- RAPANT D. (1927) : *K počiatkom maďarizácie. Diel prvý - Vývoj rečovej otázky v Uhorsku v rokoch 1740-1790* [Les débuts de la magyarisation. T. 1 L'évolution de la question linguistique en Hongrie 1740-1790], Bratislava : Zemedelské múzeum.
- (1931) : *K počiatkom maďarizácie. Diel druhý - Prvé zákony maďarizačné 1790-1792* [Les débuts de la magyarisation. T. 2 Les premières lois de magyarisation 1790-1792], Bratislava : Zemedelské múzeum 1931.
- (1947) : *Ilegálna maďarizácia 1790-1840* [La magyarisation illégale 1790-1840], Turčiansky svätý Martin : Matica slovenska.
- RUŽIČKA J. (1971) : *Martin Hattala 1821- 1903*. Materiál z konferencie konanej v Trstenej 21. a 22. oktobra 1971, Trstená - Ružomberok : Prípravný výbor osláv 600 rokov mesta Trstenej a 100 rokov Gymnázia v Trstenej.
- ŠIMONČIČ J. (1982) : *Ohlasy Francúzskej revolúcie na Slovensku* [Echos de la Révolution française en Slovaquie], Košice : Východoslovenské vydavateľstvo.
- Sollen wir Magyaren werden* (1833), Karlstadt : gedruckt bei Johann N. Prettner.
- ŠTÚR L. (1957) : *Dielo v piatich zväzkoch, zv. 5 Slovenčina naša* [Œuvre en 5 vol, vol 5 : notre slovaque], Bratislava : Slovenské vydavateľstvo krásnej literatúry.
- ŠTÚR S. (1948) : *Smysel slovenského obrodzenia* [Le sens de la renaissance slovaque], Liptovský svätý Mikuláš : Tranoscius.
- TODOROV T. (1989) : *Nous et les autres*, Paris : Editions du Seuil.

VYVÍJALOVÁ M. (1978) : «Sociálne a politické myslenie bernolákovcov» [La pensée sociale et politique du groupe Bernolák], *Historický časopis*, t. 26, N° 2, pp. 247 - 254.

Zbierka zákonov Slovenskej republiky, č. 270/1995, čiastka 89 [Recueil des lois de la République slovaque].

Langue et nation : Le cas serbe, croate et bosniaque

Paul GARDE

Université d'Aix en Provence, France

1. DIASYSTÈME ET STANDARD

L'opinion courante en Europe Occidentale admet qu'il existe une certaine correspondance entre langue et nation. La plupart des noms de nation sont aussi des noms de langue : français, suédois, italien, etc., même s'il existe des langues plurinationales comme le français, l'anglais, l'espagnol, et des nations plurilingues, comme la Suisse. En Europe Centrale et Orientale, le rapport biunivoque entre nation et langue a été affirmé plus fort encore : dans la conception centre-européenne de la nation, issue de Fichte et Herder, il est admis que la langue est un des attributs essentiels de la communauté nationale, et donc que chaque nation a sa langue et chaque langue sa nation. Pourtant, c'est justement dans cette partie de l'Europe que la correspondance est la plus incertaine, parce que la science ne propose pas de critère sûr pour définir les entités en cause et tracer leurs limites : les politologues hésitent à délimiter la nation, et les linguistes à délimiter la langue.

Si la nation se définit par «la volonté de vivre ensemble», comme le veut Renan, qui déterminera cette volonté ? Il est bien évident aujourd'hui que les Serbes et les Croates ne veulent pas vivre ensemble, mais il en allait autrement au début du siècle, du moins à en croire de nombreux écrits croates de cette époque. Et qu'en est-il des Bulgares et

des Macédoniens, des Serbes et des Monténégrins, des Roumains et des Moldaves, des Russes et des Biélorusses ?

Quant à la *langue*, ce terme, comme on sait, peut être employé dans deux sens différents.

a) *Langue* peut être un terme de linguistique historico-comparative et de dialectologie, utilisé dans la classification généalogique pour désigner un certain niveau classificatoire. On classera ainsi le *parler* de Docelles (Vosges) dans le *dialecte* lorrain, la *langue* française, le *groupe* roman, la *famille* indo-européenne. Certains de ces termes d'ailleurs sont plus ou moins interchangeables, et les classifications elles-mêmes sont sujettes à controverse. Chaque groupe (par exemple roman) représente un continuum de parlers, où les seules limites observables sont les isoglosses. Celles-ci sont diverses et ne se recouvrent pas, si bien que toutes les classifications de niveau inférieur comportent une part de convention. La délimitation de la «langue» au sens dialectologique représente donc une coupure conventionnelle dans une réalité continue.

Contrairement à une opinion répandue dans le grand public, la capacité d'intercompréhension n'est pas un critère de délimitation. Le dialecte sicilien est incompréhensible à un Piémontais et vice-versa, et pourtant tous deux ont toujours été classés dans la «langue» italienne; au contraire un Suédois et un Norvégien se comprennent sans peine, et pourtant leurs parlers sont considérés comme deux «langues». D'ailleurs l'intercompréhension est impossible à mesurer, elle est relative et peut varier selon l'agilité mentale et l'arrière-plan culturel des individus

b) Mais *langue* peut être aussi un terme de socio-linguistique, désignant un mode d'expression régi par une norme, qu'une communauté plus ou moins étendue, consciente d'une certaine unité, a adopté comme moyen de communication dans l'expression écrite et les formes les plus élaborées de l'expression orale. C'est ce qu'on appelle souvent en français *langue standard* (calquant l'anglais *standard language*), mais en Europe centrale et orientale «langue littéraire» (all. *Schriftsprache*, r. *literaturnyj jazyk*, s.-cr. *književni jezik*, etc.) . Il s'agit ici d'un phénomène discontinu : chaque langue standard, régie par un système fini de règles normatives, est par le fait même distincte de toutes les autres.

Pour éviter l'équivoque inhérente au mot *langue*, nous emploierons, après de nombreux autres auteurs, le terme de *diasystème* (abrégé de

«système de dialectes») pour la langue au sens dialectologique, et celui de *standard* pour la langue au sens socio-linguistique.

La différence entre *diasystème* et *standard* apparaît dans la situation suivante : si un élève emploie dans sa rédaction une tournure incorrecte, par exemple *Je m'en rappelle*, le maître lui dira : «Ce n'est pas français». Mais si cette phrase n'est pas française, qu'est-elle ? Elle n'est ni anglaise ni italienne, elle appartient bien en un certain sens au français. Elle relève du diasystème français, mais non du standard français.

Pour la plupart des pays européens, le diasystème et le standard ont à peu près la même extension territoriale. Cela tient peut-être simplement au fait que les dialectologues ont trouvé commode de regrouper comme appartenant à la même «langue», au sens de «diasystème», les parlers dont les locuteurs font usage du même standard, chaque fois que cette solution ne heurte pas trop brutalement la réalité linguistique. Mais il y a des cas de discordance. Dans le domaine germanique, les locuteurs d'un même ensemble de dialectes «bas-allemands» font usage de deux standards différents : l'allemand (haut-allemand) en Allemagne du Nord, et le néerlandais aux Pays-Bas et en Belgique, auxquels on pourrait ajouter un troisième : l'afrikaans en Afrique du Sud. Ainsi les habitants de l'Allemagne du Nord, ou du moins ceux d'entre eux qui pratiquent le dialecte local ou *plattdeutsch*, se rattachent aux Pays-Bas et à la Belgique du point de vue du diasystème, mais au reste de l'Allemagne du point de vue du standard.

Hors d'Europe il existe au moins deux cas de standards différents fondés sur un seul diasystème : sur les dialectes indo-aryens de l'Uttar-Pradesh, le hindi (Inde) et l'ourdou (Pakistan). Sur les dialectes malais, le malaysien (*bahasa Malaysia*) et l'indonésien (*bahasa Indonesia*).

Les standards sont des unités discrètes, les diasystèmes ne le sont pas. Il est évident que l'allemand, le néerlandais et l'afrikaans sont trois «langues» différentes (trois standards), on peut immédiatement déterminer si un énoncé oral ou écrit appartient à l'une ou à l'autre. Mais dans une classification des parlers germaniques, doit-on, au niveau de classification appelé «langue» (au sens de diasystème), introduire deux rubriques : haut et bas-allemand, ou une seule : allemand ? Il n'y a pas une réponse vraie et une autre fausse, il s'agit d'un choix méthodologique du

descripteur. On peut donc compter les standards, on ne peut pas compter les diasystèmes.

2. LES NATIONS SUD-SLAVES

Dans les Balkans (si l'on ne compte pas les diasporas tsigane, juive, arménienne etc.) sont représentés six groupes linguistiques, à savoir, par ordre chronologique d'apparition dans la région : grec, albanais, roman (représenté par le roumain), slave, hongrois et turc. Quand on passe d'un groupe à l'autre, on a évidemment affaire à deux langues différentes, quel que soit le sens du mot «langue» : le grec n'est pas l'albanais, le roumain n'est pas le hongrois, etc. A l'intérieur d'un même groupe il pourrait y avoir des subdivisions. Mais il se trouve que cinq de ces groupes (tous sauf le slave) ont donné naissance dans les Balkans chacun à un seul standard, et que leurs parlars sont ordinairement classés comme appartenant à une seule «langue» (au sens de «diasystème»). Les différences dialectales ne sont certes négligeables dans aucun de ces groupes, mais elles n'ont jamais donné lieu à des divisions sur aucun des deux plans (sauf la tentative soviétique de séparer le «moldave» du roumain, qui a échoué).

Sur le plan politique aussi, à chacun de ces cinq groupes linguistiques correspond une nation consciente de son unité : Grecs, Albanais, Roumains, Hongrois, Turcs (même si les nations grecque et roumaine forment aujourd'hui chacune deux États : Grèce et Chypre, Roumanie et Moldavie).

Les Slaves balkaniques, eux aussi, forment un continuum linguistique ininterrompu et où, pour autant qu'on puisse en juger, l'intercompréhension est excellente (sauf peut-être pour les Slovènes). Mais leur territoire, des Alpes à la Mer Noire, est long et étroit (1.500 km. d'Ouest en Est, 300 à 500 du Nord au Sud), et ils sont divisés tant du point de vue des nations que de celui des langues.

Du point de vue national, on y a reconnu depuis toujours au moins trois peuples désignés par trois vieux ethnonymes : Bulgares, Serbes et Croates. Mais les limites des uns et des autres sont longtemps restées floues, et dans plusieurs régions marginales les appartenances nationales ne se sont déterminées qu'au 19ème siècle et parfois au 20ème.

a) Au Nord-Ouest les Slaves des régions alpestres, soumis depuis des siècles directement à l'Autriche, ont adopté depuis leur «renaissance nationale» marquée par l'œuvre linguistique de Jernej Kopitar (1780-1844) et la poésie de France Prešeren (1800-1849), le nom de «Slovènes» (qui est étymologiquement une forme du mot *Slave*) et forment une nation fortement différenciée.

b) Entre Croatie et Serbie, les Slaves de Bosnie, d'Herzégovine, des régions jadis ottomanes de Croatie, du Monténégro et du Sandžak ont, après bien des hésitations, défini leur appartenance nationale en fonction de leur confession religieuse. A partir du 19^{ème} siècle tous les orthodoxes de ces régions se sont désignés comme Serbes et tous les catholiques comme Croates. Quant aux musulmans, ils ne pouvaient se reconnaître sous aucun de ces deux noms. Jusqu'à la Première Guerre Mondiale ils se sont couramment appelés «Turcs» (improprement, puisqu'ils ne parlaient pas turc), plus tard on les a dits «Serbes ou Croates de confession islamique», puis «nationalement indéterminés». A partir de 1968 le régime titiste les a désignés comme «Musulmans» avec majuscule, et depuis quelques années ils revendiquent d'être appelés «Bosniaques» (*Bošnjaci*, terme archaïque récemment ressuscité; à ne pas confondre avec *Bosanci*, mot courant désignant tous les habitants de la Bosnie, et qu'on pourrait traduire par «Bosniens»). Ce terme figure désormais dans la Constitution de la Bosnie. Ces fluctuations terminologiques ne doivent pas tromper : ils avaient, depuis l'époque ottomane, une très claire conscience de former une communauté distincte, à laquelle ne manquait qu'un nom.

Cependant les orthodoxes du Monténégro, pays indépendant jusqu'en 1918, outre le nom de «Serbe» employaient aussi celui de «Monténégrin», et ont un particularisme très marqué. Avec le régime titiste a été officiellement reconnue une nationalité «monténégrine» distincte.

c) Entre Serbie et Bulgarie s'étend une vaste zone (Serbie du Sud-Est autour de Niš; Macédoine ex-yougoslave, grecque et bulgare; pays des «Šopci» en Bulgarie occidentale autour de Sofia) où les Slaves ont longtemps vécu mêlés à d'autres populations (Albanais, Turcs, Aroumains, Grecs) et où leur appartenance nationale a longtemps été hésitante. Le géographe français Jacques Ancel nous dit que vers 1830, au lendemain

de l'insurrection serbe, on distinguait dans ces régions «entre le domaine des "Serbes" (on entend dès lors par là les Slaves affranchis) et le *Bougarlouk*, le pays des Slaves restés serfs»¹. Le même auteur parle de la «Macédoine amorphe» et des «Slaves macédoniens, arriérés et amorphes, dont le dialecte est intermédiaire entre le bulgare et le serbe»². C'est le géographe serbe Jovan Cvijić³ qui, le premier, a aimablement décrit les habitants de toutes ces régions comme «amorphes». Cependant ces «amorphes» se sont reconnus peu à peu les uns comme Serbes, d'autres comme Bulgares. Ceux de Macédoine enfin ont longtemps hésité entre les dénominations de «Bulgares» ou simplement de «Macédoniens». Cette dernière étiquette a été retenue par le régime titiste en 1945 pour les habitants de la Macédoine yougoslave. Il y a donc désormais, au sud, une «nation macédonienne», qui se considère comme distincte à la fois des Serbes et des Bulgares.

On distingue donc généralement aujourd'hui sept nations sud-slaves, à savoir d'Ouest en Est : Slovènes, Croates, Bosniaques («Musulmans»), Monténégrins, Serbes, Macédoniens, Bulgares, les six premières implantées dans l'ancienne Yougoslavie. Ce sont désormais des appartenances bien tranchées et mutuellement exclusives : le flou qui régnait jusqu'au 19^{ème} siècle a été éliminé du fait des phénomènes dits d'«intégration nationale». Trois de ces nationalités, les moins nombreuses (Bosniaques, Monténégrins et Macédoniens) n'ont été clairement affirmées qu'à l'époque titiste, pour des populations jusque-là revendiquées par des peuples voisins plus nombreux et plus précocement déterminés. En aidant les «amorphes» à trouver un nom et une identité, ce régime a cherché à mettre fin au tête-à-tête croato-serbe ou serbo-bulgare, il a joué les petits peuples contre les grands, satisfaisant les premiers et mécontentant les seconds. L'opération a réussi à promouvoir la prise de conscience des «petits» peuples, elle a échoué à calmer l'antagonisme entre les «grands», et elle a même compliqué les conflits en introduisant de nouveaux partenaires.

Si ces prises de conscience nationale sont pour la plupart récentes, cela ne signifie pas qu'elles soient négligeables ou arbitraires. L'histoire

¹ Jacques Ancel, 1992 : 155.

² Jacques Ancel, 1926 : 177 et 197.

³ Cvijić, 1918.

sur laquelle toutes ces nations, petites ou grandes, prétendent se fonder est en grande partie mythique, mais la force de l'attachement qu'elle suscite *aujourd'hui* dans les populations correspondantes est un fait socio-politique de première importance qu'on ne saurait négliger.

3. LES DIALECTES

L'espace sud-slave, allongé d'Ouest en Est, représente un continuum dialectal où la plupart des isoglosses sont orientées Nord-Sud. Les faisceaux d'isoglosses les plus importants permettent d'isoler trois types principaux de parlers : occidental (ou slovène), central (ou serbo-croate štokavien) et oriental (ou bulgare).

Sans entrer dans le détail des faits dialectologiques, nous dirons que, par rapport au type central, le type occidental se distingue notamment par un système vocalique plus complexe et par la formation du futur à l'aide de l'auxiliaire «être», et non «vouloir»; le type oriental, par l'absence de polytonie et par les traits syntaxiques appelés «balkanismes», notamment l'absence de déclinaison et l'existence d'un article.

Sur cette base on a traditionnellement classé ces parlers en trois «langues» (au sens de «diasystèmes»), à savoir : «slovène» «serbo-croate» et «bulgare» ou «bulgaro-macédonien».

On a donné à chacun d'entre eux, comme on le voit, le nom d'une ou plusieurs nations. Mais si l'appartenance nationale est aujourd'hui, comme nous l'avons vu, rigide, la classification des dialectes est floue et comporte une part d'arbitraire. Ainsi on classe sous la rubrique «serbo-croate» :

a) au Nord-Ouest, les parlers «kajkaviens» (région de Zagreb) qui représentent un état intermédiaire entre les types central et occidental (serbo-croate et slovène). Par exemple, la formation du futur y est la même qu'en slovène.

b) au Sud-Est les parlers «torlaks» (région de Niš) qui sont intermédiaires entre les types central et oriental (serbo-croate et bulgaro-macédonien). Ils connaissent quelques-uns des «balkanismes» caractéristiques de ces derniers, par exemple l'absence de déclinaison.

Il est hors de doute que cette classification a été adoptée dès le 19^{ème} siècle en raison du sentiment d'appartenance nationale de ces populations. Il est clair que les gens de Zagreb se sentent Croates, et non Slovènes, et ceux de Niš Serbes, non pas Bulgares. Cela ne signifie pas que ces classifications doivent être révisées. Puisqu'il s'agit de dialectes de transition, la solution inverse susciterait autant d'objections proprement linguistiques que celle qui a été choisie. Encore une fois, dans cette situation de continuum, la linguistique ne fournit pas d'arguments péremptoirs dans un sens ou dans l'autre, contrairement à ce que croient volontiers les propagandistes de tous bords.

Ainsi se trouve délimité, avec une part inévitable d'arbitraire, un domaine dialectal dit «serbo-croate» qui couvre le territoire de quatre anciennes républiques yougoslaves : Croatie, Bosnie-Herzégovine, Monténégro et Serbie, et englobe quatre nations : Croates, Bosniaques («Musulmans»), Monténégrins et Serbes.

A l'intérieur de ce domaine, on distingue généralement quatre dialectes⁴ : kajkavien, čakavien, štokavien (ainsi nommés d'après la forme qu'y prend le mot signifiant «quoi» : *kaj*, *ča* ou *što*), et torlak, caractérisé par ses balkanismes. Le štokavien se subdivise lui-même en ikavien, iékavien et ékavien d'après le réflexe de l'ancienne voyelle *ě* du slave commun : *did*, *djed* ou *ded* pour «grand-père». Le tableau ci-dessous donne pour chacun de ces dialectes et sous-dialectes sa localisation géographique approximative et l'appartenance nationale de ceux qui le parlent (CR = Croates, BM = Bosniaques (Musulmans), M = Monténégrins, S = Serbes) :

<i>dialectes</i>	<i>implantation</i>	<i>nations</i>
kaj	Croatie (Nord-Ouest, Zagreb)	CR
ča	Croatie (côte, îles)	CR
što i	Croatie (Dalmatie), Herzégovine Ouest	CR, BM

⁴ Cf. Ivić, 1958.

što ié	Croatie (Slavonie, Krajina, Dubrovnik), Bosnie-Herz., Monténégro, Serbie Ouest	CR, BM, M, S
što e	Serbie Nord, Ouest, Centre	S
torlak	Serbie Sud-Est	S

Chacun sait que les frontières des républiques ne coïncident pas avec la répartition des nationalités. Le tableau ci-dessus montre que les limites dialectales ne correspondent ni aux unes, ni à l'autre. Les Croates sont répartis entre quatre dialectes, les Serbes entre trois, etc. Le dialecte štokavien iékavien est parlé par des représentants des quatre nations en cause. Il n'y a donc aucun fondement dialectologique à la distinction entre «langues» serbe et croate, ou croate et bosniaque, etc. Cette distinction repose sur des faits d'un autre ordre, touchant aux standards.

4. LES STANDARDS SERBE ET CROATE

La délimitation des standards dans l'espace sud-slave a connu un bouleversement complet vers le milieu du 19^{ème} siècle, à l'époque précisément du romantisme et des «renaissances nationales».

Avant cette date, le choix des langues écrites utilisées, comme celui des alphabets, avait été déterminé essentiellement par les appartenances confessionnelles. La chrétienté orientale connaît des langues liturgiques diverses : grec, arménien, syriaque, etc.; en pays slave le slavon, introduit par Cyrille et Méthode dès le 9^{ème} siècle. Ces langues sont à l'origine assez proches des idiomes parlés par ces peuples pour leur servir aussi de langue écrite profane. Les dialectes réellement parlés ne sont donc pas écrits. Les Grecs, les Arméniens écrivent le grec ou l'arménien ancien, non leurs langues modernes. Les Slaves orthodoxes, Serbes ou Bulgares, écrivent diverses formes de slavon, et, à l'époque moderne, ils adoptent celle qui s'est imposée à la même époque en Russie. La langue écrite de la Serbie au 18^{ème} siècle, appelée «slavo-serbe», est donc du

slavon russe faiblement influencé par le serbe parlé, difficilement compréhensible pour le peuple, et doté d'une orthographe traditionnelle. Comme l'écrit le grand critique serbe Jovan Skerlić : «Le 18ème siècle a légué au 19ème, comme langue littéraire serbe, cette langue russo-slave, morte, artificielle et stérile, qui a porté sans aucun droit le nom de slavo-serbe»⁵.

La chrétienté occidentale ne connaît qu'une seule langue liturgique, le latin. Celui-ci est très éloigné des langues parlées et ne peut donc servir de langue écrite profane, sauf pour la vie scientifique. Les langues vulgaires des peuples latins et germaniques, mais aussi celles des Hongrois et des Slaves catholiques (Polonais, Tchèques, Slovènes, Croates) sont donc écrites très tôt. Chez les Croates, une brillante littérature en langue vulgaire se développe à la Renaissance, et se poursuit sous des formes plus modestes aux 17ème et 18ème siècles. Chaque auteur fait usage, pour l'essentiel, des formes de son dialecte natal : čakavien, kajkavien ou štokavien (ikavien ou iékavien). Mais on ne peut parler de littérature dialectale : les mots et les tournures s'empruntent d'un dialecte à l'autre, une langue écrite commune s'élabore peu à peu, qui est désignée par des noms divers : dalmate (Vrančić, 1595), croate (Marulić, 1521), illyrien (Bartol Kačić, 1604), slovène (*slovinski*; Mikalja, 1649); slavonien (*slavonski*; Reljković, 1767); slavo-illyrien (Katančić, 1831). Le nom de «croate» se généralisera définitivement vers 1840⁶. A l'orée du 19ème siècle cette langue est encore diverse : elle comprend au moins deux variantes dialectales usuelles, kajkavienne et štokavienne, et hésite entre plusieurs systèmes orthographiques.

Ainsi les deux standards, serbe et croate, sont alors très différents, non seulement par leurs alphabets (cyrillique d'un côté, latin de l'autre), mais surtout par leur nature même : monolithisme archaïsant chez les Serbes, diversité vernaculaire chez les Croates. Ils se sont développés depuis des siècles en s'ignorant, leurs ressemblances sont loin d'être évidentes. On traduit de l'un dans l'autre : traduction de croate en serbe du poème *Le Satyre* de Matija Antun Reljković en 1762. Au milieu du

5 Jovan Skerlić, «Srpska književnost u XVIII veku» in *Sabrana dela Jovana Skerlića*, Beograd, Prosveta, 1966, IX, p. 178. Cité par Lionello Costantini, 1972 : 195.

⁶ Cf. Moguš, 1995.

19ème siècle encore, le grand slaviste slovène Fran Miklošić, lorsqu'il énumère les formes des diverses langues slaves, mentionne systématiquement «serbe» et «croate» comme deux entités distinctes⁷.

Mais, vers la même époque, se produisent des changements considérables. Chez les Serbes, Vuk Karadžić (1787-1864) réforme la langue serbe selon le principe «Écris comme tu parles». Le slavo-serbe incompréhensible, l'orthographe étymologique sont abandonnés au profit du parler populaire štokavien iékavien, celui de la poésie populaire, et d'une orthographe phonétique.

Chez les Croates, les standards utilisés avaient toujours été fondés sur la langue populaire. Mais le mouvement «illyrien» dirigé par Ljudevit Gaj (1809-1872), entre les deux variantes alors en usage, l'une kajkavienne, l'autre štokavienne iékavienne, choisit définitivement la seconde. L'orthographe avait toujours été phonologique; mais Gaj choisit un système qui élimine les digrammes : chaque phonème est noté par une seule lettre, au besoin diacritée (sur le modèle du tchèque).

Ainsi les deux standards se sont rapprochés : même conformité à la langue parlée, même base dialectale, mêmes principes orthographiques. Ceux-ci sont certes incarnés par des alphabets différents, mais la translittération de l'un à l'autre est désormais automatique. On insistera dès lors sur l'identité des deux standards, considérés comme «variantes» d'une seule et même «langue», qu'on continuera à appeler couramment «serbe» ou «croate», mais aussi, dans l'usage scientifique ou à l'étranger, «serbo-croate» ou «croato-serbe».

On peut remarquer que les deux parties ont fait chacune la moitié du chemin : les Serbes se sont mis à écrire comme ils parlent, ce qu'avaient toujours fait les Croates; les Croates ont choisi le štokavien, qui est aussi le parler des Serbes. Ce rapprochement (sanctionné par un accord signé à Vienne entre des écrivains des deux nations en 1850) a sans aucun doute été volontaire. C'était l'époque de l'«idée yougoslave» et de la volonté de rapprochement et d'unité serbo-croate. Aujourd'hui malheureusement des deux côtés on voit les choses autrement : dans chacun des deux peuples certains accusent l'autre de lui avoir «volé sa langue».

⁷ Cf. Miklosich, 1868-74 : passim.

Les deux standards, fondés désormais sur une même base linguistique et sur une même orthographe, sont restés néanmoins distincts sur plusieurs points :

a) par l'alphabet, latin chez les Croates, cyrillique chez les Serbes. Cette différence n'est pas essentielle. De plus en plus, surtout au 20ème siècle, les Serbes, même en Serbie, se mettront à employer l'alphabet latin concurremment avec le cyrillique pour noter leur propre standard.

b) par la base dialectale : au lieu de l'iekavien prôné par Vuk Karadžić et par l'accord de Vienne, qui leur est commun avec les Croates, les Serbes de Serbie préfèrent l'ekavien, qui est leur parler natal. Cependant les Serbes de Bosnie et de Croatie, ainsi que les Monténégrins, s'en tiennent à leur iekavien, comme les Croates. Ce trait non plus n'est donc pas réellement discriminant.

c) par de multiples faits de lexique, de dérivation et de syntaxe :

- certains mots du vocabulaire de base : «pain» : s. *hleb*, cr. *kruh*; «coin», s. *ugao*, cr. *kut*; «île» : s. *ostrov*, cr. *otok*.; «air», s. *vazduh*, cr. *zrak*; «route» : s. *drum*, cr. *cesta*.; «heureux», s. *srećan*, cr. *sretan*; «mille», s. *hiljada*, cr. *tisuća*; les noms des mois : «janvier», s. *januar*, cr. *siječanj*, etc.

- des noms d'institutions : «avocat» : s. *advokat*, cr. *odvjetnik*; «officier» : s. *oficir*, cr. *časnik*; «commune» : s. *opština*, cr. *općina*.

- d'innombrables noms abstraits : «histoire» : s. *istorija*, cr. *povijest*; «géographie» : s. *geografija*, cr. *zemljopis*; «université» : s. *univerzitet*, cr. *sveučilište*; «population» : s. *stanovništvo*, cr. *pučanstvo*.

- des mots techniques, depuis les plus courants : «train» s. *voz*, cr. *vlak*; «gare» : s. *stanica*, cr. *kolodvor*, jusqu'aux plus spéciaux. Dans cette catégorie comme dans les deux précédentes, le serbe a souvent des mots internationaux et le croate des mots slaves.

- des mots d'origine grecque empruntés par les Serbes au grec byzantin et par les Croates au latin : «démocratie», s. *demokratija*, cr. *demokracija*; «chrétien» : s. *hrišćanin*, cr. *kršćanin*; «océan» : s. *okean*, cr. *ocean* ; «Europe», s. *Evropa*, cr. *Europa*.

- des suffixes différents utilisés dans la dérivation : «étudiante», s. *studentkinja*, cr. *studentica*; «grouper», s. *grupisati*, cr. *grupirati*, «maternel» : s. *maternji*, cr. *materinski*.

• faits de syntaxe : certaines tournures syntaxiques sont préférées d'un côté, d'autres de l'autre. Ainsi les Serbes emploient plus volontiers la conjonction *da* suivie du verbe personnel là où les Croates préfèrent l'infinitif : «tu peux partir» : s. *možeš da odeš*, cr. *možeš otići*.

Ces listes de différences pourraient être multipliées à l'infini. Les unes, celles qui concernent les mots courants, reposent sur des différences dialectales et ne coïncident pas nécessairement avec la limite des peuples. Les autres, les plus nombreuses, sont fondées sur des traditions culturelles différentes, souvent liées aux confessions religieuses et aux voies diverses qu'ont empruntées pour les deux peuples les rapports avec l'Occident. Ces dernières ont, peut-on dire, un caractère systématique et ne relèvent pas du hasard. Enfin, dans bien des cas, les deux possibilités existent dans les deux standards, et le choix de l'une ou de l'autre est senti comme un problème de stylistique, résolu en sens différent par chacune des deux normes.

Cependant les deux séries d'usage s'insèrent dans un même système linguistique (phonologique, orthographique, morphologique, syntaxique) et par conséquent ne sont pas imperméables l'une à l'autre. N'importe quel élément d'un des standards peut être emprunté tel quel par l'autre, il n'a pas besoin d'adaptation. Son acceptation ou son rejet sera le fait de facteurs politiques ou sociaux, et non linguistiques.

A cet égard, deux situations différentes se sont succédé depuis un siècle et demi, selon que les Croates d'une part, la majorité des Serbes de l'autre, vivaient dans deux États différents, Autriche-Hongrie et Serbie, jusqu'en 1918, ou dans le même État, la Yougoslavie, de 1918 à 1991.

Jusqu'en 1918, la passion de l'unité est à son comble chez les Croates. Tous les grammairiens croates de cette époque se proclament «disciples de Vuk» (*vukovci*), et tentent, dans leurs prises de position théoriques, de faire table rase des différences et de promouvoir une langue «croato-serbe». Les doctrines nationalistes croates, celles d'Ante Starčević (1823-1896) sont pratiquement sans influence sur le plan linguistique. Le souci d'unité est à cette époque beaucoup moins présent chez les Serbes. Cependant, du fait même que les deux peuples vivent dans deux États séparés, il y a peu de rapprochements dans la pratique. Les différences augmentent même : le vocabulaire technique, dont les en-

thousiastes de l'époque romantique, férus de parler «populaire», avaient sous-estimé l'importance, s'enrichit constamment, et chaque peuple le développe selon ses traditions propres.

Après 1918, la pratique change. Dans le cadre de la première Yougoslavie (monarchique), puis de la deuxième (titiste) les relations entre les deux peuples se multiplient, et l'osmose entre les deux standards devient effective. Mais elle joue toujours dans le même sens : ce sont des éléments du standard serbe qui sont introduits dans l'usage croate, parce que les Serbes sont les plus nombreux, que la capitale est à Belgrade, que sous la première Yougoslavie les Serbes dominent totalement l'État, et que même sous la seconde, malgré le fédéralisme, ils occupent des positions dominantes dans de nombreux corps, comme l'armée. S'y ajoutent des phénomènes particuliers. Les institutions proprement croates existant sous l'Autriche-Hongrie ont disparu, et avec elles leurs noms. Les mots techniques et scientifiques serbes, étant des mots internationaux, ont plus de prestige et sont plus facilement mémorables. Enfin, dans la deuxième Yougoslavie, c'est tout naturellement la variante serbe qui sert de *koinê* au niveau de la fédération pour les peuples dont le «serbo-croate» n'est pas la langue maternelle : Macédoniens, Albanais et même Slovènes. Et c'est dans la variante serbe que sont rédigés la plupart des textes diffusés à l'échelle de la fédération, puisque, pour des raisons pratiques évidentes, une publication en plusieurs langues ne peut être prévue que pour les documents les plus importants. Un seul élément du standard croate bénéficie de cette osmose : l'alphabet latin qui, parce qu'il est, lui aussi, international, a un plus grand rayonnement, et commence à concurrencer le cyrillique en Serbie même. On s'achemine donc pratiquement vers la généralisation d'une sorte de langue commune yougoslave, qui serait le standard serbe écrit en alphabet latin. Cette solution avait été préconisée dès avant 1914 par le critique serbe Jovan Skerlić.

Mais ces changements pratiques provoquent un retournement en sens inverse des aspirations et des positions théoriques. L'unité linguistique serbo-croate est désormais le principe fondamental proclamé par les Serbes, qui jusque là, pour la plupart, s'en souciaient peu. Au contraire les Croates voient désormais dans la proclamation de cette unité une menace pour leur existence nationale. Le risque de serbisation de leur langue

leur paraît, non sans raison, plus dangereux que celui de germanisation ou de magyarisation qu'ils avaient dû affronter avant 1918 : le péril était plus facile à conjurer quand il venait de langues complètement étrangères. C'est ainsi que l'idée de l'unité des deux standards devient très vite suspecte à la plupart des Croates, alors que leurs pères en avaient été pendant près d'un siècle les champions enthousiastes. Ce retournement des attitudes linguistiques est exactement parallèle à la désillusion politique qu'a suscitée à la même époque la Yougoslavie, quand le royaume réel a remplacé l'«idée yougoslave» rêvée.

Le régime fasciste des oustachis imposé par les nazis à la Croatie de 1941 à 1945 exploite au maximum cette désillusion en prétendant «purifier» la langue croate par une série de mesures autoritaires : interdiction de l'alphabet cyrillique, publication de listes de mots et d'expressions dénoncés comme «serbismes» et donc prohibés, obligation d'employer des mots supposés «croates» parfois tirés de l'oubli, parfois inventés de toutes pièces; réforme orthographique traditionaliste⁸. De tout cet activisme artificiel il ne restera rien après la libération, sauf un effet pervers : certains noms, en particulier ceux des institutions traditionnelles croates, avaient été après 1918 des mots oubliés; du fait de leur restauration forcée par les oustachis, ils deviennent après 1945 des mots criminels. La politique linguistique de Tito a hérité de celle de Pavelić un aspect répressif.

L'osmose se poursuit donc pendant les 45 années de titisme, avec toujours les mêmes effets : d'une part serbisation de fait dans l'usage, d'autre part réactions plus ou moins puristes d'une large partie de l'opinion croate. Divorce en Croatie entre la pratique et les aspirations, sentiment d'insécurité linguistique⁹. La tendance à la généralisation de l'alphabet latin ne rassure pas les Croates, ils y voient au contraire une menace subtile pour leur identité qui serait mieux sauvegardée par la différence des alphabets : «La position anticyrillique est un des traits distinctifs de l'unitarisme» écrira plus tard, paradoxalement, le linguiste croate

⁸ Cf. Marko Samardžija, 1993.

⁹ Illustrée par l'anecdote où un père réprimande son fils en lui disant: «Je t'ai déjà dit mille fois (*hiljadu puta*) qu'il ne faut pas dire *hiljada* («mille» en serbe), mais *tisuća* («mille» en croate)».

Dalibor Brozović¹⁰. En 1954, l'«accord de Novi Sad» entre linguistes des deux peuples, sous forte pression du régime, réaffirme le principe de l'unité serbo-croate, en fixe les modalités, prévoit des dictionnaires et autres outils communs. Mais en 1967 (après que la chute du ministre de l'intérieur Aleksandar Ranković en 1966 a quelque peu diminué la pression policière) dix-huit institutions scientifiques et culturelles croates signent ensemble une «Déclaration sur le nom et la situation de la langue littéraire croate». Ce texte dénonce la généralisation de la «langue littéraire serbe» comme «langue de l'État» et la relégation de la «langue littéraire croate» au rang de «dialecte local», et demande une révision de la constitution, proclamant quatre langues officielles en Yougoslavie : serbe, croate, slovène et macédonien (au lieu de trois : serbo-croate, slovène et macédonien)¹¹. Les signataires de ce manifeste sont l'objet de représailles de la part du régime, ceux qui étaient membres du parti en sont exclus. Dans les vingt années suivantes le débat se poursuit. La constitution de 1974 donne, sur le principe, gain de cause aux partisans de la spécificité croate, puisque la Croatie peut y proclamer le croate comme sa langue officielle. Mais sur toutes sortes de questions connexes des décisions autoritaires sont prises, et certains ouvrages restent interdits.

La fin du communisme, les indépendances, la guerre amènent bien entendu une radicalisation des positions. Dans la Croatie actuelle, l'existence distincte d'une langue croate est devenue un dogme. Le terme «serbo-croate» est désormais tabou. On a cessé d'enseigner le cyrillique dans les écoles. On fait de grands efforts pour réintroduire un vocabulaire croate et pour éliminer les serbismes vrais ou supposés, et ce faisant on fait revivre des mots plus ou moins oubliés, et parfois on en crée artificiellement de nouveaux. La différence avec l'époque oustachie est que tout cela se fait par des initiatives individuelles (parfois venues de très haut) qui rencontrent plus ou moins d'écho, et sans aucune mesure coercitive. Il n'en reste pas moins que certains textes, y compris des documents officiels, sont hérissés de mots insolites et ont leur succès de fou rire dans le public.

¹⁰ Cité par le linguiste serbe Pavle Ivić, 1971 : 210.

¹¹ Cf. Babić, 1990 : 19-23.

Les tentatives pour légiférer en cette matière, pour promulguer des interdictions, ou pour réformer l'orthographe dans un sens traditionnel («orthographe étymologique») sont présentes, mais semblent aujourd'hui avoir fait long feu. Deux tendances opposées existent parmi les défenseurs convaincus de la langue croate. Les uns pensent que, l'usage ayant été «corrompu» par 70 ans d'influence serbe, la «vraie» langue croate est à créer, et qu'on doit procéder par voie d'interdiction : «Ne dites pas A, qui est serbe; dites B, qui est croate». Les autres affirment que la langue croate est celle que leur peuple n'a jamais cessé de parler, et qu'il suffit de laisser l'usage continuer à en être maître. Ils pensent que l'existence de deux synonymes, A et B, avec une nuance de sens entre eux, est une richesse dont la langue doit faire son profit¹². Le premier groupe comprend des politiciens du parti au pouvoir, des publicistes, des journalistes tenant des rubriques «langue» dans la presse. Mais c'est dans le second que se rangent tous les vrais linguistes, jusque et y compris ceux qui ont été les plus fermes défenseurs du point de vue croate sous le régime précédent, comme Dalibor Brozović, principal initiateur de la *Déclaration* de 1967 et aujourd'hui membre en vue du parti au pouvoir, et Stjepan Babić, longtemps persécuté sous le communisme pour ses positions jugées alors radicales en matière de langue.

En Serbie, la constitution de 1990 désigne «le serbe écrit en alphabet cyrillique» (et non plus «le serbo-croate») comme langue officielle de la République, et restreint l'usage de l'alphabet latin «aux cas prévus par la loi». De nombreux périodiques imprimés jadis en alphabet latin passent l'un après l'autre au cyrillique. La conservation des lettres latines par certains d'entre eux, comme l'hebdomadaire indépendant *Vreme*, fait figure de manifestation anti-nationaliste. Mais les problèmes linguistiques sont moins aigus pour les Serbes, puisque, sauf sur la question de l'alphabet, leur standard n'a jamais été menacé. Les rares voix qui s'élèvent ici ou là pour une réforme orthographique rétrograde, avec retour à l'orthographe slavonne d'avant Vuk, ne sont pas prises au sérieux. En tout cas tous les Serbes sont persuadés qu'il n'a jamais existé de «langue croate», que les termes «serbe» et «serbo-croate» sont

¹² Exemple de ce type d'argumentation : «famille» se dit-il *porodica* en serbe et *obitelj* en croate ? Non : le serbe n'a qu'un mot, *porodica*, mais le croate en a deux : *obitelj* «famille étroite», et *porodica*, «famille large».

synonymes¹³, que les Croates ont toujours parlé serbe, et n'ont que sarcasmes pour la «novlangue» introduite actuellement en Croatie.

Des tentatives ont été faites dans la «République Serbe» (zone de Bosnie sous contrôle serbe) pour introduire dans l'usage écrit le dialecte ékavien, celui des Serbes de Serbie, à la place de l'iekavien, qui depuis toujours est seul employé par leurs compatriotes de Bosnie. Si nos informations sont exactes, ce projet aurait été abandonné.

5. LE CAS DE LA BOSNIE ET DU MONTÉNÉGR0

Le domaine linguistique serbo-croate ne comprend pas que les deux républiques considérées jusqu'ici. Il en englobe deux autres : la Bosnie-Herzégovine, avec ses trois populations : «Bosniaques» (Musulmans), Serbes et Croates, et le Monténégro.

En Bosnie-Herzégovine, les trois populations parlent le même dialecte štokavien (iekavien ou ikavien selon les lieux). Au Moyen-Âge, l'alphabet en usage dans tout le pays a été le cyrillique, sous une forme particulière, appelée *bosančica* «écriture bosnienne». Après la conquête turque, l'alphabet latin s'est répandu chez les catholiques et l'alphabet arabe chez les musulmans. Il existe donc une littérature écrite en štokavien (ikavien le plus souvent) et en alphabet arabe, qu'on appelle *aljamiado* (par analogie avec les textes espagnols en alphabet arabe)¹⁴.

Cependant, dès la fin du régime ottoman, en 1878, ce sont les alphabets latin et cyrillique, surtout le premier, qui ont été enseignés dans les écoles. Les Bosniaques musulmans ont donc employé, comme les Croates l'alphabet latin et le dialecte iekavien (puisque l'ikavien ne s'écrit plus). Les mots courants aussi leur sont souvent (mais pas toujours) communs avec les Croates. En revanche, ils n'avaient évidemment aucun attachement aux traditions croates en matière de vocabulaire abstrait, scientifique, institutionnel, et dans tous ces domaines ils ont plutôt adopté le lexique serbe, qui est international. Il y a aussi dans les parlers

¹³ Déjà il y a quelques décennies un ecclésiastique serbe affirmait dans une brochure que «dans l'expression "serbo-croate", le mot "croate" avait été jeté aux Croates par les Serbes comme on jette un os à un chien affamé». Cité par Katičić, 1995 : 55.

¹⁴ Cf. Franolić, 1984 : 64.

de Bosnie de nombreux emprunts turcs ou arabes, dont la plupart sont communs aux Bosniens de toute nationalité, mais dont quelques-uns, se rapportant à la religion, sont propres aux musulmans. L'usage des Bosniaques est donc, en un sens, intermédiaire à celui des Serbes et des Croates, avec quelques particularités, sans compter de nombreuses variantes locales.

Sous le régime austro-hongrois (1878-1918) l'administration impériale et royale, en particulier sous le gouvernorat de Benjamin Kallay (1882-1903), a cherché à développer une identité bosniaque (*bošnjaštvo*) pour décourager les ambitions des Serbes et des Croates sur le pays. La langue parlée dans le territoire a donc été qualifiée de «bosnienne» (*bosanski*) et non plus de «serbe» ou «croate». Sous les deux Yougoslavies, elle a tout naturellement été connue comme «serbo-croate». Aujourd'hui, depuis l'indépendance, le terme de «langue bosnienne» a été remis en honneur (bien entendu, en zone sous contrôle bosniaque seulement). Toutefois la nouvelle constitution de la Bosnie-Herzégovine, très libérale sur ce point, admet que la langue du pays peut être écrite dans les deux alphabets, latin et cyrillique, et appelée indifféremment «bosnienne», «serbe» ou «croate». Ainsi, aux yeux des Bosniaques, ces trois termes désignent une seule et même réalité, tandis que pour les Croates «croate» et «serbe» désignent deux langues différentes.

Cependant chez certains Bosniaques, musulmans intransigeants et proches du parti au pouvoir, se manifeste une tendance à avoir recours à une abondance de termes d'origine turque ou surtout arabe, en particulier dans le domaine religieux. On le remarque surtout sur les pages du journal ultra-nationaliste, sinon intégriste, *Ljiljan*. Il y a là une tendance aussi artificielle que celle qui se manifeste en Croatie, mais de moins grande ampleur. Ces outrances, ainsi que le nom même de «langue bosnienne», inquiètent les Serbes et les Croates restés en zone bosniaque. Les parents croates disent : «Nous voulons que nos enfants apprennent à l'école le bon croate, et non pas le bosnien».

On remarquera que les Croates, quand ils nient l'existence d'une «langue bosnienne», emploient le même type d'arguments que les Serbes lorsqu'ils récusent la «langue croate».

Au Monténégro on fait usage, comme en Croatie et Bosnie, du dialecte iékavien, et, comme en Serbie, de l'alphabet cyrillique et du vocabulaire abstrait serbe. Certains, dans cette république, veulent marquer leur particularité. Le terme de «langue monténégrine» est parfois employé. Nous n'en dirons pas plus, faute d'informations détaillées

On peut résumer les usages des diverses républiques par le tableau suivant :

<i>République</i>	<i>Alphabet</i>	<i>Dialecte</i>	<i>Lexique abstrait</i>	<i>Nom de la langue</i>
Croatie	latin	iékavien	slave	croate
Bosnie-Herzégovine	latin et cyrillique	iékavien	internatio-nal	bosnien, serbe ou croate
Monténégro	cyrillique	iékavien	internatio-nal	serbe (monténégrin?)
Serbie	cyrillique	ékavien	internatio-nal	serbe

6. CONCLUSION

La question posée au commencement : combien de langues ? appelle donc la réponse suivante : il y a un seul diasystème, mais plusieurs standards.

Un seul diasystème : non seulement les standards de toutes les républiques en cause sont fondés sur le même «système de dialectes» (dit «serbo-croate»), mais ils s'appuient en fait tous sur le même dialecte, štokavien, et la plupart des différences qui peuvent exister entre eux ne relèvent pas des dialectes. Les systèmes phonologiques, morphologiques, syntaxiques sont exactement les mêmes, la plus grande partie du vocabulaire de base est identique. Il va sans dire que l'intercompréhension est totale, immédiate. Pour un étranger, jusqu'à un niveau de

compétence assez élevé, apprendre l'une des langues en cause, c'est apprendre l'autre.

Plusieurs standards : d'innombrables unités lexicales : mots, surtout à caractère culturel, morphèmes de dérivation, quelques conventions orthographiques, de très nombreux choix stylistiques ne sont pas les mêmes. Le bien-dire, le bien-écrire d'un côté n'est pas le même que de l'autre. Ces différences sont liées entre elles, elles font système. Un énoncé donné, oral ou écrit, ne peut pas être à la fois serbe et croate, il est l'un ou l'autre.

De ces standards, seuls deux : serbe et croate, ont une longue histoire derrière eux et sont, sur beaucoup de points, assez nettement fixés. Le troisième, bosnien, a un caractère intermédiaire et n'en est encore qu'à se chercher.

Du fait de l'identité de la base dialectale, ces standards sont infiniment perméables l'un à l'autre, pour peu que la situation extra-linguistique s'y prête. Leur rapprochement ou leur éloignement dépend donc uniquement de la situation politique, sociale et des tendances de la vie culturelle. Ce qui est caractéristique de cet espace, c'est l'ignorance mutuelle qui a duré des siècles, puis depuis deux siècles l'évolution contrastée, qui va d'abord vers le rapprochement, puis vers l'éloignement. Le rapprochement aurait pu aller jusqu'à la fusion complète, qui aurait été probablement irréversible. C'est ce que souhaitaient les Serbes, mais à quoi résistaient les Croates, et cela ne s'est donc jamais produit. L'éloignement restait toujours possible, et se réalise aujourd'hui.

Depuis 1918 les Serbes ne cessent d'insister sur l'unité, donc sur le diasystème, et les Croates sur la différence, donc sur les standards. Les dialectes sont un phénomène naturel, les standards un phénomène culturel. Les publications serbes tendent donc à privilégier le fait naturel, objectif, en niant ou en minimisant le rôle des traditions culturelles dans la réalité des langues. Cette tendance était favorisée par la linguistique historique et comparative du 19ème et de la première moitié du 20ème siècle. Les Croates tendent à privilégier le fait culturel et social, et, ce faisant, ils sont en accord avec le développement actuel de la sociolinguistique et de l'attention portée dans tous les domaines linguistiques aux standards et aux langues littéraires anciennes et modernes. Le

retournement politique local, que nous avons étudié ici, est à peu près concomitant d'un tournant épistémologique universel.

Mais les uns et les autres se trompent quand ils prétendent conclure d'un de ces domaines à l'autre : de la dialectologie au standard ou même à la nation, ou inversement de la nation et du standard à la dialectologie. Du côté serbe, dès 1849, Vuk Karadžić, dans sa brochure *Srbi svi i svuda* «Les Serbes, tous et partout»¹⁵, soutient, avec quelques nuances, que tous les locuteurs štokaviens sont en réalité Serbes, les kajkaviens Slovènes, et que seuls ceux qui parlent čakavien sont vraiment Croates (soit moins d'un cinquième de ceux qui se croient Croates). Cette thèse revient à fonder la nationalité non sur le sentiment d'appartenance subjectif, avec lequel elle est en contradiction flagrante, mais sur des critères prétendument objectifs. Elle a été reprise à satiété par d'innombrables publicistes serbes depuis plus d'un siècle, et même par des savants français, comme Jacques Ancel¹⁶, avec élimination des nuances que, prudemment, y avait introduites Vuk Karadžić. Elle est devenue une arme classique de la propagande serbe, puisqu'elle revient tout simplement à nier l'existence de la nation croate.

Les Croates ont tendance à étendre l'opposition serbe-croate au domaine dialectologique, et de faire ainsi de la langue croate un phénomène naturel, ayant son fondement dans les dialectes localement parlés. C'est ce que fait par exemple Miro Kačić dans son livre tout récent *Hrvatski i srpski* (1995) qui présente de façon particulièrement claire une foule de données sur l'histoire des deux standards et sur les débats afférents, mais qui écrit aussi : «Bien que l'étude des dialectes soit en apparence séparée de la politique linguistique, la décision d'étudier un groupe de dialectes comme un tout n'en est pas moins une décision politique. C'est pourquoi aujourd'hui il ne paraît pas absurde de considérer seulement les dialectes croates comme un tout» (p. 109). Il est bien vrai que, comme nous l'avons vu, pour certains dialectes de transition (kajkavien entre slovène et croate, torlak entre serbe et bulgare) les données stricte-

¹⁵ Brandt et alii, 1991 : 81-89. La traduction française publiée dans Grmek et alii, 1993 : 39-53 ne reproduit pas les passages contenant l'argumentation proprement dialectologique (les éditeurs s'expliquent sur cette omission p. 41).

¹⁶ Ancel, 1992 : 172.

ment linguistiques n'imposent pas de classement définitif et que la politique, par le biais de la conscience nationale des locuteurs, peut avoir son mot à dire. Mais ce n'est pas applicable au cas du serbe et du croate, puisque justement la limite entre eux ne correspond à aucune donnée proprement dialectologique. Kačić tend, si nous l'avons bien lu, à considérer comme «croates» tous les dialectes ordinairement appelés «serbo-croates» qui ne sont ni štokaviens ékaviens, ni torlaks. Cela fait une délimitation fondée sur des critères hétérogènes, et qui englobe tout de même dans le «croate» non seulement la plupart des Croates et des Bosniaques, mais encore tous les Serbes de Croatie et de Bosnie et tous les Monténégrins, et dans le «serbe» les Croates du Srem et les Musulmans du Sandžak.

Il ne nous paraît donc pas possible d'échapper à la dualité des critères : dialectologique et socio-linguistique, et nous devons conclure à l'unité selon le premier point de vue et à la pluralité selon le second.

Reste à savoir comment nommer les entités en cause. On remarquera d'abord que, dans les autres cas d'ambiguïté qui existent dans le monde, on emploie généralement le mot de «langue» au sens de standard, et non de diasystème : on parle du hindi et de l'ourdou comme de deux langues, de même du malaisien et de l'indonésien. Il est donc tout à fait légitime de parler de «langue serbe» et «langue croate». Il n'est pas non plus scandaleux qu'une seule et même langue ait plusieurs noms, c'est pourquoi même si l'on révoque en doute l'existence d'un standard propre à la Bosnie, le terme de «langue bosnienne» (qui ne prétend pas à être une dénomination exclusive) ne peut être condamné. Il est légitime que les Bosniaques ne veuillent pas appeler leur idiome maternel, parlé par leurs ancêtres depuis la nuit des temps, du nom de l'un des deux peuples qui leur imposent tant de souffrances, ou des deux à la fois.

En même temps, la science a besoin d'un terme générique pour désigner le diasystème. Celui de «serbo-croate» a servi pendant 150 ans, et on n'en a pas encore trouvé d'autre. Le grand linguiste croate Radovan Katičić osait déclarer récemment : «Sans bonne serbo-croatistique il n'y a pas de bonne croatistique»¹⁷, signifiant par là que la langue se fonde sur

¹⁷ Conclusion de sa communication orale «La langue croate dans le monde» au 1er Congrès des slavistes croates à Pula (Croatie) en septembre 1995.

un système dialectologique plus vaste qui déborde les limites de la Croatie et du peuple croate. Le terme de «štokavien» (qui figure par exemple dans la Constitution bosnienne) est trop étroit, puisqu'il excluait les parlers čakaviens et kajkaviens (croates) et torlaks (serbes). Celui d'«illyrien», répandu au début du 19ème siècle, peut difficilement être ressuscité, surtout aujourd'hui où l'héritage des Illyriens antiques est revendiqué avec force par les Albanais. Bref, un nom reste à trouver, ne serait-ce que pour l'usage scientifique, même si «serbe», «croate», «bosnien» sont bien suffisants pour l'usage courant.

Le grand public voudrait bien que les questions simples appellent des réponses simples. Il l'exige avec plus de force encore dans les pays intéressés, où tous ces débats se déroulent dans un inimaginable climat de passion. L'objectivité scientifique interdit une réponse simple, mais elle permet, nous espérons l'avoir montré, d'aboutir à une réponse claire.

© Paul Garde

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ANCEL J. (1926) : *Manuel historique de la question d'Orient (1792-1925)*, Paris : Delagrave.
- (1992) : *Peuples et nations des Balkans*, Paris, CTHS, 1992 (1ère édition, 1930).
- BABIĆ S. (1990) : *Hrvatski jezik u političkom* , Zagreb.
- BRANDT M. et alii (1991) : *Izvori velikosrpske agresije*, Zagreb : Cesarec.
- COSTANTINI L. (1972) : «Note sulla questione della lingua tra il XVIII e il XIX secolo», in Picchio R. (éd.), *Studi sulla questione della lingua presso i Slavi*, Roma : Ateneo.

- CVJIĆ J. (1918) : *La péninsule des Balkans*, Paris.
- FRANOLIĆ B. (1984) : *An Historical Survey of Literary Croatian*, Paris : Nouvelles éditions latines.
- GRMEK M. et alii (1993) : *Le nettoyage ethnique. Documents historiques sur une idéologie serbe*, Paris : Fayard.
- IVIĆ P. (1958) : *Die serbokroatischen Dialekte. Ihre Struktur und Entwicklung*, La Haye : Mouton.
- (1971) : *Srpski narod i njegov jezik*, Belgrade : Srpska književna zajednica.
- KATIČIĆ R. (1995) : «Serbokroatische Sprache — Serbisch-kroatischer Sprachstreit», in R. Lauer et W. Lehfeldt (éd.), *Das jugoslawische Desaster*, Wiesbaden : Harrassowitz.
- KAČIĆ M. (1995) : *Hrvatski i srpski. Zablude i krivotvorine*, Zagreb : Zavod za lingvistiku.
- MIKLOSICH F (1868-74) : *Vergleichende Grammatik des slavischen Sprachen*, IV, Syntax, Wien : Braumüller.
- MOGUŠ M. (1995) : *A history of the Croatian language : toward a common standard*, Zagreb : Globus.
- SAMARDŽIJA M (1993) : *Jezični purizam u NDH*, Zagreb : Hrvatska sveučilišna nagrada.

La mentalité hongroise et la langue hongroise dans la théorie de Sándor Karácsony (1891-1952)

Zsuzsa HETÉNYI

Université de Budapest, Hongrie

J'aimerais rappeler un colloque qui fut organisé en 1925, à Oslo, sur le sujet «Mankind, Nation and Individual from a Linguistic Point of View», et dont les communications ont été éditées par Otto Jespersen sous le même titre¹. Le colloque a examiné dans quelle mesure la langue est une institution sociale, et Otto Jespersen a exprimé ses doutes quant aux éléments psychosociologiques de la théorie de Saussure. En 1926 Charles Bally dans son article «Langue et parole» lui a répondu et a défendu les idées de Saussure. Charles Bally a commencé ses cours sur la théorie saussurienne à l'Université de Genève en 1913, l'année où le jeune Sándor Karácsony est venu à Genève. Ainsi l'histoire se répète un peu : nous envisageons de nouveau le problème de la langue et de la nation, comme il y a 70 ans, et j'aimerais vous présenter quelques idées de Sándor Karácsony, qui s'est inspiré, pour son système, de Charles Bally.

Sándor Karácsony est né en 1891 dans un petit village de l'Est de la Hongrie. Il a fait ses études dans le célèbre lycée protestant de Debrecen. Une année de service militaire dans l'armée d'Autriche-Hongrie a éveillé en lui l'intérêt pour l'étude du multiculturalisme et multilinguisme. Après la première année à la Faculté des Lettres à Budapest, il est allé à Genève en tant qu'auditeur de Charles Bally, père de la stylistique fonctionnelle. Il a également participé aux sessions du Bureau International de l'Éducation. A Munich, Vienne et Graz il a pris connaissance de la théorie de Wundt par l'intermédiaire de son disciple Wilhelm Streitberg, et de la théorie de

¹Jespersen, 1925.

Hermann Paul, représentant de la linguistique psychoethnique. A la suite d'une blessure pendant la Guerre (il est devenu invalide pour toute sa vie) il a travaillé dans des écoles militaires. Après la guerre, il a enseigné pendant huit ans dans un lycée, afin de mettre en pratique ses innovations psychopédagogiques. Il écrit des œuvres pédagogiques, ainsi que des petits livres utiles pour les adolescents (p. ex. comment faire les devoirs en évitant l'automatisme et les stupidités; il a même rédigé un journal intime pour les adolescents). Sándor Karácsony fut un membre actif de l'organisation de la jeunesse religieuse œcuménique (YMCA); mais, en 1931, voyant l'alignement des cercles religieux sur le pouvoir gouvernemental pro-allemand, il a abandonné son poste avant de quitter définitivement le YMCA en 1939. Comme Sándor Karácsony écrivait toujours sur la compréhension mutuelle entre les petits peuples de l'Europe Centrale, il est devenu une personne indésirable (la Hongrie s'est alliée à l'Allemagne de crainte d'être entourée des pays nommés «la petite entente» et a reçu tout de suite les territoires de ces petits peuples autour de la Hongrie avec l'aide allemande). Après la guerre Karácsony a joué un rôle actif dans différentes organisations de la jeunesse et de la culture. Il sera à nouveau une personne indésirable, cette fois sous le régime communiste (le parti communiste a pris le pouvoir en 1948 lors d'élections falsifiées). Sándor Karácsony a été souvent attaqué, son département a été fermé, il a été privé de son poste universitaire et même du droit à la retraite. Il est mort en 1952. La première réédition d'un de ses livres n'a vu le jour qu'il y a 10 ans.

Karácsony se considérait avant tout comme un pédagogue, mais son système, fondé sur la psychologie sociale, embrasse tous les domaines de la vie et constitue un système philosophique. La théorie de Sándor Karácsony est présentée dans neuf grands livres publiés entre 1938 et 1947. (Il faut dire qu'après 1938 il a été coupé de toutes sortes de contact, soit scientifique, soit personnel, avec l'Europe).

La théorie de Sándor Karácsony réinterprète plusieurs catégories de la «Völkerpsychologie», la psychologie sociale de Wundt, mais ne les accepte pas sans critique. La plus grande différence peut se résumer dans le fait que Wundt considère la Science et l'Art comme des productions individuelles, c'est-à-dire que pour lui un poème de Goethe n'est pas un phénomène déterminé par la psychologie sociale, tandis que Sándor Karácsony inclut Goethe aussi bien que les chansons populaires dans le cadre des rela-

tions sociales. Dans son premier volume intitulé *Grammaire hongroise fondée sur la psychologie sociale*, il part comme toujours de la langue comme moyen éducatif, mais, comme dans toutes ses œuvres, il accorde également une place importante aux particularités de la langue comme base de la communication :

La langue de notre *sophocratie* (c'est-à-dire les intellectuels — Zs. H.) n'est pas une langue originale, mais traduite. Elle a été traduite après 1825 et surtout en 1867 (l'année du compromis entre l'Autriche et la Hongrie). Elle était utilisée comme langue de l'armée commune d'Autriche-Hongrie, langue de l'enseignement (traduite à partir du latin et de l'allemand), langue scientifique, langue des métiers, du commerce et de l'industrie, de la correspondance commerciale; langue du droit, de l'économie, de l'administration, du chemin de fer, de la poste, des journaux, etc. Ainsi, tout ce qui était le moyen et le résultat d'un développement économique était traduit très rapidement et superficiellement. Le hongrois original n'est resté intact que dans la langue du peuple et dans celle de la littérature.

(1985 : 235-236)

Le problème est lié au fait que la langue de la sophocratie n'a pas été capable de digérer les éléments étrangers. Elle a donc perdu le contact avec la langue du peuple, en l'absence d'une langue de la classe moyenne qui aurait dû jouer un rôle de médiateur. D'autre part, la langue du peuple s'est figée dans son état du 17^{ème} siècle, incapable de construire les déterminations scientifiques et les thèses ou argumentations théoriques. Puisque la culture doit naître d'un mariage du peuple et de la sophocratie, et se manifester dans la classe moyenne, Sándor Karácsony pose la question suivante : «la culture hongroise peut-elle exister si elle n'a pas de langue ?». En cherchant la réponse, Karácsony attache une importance primordiale à la langue du peuple comme seule base avec ses trois forces (sur lesquelles je reviendrai plus loin). «Cette langue a obtenu sa forme selon le contenu de la culture hongroise. Nous avons devant nous la forme qui nous permet de tirer des conclusions concernant son contenu essentiel»².

Il est bien évident que Sándor Karácsony — en ce qui concerne ses idées linguistiques — est relativiste, puisqu'il considère que la diversité des langues reflète la diversité de la mentalité des peuples qui les parlent. De plus, c'est un relativiste cognitif puisque selon sa thèse de départ la

² 1990 : 328.

langue est formée par les circonstances et par la culture de la communauté qui la parle.

Les trois forces de la langue hongroise, selon Karácsony, sont les suivantes : sa base d'articulation, c'est-à-dire l'intonation et la prononciation, son principe de parataxe (coordination, juxtaposition) et la symbolique de ses figures primitives. Ces trois forces se mettent en action quand un élément vient d'une autre langue. Elles ont défendu notre langue pendant des siècles, surtout du danger qui la menaçait de la part des langues indo-européennes qui l'encerclaient. Il faut rappeler que notre langue finno-ougrienne a perdu le contact avec ses parents de langue il y a trois mille ans. Après les périodes ouralienne, finno-ougrienne et ougrienne, les tribus nomades «protohongroises» commencèrent leur migration de deux mille ans et leur langue subit l'influence de plusieurs langues turques et ouralo-altaïques. Arrivées dans le bassin des Carpates, les tribus se mélangèrent aux autres peuples voisins et leur langue fut influencée par les langues slaves et l'allemand. La langue de la culture resta le latin jusqu'au 19ème siècle (János Bolyai publia en latin ses études sur la géométrie non-euclidienne en 1832). Mais depuis la contre-réforme du 17ème siècle, la langue de la culture écrite fut en fait l'allemand (il suffit de citer Georg Lukacs, qui écrivit ses grandes œuvres philosophiques en allemand). Comment la langue hongroise fut-elle capable de survivre à toutes ces perturbations historiques ? Quelles sont alors les particularités de cette langue, les particularités qui caractérisent une communauté qu'on appelle «nation», mais que Sándor Karácsony préfère nommer tout simplement «les Hongrois» ?

Le hongrois est une langue jeune, pittoresque et imagée. Cela ne signifie pas qu'elle est meilleure ou pire que les autres langues. Le hongrois donne la description des choses d'une manière telle qu'on peut les voir, côte à côte, comme elles coexistent dans la réalité. C'est pourquoi on peut dire qu'il est à la fois *primitif* et *objectif*. Le hongrois préfère la parataxe, les constructions coordonnées, il n'admet pas de subordinations, les membres de la phrase ont un lien faible. Le sujet parlant fait le moins d'efforts possible pendant qu'il parle : il ne fait pas d'abstraction, ne met pas en valeur ce qui est plus important, ne met pas les parties de la phrase en ordre logique, il ne donne pas son opinion, ne veut pas influencer son interlocuteur. Dans les phrases coordonnées on n'a pas recours à des particules conjonctives. Un exemple curieux : la grossièreté dans la langue du

peuple. Sándor Karácsony estime que les images obscènes et vulgaires sont largement utilisées en hongrois parce qu'elles font partie de la structure des images vivantes, plastiques, pittoresques, tandis que dans les langues indo-européennes des mots beaucoup moins rudes ne sont pas tolérés par la langue littéraire, puisque les structures utilisées pour exprimer des obscénités sont purement phraséologiques. J'essayerai de donner quelques exemples lexicaux (pas de cette sorte, bien entendu) pour montrer ce qu'il faut comprendre quand Sándor Karácsony parle de la force pittoresque de la langue hongroise. Tandis que dans la langue de la sophocratie le mot «Restaurant-Wagen» est traduit mot à mot de l'allemand, le peuple l'a appelé «bistrot à roues». L'avion était au début «aéroplan», puis «machine volante» (cette dénomination est restée jusqu'à maintenant), mais le peuple disait «dragon de Vienne». Pour montrer la différence entre les visions du monde hongroise et allemande, Sándor Karácsony prend un exemple très spécial : une information de journal de l'entrevue entre Hitler et le gouverneur de la Hongrie, Miklós Horthy. Il prend une seule phrase et la décortique pour montrer que sa structure et son point de vue sont pris de l'allemand. Après deux pages d'analyse ironisant sur Hitler et Horthy, Sándor Karácsony propose la variante qui convient pour la mentalité hongroise. Voici un autre exemple, plus simple : Karácsony cite l'avis écrit sur les billets de bus : « Nous prions MM. les usagers de bien vouloir déchirer leur billet à la fin de leur trajet, afin qu'il soit évitable que les autres passagers fassent des abus des billets déjà utilisés. » Le texte «hongrois-hongrois» : «Si vous ne voyagez plus, déchirez votre billet, pour que les autres ne le ramassent pas». On peut objecter à cette théorie que toutes les langues du peuple sont aussi figuratives que la nôtre. Sándor Karácsony compare quelques proverbes hongrois et allemands pour démontrer que les figures en hongrois viennent vraiment de la vie concrète, tandis que les proverbes allemands sont abstraits. Proverbe hongrois : «Le chien est atteint de rage quand il n'est pas à plaindre». C'est vrai que le chien tombe malade de gastrobronchite quand il est trop bien nourri. L'équivalent en allemand est le proverbe suivant : «Wenn's zum Esel zu gut geht, geht er aufs Eis tanzen». — où l'image de l'âne dansant sur la glace est tout à fait abstraite³. Sándor Karácsony ne se contente pas de montrer que les langues

³ *ibid.* : 288-289.

du peuple sont différentes, mais il propose une analyse comparative de dix pages de deux romans, le *Waldheimat* de l'Autrichien Peter Rosenegger et les récits de l'écrivain hongrois, Mikszáth Kálmán, que je ne peux vous présenter ici.

Karácsony est convaincu que la philosophie est aussi possible en hongrois. Dans notre langue, il est possible d'écrire les relations de la sphère la plus abstraite et intellectuelle, mais cette philosophie sera objective, figurative. Il essaie de montrer comment les images les plus concrètes servent de base pour les signifiants les plus abstraits dans le même champ sémantique : il consacre un chapitre entier à décrire le champ sémantique du verbe «áll» (stehen, stay), et il donne des exemples de comparaison entre l'allemand et le français :

Le français ne peut pas même exprimer ce verbe, il ne le considère pas comme une action. Pour lui c'est une position exprimée en périphrase, avec un verbe d'état. Se tenir, être debout, mettre debout, rester debout. «Debout !» crie-t-il pour le «Tagwache auf !», quand le hongrois dit «le soleil brille déjà sur ton ventre». ⁴

Dans ses exemples linguistiques, Sándor Karácsony part du principe de Charles Bally, qui a lancé un projet de dictionnaire idéologique pour l'enseignement secondaire⁵. Malgré le fait que tous les deux accordent une place importante à l'enseignement, il faut constater des différences. Tandis que Bally veut moderniser l'enseignement et introduire les nouveaux résultats de la linguistique à l'école, et faire comprendre la nature de la langue française en général, Sándor Karácsony a deux tâches devant lui : premièrement, avec la description de la langue hongroise, il essaie d'éliminer une grammaire construite sur la base du latin, c'est-à-dire sur une base indo-européenne, étrangère à la mentalité hongroise. Il voudrait établir une grammaire respectant l'originalité du hongrois, et savoir établir les traits caractéristiques du peuple hongrois à travers cette grammaire. Deuxièmement, avec les changements proposés, il veut rendre possible l'accès à l'enseignement secondaire pour les élèves issus des classes inférieures, pour qui même la langue de l'enseignement est problématique (c'est un élément de la réforme sociale). Bally fait entrer en comparaison l'allemand et le fran-

⁴ *ibid.* : 309.

⁵ Bally, 1911.

çais pour préciser les catégories linguistiques distinctives. Sándor Karácsony, en prenant les exemples de l'allemand, rejette et refuse catégoriquement l'influence forcée de la culture allemande après plusieurs siècles de colonisation autrichienne, et cela, à un moment (les années trente) où l'influence allemande devient de plus en plus dangereuse en Europe et en Hongrie. En entrant dans tous les détails de la langue, Sándor Karácsony veut — comme deuxième tâche — aller au fond des problèmes de l'histoire et du destin hongrois, au-delà de la psychologie sociale. Il espère trouver dans la langue des modèles de mentalité qui sont caractéristiques aussi des formes sociales.

Karácsony a appliqué — *mutatis mutandis* — les vues générales de Bally à un autre idiome, mais il va beaucoup plus loin dans ses conclusions. Dans ses articles «L'enseignement de la langue maternelle et la formation de l'esprit» (1921) et «L'expression des idées de sphère personnelle et de solidarité dans les langues indo-européennes» (1926), Bally signale que les différences entre les langues expriment les différences de la pensée. Il sous-entend comme allant de soi que chaque langue reflète une autre «Weltanschauung». Il écrit par exemple que «L'araignée évoque des représentations différentes selon que son nom est féminin, comme en français, ou masculin, comme en russe»⁶.

Karácsony met en lumière le problème de la différence entre le système de la flexion et celui de l'agglutination :

Cette différence n'est pas une cause, mais une conséquence. La différence entre les deux langues n'est pas due à leur système de flexions ou à celui de l'agglutination, mais c'est le fait qu'ils sont différents et à cause de cette différence l'une utilise les flexions, l'autre l'agglutination.[...] La mentalité hongroise s'est creusé ce canal, la parataxe, pour rendre possible la parole⁷.

Quand un Français dit «mon père», il se met en valeur par rapport à son père : il prend d'abord lui-même, et son père seulement après. En hongrois on dit «apám» : on exprime une relation dans le même corps de mot. Les mots «mon frère» et «ma sœur» montrent très bien cette relation : les mots «frère» et «sœur» n'existent pas sans affixe possessif. Alors la para-

⁶ Bally, 1927.

⁷ *Op. cit.* : 210, 267.

taxe des deux personnes — du locuteur et de son père, frère, sœur — est évidente. Ainsi l'agglutination suit aussi le principe de parataxe.

La parataxe détermine la construction de la phrase. Les phrases comme *navigare necesse est* ou *la vie est belle* se construisent sans verbe, le sujet et le prédicat n'ont pas de lien grammatical.

Un détail du hongrois — négligé par Karácsony — est que nous n'avons pas de genre grammatical. Un Hongrois n'a donc pas l'association du féminin en disant *terre* ou *lune*, il ne divise pas le monde selon ce principe. (La traduction littéraire a alors bien des difficultés avec certains poèmes. Mais ce n'est bien sûr pas une question purement littéraire, il s'agit vraiment d'une autre vision du monde.)

L'ordre des mots en hongrois suit une logique diamétralement opposée à celle des langues indo-européennes. Après la partie connue (sujet) on met tout de suite le message essentiel, c'est-à-dire qu'on ne met le prédicat qu'après l'élément nouveau, le tout précédant les éléments secondaires. Par exemple, les premiers mots de la Marseillaise *Allons, enfants de la patrie, le jour de gloire est arrivé* en hongrois sont rangés comme suit : *Allons, patrie de / enfants /, arrivé est / gloire de / jour*. Prenons un panneau d'interdiction, où le français change l'ordre des mots pour attirer l'attention : *Défense de pénétrer dans le parc à bicyclette sous peine d'amende*. Ce panneau a fait rire mon fils (il a compris peut-être que quelqu'un qui met les mots d'une telle manière doit concevoir le monde d'une façon totalement différente de la sienne) pour qui en hongrois ce tableau dirait : *Amende de / peine sous / bicyclette à / le parc dans / pénétrer / défense*, ici aussi dans un ordre inverse des mots pour attirer l'attention. Je peux encore ajouter que le hongrois est la seule langue en Europe où l'on mette le prénom après le nom de famille (comme Karácsony Sándor, lequel Alexandre? — le Karácsony). Cet ordre des mots est une conséquence du principe essentiel de l'intonation descendante. L'accent tombe sur la première syllabe du mot. Le début de la phrase (où se trouve le message essentiel) est le plus fort et est prononcé au registre le plus élevé. Dans les phrases coordonnées les conjonctions ne sont pas obligatoires, elles sont sous-entendues par la réflexion et sont exprimées par l'intonation. A l'époque de Sándor Karácsony, l'intonation montante était considérée comme influencée par le yiddish : son caractère étranger paraît dans les blagues et sur la scène de théâtre. Il faut penser plutôt à une influence de l'allemand

et, de nos jours, à celle de l'américain, de la musique populaire se déversant sur l'Europe depuis les années 50, qui a laissé des traces définitives dans le langage de la jeunesse. Je signalerai en passant que l'intonation descendante du slovaque, seule langue slave où elle existe, témoigne d'une influence de l'intonation hongroise. L'accent dynamique en hongrois donne l'impression d'écouter de la poésie parce que les syllabes accentuées font les césures. (Pour être moins poétique, je peux dire qu'en écoutant un enregistrement hongrois à l'envers nous avons l'impression d'entendre un aboiement de chien, à cause de cet accent fort et court). Il faut dire qu'au 20ème siècle la force du vers iambique a cassé la structure de la poésie traditionnelle; les génies seuls trouvent les formes dans lesquelles le texte se lit à la foi comme vers métrique et vers accentué. Cette circonstance pose des problèmes essentiels pour la traduction littéraire et surtout des libretti d'opéra, où la musique ne permet pas de changer la rythmique.

La musique populaire hongroise traditionnelle peut être décrite avec les mêmes catégories que celles que Sándor Karácsony a relevées comme les trois forces de la langue hongroise. C'est le résultat d'une recherche de deux décennies, faite parallèlement, mais indépendamment des études de Sándor Karácsony. Deux compositeurs, Béla Bartók et Zoltán Kodály trouvèrent que notre langue musicale originale a trois particularités : l'isométrie (les lignes isométriques dans les chansons des paysans avec la même quantité de syllabes); le rythme «parlando-rubato» (la musique suit le texte flexiblement, l'accent parlé) et la gamme pentatonique (base musicale formée de cinq tons). Sándor Karácsony trouve tout de suite une correspondance parfaite entre ce système et le sien. L'isométrie est l'articulation et l'intonation musicale qui ressemble au bruit répétitif de la nature, dans le principe «parlando-rubato» se manifeste la parataxe du texte et de la mélodie, et la pentatonie avec ses cinq tons de base exprime la vision du monde figurative, objective et primitive. En chantant, on utilise les tons qui se trouvent dans la nature sans rien ajouter (sans demi-tons ou notes altérées)⁸. Bartók écrit :

La musique du peuple dans son état actuel est un résultat d'interdépendance des petits peuples du bassin des Carpates qui est un territoire sans

⁸ *ibid.* : 327.

limites géographiques où les modèles des mélodies primitives s'échangent depuis des siècles.

(1937)

Selon Sándor Karácsony, la musique du peuple est tout aussi éloignée de la musique de la sophocratie que ce que l'on a déjà vu dans le cas de la langue. Le génie de Bartók a permis de jeter un pont à travers ce fossé séparant les deux couches de la culture, et de composer la musique en prenant la base spirituelle de la source des chansons des paysans et exprimer un message universel en langue (musicale) de sa nation.

Le même principe de parataxe qui organise les lignes des chansons et les phrases est présent dans les relations sociales :

Notre pays est celui des petites communautés autonomes. Pour un Hongrois, les autres sont toujours égaux ou même placés plus haut.[...] En Hongrie le principe minoritaire est devenu dominant, tandis qu'en Europe c'est le principe majoritaire.

(1990 : 335-336)

Cette conception nous semble aujourd'hui un peu idéaliste. Il est vrai que Sándor Karácsony n'est pas le seul à évoquer la structure traditionnelle du village hongrois comme un microcosme paisible où les Juifs, Serbes, Croates et Slovaques vivaient côte à côte sans conflits; mais il faut bien voir que cette mentalité ne pouvait malheureusement entrer dans la vie politique, ni avant la guerre, ni après, et personne ne pouvait prévoir des changements si rapides dans la mentalité. Néanmoins, Karácsony a raison de dire que la Hongrie fut capable de survivre pendant les siècles difficiles grâce à ces petites autonomies. Les princes indépendants en Transylvanie, les synodes des églises autonomes et les comitats étaient encore plus ou moins contrôlables; mais les petits villages seigneuriaux ou les conseils presbytériaux, coupés de la hiérarchie supérieure, fleurirent sous la domination turque et construisirent un système communautaire qui n'a disparu qu'avec la première guerre mondiale. Mais au moment où cette communauté doit entrer dans les grandes structures d'un comitat ou d'un État, le principe de la parataxe ne peut plus se manifester parce que la structure des comitats et celle de l'État sont le résultat d'un système hiérarchique. C'est pour cela peut-être que les Hongrois préféraient offrir le trône à l'époque à des rois étrangers, se demande avec une certaine ironie Sándor Karácsony. Ensuite il passe en revue les traits les plus importants de la mentalité hon-

groise : notamment le caractère chevaleresque avec son variant négatif la jobarderie, la naïveté, la résistance passive rejetant sans merci les éléments non-hongrois, et le fait que nous sommes un peuple épris de liberté; nous sommes des hommes des armes. Tous ces traits soi-disant «positifs» sont ramenés au principe d'objectivité et de primitivité. Ensuite il évoque les traits «négatifs», les «péchés» hongrois : nous sommes toujours en désaccord, nous tirons tout en longueur (c'est l'inertie), nous sommes des veléitaires qui commençons les choses avec un grand enthousiasme qui ne dure pas, enfin nous attendons que les alouettes tombent toutes rôties, que la fortune nous vienne en dormant. Selon sa logique, cette mentalité est le garant de survie dans les circonstances de la nation hongroise. Le désaccord exprime notre résistance à être esclaves, à vivre comme un troupeau; l'inertie est la longue souffrance de la passivité entre les courtes périodes de l'action de bravoure, du grand enthousiasme; et enfin nous attendons les miracles — en fait «la mentalité hongroise n'accepte ni le temps limité, ni l'espace limité, ni le lien entre cause et conséquence, alors la spontanéité du miracle est pour nous la seule possibilité. Nous existons toujours en Europe en dépit de la logique de la cause et de la conséquence, c'est un miracle. Notre mentalité asiatique regarde son destin 'sub specie aeternitatis'»⁹.

Le peuple hongrois n'a pas disparu parce qu'on a besoin de ce peuple ici (= géographiquement) et jusqu'à nos jours (= historiquement). Ici — parmi les ethnies germaniques, romanes et slaves, subjectives et compliquées — nous sommes un noyau hétérogène, un peuple avec une mentalité objective et primitive. Historiquement, on a besoin d'un peuple petit et dynamique comme point de rencontre entre les différents «Weltanschauungen» : le christianisme et l'islamisme, l'orthodoxie et la papauté, le catholicisme et le protestantisme, les Églises historiques et les petites sectes, l'Europe de Jésus Christ et l'Asie païenne¹⁰.

Rien de plus naturel que les partisans de la caractérologie nationale aient voulu exploiter les idées de Sándor Karácsony pour montrer que les Hongrois sont une race spéciale. De plus, les intellectuels qui voulaient défendre la Hongrie du fascisme, de crainte qu'il ne menace l'existence du

⁹ *ibid.* : 339.

¹⁰ *ibid.* : 390.

pays, trouvaient dans les idées de Sándor Karácsony un moyen de renforcer la conscience nationale, pour construire une idéologie populiste de l'héroïsme romantique. Sándor Karácsony refusa ces appropriations en soulignant qu'elles négligeaient les côtés pédagogiques; la logique de son livre n'est d'ailleurs pas utilisable à des fins politiques. Après la guerre, Sándor Karácsony ajouta encore que les résultats de sa recherche avaient prouvé que les phénomènes qui lui semblaient être «spécifiquement hongrois» en 1939, devaient être considérés en 1947 comme «le niveau primitif de l'humanité universelle». Sándor Karácsony donna ainsi un nouveau sens au mot «hongrois». Dans son livre *La vision hongroise du monde*, Sándor Karácsony va encore plus loin, en contestant que le concept de la «Weltanschauung» de la pensée allemande ne puisse pas exister en Hongrie. «Les Hongrois ne regardent pas le monde de l'extérieur, mais doivent vivre dans le monde. Au lieu de se rapporter subjectivement, ils participent au monde objectif, réel»¹¹. Par conséquent, la vision du monde n'est pas une matière qu'on peut enseigner en répétant les idéaux abstraits de l'histoire nationale héroïque.

Quelle conclusion peut-on tirer de l'œuvre de Sándor Karácsony, et notamment de son livre *La mentalité hongroise* ? L'enseignement de la langue maternelle est très important, car l'appropriation de la langue maternelle est la première condition pour apprendre des langues étrangères. Et comme la langue n'est pas un code génétique mais est apprise par la socialisation, c'est par la socialisation qu'on devient membre d'une nation. Bien que dans la définition de la nation la langue ne soit qu'un élément parmi d'autres, la langue est la base qui fait naître le folklore, la culture, qui forme la communauté et par conséquent la nation. La langue est beaucoup plus concrète que la nation — l'idée de Sándor Karácsony de connaître la mentalité par l'intermédiaire de la langue est donc tout à fait justifiée et productive. Puisque l'on devient membre d'une nation par éducation, il n'est plus du tout pertinent de demander qui est le descendant des «protohongrois», venus dans le bassin des Carpates il y a 1000 ans. Sándor Petöfi, le génie de la poésie hongroise du 19ème siècle, qui est resté sur le champ de bataille final de la lutte pour l'indépendance hongroise en 1849, était le fils d'un tavernier serbe et d'une servante slovaque. «La question est de savoir si le membre de la nation est prêt à prendre la

¹¹ Kontra, 1992 : 50.

mission donnée par le destin hongrois» conclut Sándor Karácsony. Notre destin est de rester européens dans notre sophocratie — sinon, la Hongrie sera retardée; et de rester asiatiques dans notre peuple — sinon, la nation hongroise s'absorberait dans le mer des grandes nations de l'Europe¹². Notre tâche est de trouver le lien entre eux par les classes moyennes, de réaliser les valeurs européennes dans les formes asiatiques pour être vraiment universels.

© Zsuzsa Hetényi

ŒUVRES PRINCIPALES DE SÁNDOR KARÁCSONY

- (1939) : *La mentalité hongroise et la réforme de notre éducation nationale. Les bases sociopsychologiques de la pédagogie.*
- (1985) : 2e édition corrigée et élargie.
- I. L'éducation de la langue/par la langue et le mécanisme intellectuel de l'esprit social
 - (1938) : *Grammaire hongroise fondée sur la psychologie sociale.*
 - (1941) : *Le système des signes et des symboles.*
- II. La limite supérieure de l'esprit social et l'éducation de la transcendance
 - (1941) : *L'éducation idéologique. La vision hongroise du monde.*
 - (1943) : *Le Dieu des Hongrois. L'éducation religieuse.*
- III. L'éducation sociale et le mécanisme de volonté de l'esprit social
 - (1944) : *Le trésor des Hongrois. Le système de valeurs et l'axiologie.*
 - (1946) : *La jeunesse hongroise. Le système d'actes et l'éthique.*
 - (1942) : *Le peuple hongrois qui se réveille. Le système de coutumes et la pédagogie.*
- IV. La limite inférieure de l'esprit social et l'éducation de droit
 - (1945) : *La démocratie hongroise. L'éducation d'autonomie.*
 - (1947) : *La paix hongroise. L'éducation de paix : après la guerre et vers des réformes.*

¹² *Op. cit.* : 386.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BALLY, Ch. (1911) : *La stylistique et l'enseignement secondaire*, Saint Blaise.
- (1927) : «La contrainte sociale dans le langage», *Revue internationale de sociologie*, 35ème année, 5-6, Mai-Juin.
- BARTOK, B. (1937) : *Népdalkutatás és nacionalizmus* [Recherche de chanson folklorique et le nationalisme].
- JESPERSEN O. (1925) : *Mankind, Nation, and Individual from a Linguistic Point of View*, Oslo.
- KARACSONY, S. (1985) : *A magyar észjárás*, (1939) Budapest : Magvető, [La mentalité hongroise].
- (1990) : «A magyar észjárás c. mű ismertetése» [Extrait de la mentalité hongroise], (autoreferátum, 1939), in *Magyar Filozófiai Szemle*, 1990, 3-4.
- KONTRA, GY. (1992) : *Karácsony Sándor*, Budapest.

Le rôle de la perte et du maintien de la langue pour la conscience nationale

Mati HINT

Université pédagogique de Tallinn, Estonie

1.

A l'époque du régime soviétique, les Baltes avaient rarement l'occasion de faire des voyages touristiques à l'«Ouest». S'ajoutant aux autres humiliations liées à ces voyages, il y en avait une d'un genre particulier : tous les sujets soviétiques étaient automatiquement considérés comme Russes. Comme la conscience nationale ne s'était pas affaiblie pendant l'occupation soviétique, cette fausse identification était perçue comme une insulte envers leur personnalité et leur identité. Semblable malentendu était commun en France, en Italie, et en général dans les pays à l'Ouest de l'Allemagne, mais était extrêmement rare en Europe de l'Est et en Allemagne.

Ce genre de vexations non volontaires et de malentendus ne peut s'expliquer uniquement par la distance géographique et culturelle. Il s'agit en fait beaucoup plus d'une conception différente de la relation entre l'État et la nationalité.

Il existe en Europe occidentale une manière implicite de penser, selon laquelle les nations doivent se classer en nations «réelles» et nations d'Europe de l'Est (ou en nations réelles et nations moins réelles, ces dernières incluant les nations occidentales sans État). La ligne de séparation entre ces deux catégories n'est pas nette, mais il y a d'importantes différences entre les nations réelles, ou «historiques», et les nations qui se sont constituées plus tardivement.

Les nations historiques ont pris forme pendant la période féodale; avoir leur propre aristocratie et leur État indépendant est pour elles un fait d'évidence, elles ont une histoire écrite par elles-mêmes. Les nations d'Europe orientale semblent avoir été inventées par les humanistes; elles n'ont évolué qu'après Herder et les préromantiques allemands. On peut dire que, si Herder et ses continuateurs n'avaient pas prêté attention aux valeurs du folklore et de la philosophie quotidienne des Estoniens, des Lettons, des Lituanais, des Tchèques et des Slovaques, ces nations auraient pu être assimilées. La même chose aurait pu se passer avec les Finnois et les Norvégiens.

Il y a quelque vérité à penser ainsi. En Finlande, le suédois n'a été abandonné au profit du finnois comme langue utilisée à l'Université qu'à la fin des années 1860. Dans les conversations de salon de l'intelligentsia estonienne, l'allemand n'a disparu qu'au début de ce siècle. De même, l'esprit, et dans une large mesure la population des villes de Bohême, était germanique, et, à cause de l'influence danoise, il y a deux langues norvégiennes jusqu'à maintenant.

Néanmoins il ne fait pas de doute qu'il y a des similitudes importantes dans le processus de formation des nations historiques (ou «plus réelles») et les nations plus récentes. Toutes les nations sont réelles; le processus de formation des nations a seulement été retardé en Europe Orientale en comparaison avec les nations historiques.

Dans les deux cas, la langue nationale et la culture de cette langue ont joué un rôle crucial dans la formation de la nation. Ce qui est différent, dans le cas des jeunes nations, est la mémoire vive de l'importance de la langue maternelle.

Les humiliations et les défaites au cours de l'histoire nationale ne sont pas des obstacles insurmontables pour la formation d'un État national moderne et d'une identité nationale. C'est la leçon de l'histoire récente pour les Estoniens, les Lettons ou les Tchèques. Une histoire plus glorieuse ne garantit pas que cette tâche soit facilitée (c'est le cas pour les Lituanais). Une population importante n'offre pas plus de garantie contre l'assimilation linguistique ou culturelle (cf. les Ukrainiens, les Biélorusses, les Irlandais).

En Europe orientale, la nation et la nationalité ne sont pas associées directement à l'État (et à l'époque actuelle, à la citoyenneté). Les nations

en Europe orientale ont réussi à préserver leur identité sans État national (en partie à cause de la ségrégation). C'est à cause de cela qu'il est très difficile en Europe orientale de comprendre la manière de penser qui assimile directement les notions de *nation*, *État* et *citoyenneté*. Même en Union Soviétique il y avait une rubrique «nationalité» dans les papiers d'identité (sauf dans les passeports).

Selon cette façon de penser, un Estonien reste Estonien, que l'Estonie soit un État indépendant, annexé à la Russie, ou occupé par l'Allemagne ou l'Union Soviétique. Pour les Estoniens les Gallois, les Bretons, les Basques ou les Catalans forment une nation ni plus ni moins que les Français ou les Italiens, le problème est seulement qu'on connaît mal les petites nations.

Certes, cette façon de voir les choses n'est pas exempte de problèmes. Une nation doit être consciente d'elle-même, elle doit avoir une structure sociale de nation, elle doit être capable de maintenir cette structure. Tous ces problèmes ont une importance pratique également à l'heure actuelle (cf. la Tchétchénie, les Kurdes, sans parler des minorités dans les démocraties occidentales).

Qu'est-ce qui s'avère essentiel dans l'idée estonienne de l'estonité? Qu'est-ce qui est décisif pour déterminer qui est Estonien? D'abord et avant tout la langue estonienne. Il faut qu'au moins un de vos parents soit Estonien. Presque aussi important est le mode de vie estonien et la «culture externe» (comportement et rites, habillement, célébration de dates importantes, chansons et jeux de société, etc.). La connaissance de la haute culture estonienne compte pour les gens éduqués.

Si un de vos parents est un non-Estonien, mais que vous partagez la culture et les habitudes estoniennes, et que vous parlez estonien, pratiquement personne ne vous rappellera que vous n'est pas un «estonien à 100%», surtout si vous avez un nom de famille estonien. Actuellement il n'est pas rare d'avoir quatre nationalités différentes parmi ses grands-parents (par exemple un Estonien, un Russe, un Allemand et un Finnois «Ingermanland»), et on peut néanmoins être considéré comme un «Estonien à 100%».

La religion (traditionnellement, 80% des Estoniens croyants sont considérés comme luthériens, environ 15% appartiennent à l'Église orthodoxe) n'est pas un facteur d'identification en tant qu'Estonien. Depuis bien

des générations, l'intolérance religieuse est inconnue en Estonie, et ce n'est que dans des cas extrêmes que les autorités étrangères d'occupation ont réussi à instiller des sentiments antisémites en Estonie. Maintenant, comme autrefois, un grand nombre d'intellectuels de haut niveau en Estonie sont d'origine juive et s'identifient eux-mêmes à des Estoniens. Ces intellectuels sont respectés tout comme les autres éminents hommes de culture.

La langue et les autres phénomènes externes de la culture en tant que traits distinctifs d'identification de l'estonité ont causé des tensions pour les dernières générations. Lorsqu'en 1940 et 1944 arrivèrent, en même temps que les autorités soviétiques d'occupation, des milliers d'Estoniens de Russie (les descendants de l'émigration du 19^{ème} siècle), il y eut très vite une attitude de mépris envers eux, essentiellement à cause de leur rôle politique en tant qu'émissaires de Staline, mais également en partie à cause de leur comportement et de leurs habitudes russes. Leur langue estonienne était archaïque et influencée par le russe, c'est la raison pour laquelle ils sont encore appelés «Yestoniens».

À l'heure actuelle, les émigrés qui rentrent d'Occident se trouvent dans une situation inconfortable car leur profond dégoût pour le système soviétique les a séparés de toute la culture créée en Estonie entre 1944 et 1991. Certains d'entre eux se trouvent maintenant isolés culturellement (il s'agit de la culture au sens étroit).

Le problème de l'auto-identification est encore plus ambigu pour les jeunes d'origine estonienne qui ne savent plus parler l'estonien. Ayant un ou plusieurs parents estoniens, ils reçoivent automatiquement la citoyenneté estonienne, et ils sont considérés comme estoniens même s'ils n'ont que des idées vagues et générales sur l'Estonie. Pour la première fois au cours d'une longue histoire, la connaissance de l'estonien n'est plus une condition obligatoire pour être considéré comme estonien. Mais cela ne concerne que les émigrés à l'Ouest.

D'un autre côté, des milliers de jeunes Russes parlant correctement l'estonien ne sont pas considérés comme Estoniens (ils n'ont pas non plus automatiquement la citoyenneté estonienne). Cinquante ans d'occupation ont créé en Estonie une situation dans laquelle les critères traditionnels d'identification ne sont plus entièrement fiables.

Une prévision optimiste pour l'avenir en Estonie serait l'homogénéisation linguistique et culturelle. Pour les émigrés revenus au pays, une meilleure connaissance de la culture créée en Estonie même devrait être indispensable. Pour les Russes et les autres non-Estoniens, la connaissance de la langue et l'adoption du comportement externe commun aux Estoniens devrait suffire à apaiser les tensions dans la société et à créer des conditions favorables à une meilleure intégration à la société estonienne.

Dans les conditions d'un relativement haut niveau de tolérance ethnique, l'homogénéisation externe devrait garantir la stabilité de la société. Une telle évolution devrait permettre à chacun de préserver son identité nationale. C'est cela qui est en jeu lorsqu'on parle de l'intégration des non-Estoniens à la société estonienne. Non pas l'assimilation des non-Estoniens, mais la garantie du maintien de la langue et du mode de vie estoniens.

Même cela est difficile, si l'on prend en compte le nombre important de non-Estoniens en Estonie et leur niveau généralement bas d'intégration à la vie estonienne (sans parler des nouveaux dangers venant de l'Ouest). Les Estoniens doivent prendre patience, la génération suivante résoudra, on l'espère, ces problèmes.

2.

Dans son célèbre livre *Imagined Communities* (1983), Benedict Anderson explique l'émergence de la nation moderne comme le résultat de l'essor de l'imprimerie capitaliste et de l'instruction, tout particulièrement en relation avec la Réforme. Ces arguments sérieux ne vont pas sans s'accompagner de problèmes liés à l'évaluation de cette évolution : la naissance des nations modernes était-elle une phase inévitable du développement historique de la société ? Y avait-il d'autres voies de continuation possibles de l'histoire européenne, qui ne passent pas par la revendication d'une langue nationale ? Le monde aurait-il été meilleur si la couche érudite de l'humanité n'avait pas été divisée par l'éclatement du facteur linguistique ? Que se serait-il passé si les différents *-philes* (estophiles, tchéco-philes, etc.) ne s'étaient pas mis à créer des «langues normatives», ou «langues littéraires» pour les Estoniens, les Lettons, les Finnois, les Tchèques, les Slovaques... ? Peut-on concevoir que le facteur linguistique n'ait pas été

une composante fondamentale de l'identité personnelle de tout homme ou femme sachant lire et écrire ? Ce type d'évolution, qui a mené à la création des grandes et petites nations, est-il positif ou négatif ? Ou a-t-il été positif dans le cas des grandes nations et négatif dans celui des petites nations ? Mais si tel est le cas, les Ukrainiens sont-ils une grande ou une petite nation ? Que dire alors des Danois ? Les questions qui se posent sont nombreuses, si nous nous risquons à évaluer le cours de l'histoire des siècles passés.

Mais on peut aller plus loin. Le chercheur danois Ole Wæver estime que les identités régionales et nationales, dans leur majorité, sont inventées par des intellectuels et des faiseurs-de-mythe (au nombre desquels, parmi les premiers, on trouve Johann Gottfried von Herder) : la première étape est la construction d'un mythe par les intellectuels, la deuxième est la création d'une langue littéraire, la troisième, la création d'une littérature dans cette langue, et, au bout de l'opération, on a une nouvelle nation. Et si les hommes politiques ont besoin du concept de région (par exemple la région nordique, ou balto-nordique), les intellectuels faiseurs-de-mythes vont inventer cette identité nouvelle, qui ensuite, étape par étape, est créée (Wæver, 1991 : 111). On peut alors conclure que «la nation est une notion» ou que «la Baltique est une croyance», c'est-à-dire un mythe.

J'essaierai de répondre à ce type de théorisation : créer des identités (et des nations) sur une base culturelle n'a pas moins de valeur que de développer des identités en créant des empires fondés sur la violence, qui ont tout autant besoin de faiseurs-de-mythes. Mais en lieu et place de polémique, je prendrai un exemple de communauté imaginaire, ou de nation créée par un mythe, et les résultats de cette expérience. Comme Rein Taagepera, intellectuel émigré estonien, et candidat aux élections présidentielles, l'a montré, les Estoniens sont la plus petite nation continentale qui ait réussi à créer une société moderne à part entière qui fonctionne dans sa propre langue à tous les niveaux de la vie moderne, ce qui inclut les publications scientifiques, un enseignement universitaire dans plus de 140 départements, ainsi que la technologie, la politique, l'armée, les affaires maritimes, etc.

Comment cela a-t-il été rendu possible, et, en fait, cela a-t-il un sens ? Telle est la question souvent posée. Il est difficile, même pour des spécialistes d'universités allemandes ou suisses, de croire que les cours de

pédiatrie, d'ophtalmologie ou de sécurité minière sont donnés en estonien à l'Université de Tartu ou à l'Université technique de Tallinn, avec une terminologie entièrement estonienne. Or, ceci n'est pas un mythe, bien que, selon toute vraisemblance, les fondements de cet état de choses aient été posés par des faiseurs-de-mythes du siècle passé, et par des romantiques allemands encore plus tôt, avec parmi eux Johan Gottfried von Herder (1744-1803), dont les vues sur les langues et les nations ont probablement trouvé naissance sous l'influence des langues, du folklore et des coutumes des peuples baltes, c'est-à-dire des Estoniens, des Livoniens (qui sont à l'heure actuelle au bord de l'extinction), des Lettons et des Lituaniens (Herder a travaillé à Riga de 1764 à 1769).

Mais il fallut près d'un siècle pour que le nationalisme dans l'esprit du romantisme allemand parvienne à parfaire l'identité estonienne. Les pré-requis de ce processus ont été le développement de la langue par des Allemands estophiles (dans le but de favoriser la religion) et, ce qui est encore plus important, la diffusion de l'instruction dans la langue maternelle. C'est sous le régime suédois que le système des écoles de villages a commencé en Estonien, au 17^{ème} siècle. Et, malgré des revers et des échecs au cours de l'histoire, la création d'écoles de villages a eu pour résultat une extension rapide de l'instruction : à la fin du 18^{ème} siècle, près de 60% des adultes en Estonie savaient lire et écrire, et dans les années 1860, la population adulte d'Estonie était alphabétisée à plus de 90%, un pourcentage supérieur à celui de la France à la même époque (et beaucoup plus élevé qu'en Italie ou en Espagne, sans parler de la Russie). L'Église luthérienne a fait une œuvre de grande valeur en exigeant qu'on ne se présente à la confirmation qu'en sachant lire (et, à partir du 19^{ème} siècle, en sachant aussi lire et compter, cf. Aarma, 1990).

Ainsi, dans le troisième quart du siècle passé, les deux conditions principales nécessaires à la constitution d'une nouvelle nation, les Estoniens, étaient réunies : il y avait une langue normative, dont l'orthographe et le système grammatical s'étaient stabilisés dans les années 1870-1880, et une capacité générale, et même une véritable avidité, à lire dans cette langue. Avec l'apparition de journaux en estonien dans les années 1850-1860, le nom de cette nouvelle nation, l'Estonie, se répandit sur tout le territoire où l'estonien était parlé. A cette époque il s'agissait de paysans, à la différence des aristocrates et artisans, qui étaient germanophones.

C'est à cette même période qu'on voit apparaître les premières œuvres littéraires estoniennes, qui n'ont pas perdu leur valeur artistique et émotionnelle à l'heure actuelle (les mythes de Fr. R. Faehlmann, l'épopée nationale «Kalevipoeg» de Fr. R. Kreutzwald, la poésie de Lydia Koidula). Il est quelque peu ironique, voire tragique, que certains des fondateurs de la littérature estonienne ne croyaient pas toujours fermement à l'avenir de l'Estonie en tant que nation. Ils tenaient essentiellement à ce que, en cas d'extinction de la langue estonienne, celle-ci ait un monument sous la forme d'œuvres littéraires importantes. Il y a bien des faits singuliers pour cette période où émergea la conscience de former une nation distincte chez ce peuple sans noblesse dirigeante, vivant dans une position économiquement et juridiquement inférieure.

La nation en train d'émerger adopta un grand nombre de chants germaniques, qui sont, depuis, perçus comme estoniens. La tradition des festivals de chant en Estonie, de renommée mondiale, est d'origine suisse, mais depuis plus d'un siècle elle est perçue comme estonienne en Estonie, parce qu'elle est associée à la naissance de la conscience nationale.

À la suite de la réforme agraire de 1856 (en Estonie du Nord, ou province estonienne) et de 1860 (en Estonie du Sud, ou province livonienne), les Estoniens (ou, plus exactement, les paysans) eurent plus de droits et de meilleures garanties pour leurs initiatives économiques. En l'espace de deux générations, ils acquirent des positions clés dans l'économie, et commencèrent, vers le tournant du siècle, à se battre pour le pouvoir politique.

L'éducation était une condition indispensable à la réussite. Depuis l'émergence de la conscience nationale au milieu du 19^{ème} siècle, l'éducation fait l'objet d'un grand respect parmi les Estoniens, qui respectent la parole écrite, même quand ils considèrent son message comme faux ou hostile. La capacité générale de lire eut une importance très grande à la fin du siècle dernier lorsque, durant la politique de russification du gouvernement tsariste, Jakob Hurt lança une campagne destinée à collecter le folklore estonien. Plus de 1400 correspondants envoyèrent leurs matériaux aux organisateurs de la collecte. Le résultat fut impressionnant : plusieurs séries de monumentales publications folkloriques, 120 000 pages de matériau écrit, systématiquement classé, et la création d'une tradition, grâce à laquelle les archives du folklore estonien sont parmi les plus importantes

et les mieux organisées du monde. Voilà un exemple d'initiative culturelle, dont le but était d'atténuer les résultats de la politique hostile des gouvernants. Quant au résultat politique de cette initiative, il fut de renforcer l'identité nationale et la volonté de ne pas renoncer ou capituler.

On peut, en fait, considérer le cas estonien comme une représentation du nationalisme culturel. Dans cette version du nationalisme culturel, la composante la plus forte est la langue. Dans un sens, il s'agit de nationalisme linguistique. Mais avant même de discuter les traits fondamentaux de cette variété de nationalisme culturel, il faut bien comprendre que son opposé, dans l'espace baltique, a été l'impérialisme culturel des Russes et des Allemands. Au cas où les Estoniens auraient perdu leur identité linguistique et culturelle, le résultat aurait été leur germanisation ou leur russification. On ne peut que spéculer sur les conséquences de cette assimilation pour l'histoire de l'Europe. En cas de germanisation des Baltes, il n'y aurait pas eu de zone-tampon entre Russes et Allemands; mais la géographie est restée inchangée, tout comme le désir des Russes d'avoir accès à la Mer Baltique. En cas de russification, le sort de la Finlande et de la Scandinavie aurait été grandement fragilisé, et la tendance à considérer la Baltique comme une *mare clausum* russe aurait été encore plus grande qu'elle ne l'a été dans l'histoire récente de l'Union Soviétique.

Quelles ont été les stratégies principales visant à maintenir la langue estonienne ? Sous la domination étrangère, au siècle dernier, un rôle particulièrement important a été joué par différentes activités culturelles, la plupart du temps sous la conduite de l'Église luthérienne et les sociétés de tempérance. Chœurs, orchestres, sociétés dramatiques, clubs éducatifs et sportifs, sociétés professionnelles et estudiantines sont des manifestations de cette activité culturelle. La mise en scène d'opérettes avec orchestres et chanteurs semi-amateurs était fréquente au tournant du siècle, même dans les villages les plus modestes.

La publication de livres scolaires et de vulgarisation scientifique en Estonie fut un autre domaine d'importance. C'est ce qui donna l'élan pour créer une terminologie et prépara la société estonienne à désirer un système universitaire en estonien. La création terminologique fut passionnée, voire passionnelle. Dans les dix premières années de ce siècle, alors qu'il n'y avait aucune perspective d'enseignement universitaire en estonien, on publia nombre de dictionnaires terminologiques de niveau universitaire.

Quelques années plus tard, en 1918, ces terminologies étaient nécessaires dans l'université estonienne. Depuis cette date, les Estoniens ont réussi à maintenir à jour toutes les terminologies nécessaires, et à publier les manuels universitaires les plus importants en estonien. Depuis les années 1930, des encyclopédies originales sont publiées en Estonie.

Enfin, le troisième domaine dans lequel a pu se répandre la culture de la langue maternelle a été, et est encore, la traduction à partir des langues étrangères. C'est l'idée qui présidait à l'utilisation de l'estonien dès le début : pour garantir à une langue l'utilisation la plus large, il faut lire la littérature dans sa langue maternelle. C'est tout-à-fait différent de l'idéologie qui sous-tendait la politique linguistique soviétique dans les anciennes républiques soviétiques, où seule la littérature locale était publiée dans la langue maternelle, la littérature mondiale étant supposée être lue en russe.

L'Estonie est une toute petite nation qui traduit beaucoup, et qui traduit à partir des langues originales. Durant ce siècle, cela a été un principe fondamental, qui a été suivi, à peu d'exceptions près, même pendant l'occupation soviétique (il y eut des traductions à partir de plus de 60 langues). Les Estoniens peuvent lire dans de bonnes traductions l'Iliade et l'Odyssée (la prosodie de l'estonien est parfaitement adaptée pour rendre le vers grec), les *Nibelungenlied*, l'Edda scandinave, etc. Les Estoniens ont les œuvres complètes de Dostoïevski (depuis les années 1930), des romans choisis de Balzac (plus de 10 000 pages en 15 volumes), de très bonnes traductions des œuvres complètes de Shakespeare en 7 grands volumes (plus de 5 000 pages), de grandes éditions de Tchekhov, Gorki, Anatole France, W. Faulkner, etc. Les principaux auteurs estoniens ont vu leurs œuvres complètes publiées. Il est de la toute première importance que les Estoniens puissent vivre leur vie en estonien, dans ce champ cognitif fondamental qu'est la littérature.

Tous ces points réunis nous permettent de dire que les Estoniens ordinaires peuvent satisfaire tous leurs besoins linguistiques d'information et de plaisir dans leur propre langue, ce qui, naturellement, ne veut pas dire que les Estoniens négligent les langues étrangères. Au contraire, la connaissance des langues qui exercent une influence sur la société estonienne est traditionnelle, et seule l'occupation soviétique a cassé cette tradition en ce qui concerne l'allemand (ainsi que du français et des langues

scandinaves). En Estonie un livre est le cadeau le plus courant, et dans la plupart des maisons il y a de nombreux livres, parfois des milliers. Selon les statistiques de 1981, 10,6 % des habitations avaient des bibliothèques de plus de 1 000 volumes. Pratiquement chaque habitation a au moins une édition de l'Encyclopédie estonienne.

Les historiens estoniens ont bien compris l'importance du livre pour l'histoire nationale. Pratiquement chaque génération possède, sous des titres divers, une histoire du livre en Estonie, ou une histoire du rôle de l'écrit dans l'histoire estonienne.

La dernière histoire du livre estonien, de Uno Liivaku (*Eesti raamatu lugu*, 1995) donne des renseignements sur les pertes subies par le livre en Estonie pendant l'occupation nazie puis soviétique. L'année record pour la publication en Estonie a été 1939 (la dernière année de l'indépendance) et 1974, avec plus de 1700 titres différents (Liivaku : 190). En 1944 (fin de l'occupation allemande et début de la seconde occupation soviétique) ce chiffre était tombé à 130, ce qui correspondait au niveau de 1884 ! Mais les baisses de publication ne sont pas les seules pertes subies par le livre estonien pendant les occupations. Les deux forces occupantes, aussi bien les nazis que les Soviétiques, comprenaient l'importance du livre pour les Estoniens, et les deux publièrent une liste de livres interdits. Pendant la seconde occupation soviétique, la liste à elle toute seule formait deux volumes. En vertu de ces instructions, des millions de livres furent physiquement détruits de la manière la plus brutale.

Plus de 10 000 titres en estonien furent interdits (aussi bien des originaux que des traductions) ainsi que plus de 4 000 numéros de revues et journaux. Cela incluait tous les périodiques (y compris les revues scientifiques) de la période de l'indépendance (1918-1940), tous les livres scolaires de cette période, toute la littérature religieuse, et une longue liste d'auteurs interdits, qui incluait tous les auteurs estoniens qui avaient émigré à l'Ouest pendant la guerre. Posséder chez soi un livre interdit était un danger pour la famille entière.

Et malgré tout, les Estoniens ont réussi à maintenir leur système scolaire jusqu'à l'université en estonien, et même les institutions scientifiques de l'Académie des sciences de la république soviétique d'Estonie travaillaient de préférence en estonien. Toute publication était bien entendu sévèrement censurée, mais courante était la capacité, acquise avec l'histoire,

de faire passer un message entre les lignes et de lire entre les lignes, et le livre en estonien gardait toute son importance.

Selon des données soviétiques, l'Estonie pouvait produire par habitant presque autant de livres en estonien que la Russie produisait de livres en russe pour les Russes et russophones. Dans le tableau ci-dessous le premier chiffre indique le nombre de livres en langue maternelle produits par habitant dans différentes républiques de l'Union Soviétique en 1987. Le second chiffre indique le nombre de locuteurs pour chaque titre différent dans cette langue pour la décennie 1978-1987 (ex. : pour 87 Estoniens, 1 titre en dix ans) :

russe	14,3	215 (IV)
estonien	12,2	87 (I)
letton	8,9	130 (II)
lituanien	7,4	166 (III)
géorgien	5,7	223 (V)
azerbaïdjanais	2,5	632 (IX)
ukrainien	1,7	1828 (XIV)
biélorusse	0,7	2430 (XV)

Ces chiffres expliquent sans doute pourquoi il est plus facile de construire un État indépendant dans la minuscule et pauvre Estonie que dans l'immense et riche Ukraine.

L'exemple estonien peut avoir quelque importance pour les communautés qui sont à l'heure actuelle dans une étape de transition de peuple à nation. Pour établir avec succès une identité fondée sur la langue, cette communauté doit pouvoir utiliser cette langue à une large échelle, dans toutes les professions et institutions. Pour parvenir à un statut qui garantisse dans le monde actuel la pérennité de la langue et de l'identité fondée sur la langue mais dans des circonstances hostiles ou défavorables (telles qu'une domination étrangère ou une extrême pauvreté), la communauté doit avoir au moins deux générations qui aient le temps de vivre dans leur langue et dans une culture créée au moyen de cette langue. Au moins dans le cas estonien, cela a suffi pour créer une forte identification nationale liée à la langue et à tout ce qui touche à la langue. On peut bien être d'accord avec Benedict Anderson sur le fait que les nations sont en grande partie le

fruit de l'imagination. Mais cette imagination repose sur des faits réels : leur langue, leur folklore, leurs traditions. Les différents *-philes* n'ont pas inventé ces phénomènes, ils n'ont fait que commencer à les cultiver. L'alternative était d'abandonner ces langues et ces cultures et de laisser les peuples concernés être assimilés par ceux dont la langue et les traditions n'étaient pas abandonnés. Cela s'est produit de nombreuses fois, cela se produit à l'heure actuelle et se reproduira encore à l'avenir. Il serait arbitraire de dire que la seconde solution est la meilleure. Les interruptions dans la culture ne sont pas si bénignes que les idéologues des *grandes nations* le prétendent parfois.

Du point de vue des communautés imaginaires, la culture européenne dans son ensemble est imaginée, parce que les fondements en ont été posés par les penseurs de la Renaissance, qui ont redécouvert le monde antique oublié, avec la culture grecque et romaine. La revitalisation de la culture grecque et romaine ne repose pas moins sur l'imagination que le fait de cultiver la langue et le folklore dans l'Europe moderne. Si l'on se demande ce que serait devenue l'Europe si l'on n'y avait pas imaginé la culture grecque et romaine, il est sûr qu'elle aurait été fort différente. Sans les différentes nations, l'Europe serait également très différente. Et il est impossible de prouver que l'Europe était meilleure lorsqu'il n'y avait que des grandes nations. L'argument que les différences nationales créent des tensions et des guerres a un autre aspect : si les petites nations peuvent commencer de petites guerres, les grandes nations ont été à l'origine des guerres mondiales. Même aujourd'hui, dans l'ex-Yougoslavie, la guerre n'est pas le résultat du nationalisme linguistique, car toutes les parties concernées parlent la même langue. Les tentatives pour créer une grande nation sont sans doute encore plus dangereuses que d'imaginer ou inventer une petite nation avec sa langue et sa culture reposant sur cette langue.

© Mati Hint

(traduit de l'anglais par P. Sériot)

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES.

- AARMA L. (1990) : *Kirjaoskus Eestis*, Tallinn : Valgus [L'éducation en Estonie].
- ANDERSON B. (1991) : *Imagined Communities*, London : Verso (surtout les pages 36-46).
- LIIVAKU U. (1995) : *Eesti raamatu lugu*, Tallinn : Monokkel [Histoire du livre estonien].
- WÆVER O. (1991) : «Culture and Identity in the Baltic Sea Region», in PERTTI J. (éd.) : *Cooperation in the Baltic Sea Region : Needs and Prospects*, Tampere Peace Research Institute, Report n° 42, p. 79-111.

La «querelle des langues», une querelle sur les langues (d'après la presse juive d'expression russe, autour de 1910)

Shimon MARKISH
Université de Genève, Suisse

«La querelle des langues» est le titre d'un article d'Ahad Haam (pseudonyme d'Asher Ginsberg, 1856-1927), philosophe et publiciste, fondateur et chef incontesté du «sionisme spirituel», qui avait pour but la renaissance de la conscience nationale et de l'essence spirituelle du judaïsme. L'article fut écrit dans le numéro de février de la revue juive (en hébreu) «Ha-Shiloah», qui en 1910 était publiée à Odessa. Les «langues en querelle» étaient l'hébreu (hébreu ancien) et le yiddish («jargon», langue «de la masse», langue «de la rue»); la langue de la culture et du culte, qui avait cessé d'être parlée il y a plus de 2500 ans et la langue vivante, langue maternelle de la majorité des Juifs de l'Europe d'alors et, vraisemblablement, des originaires d'Europe et de leurs descendants dans les deux Amériques. L'objet de la dispute était le droit d'être et de s'appeler la «langue nationale».

Cette querelle, le 20^{ème} siècle l'a tranchée, de façon sanglante, sans retour et absolument pas de la façon dont se l'imaginaient ou la rêvaient les parties en présence au début du siècle. Si les sionistes, champions de l'hébreu appelaient de leurs vœux le déclin et même la disparition du «jargon» en l'espace de deux ou trois générations, comment pouvaient-ils prévoir que leur espoir se réaliserait grâce à l'action conjuguée de Hitler et de Staline ? Des «yiddishistes» il n'y a plus rien à dire.

La querelle sur la langue nationale du peuple juif appartient à l'histoire. Cette histoire ne commence pas en 1910, mais bien plus tôt. Laissons de côté le problème bien connu de la diglossie des communautés juives dans l'Antiquité et au Moyen-Âge, pour nous tourner vers le début des temps modernes pour les Juifs, l'époque des «Lumières juives» (Haskala), dans le derniers tiers du 18ème siècle. A cette époque l'écrasante majorité des Juifs d'Europe parlaient le yiddish, et déjà les pères fondateurs de la Haskala (Mendelssohn, Wessely), qui s'étaient fixé pour but de sortir les Juifs du ghetto et de les initier à la culture du pays où ils habitaient, considéraient comme l'une de leurs tâches principales le refus de «ce jargon repoussant» au profit de l'apprentissage de la langue de la «nationalité majoritaire». En d'autres termes, il était proposé que la diglossie se maintînt, mais que la place du yiddish fût occupée par la langue du pays d'habitat : l'allemand, le français, le russe, etc. En Russie, la Haskala resta essentiellement un mouvement d'intellectuels et ne toucha pas les larges couches de la population : d'après le recensement de 1897, presque 97% des Juifs de l'Empire russe considéraient le yiddish comme leur langue maternelle¹. Quant à l'intelligentsia, à mesure que s'élevait son niveau d'instruction, elle s'assimilait rapidement, et une certaine partie abandonnait complètement le monde juif et se coupait du peuple dont elle était issue. La situation change à partir des années 70 et surtout des années 80 du siècle passé. Les facteurs qui ont contribué à cette évolution sont : 1) la très forte montée de la conscience nationale et des mouvements nationalistes dans les différents pays d'Europe; 2) la «marche au peuple» de l'intelligentsia russe, l'une des formes précoces et pacifiques du populisme, qui trouva un écho et des imitateurs dans les rangs de l'intelligentsia russo-juive; 3) les «Grands pogroms» de 1881-1882, qui montrèrent de façon convaincante à l'élite intellectuelle non totalement assimilée combien vains étaient leurs espoirs de «fusion pacifique et sans douleur avec la population de souche». Il faut ajouter à ces facteurs les succès de la nouvelle littérature en yiddish, succès importants au point d'attirer l'attention des lecteurs et des critiques non juifs, et enfin, à partir de la fin du siècle, le mouvement ouvrier juif (le Bund), pour lequel le yiddish était un instru-

¹Décomptes effectués par B. Boroxov, s. d., colonne 376.

ment essentiel, irremplaçable, d'agitation et de propagande. A l'exemple des peuples d'Europe et à leur suite le peuple juif se sentit constituer une nation; c'est pourquoi la question de la langue nationale ne pouvait pas ne pas se poser. Au début du siècle elle se posait déjà de façon aiguë. En voici un exemple.

Entre 1899 et 1904 parut à Saint Pétersbourg l'hebdomadaire «Buduščnost'», de tendance sioniste, mais qui ne se soustrayait pas à la tâche d'éduquer les Juifs de la diaspora, en s'efforçant d'élever «la conscience des masses juives». Dans le n°5 de l'année 1900 parut un article : «A propos de notre idiome populaire», signé par un pédagogue célèbre et jouissant d'une forte autorité à cette époque, scientifique et essayiste, auteur de nombreux dictionnaires et manuels d'hébreu, O. N. (Joshua) Steinberg. Le yiddish, disait-il, n'est pas seulement détestable en soi, en tant qu'absurde mixture de «dialectes» hétérogènes, il porte encore un tort considérable au monde juif, parce qu'il nous coupe du monde environnant tout en lui inspirant de la défiance envers nous et des soupçons insensés comme quoi notre jargon incompréhensible à quiconque nous permettrait de comploter et de fomenter des actes malintentionnés contre tout le monde. La réplique fut donnée à Steinberg par Moisej Perelman, partisan convaincu de Ahad Haam, et partisan de l'hébreu au moins aussi acharné que Steinberg lui-même. Sa réponse, intitulée «Sur la langue parlée russo-allemande» fut publiée dans le n° 13 de la même année. Voici les arguments les plus intéressants de Perelman :

Que se passerait-il, demanderons-nous à M. Steinberg, si nous, les Juifs, au lieu du jargon nous nous mettions à parler entre nous en hébreu ancien, dont la grammaire, la logique et la beauté sont reconnues par M. Steinberg (et que nous devrions parler)? L'hébreu n'est-il pas encore moins compréhensible au monde dominant que notre langue parlée? La langue des prophètes ne pourrait-elle pas inspirer des soupçons imaginaires du type que redoutent tant certains? [...] Pourquoi les membres de toutes les nationalités, où qu'ils aillent, parlent entre eux ouvertement leur langue, incompréhensible pour les autres, alors que seuls nous, les Juifs, devrions éviter de parler notre langue de tous les jours, de peur que les autres ne s'en offusquent? [...] Je ne suis pas non plus un adepte du jargon, et je n'irai pas jusqu'à me battre pour sa beauté. Mais je ne pense pas possible d'affubler d'épithètes humiliantes et répréhensibles une langue parlée par cinq millions de personnes. [...] Notre langue, cela ne fait pas de doute, est peu élaborée

et insatisfaisante, elle est malhabile à exprimer la pensée abstraite, etc. Mais tant que notre peuple la parle, il faut en tenir compte.

(«Buduščnost'», 1900, N°13 : 250)

La courte réplique de Steinberg à l'objection de Perelman est également intéressante et instructive : on y découvre l'abîme qui sépare les intellectuels de vieille trempe (Joshua Steinberg est né en 1830 et mort en 1908) et la jeune génération, dont les orientations nationales et démocratiques étaient indépendantes des conceptions politiques de chacun. Ce sont eux, les «maskilim»² à l'ancienne, qui portaient aux nues les bienfaits d'un pouvoir qui avait propagé «l'instruction» à main armée, et ce, dès les années 40 et 50, dès le règne de Nicolas I, qui était resté dans la mémoire populaire et le folklore le symbole et l'incarnation des plus grands malheurs; et Steinberg d'évoquer sans la moindre réserve «le sage tsar civilisateur Nicolas I». Ce sont eux qui ont commencé à maudire le «jargon», et qui depuis n'ont cessé de le faire, ce sont eux qui ont rêvé de l'éliminer de l'usage populaire. Et Steinberg le répète :

Nous serions pleinement satisfaits si nos coreligionnaires pouvaient, avec le temps, se mettre à utiliser une langue correcte, digne d'être étudiée et accessible à quiconque désire la connaître. [...] Mais nous ne sommes nullement disposés à nous battre pour conserver et perpétuer dans notre peuple ce jargon monstrueux, ce porc-épic qui estropie notre langue biblique sacrée par des expressions tarabisquotées.

(*ibid.*, N°15 : 295)

Mais sans doute plus intéressant encore est l'écho suscité par cette polémique chez Semen Frug (1860-1916), le seul poète juif-russe à avoir acquis une célébrité à l'échelle de toute la Russie, un *maskil* «pur sang». De son vivant il fut déclaré «poète national», et cela non par les assimilateurs, mais par les futurs classiques de la nouvelle poésie en hébreu : Haïm-Nahman Bialik et Shaül Chernixovskij. Il écrit :

Nous avons depuis longtemps une littérature en jargon. [...] Or ce n'est que tout récemment qu'on a commencé à parler du jargon, à le décrier et à le dénigrer, alors même que c'est dans cet abominable jargon, dans cette langue parasite, cette langue-porc-épic, selon l'énergique expression de M.

² *maskilim* (nom pluriel): hommes des Lumières, hommes de la Haskala, singulier : *maskil*.

Steinberg, que paraissent des livres utiles, instructifs, éveillant dans les masses juives une pensée claire et vivante, des nobles sentiments. Le jargon serait-il devenu plus laid et plus nuisible qu'il ne l'était auparavant ?

Dépassant les considérations, disons, utilitaires, Frug mentionne justement les qualités nationales du yiddish, ses liens indissolubles avec la mentalité juive et l'histoire juive :

Ce n'est qu'en jargon qu'on peut entendre, sous une forme étonnamment humoristique et plaisante le récit que fait un Juif de sa propre situation, une situation propre à faire pleurer plutôt que rire. C'est un mystère, mais faut-il en chercher le secret dans le jargon lui-même? [...] Le jargon et le Juif qui le parle sont indissociables. Pour bien comprendre un Juif qui rit et qui fait rire les autres avec une histoire qui, dans toute autre langue donnerait le cauchemar, il faut comprendre ce jargon, et, pour l'apprendre, il faut commencer par apprendre à connaître les Juifs.³

Cette observation remarquable fut par la suite répétée à maintes reprises par bien des gens.

L'épisode le plus marquant de la «querelle des langues» fut la conférence de Tchernovtsy en 1908, convoquée à l'initiative de l'écrivain et philosophe Nathan Birnbaum (1864-1937), sujet de la monarchie austro-hongroise, qui vécut une grande partie de sa vie en Allemagne. (Il est sans doute nécessaire de rappeler que la Bukovine et sa capitale faisaient alors partie de l'Autriche). A l'ordre du jour il y avait des problèmes d'ordre purement linguistique (grammaire et orthographe du yiddish), culturel (littérature, théâtre, presse en yiddish), et particulier (traduction de la Bible en yiddish), mais tous étaient relégués au second plan par la discussion sur le rôle national du yiddish. Une partie des délégués exigeaient que l'hébreu soit déclaré seule langue nationale des Juifs, et que le yiddish soit considéré comme l'une des nombreuses acquisitions malheureuses de la diaspora, dénuée de toute signification nationale. Les extrémistes de l'autre bord affirmaient que la langue nationale ne pouvait être qu'une langue vivante, résonnant dans la bouche du peuple, autrement dit le yiddish, l'hébreu étant exclusivement la langue du passé et des rites religieux. Une ré-

³S. Frug : «Jazyk-dikobraz (Zametki profana)» [La langue-porc-épic, remarques de prophane], *Budušnost'*, 1900, N°18 : 370.

solution de compromis fut trouvée, grâce à la catégorie grammaticale de l'article : le yiddish était *une* langue nationale des Juifs (*a natsionale shprakh*), ayant droit d'égalité politique, culturelle et sociale avec les autres langues. L'article indéfini laissait à chacun la possibilité de déterminer de façon autonome son attitude envers l'hébreu : le considérer aussi comme une langue nationale, ou bien donner l'exclusivité de ce rôle à la «langue juive parlée», c'est-à-dire au yiddish. Mais cette solution de compromis, tout comme la conférence elle-même, avec son ordre du jour, ses séances et sa documentation entièrement en yiddish, suscitèrent une vague d'indignation dans les milieux hébraïstes en général et sionistes en particulier.

Comme il a été beaucoup écrit sur la conférence de Tchernovtsy⁴, nous pouvons revenir maintenant à la querelle de 1910, qui fait l'objet de ce travail, et qui, à notre connaissance, n'a jamais été étudiée spécialement.

La cause, et peut-être le prétexte, en ont été deux événements survenus l'année précédente, en 1909 : la conférence des hébraïstes à Berlin et le scandale au congrès sioniste de Hambourg. A Hambourg les sionistes de Russie refusèrent d'écouter un exposé en yiddish et firent obstruction au conférencier. Celui-ci, rédacteur de l'organe officiel du mouvement sioniste en hébreu, déclara :

J'avais devant moi le choix entre deux langues accessibles à l'assemblée : le russe et la langue juive. En donnant la préférence à cette dernière, langue maternelle de la majorité d'entre nous, je ne m'attendais aucunement à des objections, et encore moins à un scandale. Nous verrons bien si vous oserez prendre devant le peuple juif la responsabilité d'un outrage si révoltant à l'encontre de la langue qu'il parle et dans laquelle il pense. Le mépris de la langue du peuple équivaut au mépris du peuple.

Le correspondant de l'hebdomadaire juif pétersbourgeois en langue russe *Evrejskij mir* [Le monde juif], à qui nous empruntons la citation ci-dessus, poursuit en écrivant :

⁴ Cf. Samuel, 1971, Miron, 1973, Goldsmith, 1976, Rothstein, 1977, Fishman, 1981 (avec une abondante bibliographie), Robin, 1984. En yiddish il faut évoquer avant tout l'œuvre capitale de Weinreich, 1973.

Ces paroles ne font qu'irriter encore plus l'assistance. [...] On entend fuser de tous côtés des exclamations : «C'est la réponse à Tchernovtsy !»

(I. Efren, 1910, colonnes 41-42)

Il ne fait aucun doute que les débats de 1910 s'appuient sur une longue histoire. Les défenseur du yiddish firent un pas supplémentaire en déclarant : qui n'est pas avec nous est contre nous !

Celui qui ne défend pas les droit de la langue juive [c'est à dire du yiddish — Sh.M.] pousse consciemment ou inconsciemment les Juifs dans la voie de l'assimilation. C'est dans cette situation que s'est trouvée à Hambourg une partie importante des sionistes de Russie. Leurs interventions véhémentes contre le «jargon» tant haï, leur préférence évidente pour le russe signifient un rejet total de l'idée d'une diaspora nationale.

(A. Perelman, 1910, colonne 9)

Mais les défenseurs de l'hébreu étaient inflexibles, eux aussi : lors de la conférence culturelle à Berlin dont il a déjà été question, il fut affirmé qu'on ne pouvait entendre par culture juive que «ce qui est créé en hébreu»⁵. La position de Ahad Haam était tout aussi intransigeante dans l'article mentionné au début de ce travail.

Ahad Haam affirme que les «yiddishistes» rejettent l'héritage des pères, et sont semblables à des «Ivans oublieux de leur parenté». La revue *Evrejskij mir* oppose deux arguments à cette accusation : 1) le combat en faveur du yiddish est un slogan pour une démocratie orientée vers une vie culturelle et nationale multiforme; 2) «la langue maternelle des masses» est le plus sûr «rempart» contre l'assimilation, qui «préserve de la perte du lien avec le passé spirituel», par conséquent «la lutte pour les droits de cette langue est une cause nationale»⁶.

Un autre hebdomadaire juive russophone de la capitale, *Novyj Vosxod* [Le nouveau Lever de soleil] objecte à Ahad Haam qui affirme que si l'hébreu, langue nationale incontestée des Juifs, est mort, il ne reste plus rien d'autre à faire qu'à «hurler de douleur», parce que cette perte est irréparable :

Imaginons que l'hébreu ne soit pas mort. [...] Mais même les hébraïstes les plus convaincus ne pourront nier que cette langue a cessé d'être liée aux

⁵«Obzor...6», 1910, colonne 14.

⁶«Obzor...11», 1910, colonnes 14-16.

processus et aux perceptions qui se passent dans l'âme de tout Juif. L'hébreu a perdu ce lien il y a fort longtemps et est désormais totalement coupé de la vie psychique du peuple juif. La langue qui unit, qui explicite, qui met en ordre les matériaux présents dans la conscience nationale pour sept millions de Juifs est maintenant la langue juive, le «jargon». Nous ne parlons pas, bien entendu, d'un matériau donné une fois pour toutes, mais d'un contenu intellectuel et psychique perpétuellement renouvelé, créé et créateur, dont l'élément constitutif essentiel est la langue. Le rôle psychologique déterminant dans l'économie de la pensée nationale est passé de l'hébreu à la langue juive.

(«Evrejskaja pečât'», 1910, colonne 11)

Parmi les contradicteurs d'Ahad Haam on trouve aussi Nathan Birnbaum, dont un article parut dans le même *Evrejskij mir* (n° 17 et 18), sous le titre «Sur la querelle des langues (Réplique à Ahad Haam)», et portant le pseudonyme de Matthias Akher, habituel pour lui à cette époque. Néanmoins, bien qu'il ait été publié dans un périodique juif en langue russe, cet article fait partie du journalisme en yiddish : c'est en yiddish que Birnbaum l'a écrit et publié tout d'abord, dans son journal qu'il éditait à Tchernovtsy. Il faut du reste noter que la publication de la traduction russe resta inachevée, pour une raison inconnue.

Il est naturel que la participation à la discussion de grande figures de la littérature juive d'expression russe ait suscité un intérêt tout particulier. On trouve parmi elles S. An-skij (1863-1920), prosaïste, folkloriste, ayant joué un rôle important dans la vie publique, auteur de la célèbre pièce «Dibbuk», et Semen Dubnov (1860-1941), grand historiographe juif de la seconde moitié du siècle dernier et de la première moitié de ce siècle.

L'intervention de S. An-skij, intitulée «Le nationalisme créateur et le nationalisme en paroles», fut provoquée par l'article de Sh. Niger (pseudonyme de Shmuel Czarny, 1883-1955, critique littéraire, écrivant essentiellement en yiddish) : «Sur les sympathisants»⁷. S. An-skij écrit au début de son article qu'il n'y a pas à douter de la justesse du slogan :

la langue populaire juive comme fondement de toute la création culturelle nationale. [...] Pour édifier une culture nationale la langue maternelle des

⁷Cet article fut imprimé dans le n°7 de l'hebdomadaire *Evrejskoe obozrenie* [La revue juive], qui s'était substitué à *Evrejskij mir*, fermé pour trois mois par les autorités.

masses populaires est sinon le seul, du moins l'un des facteurs primordiaux.

Mais il ne faut pas réduire *toute* la vie nationale à *une seule chose* : la langue !

Toute l'histoire juive en témoigne de façon certaine, l'existence nationale du peuple n'est nullement déterminée par la langue.

Niger accusait une partie de l'intelligentsia nationale juive d'inconséquence et même d'hypocrisie, car elle proclamait bien fort que le yiddish était sa langue maternelle alors qu'en réalité elle utilisait des langues étrangères. Or voici la réponse de S. An-skij à cette accusation :

M. Niger a en tête, bien sûr, non seulement les écrivains et les essayistes de la littérature juive d'expression russe, mais un cercle de gens beaucoup plus large, dans le milieu des professions libérales : médecins, avocats, ingénieurs, chimistes, une bonne partie des industriels, etc. Tous ces gens sont entrés dans la catégorie de l'intelligentsia par le canal de l'école *russe*, de l'université *russe*, de la culture *russe*. Ils continuent à vivre de cette culture, non seulement dans le domaine spirituel, mais encore au point de vue matériel. Il ne faudrait tout de même pas oublier que les quatre cinquièmes, si ce n'est les neuf dixièmes de notre intelligentsia diplômée travaille sur le sol d'une culture qui n'est pas la sienne : elle est employée dans les zemstvos, elle mène les procès dans les tribunaux russes, travaille dans les usines et les ateliers russes, parmi des ouvriers russes, etc. Pour cette intelligentsia, toute la vie, aussi bien spirituelle que matérielle, indépendamment de ses sentiments nationaux, est totalement liée à une culture étrangère. [...] Or l'intelligentsia ne peut retrouver sa langue maternelle qu'à condition de revenir à son peuple. Cela ne sera possible que lorsqu'il y aura dans la vie juive un socle culturel sur lequel cette intelligentsia puisse appliquer ses forces et son savoir. Or à l'heure actuelle un tel socle nous fait totalement défaut, et la majeure partie de notre intelligentsia diplômée est *obligée* d'aller vers un autre peuple, et d'offrir ses forces créatrices à une culture étrangère.

Il y a plus : toute notre intelligentsia, non pas en théorie mais en pratique, en réalité,

satisfait ses besoins ordinaires en valeurs culturelles et intellectuelles non point grâce à la culture juive, mais grâce à la culture russe, polonaise, allemande, etc.

La raison en est élémentaire :

Il n'existe pas encore de culture juive qui puisse faire *vivre* l'intelligentsia. Les Juifs orthodoxes *vivent* leur culture nationale. Ils ont non seulement leur culte, mais encore leur science, leurs institutions, leur système d'éducation, leurs écoles, leurs coutumes et leurs formes de vie, y compris leurs ustensiles d'ameublement et leur costume. Tout cela porte la marque d'une culture nationale élaborée au cours des siècles. Mais l'intelligentsia, qui a totalement abandonné cette culture, n'a pas encore élaboré une culture nationale qui soit empreinte des fondements de l'universalisme européen.

Les conclusions à tirer sont les suivantes : 1) le retour pur et simple à la langue du peuple juif ne signifie pas encore le retour au peuple juif : on ne peut revenir au peuple ou à la langue que par le biais d'une activité nationale créatrice; 2) il ne sert à rien d'accuser ou de démasquer l'intelligentsia en voie d'assimilation, il faut au contraire l'attirer vers les intérêts du peuple juif,

et cela ne peut se faire que dans la langue qui seule lui est accessible, ne serait-ce que M. Nizer, quand il a adressé à cette intelligentsia un appel à revenir à la langue maternelle, ce n'est pas dans cette langue maternelle qu'il s'est exprimé, mais bien en russe.

(*Evrejskij mir*, 1910, n°19-20, colonnes 12-20)

Les remarques de S. An-skij, qui écrivait lui-même aussi bien en russe qu'en yiddish, attirent l'attention non seulement par leur pondération et leur justesse, mais encore par leur actualité : elles pourraient s'appliquer dans une large mesure à la situation actuelle, par exemple en Russie.

La seconde intervention de S. An-skij sur la querelle des langues dans le *Evrejskij mir* en 1910 est également polémique : il réagissait à l'article de Vladimir Medem (1879-1923), l'un des leaders et idéologues du Bund, bien connu de son vivant et après sa mort (la bibliothèque yiddish de Paris porte son nom). L'article de Medem était intitulé «Lettres sans adresse». La première partie fut publiée dans le n°23-24; c'est à ce texte que répondait S. An-skij. Medem exigeait pour le yiddish une place privilégiée parmi les langues utilisées par les Juifs de Russie :

L'éternelle cohabitation des défenseurs des trois langues [...] sous un même toit, l'éternelle nécessité de faire des compromis, avec lesquels c'est toujours le petit frère qui perd. [...] Je n'appelle pas à une rébellion contre

des valeurs millénaires. [...] Mais tout doit trouver sa place. Le passé a la sienne dans le passé. Qu'il vive dans le placard, et qu'il laisse vivre les autres. Sinon, ce sera la guerre. [...] Nous sommes pleins de respect pour les anciennes valeurs d'une culture millénaire; nous ne sommes pas des vandales et des iconoclastes. Et la langue de cette culture ne rencontrera aucune attitude irrévérencieuse de notre part. Qu'elle reste en paix en place d'honneur du travail scientifique et de la tradition historique. Mais sur les grands espaces de la vie vivante la place est à ce dont a besoin cette vie. Il faut balayer la route.

(*ibid.*, n°23-24, colonnes 13-14)

La réponse de S. An-skij est intitulée «Lettre avec adresse». Le passé, écrit-il, *est vivant*, non dans le placard, mais au fondement de toute forme de la culture nationale juive. Entrer en guerre contre l'hébreu revient à «scier la branche sur laquelle on est assis»⁸. Mais Medem ne recule pas d'un pouce. Dans les «Lettres sans adresse - 2» il s'exprime de façon encore plus claire et décisive :

Une guerre est en cours entre les langues pour occuper une place dans la vie culturelle des masses. Il ne saurait être question ici de tolérance, car tout ce qui est gagné par l'une est perdu par l'autre. [...] Ne pourrait-on pas tout concilier ? Non, c'est impossible. Parce que concilier signifierait pour le «jargon» renoncer. [...] L'idée même de conciliation revient à celle d'indigence nationale de la langue juive. Voilà pourquoi il faut combattre cette idée, voilà pourquoi il faut être intolérants.

(*ibid.*, n°33, colonnes 7-8)

(Medem eut de la chance : il ne vécut pas assez pour connaître l'époque où le principe d'intolérance fut appliqué dans son pays aux deux langues juives, d'abord à l'hébreu, puis, à la fin du règne de Staline, au yiddish).

On peut considérer comme l'épilogue et, en quelque sorte, le point d'orgue de cette discussion l'article de Semen Dubnov «Pensées sur le journalisme juif d'expression russe. Pour son cinquantenaire, 1860-1910», publié dans la même revue, *Evrejskij mir*, l'année suivante, 1911. Il porte sur un autre thème, mais plus de la moitié est consacré au problème brûlant de la langue. Voici quelques extraits parmi les plus caractéristiques :

⁸ *ibid.*, n°26, colonne 15.

Le multilinguisme de la littérature juive actuelle provoque une vive douleur dans l'âme de tout Juif pourvu d'une conscience nationale. Il y a de quoi s'alarmer de la perte grandissante de la langue nationale et de la langue populaire parmi les Juifs de Russie, un phénomène qui a pris corps dans l'intelligentsia d'avant-garde il y a un demi-siècle et qui s'étend de façon spontanée d'année en année. Il faut lutter de toutes ses forces contre ce désastre national, contre toutes les formes d'assimilation. [...] Mais nous connaissons les limites de cette lutte, nous savons que [...] dans les plus larges couches de la société [...] le russe servira encore pendant longtemps d'instrument de la littérature juive. C'est dans ce milieu qu'il nous faudra encore longtemps mener la lutte pour l'idée nationale, et dans la langue qui est la sienne; il faudra utiliser le russe pour faire la propagande en faveur de la langue juive. Nous allons essayer d'élargir le territoire de la langue juive aux détriments du russe, mais [...] si le public lisant en russe se restreint sans qu'augmente celui qui lit la langue juive, ce sera une calamité nationale. [...]

Pendant un demi-siècle on a confectionné et [...] perfectionné l'un des instruments les plus forts de la culture juive : la littérature juive d'expression russe. Cet instrument est maintenant à la disposition du peuple, prêt à être utilisé pour renforcer la nation dans sa lutte pour l'existence. L'idée d'abandonner cet instrument ne peut nous être soufflée que par des ennemis de notre peuple ou des amis qui se font une fausse idée de ce qui est bien pour lui. Eh bien non, nous utiliserons cet instrument tant qu'il nous sera nécessaire, et nous ne le remetrons aux archives que lors de l'idéale «fin des temps», lorsque notre peuple uni aura une langue unique.

(*Evrejskij mir*, 1911, n°16, colonnes 43-44)

Dubnov n'était pas seulement historien, mais encore un essayiste fécond, jouissant d'une grande autorité; son opinion était écoutée par ceux qui partageaient ses opinions (partisans d'une autonomie culturelle nationale dans la diaspora) comme par ses adversaires (les sionistes et les assimilationnistes de diverses tendances). Il reconnaissait la valeur intangible de l'hébreu (la «langue nationale»), mais tenait en très haute estime la valeur culturelle du yiddish (la «langue du peuple»). Il est d'autant plus significatif, et sans doute plus important qu'il défende cet «outsider» qu'est le russe dans les débats sur la langue nationale. Sans mettre «la langue étrangère au peuple» sur le même plan que sa «langue à lui», il affirme néanmoins :

Certes, à conditions égales, le contenu national a plus de valeur dans un contenant national qu'étranger, c'est à dire dans notre langue que dans la

langue du peuple qui nous entoure. [...] Mais si le contenu est inégal, l'avantage pourrait bien ne pas être du côté du «contenant national».

(*ibid.*, col. 45)

Il faut dire que Dubnov ne fut pas le premier, lors de cette «querelle», à parler du rôle et de l'importance du russe pour les Juifs de Russie. Les contempteurs du yiddish, suivant en cela les traces des maskilim du siècle précédent, déclaraient en effet que le russe est de toute façon préférable au «jargon»⁹. Il y eut d'autre part des voix pour dire que «pour l'intelligentsia juive de Russie la langue maternelle n'est pas le 'jargon', mais le russe»¹⁰. En fait, aussi bien Sh. Niger que V. Medem voulaient déloger le russe de ses positions. Le célèbre ethnographe et essayiste, ancien membre de la *Narodnaja volja* [La Volonté du Peuple¹¹] Lev Sternberg (1861-1927) écrivait dans *Novyj Vosxod* :

Du point de vue sociologique il est tout à fait indifférent que ce soit le jargon ou le russe qui gagne, puisque les Juifs peuvent utiliser le russe pour créer des valeurs purement juives.

(Sternberg, 1911, col. 10)

L'écrivain et sociologue Sarah Rabinovič (née en 1880) propose un raisonnement beaucoup plus fin :

Les dangers culturels liés pour nous à l'étude du russe proviennent justement du fait que le russe n'est pas une langue étrangère pour nous, que nous ne pouvons lui opposer le contre-poids d'une langue maternelle, au contraire, nous sommes obligés de l'utiliser comme langue maternelle, nous devons nous pénétrer de ses profondes richesses pour pouvoir exprimer ce qui fait notre vie propre. C'est pourquoi nous ne pouvons admettre que ces richesses ne soient pas séparées de la culture du peuple russe dans notre conscience. En effet, si elles ne l'étaient pas, nous serions privés de toute possibilité d'incarner dans les mots la plénitude de notre vie spirituelle, et chaque étape de notre évolution nous ferait nous dissoudre encore

⁹Cf., par exemple, *Evrejskij mir*, 1910, n°2, col. 41; n°6, col. 14-15. Cf. également Eremija N-skij, 1910, col. 6-10.

¹⁰*ibid.*, n°21, col. 3.

¹¹Organisation terroriste révolutionnaire clandestine, fondée en 1879, responsable en particulier de l'assassinat du Tsar Alexandre II en 1881 [*N. du T.*].

plus dans le peuple dont nous utilisons la langue pour exprimer cette évolution.

(Rabinovič, 1911, col. 16-17)

Derrière les différences d'approche et de jugement, un fait reste évident, c'est qu'on reconnaît que le russe pourrait en principe évincer le yiddish et devenir la langue universelle des Juifs de Russie.

Or voilà que plus d'un demi-siècle plus tard le prosateur juif américain Sinthia Ozik exprime, *mutatis mutandis*, une idée similaire : la langue de la plus importante communauté juive du monde, l'anglais américain, peut et doit devenir la nouvelle *lingua franca* juive, un nouveau yiddish, non seulement comme moyen de communication, mais comme véhicule d'un nouveau type d'expression artistique.

Ce serait une impardonnable lacune de ce travail que de passer sous silence l'article de Iosif Bickerman (1867-1945), journaliste de tendance progressiste, qui a passé beaucoup de temps en polémiques contre les sionistes et les autonomistes. Cet article parut dans le recueil «Questions théoriques et pratiques de la vie juive», préparé par la rédaction de *Evrejskij mir* en 1910, et fut accompagné de la réponse d'Aaron Perelman, déjà mentionné. Dans la partie spécialement consacrée à la langue, Bickerman affirme que, si la perte de la langue signifie ordinairement la mort d'un peuple, cela n'est pas applicable aux Juifs : le peuple juif «s'est émancipé de la langue» précisément pour survivre; que le «jargon» n'est qu'un simple langage populaire, et certainement pas une langue nationale, et enfin que le sort qui attend les Juifs de Russie est «la russification par la langue». Quelle que soit la façon dont on prend ces affirmations, elles ne mériteraient pas à elles seules qu'on présente l'article de Bickerman à l'attention d'un lecteur d'aujourd'hui. Mais voici un autre passage, qui nous semble revêtir une importance capitale :

Quelque rapide que soit l'évolution de la culture juive vers une nouvelle étape historique, les Juifs ne seront plus jamais un peuple isolé comme autrefois. [...] Il ne fait pas de doute non plus que la culture juive ne peut être pour les Juifs ce que la culture française est pour les Français, [...] et les Juifs ne constitueront pas une nation au même sens que les Allemands ou les Français. [...] Vivant dans des États différents, dont aucun n'est le sien, le peuple juif est obligé de se pénétrer de la culture de ces États. [...] Mais cela ne signifie nullement que nous soyons condamnés à une double vie.

Notre vie n'est pas divisée en deux, elle est multipliée par deux. Le fait que la croissance spontanée de l'État russe et la solidité tout aussi spontanée manifestée par le peuple juif dispersé, que la cause de Pierre le Grand et la cause de Maccabée, l'image de Herzen et celle d'Isaïe, bref, que ces deux séries de phénomènes soient sélectionnés en même temps dans ma conscience sur le fond de tous les autres événements mondiaux, comme quelque chose de proche, qui m'appartient en propre, tout cela n'a rien d'anormal, il s'agit seulement d'une complexité inhérente à l'homme moderne.

(Bickerman, s.d. : 150-151)

On trouve là l'embryon, à l'état de slogan, de l'idée que les Juifs appartiennent à deux ou plusieurs cultures à cette époque nouvelle qui commence avec le 20ème siècle, idée, qui plus est, fondée non pas sur la conception de l'exception, de l'unicité ou de l'élection des Juifs, mais sur la prise de conscience de la complexité grandissante des conditions de l'existence humaine en général. C'est ainsi que dans le cadre de la querelle sur les langues a pris forme une notion fondamentale pour les Juifs d'aujourd'hui, élaborée en détails par le rabbin américain M. M. Kaplan, étoile de première grandeur au firmament intellectuel juif de notre siècle. Mais cela, ce fut pas moins de vingt ans après l'article de Bickerman : le livre de Kaplan : *Judaism as Civilisation* parut à New-York en 1934.

Nous regardons la querelle des langues «depuis le futur», nous savons comment elle s'est terminée, nous connaissons la carrière brillante et unique de l'hébreu — cette langue morte a repris vie à tous les niveaux linguistiques et sociaux —, et le sort amer du yiddish — cette langue vivante non seulement est devenue une langue morte, objet de recherches savantes, mais auparavant avait été brûlée en même temps que ses locuteurs dans les fours crématoires d'Auschwitz et de Treblinka, et écrasée par les bottes des «patriotes russes soviétiques» sous Staline et ses successeurs. Aujourd'hui nous percevons cette querelle par l'esprit et la raison, mais non par le cœur, comme au début du siècle. C'est pourquoi nous semble particulièrement important le témoignage de l'écrivain-yiddishiste le plus connu au monde, le plus traduit dans toutes les langues : Shalom Aleikhem, un yiddishiste à qui il arrivait d'écrire et d'être publié en russe et en hébreu. C'est justement en 1911, heureuse coïncidence pour nous, qu'est paru à Varsovie le premier tome des œuvres choisies de Shalom Aleikhem dans sa propre traduction en hébreu. On peut lire dans la préface de l'auteur :

Je tiens à dire qu'en moi les deux langues [l'hébreu et le yiddish - Sh. M.] ne sont pas en relations d'hostilité, mais ont de l'attrance l'une pour l'autre, et cohabitent pacifiquement, tranquillement, en sœurs, en amies. Il n'y a entre elles, que Dieu nous en préserve, ni jalousie ni haine, chacune boit à la coupe de l'autre.

Ne t'en étonne pas, lecteur : notre nation ne ressemble à aucune au monde : elle vit dispersée depuis plus de deux mille ans, elle est séparée de sa terre, nomadise d'un pays à l'autre [...] et ce n'est que justice que nous ayons deux langues à la fois, et même pas deux, mais une grande quantité. Voilà pourquoi, à ce qui me semble, nous devons accepter avec amour l'une et l'autre. [...]

Et en ce qui concerne la «querelle des langues», je la laisse à mes amis savaants. [...] En ce qui me concerne, je suivrai mon chemin comme toujours : j'écrirai pour mon peuple, je représenterai des scènes de sa vie dans sa langue maternelle, pour les traduire ensuite dans notre langue ancienne, et même ses adversaires les plus acharnés seront obligés de reconnaître qu'elle n'en a point d'égale parmi les autres langues de la terre : c'est une langue éternelle, la langue du passé et de l'avenir, du début à la fin des temps.¹²

© Shimon Markish

(traduit du russe par P. Sériot)

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- AN-SKIJ, S. (1910) : «Nacionalizm tvorčeskij i nacionalizm razgovornyj» [Le nationalisme créateur et le nationalisme en paroles], in *Evrejskij mir*, n°19-20.
- (1910) : «Pis'mo po adresu» [Lettre avec adresse], in *Evrejskij mir*, n°26.
- BICKERMAN, I. (s. d.) : «Nacionalism i nacija» [Le nationalisme et la nation], in *Teoretičeskie i praktičeskie voprosy evrejskoj žizni*, (sans lieu).

¹²Šalom Aleikhem, s.d. Cette référence m'a été signalée par Aminadav Dykman, à qui j'exprime ici ma reconnaissance.

- BOROXOV, B. (s.d.) «Jazyk razgovorno-evrejskij» [La langue juive parlée], in *Evrejskaja ènciklopedija*, t. XVI, SPb.
- DUBNOV, S. (1911) : «Mysli o rusko-evrejskoj žurnalistike...» [Pensées sur le journalisme juif d'expression russe...], in *Evrejskij mir*, n°16.
- EFREN, I. (1910) : «Evrejskij jazyk pered sudom russkix sionistov» [La langue juive jugée par les sionistes de Russie], *Evrejskij mir*, n°2.
- «Evrejskaja pečat'» (1910) : «Evrejskaja pečat'. Nacionalism i spor o jazykax» [La presse juive. Le nationalisme et la querelle des langues]. *Novyj Vosxod*, n°12.
- FRUG, S. (1900) : «Jazyk-dikobraz» [La langue-porc-épic], *Buduščnost'*, n°18.
- GOLDSMITH, E. (1976) : *Architects of Yiddishism*, Rutherford : Fairleigh Dickenson Press.
- FISHMAN, J. (ed.) (1981) : *Never Say Die! A Thousand Years of Yiddish in Jewish Life and Letters*, La Haye : Mouton.
- MEDEM, V. (1910) : «Pis'ma bez adresa, I» [Lettres sans adresse, I], in *Evrejskij mir*, n°23-24.
- (1910) : «Pis'ma bez adresa, II» [Lettres sans adresse, II], in *Evrejskij mir*, n°33.
- MIRON, D. (ed.) (1973) : «A Language as Caliban», in *A Traveler Disguised*, New York : Shoken.
- N-SKIJ, J. (1910) : «K voprosu o jazyke» [La question de la langue], *Evrejskij mir*, n°15-16.
- «Obzor...6» (1910) : «Obzor evrejskoj pečati» [Revue de la presse juive], *Evrejskij mir*, n°6.
- «Obzor...11» (1910) : «Obzor evrejskoj pečati. Ob Axad-Gaame i o 'nepomnjaščix rodstva'» [Revue de la presse juive. A propos de Ahad Haam et de 'ceux qui ont oublié leur parenté'], *Evrejskij mir*, n°11.
- OZIK, S. (1970) : «America : Toward Yavneh», in *Judaism* (Summer 1970).
- PERELMAN, A. (1910) : «Evrejskij jazyk v diaspore» [La langue juive dans la diaspora], *Evrejskij mir*, n°1.
- PERELMAN, M. (1900) : «O rossijsko-nemeckom razgovornom jazyke» [Sur la langue parlée russo-allemande], *Buduščnost'*, n°13.

- RABINOVIČ, S. (1911) : «Evrejskaja xrestomatija na russkom jazyke» [Chrestomatie juive en russe], *Evrejskij mir*, n°9.
- ROBIN, R. (1984) : *L'amour du yiddish*, Paris : Éditions du Sorbier.
- ROTHSTEIN, J. (1977) : «Réactions of the American Yiddish Press to the Tshernovits Language Conference of 1908», *International Journal of the Sociology of Language*, vol. 13.
- SAMUEL, M. (1971) : *In Praise of Yiddish*, New York : Cowles.
- STERNBERG, L. (1911) : «Besedy s čitateľjami» [Conversations avec les lecteurs], *Novyj Vosxod*, n°14-15.
- ŠALOM ALEIKHEM K. (s.d.) : *Kithbhei*, vol. 1, Varsovie : Ha-Šahar.
- WEINREICH, Max (1973) : *Geshikhte fun der yidisher shprakh*, 4 Bd, New York : Yivo (Traduction anglaise des 2 premiers volumes : *History of the Yiddish Language*, Chicago : University of Chicago Press, 1980).

Le théâtre de l'identité : la parodie comme indice du mélange des langues

Eni PUCCINELLI ORLANDI
Université de Campinas, Brésil

L'objet de notre réflexion est l'ambivalence symbolique de la présence de deux langues dans le même sujet parlant. Le corpus est constitué par la parodie *Migna Terra* [Mon Pays] (1924), de Juó Bananére (pseudonyme de Alexandre Marcondes Machado), référée à son «original», le texte *Canção do Exílio* [Chanson de l'Exil] de Gonçalves Dias (1850), par rapport en outre à un autre point de comparaison : la parodie *Canto do Regresso à Pátria* [Chanson du retour à la Patrie] de Oswald de Andrade (1924).

En grec, on le sait, parodie signifie «chant à côté d'un autre». Il s'agit de comprendre ce que l'expression «à côté d'un autre» veut dire.

Dans le cas présent, s'agissant du rapport langue-nation, nous nous proposons d'explicitier les effets de sens de la parodie dans la constitution du jeu identitaire qui renvoie le sujet à la langue nationale. Dans notre analyse, le sujet est le sujet brésilien affecté dans son identité par l'immigration italienne qui, à la fin du 19^{ème} siècle et au début du 20^{ème} siècle, constitue l'élément décisif de la formation de la population de São Paulo.

Le texte de Juó Bananére fait partie d'une œuvre plus importante — *La Divina Incrência* — écrite dans ce qu'on appelle au Brésil le «brésilien macaronique», c'est à dire, un mélange de portugais brésilien et d'italien.

Selon Mário Leite (1966) «si Alexandre Marcondes Machado [...] parallèlement à la littérature à laquelle il s'était adonné sous la maxime «ridendo

castigat mores», s'était tourné vers celle qui, inscrite dans la pureté et la sobriété de la langue, est créatrice d'auteurs immortels, il aurait eu une place importante dans l'histoire de la culture brésilienne».

Pourquoi la parodie d'une langue ne peut-elle pas faire d'un poète qu'il soit immortel ? Parce qu'elle n'est pas inscrite dans la pureté et la sobriété de la langue ? Voilà des questions auxquelles nous voulons donner une réponse. Plus encore : une forme de langue qui ne peut pas faire des immortels peut-elle produire des citoyens ?

La parodie de Juó Bananére, par ses gestes d'interprétation, porte sur la question du système de la langue, de son ordre symbolique. Elle reflète l'image qu'a le Brésilien du portugais parlé par les immigrants italiens au Brésil. Plus particulièrement, dans chaque version que nous analyserons, nous observerons, dans les points de dérive, les effets métaphoriques, c'est à dire les glissements de sens produits par les gestes d'interprétation des différents auteurs.

L'Analyse

1. DES INDICES DU MÉLANGE DES LANGUES

Par l'analyse nous avons repéré des traces qui relèvent du processus de signification et qui produisent des effets identitaires importants.

1.1. L'ORIGINE PAYSANNE DES IMMIGRANTS ITALIENS À SÃO PAULO EST ATTESTÉE PAR DES MARQUES DIFFÉRENTES

a) La spécification concrète — la surdétermination — au niveau de la morphosyntaxe. Ex : *che ganta inzima o sabiá* / où chante au-dessus (du palmier) le sabia.

Cette surdétermination correspond à un geste d'interprétation qui adapte la langue italienne au portugais, en produisant l'effet d'un rapport concret de l'immigrant au monde qui lui est étranger.

b) L'affirmation d'une marque négative des immigrants italiens au Brésil : ils ne savent ni lire ni écrire. Cela se montre par des fautes d'orthographe : *mi-*

gnal//minha (ma), *tê//tem* (a), *parmera//palmeira* (palmier), *maise//mais* (plus), *sól//são* (sont), *perdi//perde* (perd). Cette dernière forme — *di//de* — est devenue une marque du parler de São Paulo, par la palatalisation de la consonne (dgi, tgi, etc).

1.2. L'USAGE DE LA DEIXIS

Il s'agit de l'effacement d'une opposition qui porte sur l'espace : ici (ou là)//là-bas. Là où dans la poésie de G. Dias il y a opposition, chez J. Bananére il y a effacement de l'opposition : «*As aves que aqui gorjeiam não gorjeiam como lá*» (G. Dias) [Les oiseaux qui chantent ici ne chantent pas comme là-bas] // «*As aves che stó aqui tambê tuttos sabi gorgeá*» (J. Bananére) [Les oiseaux qui sont ici eux aussi ils savent tous chanter].

Cet effacement est si prononcé qu'il rend ambiguës presque toutes les indications d'espace qui réfèrent au pays. L'espace étant celui de la mémoire, espace imaginaire, on ne sort plus de nulle part, même si on a changé d'espace physique.

Il y a des effets de cet effacement sur des fonctionnements dérivés de la deixis :

- a) Des termes de comparaison qu'impliqueraient la mise en rapport des êtres (des oiseaux, des étoiles, les fleuves) du Brésil et de l'Italie.
- b) Les références au retour, à la mort, sont également éliminées. Il y a particulièrement un refrain de la poésie de G. Dias qui est effacé de la version de J. Bananére : «*Não permita Deus que eu morra sem que eu volte para lá*» [Que Dieu ne permet pas que je meure sans y revenir].

2. ÉQUIVOQUE, EFFACEMENT, INDISTINCTION

Ces caractéristiques que nous avons observées dans les textes nous mènent à des sens qui migrent, qui sont dispersés, qui ne se distinguent pas nettement.

Le discours est le lieu de visibilité du rapport entre l'ordre de la langue et ses effets inscrits dans l'histoire. Dans notre cas, il s'agit du discours de l'immigrant. Le portugais macaronique n'est donc pas une langue mais plutôt

un discours dans lequel l'italien travaille son inscription à l'intérieur du portugais-brésilien.

L'indistinction qui porte sur Migna Terra (le Brésil ou l'Italie ?), sur là-bas (qui est le Brésil ici), l'écriture avec ses formes mélangées (*gn, nh, g, c*), l'effacement des expressions du «retour», sont la définition même de l'immigrant : celui qui vient et qui reste dans le pays.

Mais comment reste-t-il ?

C'est là que les sujets ont besoin des sens qui migrent, ou mieux encore, des sens changeants dans un espace dépourvu de véritable définition : entre l'Italie et le Brésil¹.

Il nous faut donc comprendre le statut du sujet produit par le portugais macaronique : qui est ce sujet ? quels sens produit-il ? dans quelle langue ?

Notre position est que ce sujet est un sujet indistinct. Il produit des sens dont le geste d'interprétation ne trace pas de limites précises (ni géographiques, ni nationales, ni liées aux États). Ces sens se produisent dans une langue également indistincte. En effet, le portugais macaronique est un «lieu» symbolique où il y a une présence plurielle : indistinction aussi bien du sujet, que du sens et de la langue.

L'identité est un mouvement dans l'histoire. La situation linguistique que nous analysons nous montre cela de façon nette : un mouvement des sens et des sujets, pris dans un parcours où il n'y a pas de stabilité, ni de légitimité déjà construite. Un espace de parodie, voire de satire, d'un sujet et d'un sens à

¹ Il y a de ce point de vue une spécificité de l'immigrant par rapport au colonisateur. Le colonisateur est, par définition, celui qui, par rapport à la mémoire, exerce sa mémoire traditionnelle en l'imposant au colonisé. L'immigrant ne se définit pas de cette façon. Il n'a ni le droit ni le pouvoir d'imposer sa mémoire. Même si toute pratique langagière est transformatrice, l'immigrant est plus affecté par la mémoire locale que le colonisateur. La senzala (des noirs), au Brésil, fait place aux colonies (des immigrants). Mais même là le sens est indistinct et opaque : ceux qui vivent dans les colonies au Brésil sont des colons (et pas des colonisateurs) mais ils ne sont pas non plus des subalternes comme étaient considérés les esclaves. Le passage vers le système de travail salarié garantit un rapport de production autre que l'esclavage, même s'il soumet le colon au propriétaire rural. La différence fondamentale est que plusieurs de ces colons deviendront des propriétaires.

côté d'un autre sujet et d'un autre sens. Des parallèles qui ne s'identifient pas, ne se recouvrent pas, ne coïncident pas, mais qui jouent les uns par rapport aux autres.

C'est le sens même de «patrie» (terre, pays), de citoyen et de langue nationale qui est en jeu.

Les trois poèmes étudiés sont trois versions qui sont en rapport de parodie.

Par ce rapport, ils établissent un site de signification sur lequel se produisent différents gestes d'interprétation des trois différents auteurs, avec leurs glissements de sens. Les sens se déplacent vers d'autres sens sans toutefois les atteindre.

Ce site de signification commun, soumis à l'effet métaphorique est celui qui réfère le sujet à une patrie (une terre). C'est cette liaison entre le sujet et sa patrie qui est l'objet des déplacements de sens.

Du point de vue discursif, ces différents gestes d'interprétation constituent différentes formations discursives. Par ce que nous venons de dire, l'inscription dans différentes formations discursives, loin d'être précise et bien définie est, au contraire, tendue, contradictoire et caractérisée par le mélange, la surcharge et l'équivoque.

Les traits qui distinguent les trois versions sont les suivants : a) chez O. de Andrade, la différence (palmeiras // palmares; nossos rios, várzeas // São Paulo, Rua 15) déplace le sens de patrie vers São Paulo (le Brésil n'est pas homogène) et rend présente la résistance des noirs à l'esclavage (la lutte menée par Zumbi dos Palmares); chez Bananére la différence marquée par l'indistinction là // là-bas, ainsi que par les «fautes» d'orthographe (c//g, tt//d) rend présent le statut de l'immigration.

Dans tous ces cas, c'est toujours le sens de «patrie» qui est en question.

3. LA PARODIE DE LA LANGUE : LE PROCHE ET LE DISTANT

Il y a une différence importante entre la parodie de O. de Andrade et celle construite par J. Bananére. Celle de O. de Andrade est interne à la notion de pa-

trie, elle se fait dans la même langue (étoiles, vie, fleurs, amours, le Brésil // or, terre, roses, amour, São Paulo). La parodie construite par J. Bananére est une parodie de la langue et la question de la patrie devient une question de langues différentes.

Observons les déplacements que cette différence produit.

a) Un premier déplacement porte sur le rapport entre analyse de discours et sociolinguistique.

Les caractéristiques que nous avons montrées autorisent la sociolinguistique à traiter ce fait comme étant du ressort des différences dialectales (dialecte paysan d'influence italienne).

Dans la perspective discursive il ne s'agit pas d'un dialecte mais de l'indistinction, des effets de sens produits par le sujet immigrant : on observe des sens qui migrent et qui troublent le rapport du sujet au domaine symbolique.

Les structures des différentes langues se rapprochent nécessairement dans l'histoire, et elles en sont atteintes dans leur capacité de jeu : des espaces d'équivoque s'ouvrent, il y a des ruptures des tissus formels (structurants).

Dans ce cas, le sujet n'est pas défini précisément par une langue ou par une autre. Il y a des espaces d'indistinction où il travaille et où il est travaillé par des ordres symboliques différents. Ce n'est pas un sujet clair et distinct.

Des langues différentes produisent des discours différents. Autrement dit, des ordres symboliques différents se structurent différemment dans des discours différents. La parodie *Migna Terra* est un exemple de ce fait. Le sujet qui est constitué par la parodie est discontinu, il montre des points de subjectivation ambigus et indécis : ce sont ses points de dérive².

² La question de la dérive a été travaillée dans d'autres perspectives théoriques inspirées par M. Pêcheux. Dans notre cas, une différence s'instaure par le fait que nous pensons les glissements des sens par rapport à l'effet métaphorique référé à l'interprétation, telle que nous la considérons dans notre travail, en liaison avec l'idéologie. Nous posons donc la spécificité d'une approche discursive de la façon dont on conçoit l'ordre de la langue comme autonome relativement, étant ainsi constitutive d'interprétation : il n'y a pas de sens sans interprétation. Voilà un fait théorique fondamental.

Les points de dérive sont des places où les sens peuvent devenir d'autres sens, où le sujet se détache des sens qui se répètent et se déplacent là où le non sens peut faire sens.

La satire représente ici une forme particulière de rapport à l'immigrant. Ce qui est satirisé, dans le rapport du brésilien à l'immigrant, ce sont justement les gestes d'interprétation en tant que moments où le sujet s'identifie comme tel, des gestes «assumés par le sujet en tant que tel» (*gartola, tutto, maise*).

b) Un deuxième déplacement est celui que produit le geste de l'écriture (c/g, gn/nh, tt/d, u/o) lié au désir d'une langue nationale.

Selon M. Pêcheux (1981), l'origine préscientifique de la linguistique se produit au moment de la formation des langues nationales et se développe selon l'axe idéologique du droit (l'unité) et de la vie (la diversité) en une double stratégie d'appropriation anthropologique des langages.

Cette conjoncture, dit-il, est marquée «par le fil souterrain des folies langagières [...] où des secrets de la langue affleurent dans la forme parodique du délire».

Nous pouvons penser ce processus — où les secrets de la langue affleurent dans la forme parodique du délire — non comme un point dans l'histoire des idées linguistiques, mais comme un processus qui se donne toujours quand le désir d'une langue nationale se présente dans ces «folies langagières».

Le sujet moderne est constitué par des droits et des devoirs et, entre autres, le droit d'aller et de venir.

Dans le jeu contradictoire entre l'universalisation de l'historique — absorption des différences par l'universalisation des rapports juridiques — et l'historicisation de l'universel — modalisation de l'égalité dans des conditions de production diverses — les sujets doivent, pour devenir des citoyens, se libérer des particularismes historiques qui les entravent : «leurs coutumes locales, leurs conceptions ancestrales, leurs "préjugés"... et leur langue maternelle» (Pêcheux, *ibid.*).

L'égalité (juridiquement) autorisée et l'absorption (politiquement) négociée de la diversité sont bien les présupposés de cette folie langagière qui s'exprime par la parodie de la langue que nous sommes en train d'analyser.

c) Enfin, il y a le déplacement qui porte sur le fait même de la parodie de la langue : la parodie est ici le symptôme de l'impossible unité de cet «état» de langue itinérant qu'est la langue de l'immigrant.

Dès lors, le régime de la deixis, qui n'a pas d'actualité, ne tient pas.

Le délire, c'est d'écrire dans cette langue — le portugais macaronique — justement parce que pour être une langue nationale une langue doit être capable d'unité, de distinctivité, d'avoir un caractère collectif unifiant. Ce n'est pas le cas du portugais macaronique. Dans ce parler on ne peut avoir en même temps le jeu et l'unité. Il ne représente pas une relation capable d'articuler l'ordre du symbolique (capable de jeu) et l'ordre de l'histoire, sans que l'équivoque qui constitue nécessairement ce rapport soit rompu et ne laisse du coup apparaître qu'incohérence et faille.

Ainsi, nous ne pouvons pas dire que cet état de langue soit une langue, car il n'a pas l'unité imaginaire nécessaire pour qu'il puisse être défini comme langue nationale. Pourtant, nous pouvons affirmer qu'il y a un «discours macaronique» où le rapport entre ces langues — l'italien et le portugais du Brésil — est travaillé.

Il y a encore une autre raison également fondamentale : nous pouvons parler le portugais macaronique, mais nous ne pouvons pas, en droit, l'écrire. Sauf à l'écrire comme parodie, comme une langue qui passe à côté de l'autre, celle-ci ayant, elle, un statut de langue légitime, partie prenante de la constitution de la citoyenneté.

En effet, dans le domaine de la littérature nous ne considérons pas non plus cette œuvre comme une œuvre littéraire importante, et cet auteur, J. Bananére, est ainsi mis à l'écart de la (langue) littérature brésilienne.

CONCLUSION

Nous voulons faire quelques considérations à propos de ce fait discursif que nous venons de caractériser dans le rapport sujet / langue, quand il s'agit de la question nationale.

1) Le rapport langue / histoire peut se voir dans les processus discursifs, le discours étant ainsi une place singulière pour comprendre les enjeux de la nationalité par rapport à l'ordre du symbolique.

2) La parodie peut être considérée comme une forme d'élaboration — de re-signification — de l'identité. Son étude, du point de vue discursif, peut rendre visibles des processus sociaux, politiques, historiques de l'identification, idéologiquement déterminés.

3) Le rapport langue / nation n'est ni direct ni auto-évident. Dans le cas du Brésil, il y a des situations langagières particulièrement intéressantes qui attestent la complexité de ce fait.

a) Il y a des langues indigènes qui ont disparu — à cause des contacts violents entre les Européens et les Indiens dès la «découverte». Ce fait nous demande une révision des critères tels que celui qui considère la langue comme attestant une identité indigène. Il y a des peuples qui ne parlent plus la langue indigène et qui pourtant sont des Indiens (Orlandi, 1990).

Il y a donc une migration des sens, par rapport à l'identité : ils se déplacent vers d'autres objets symboliques (comme la musique, la danse, le chamanisme, etc), où les gestes d'interprétation travaillent la dérive, le déplacement, l'équivoque, qui constituent les (autres) sens des (autres) sujets.

b) On voit apparaître un travail de re-signification de l'identité chez les Indiens qui parlent des langues construites par des missionnaires (qui s'approprient leurs langues pour le travail de catéchèse) et même par des linguistes et des anthropologues (qui prétendent «revitaliser» la culture des Indiens en enseignant la langue des Indiens aux Indiens...).

c) Il y a d'autre part les résidus d'une langue parlée massivement au Brésil au 17^{ème} siècle (tupinambá) et au 18^{ème} siècle («langue générale»), qui est encore parlée dans des régions spécifiques et s'inscrit dans le portugais brésilien, même si cela n'est pas visible dans la langue nationale.

d) Il faut encore mentionner la situation des résidus de dialectes africains incorporés au portugais du Brésil, langue nationale.

e) Enfin, et c'est plus important, nous avons le rapport entre le portugais du Portugal et celui du Brésil, rapport affecté par tous ces processus identitaires dans toutes ces configurations de l'histoire de la langue et de la colonisation (Orlandi, 1993). Toute cette complexité résulte du rapport entre une langue imposée par le colonisateur et une histoire qui expose le Brésilien à différents ordres symboliques sans pourtant qu'il renonce à la nécessité de se représenter l'unité, quelle qu'elle soit.

Il n'y a pas de langue nationale qui ne soit constituée par des confrontations, des alliances, des oppositions, des rapports ambigus, des tensions. Le rapport langue / nation est donc tissé par plusieurs processus et ce n'est que dans un rapport que j'appelle de consistance historique singulière entre la langue et les sujets qui la parlent que nous pouvons la comprendre et évaluer son statut, les enjeux de sa légitimité.

Un sujet peut ne pas être inscrit clairement dans un ordre de langue et pourtant avoir son identité configurée, par cette mobilité, cette plasticité qui le fait passer de plusieurs ordres du symbolique.

Le propre du sujet, c'est son parcours, le propre du sens c'est le travail de l'équivoque, dans le propre de la langue, qui est capable de jeu.

Jusque-là, nous avons parlé de la langue nationale, en considérant surtout le sujet dans ses gestes d'interprétation. Il nous faut maintenant parler de l'idée de nation.

Se reporter à l'unité, pour s'identifier, fait partie de l'imaginaire du sujet, dans sa différence, exactement comme il fait partie de ce même sujet — celui de la modernité et de la contemporanéité — d'avoir à se référer à une patrie pour avoir une identité «nationale».

On sait, d'une manière globale, que l'unité est une illusion, constitutive et nécessaire, mais une illusion produite par le rapport imaginaire du sujet à ses conditions d'existence, ici on voit précisément que la nécessité d'une référence non équivoque à une nationalité est également une illusion. Mais celle-ci a un caractère éminemment politique qu'il faut noter. Plus encore : c'est une illusion soutenue par les formes du social.

Avec les transformations des rapports sociaux dans les rapports entre pays (la globalisation), dans les rapports économiques, on ne peut plus soutenir aujourd'hui la même idée de nation.

A notre avis, il y a là une équivoque. Les luttes qui se présentent sous le mode de luttes d'identité sont un déplacement, une migration de sens dues au silence imposé au politique.

Comme on refuse au politique un rôle médiateur dans les confrontations des sens — c'est cela le politique dans l'analyse de discours : le fait que les sens sont toujours divisés, ne coïncident pas entre eux — ces places qui correspondent à des gestes d'interprétation du politique (nation, État, gouvernement, etc.) deviennent des lieux qui catalysent ces sens. Ils sont surchargés. En conséquence, ils produisent des catastrophes — des guerres nationalistes, du racisme, de la xénophobie, des explosions des minorités, des mouvements mystiques — qui sont, avant tout, des métaphores (dans le sens discursif de «transfert») mal réussies³.

© Eni Orlandi

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

DE ANDRADE O. (1924) : «Canto de Regresso à Pátria», in *Poesias Reunidas*, DIFEL, SP, 1966.

DIAS G. (1850) : «Canção do Exílio», in *Antologia da Literatura Brasileira*.

LEITE M. (1966), *Préface* in *Divina Invenca*, Escola Politécnica, USP.

³ Étant donné la mise-en-silence du politique, c'est vers la langue que migrent les sens de ces affrontements d'identité politique, socio-historique. Pourquoi ? Parce que la langue appartient à tous et, en même temps, c'est ce que nous avons le plus à nous. Lieu du rapport à l'histoire et lieu de singularité.

- MACHADO A. M., BANANÉRE J.(1924) : «Migna Terra», in *Divina Increnca*, Escola Politécnica, USP, 1966.
- ORLANDI E. (1990) : *Terra à Vista*, Cortez / Unicamp : S. Paulo.
 — (1993), «Lingua Brasileira», *SBPC*, São Paulo. Traduction française
 «Langue brésilienne», *LINX*, Paris, sous presse.
- PÉCHEUX M. (1980) : «Lire l'archive aujourd'hui», in *Archives et Documents*, Paris.
- PÉCHEUX M., GADET F. (1981) : *La Langue introuvable*, Paris : Maspero.

APPENDICE

Canção do Exílio (Gonçalves Dias, 1850)

Minha terra tem palmeiras / Ma terre a des palmiers
 Onde canta o sabiá; / Oû chante le sabia;
 As aves que aqui gorgieiam, / Les oiseaux qui chantent ici,
 Não gorgieiam como lá. / Ne chantent pas comme là-bas.

Nosso céu tem mais estrelas, / Notre ciel a davantage d'étoiles,
 Nossas várzeas têm mais flores, / Nos champs ont davantage de fleurs,
 Nossas flores têm mais vida, / Nos fleurs ont plus de vie,
 Nossa vida mais amores / Nos vies ont davantage d'amours.

Em cismar, sozinho, à noite, / A songer, tout seul, la nuit,
 Mais prazer encontro eu lá; / Encore plus de plaisir je trouve là-bas;
 Minha terra tem palmeiras, / Ma terre a des palmiers,
 Onde canta o sabiá. / Oû chante le sabia.

Minha terra tem primores / Ma terre a des merveilles
 Que tais não encontro eu cá; / Que je ne trouve pas ici pareilles;
 Em cismar — sózinho, à noite — / A songer — tout seul, la nuit -
 Mais prazer encontro eu lá / Des plaisirs davantage je trouve là-bas

Minha terra tem palmeiras / Ma terre a des palmiers
Onde canta o sabiá. / Oû chante le sabia.

Não permita Deus que eu morra / Ne permets pas Dieu que je meure
Sem que eu volte para lá; / Sans que j'y revienne
Sem que desfrute os primores / Sans jouir les merveilles
Que não encontro por cá; / Que je ne trouve pas ici
Sem qu'inda aviste as palmeiras / Sans que je ne puisse voir les palmiers
Onde canta o sabiá. / Oû chante le sabia.
(Coimbra, julho, 1843)

Migna Terra
(J. Bananére, 1924)

Migna terra tê parmeras
Che ganta inzima o sabiá
As aves che stó aqui,
També tuttos sabi gorgeá

A abobora celestia també
Che tê lá na mia terra
Tê moltos milliô di stella
Che non tê na Ingraterra.

Os rios lá sô maise grandi
Dus rio di tuttas naçó;
I os matto si perdi di vista
Nu meio da imensidó.

Na migna terra tê parmeras
Dove ganta a galligna dangola;
Na migna terra tê o Vap'relli,
Chi só anda di gartolla.

Canto do Regresso à Pátria
(O. de Andrade, 1924)

Minha terra tem palmares
Onde gorgeia o mar
Os passarinhos daqui
Não cantam como os de lá

Minha terra tem mais rosas
E quase que mais amores
Minha terra tem mais ouro
Minha terra tem mais terra

Ouro terra amor e rosas
Eu quero tudo de lá
Não permita Deus que eu morra
Sem que volte para lá.

Não permita Deus que eu morra
Sem que volte pra São Paulo
Sem que veja a Rua 15
E o progresso de São Paulo.

Deux approches idéologiques de la vernacularisation de la langue littéraire chez les Serbes à la fin du 18ème et dans la première moitié du 19ème siècle

Ljubomir POPOVIĆ
Université de Belgrade, Serbie

Quel profit pouvons-nous tirer d'une langue qui est comprise correctement par une personne à peine sur 10.000 et qui est étrangère à ma mère et à mes sœurs?... Au contraire, tout le monde connaît la langue du peuple et il suffit qu'on sache lire pour s'instruire dans cette langue, améliorer son cœur et embellir sa nature. La langue a sa valeur d'après l'utilité qu'elle offre et quelle langue peut être plus utile que la langue commune, la langue que le peuple entier parle...

(Dositej Obradović, 1783)

La langue est gardienne du peuple. Aussi longtemps qu'une langue vit, aussi longtemps que nous l'aimons et la respectons, la parlons, l'écrivons, la purifions, l'enrichissons et l'embellissons, le peuple vit également. Le peuple se comprend et s'unit intellectuellement, il ne s'assimile pas à un autre peuple, il ne disparaît pas.

(Vuk Karadžić, 1816)

1. INTRODUCTION : DIGLOSSIE, VERNACULARISATION ET RE-VERNACULARISATION

1.1. DEUX PROGRAMMES DE RÉFORME

La naissance de la langue littéraire serbe moderne est liée à deux programmes de réforme de la langue : d'abord en 1783 Dositej Obradović¹, dans *Lettre à Haralmpije*, son manifeste de diffusion des Lumières, a souligné la nécessité de remplacer la langue de l'élite érudite, incompréhensible au peuple, par la langue parlée serbe; et une trentaine d'années plus tard, dans quelques écrits et surtout dans sa préface au *Dictionnaire serbe* (1818), Vuk Karadžić, sous l'influence de son mentor, le philologue slovène Jernej Kopitar, a donné le programme d'une vernacularisation radicale de la langue littéraire serbe ainsi que la purification et standardisation de l'usage linguistique des partisans de la réforme de Dositej Obradović².

1.2. LE PROBLÈME DE LA DIGLOSSIE

Les deux programmes de réforme sont liés — celui de Dositej directement et celui de Vuk indirectement — avec l'un des deux problèmes les plus fréquents de la formation d'une langue nationale littéraire dans les pays où il existe déjà une tradition écrite. C'est le problème du dépassement de la diglossie basée sur la coexistence d'une langue littéraire érudite (non-vernaculaire) et d'une langue vernaculaire (langue parlée du peuple) :

Ce processus [= la formation d'une langue littéraire nationale] s'est déroulé en deux directions. La première est le dépassement de la domination de la langue écrite (littéraire) fondée sur une langue étrangère (le latin pour les pays de l'Europe occidentale, le vieux slave en Russie, Serbie, Bulgarie, le latin et l'allemand en Tchécoslovaquie, une langue écrite (littéraire) basée sur le danois en Norvège, etc.) et également la supplantation de leurs vieilles langues écrites (comme en Chine, Japon, Arménie, Géorgie,

¹ Lire en français : j = y, ć = tch, u = ou, ž = j, š = ch.

² Sur l'histoire de la formation de la langue littéraire moderne serbe voir Unbegaun, 1935; Vaillant, 1951 et Ivić, 1984; ainsi que Ivić et Mladenović, 1986 et Ivić et Kašić, 1981, où est citée la bibliographie principale sur ce sujet.

Tadjikistan, Ouzbékistan, en partie aux pays du Moyen-Orient). La deuxième direction est l'élimination des diversités régionales³...

(Serebrennikov, réd., 1970 : 534)

La diglossie crée différents problèmes. Le premier est celui qu'on pourrait désigner comme le problème de la *langue mandarine* : la langue traditionnelle écrite est incompréhensible ou insuffisamment compréhensible par le peuple, ce qui est complètement contraire au besoin de la société moderne d'étendre l'éducation au peuple entier et de transformer tout le peuple en lecteurs de livres et de journaux. Le deuxième est celui que cette langue présente pour les écrivains, car c'est une langue qu'il faut bien apprendre, ce qui n'est pas facile. Une conséquence possible est le mélange de la langue érudite et du vernaculaire, c'est-à-dire la création d'une *langue hybride*, désignée parfois comme *langue macaronique*. Encore un problème éventuel — très important au moment de la création de la conscience nationale — est que la langue du peuple, dont le nom est lié au nom de la nation, possède une valeur symbolique, tandis que la langue érudite est ressentie comme une langue étrangère. Il faut ajouter que, parallèlement au problème de la langue et en liaison étroite avec celui-ci, il peut en exister un autre, également très important, celui de l'orthographe.

1.3. VERNACULARISATION COMME SOLUTION DU PROBLÈME DE LA DIGLOSSIE

La solution naturelle pour résoudre la diglossie est l'introduction de la langue parlée du peuple (le vernaculaire) dans la littérature. Comme c'est la langue maternelle des lecteurs, on résout — plus ou moins, selon la situation des dialectes — le problème de la compréhension générale de la langue littéraire, c'est-à-dire la diffusion des textes écrits. En même temps le vernaculaire, en tant qu'il est leur langue maternelle, permet aux écrivains une plus grande facilité, liberté et créativité dans l'expression. Enfin, avec le vernaculaire on atteint également le caractère national de la langue littéraire.

³ C'était le problème que les Croates devaient résoudre.

1.4. REVERNACULARISATION

Cependant, la transposition du vernaculaire dans le domaine de la communication écrite peut entraîner des problèmes sérieux, tels que : comment dépasser l'hétérogénéité dialectale et sociolectale de la langue du peuple ? Comment standardiser l'usage et codifier la langue ? Comment enrichir le vocabulaire, la phraséologie et la terminologie et perfectionner la syntaxe et le style ? Comment trouver l'alphabet et l'orthographe adéquats ? C'est pourquoi la réforme de la langue est un processus compliqué et long, qui ne donne pas toujours de résultats satisfaisants qui plaisent à tous. Par exemple, si l'on s'appuie trop sur la langue érudite comme source de l'élaboration lexicale, si l'on crée trop de néologismes et si l'usage est sans règles fixes et respectées par tous, cela peut être perçu comme une corruption de la langue nationale et la création d'une langue hybride («macaronique»). Une telle vernacularisation, réellement ou apparemment manquée, peut provoquer une réaction sous l'aspect d'une nouvelle réforme, dont le but est la revernacularisation de la langue littéraire, c'est-à-dire son authentification, purification et standardisation. Et cette nouvelle réforme éventuelle peut être accompagnée par une réforme de l'orthographe.

1.5. CIBLES DES RÉFORMES DE DOSITEJ ET DE VUK

Chez les Serbes — comme il a été dit — c'est Dositej Obradović qui, par sa réforme de la langue littéraire, s'est mis à résoudre le problème de la diglossie; tandis que la réforme de Vuk Karadžić a été dirigée contre la langue hybride non-standardisée (et pour ces deux raisons difficile à comprendre) qui était le résultat de la réalisation maladroite de la réforme introduite par Dositej, ainsi que contre l'alphabet et l'orthographe compliqués. Autrement dit, Dositej a essayé de résoudre le problème de la langue mandarine et Vuk (avec Kopitar) — se fondant sur une perception négative des résultats de la réforme de Dositej — celui de la langue macaronique (et potentiellement mandarine).

2. DUALITÉ CULTURELLE ET DIGLOSSIE CHEZ LES SERBES APRÈS 1690

2.1. LA GRANDE MIGRATION DES SERBES EN 1690

Pendant la guerre austro-turque à la fin du 17^{ème} siècle, les Serbes ont rejoint l'armée autrichienne victorieuse. Mais, quand celle-ci a commencé à se retirer de la Serbie, il s'est produit en 1690 ce qu'on appelle la Grande migration serbe. C'est-à-dire que, de peur d'une vengeance turque, un très grand nombre de Serbes, avec leur patriarche, ont traversé la Save et le Danube, et se sont installés dans le territoire qui, à cette époque-là, était considéré comme la Hongrie du sud⁴, et sont devenus des sujets habsbourgeois. Dans ce nouvel État, les Serbes, en échange de leur service militaire, ont obtenu certains privilèges, mais pas l'autonomie territoriale. La seule institution d'importance nationale a été, comme autrefois dans l'Empire ottoman, leur Église orthodoxe et son chef était en quelque sorte le chef politique des Serbes dans la Hongrie du sud.

2.2. BIFURCATION DE LA CULTURE SERBE APRÈS 1690

La conséquence de la Grande migration — suivie d'une autre en 1739 — a été la division des Serbes de la Serbie en deux parties, qui se trouvaient dans des milieux politiques et culturels complètement différents : la partie qui a migré sur le territoire de la monarchie des Habsbourg est entrée dans la sphère de la civilisation de l'Europe centrale, autrement dit occidentale, et celle qui est restée en Serbie était, comme le peuple serbe dans les autres régions sous l'occupation turque, séparée non seulement de la culture occidentale, mais aussi de la culture écrite et urbaine en général⁵. Cependant, cette partie balkanique des Serbes a développé une civilisation patriarcale et rurale, archaïque mais vitale et créative, avec une riche littérature folklorique, qui, à l'époque du romantisme, allait impressionner beaucoup d'esprits européens. Cette culture patriarcale n'a pas été une subculture de la couche illettrée de la population, comme elle l'aurait été s'il s'était agi de

⁴La plus grande partie de ce territoire fait aujourd'hui partie de la région de la Vojvodine.

⁵Vuk a écrit, en parlant de la situation des écoles en Serbie au tournant du 18^{ème} et 19^{ème} siècles, qu'il y en avait à peine une pour cent villages.

la paysannerie d'un État européen typique, mais c'était l'une des deux cultures parallèles serbes, dont l'importance nationale se manifesterait pendant la réforme de Vuk Karadžić.

2.3. NOUVELLE LANGUE DE L'ÉGLISE ORTHODOXE SERBE

Pour résister au prosélytisme de l'Église catholique auquel les Serbes ont été exposés dans leur nouvel habitat, l'Église serbe de l'Empire habsbourgeois a demandé de l'aide à la Russie orthodoxe, qui a commencé à envoyer des livres ecclésiastiques imprimés en slavon russe⁶ et, à partir de 1726, des instituteurs enseignant également dans cette langue. Ainsi, dès avant 1740, le slavon russe (et son orthographe) a été adopté par l'Église serbe et utilisé dans les écoles ainsi que dans la littérature à la place du slavon serbe traditionnel⁷. Autrement dit, il s'est produit une discontinuité dans le développement de la langue ecclésiastique et littéraire chez les Serbes, et une nouvelle diglossie s'est créée⁸.

2.4. COMPLICATION DE LA SITUATION LINGUISTIQUE

C'est ainsi que le slavon russe est devenu — et il l'est resté jusqu'à aujourd'hui — la langue de l'Église serbe. Pourtant, l'adoption de cette langue n'a pas résolu le problème de la langue de la littérature serbe, qui devenait de plus en plus laïque. C'est-à-dire que, peu à peu, il s'est produit une situation complexe et assez chaotique, fondée sur la coexistence et le mélange du slavon russe et de la langue du peuple dans la littérature. La situation, vers 1780, à la veille de la réforme de Dositej, était la suivante : le slavon russe était utilisé comme une sorte de style élevé et le serbe comme un style bas, tandis que différents mélanges de ces deux langues (mais aussi des éléments de la langue russe et du slavon serbe) comme un style

⁶Ce nom est donné à la rédaction (adaptation) russe du vieux slave.

⁷Ce nom est donné à la rédaction (adaptation) serbe du vieux slave.

⁸Cependant les gens, à cette époque, ont considéré différemment cette réorientation dans le domaine de la langue : le slavon russe (qu'on appelait à l'époque la langue slave) était identifié à la langue slave la plus ancienne et par conséquent ce changement a été ressenti plutôt comme une introduction de l'ancien serbe que d'une langue étrangère.

moyen⁹. Dans la pratique, le choix de la langue utilisée et la nature et les proportions des combinaisons des éléments linguistiques de différentes provenances dépendaient de l'auteur, du genre et des lecteurs auxquels l'ouvrage s'adressait.

2.5. NOUVELLES CIRCONSTANCES HISTORIQUES VERS 1780

Vers 1780 la situation historique n'était pas la même qu'au début du siècle. En 1781, l'empereur autrichien Joseph II, avec son édit sur la tolérance (Toleranz-Patent), a écarté le danger de catholicisation¹⁰. Grâce à différentes réformes de Marie-Thérèse et de Joseph II dans l'esprit de l'absolutisme éclairé, on a imposé la sécularisation et la modernisation de la société serbe, particulièrement dans le domaine de l'enseignement. La bourgeoisie serbe a pris de l'importance et a commencé à jouer un rôle plus important dans la vie politique et culturelle. Les élèves serbes, qui autrefois étaient le plus souvent scolarisés en Russie, poursuivaient maintenant de plus en plus leurs études dans les écoles de l'Europe centrale, ce qui démontrait que le peuple serbe se tournait vers l'Occident. Le nombre des écrivains laïques, bien que très restreint, augmentait et les idées des Lumières se répandaient. C'est dans cette évolution de la société serbe que se place la réforme de Dositej Obradović.

3. LA RÉFORME DE DOSITEJ OBRADOVIĆ

3.1. DOSITEJ OBRADOVIĆ

Dositej Obradović (1739-1811) est né dans la région du Banat, au village de Čakovo (en Roumanie actuelle). Il est l'homme de lettres le plus important et la figure principale de l'époque des Lumières serbes. Dositej était donc un rationaliste, homme des Lumières, grand admirateur de l'absolutisme éclairé Joseph II et de ses réformes. Il était également un grand voya-

⁹ La langue russe était parfois également utilisée, surtout dans les écrits historiques.

¹⁰ Néanmoins, non seulement le clergé mais aussi le peuple continuait à avoir le sentiment très fort que le slavon russe était le gardien de l'identité religieuse et nationale ainsi que le lien avec la Russie orthodoxe.

geur, polyglotte, cosmopolite, admirateur de la culture occidentale, mais aussi un grand ethnophile¹¹. Il était aussi un idéologue et un réformateur, donc un homme avec une vision nationale, capable de l'articuler dans un programme de réformes sociales et culturelles, y compris la réforme de la langue littéraire.

3.2. RÉFORME DE LA LANGUE LITTÉRAIRE

Le programme de la réforme de la langue littéraire de Dositej sera analysé un peu plus loin. Ici il faudrait simplement dire que Dositej exigeait l'adoption de la langue parlée par le peuple en tant que langue exclusive de la littérature laïque. Mais il faut préciser que le vernaculaire n'intéressait pas Dositej par soi-même et pour soi-même, mais comme le moyen de donner la possibilité à tout le peuple serbe de lire et de comprendre ses livres et ceux des autres écrivains et ainsi de s'instruire. Il est encore plus important de souligner son attitude rationnelle — mais avec des conséquences graves pour le sort ultime de sa réforme — envers la langue érudite (le slavon russe)¹². Les hommes éduqués doivent continuer à la connaître et l'utiliser pour perfectionner la langue littéraire vernacularisée. Donc, comme on pourrait s'y attendre d'un écrivain (et traducteur), qui adresse ses idées aux autres écrivains (et traducteurs), Dositej a une conception dualiste de la langue littéraire, qui pourrait être interprétée de la façon suivante. D'une part, cette langue doit convenir aux lecteurs visés, et pour lui c'étaient surtout les paysans; alors, il faut utiliser le vernaculaire. D'autre part, la langue littéraire doit fournir aux hommes de lettres un moyen adéquat pour transmettre la culture européenne et créer des œuvres littéraires selon les standards de la littérature contemporaine; pour cela, la langue vernaculaire adoptée doit être élaborée et cultivée. Et c'est la langue érudite qui servira de support pour ce perfectionnement de la nouvelle langue littéraire. On pourrait résumer cette conception de la façon suivante : (1) la langue littéraire consiste en une base vernaculaire (qui lui assure la compréhension au niveau ethnique) et une superstructure intellectuelle (qui en fait l'instru-

¹¹ Le terme «patriote» n'est pas le meilleur car il s'agit de l'amour envers tout le peuple serbe, qui vivait dispersé sur des territoires politiquement séparés; et le terme «nationaliste» a des connotations négatives.

¹² Dositej considérait cette langue comme «notre langue ancienne» et la mère de tous les Slaves.

ment adéquat pour la littérature écrite); (2) pour cela, il faut perfectionner la langue vernaculaire adoptée (à l'aide de la langue érudite).

En tant que rationaliste et anticlérical, Dositej adressait ses œuvres à tous ceux qui parlaient la langue «serbe» (c'est-à-dire la langue serbo-croate¹³ à l'exception de son dialecte kajkavien) sans égard pour leur sexe ou religion (orthodoxe, catholique ou musulmane).

¹³Quand on pense à la langue parlée du peuple (= vernaculaire), c'est-à-dire à l'ensemble des dialectes proches, il s'agit d'une seule langue, qui en nomenclature internationale s'appelle la langue serbo-croate. Le problème de l'unité ou de la séparation de la langue serbe et croate (pour ne rester que sur cette opposition principale, mais qui aujourd'hui n'est pas la seule) concerne uniquement la langue littéraire. La façon la plus neutre d'approcher ce problème serait probablement de dire qu'il s'agit d'un complexe d'idiomes littéraires (= standardisés) basés sur la langue serbo-croate ou plus précisément sur son dialecte principal dit štokavien. Le statut respectif des différents idiomes littéraires (langue littéraire, variante d'une langue littéraire, etc.) n'est pas le même si (1) l'on considère les différentes époques (il faut éviter la tendance à généraliser la situation qui n'est valable que pour une époque choisie); si (2) le problème est considéré dans une optique purement linguistique, car les différences au point de vue du système linguistique sont petites (on parle parfois d'un diasystème), ou dans une optique idéologique et politique, car en différentes époques et à différents endroits il y a eu des attitudes allant de l'unitarisme intégral jusqu'au séparatisme chauvin; et si (3) l'on met l'accent sur la base vernaculaire (rurale), qui est presque la même, ou sur le lexique concernant la civilisation moderne, qui est la source principale des différences linguistiques. Il faut aussi attirer l'attention sur deux erreurs courantes, qui consistent à imposer à la réalité complexe le schéma suivant d'oppositions polaires : les Croates se servent de l'alphabet latin et du type de prononciation littéraire dit (i)jékavien et les Serbes (réduits implicitement aux Serbes des régions de la Serbie et de la Voïvodine) de l'alphabet cyrillique et de la prononciation dite ékavienne. Eu fait, la situation serbe est plus complexe : l'alphabet cyrillique est l'alphabet traditionnel, doté d'une valeur nationale symbolique, mais on utilise couramment aussi l'alphabet latin; et, bien que les Serbes des régions de la Serbie et de la Voïvodine utilisent la prononciation littéraire dite ékavienne, les Serbes des autres régions se servent de celle dite (i)jékavienne. Une remarque de plus : non seulement il ne faut pas réduire le problème aux seuls rapports des Croates et des Serbes (de la Serbie et de la Voïvodine), mais il ne faut pas oublier non plus que la situation linguistique est en train d'évoluer.

En ce qui concerne l'alphabet et l'orthographe, l'apport principal de Dositej fut d'imprimer ses livres en cyrillique civil¹⁴ et non pas en cyrillique ecclésiastique, qui était la règle jusque-là.

3.3. SORT DE LA RÉFORME DE DOSITEJ

La réforme de la langue littéraire de Dositej et l'adoption du cyrillique civil ont buté sur l'opinion de l'Église orthodoxe, car elle y a vu un danger pour la société serbe, pour sa religion orthodoxe et les liaisons avec la Russie. De plus, certains hommes éduqués ont considéré la langue du peuple trop pauvre, vulgaire et corrompue pour être utilisée comme langue littéraire. Malgré tout, Dositej gagnait de plus en plus d'adhérents, mais toutefois sans que la nouvelle langue littéraire prenne une forme concrète et standardisée et qu'elle soit clairement séparée du slavon russe. Le problème n'était pas seulement idéologique mais aussi pratique : Dositej n'a pas donné les directives nécessaires et, pire encore, il n'a pas offert dans ses œuvres un modèle standardisé exemplaire de la nouvelle langue littéraire serbe. Ses continuateurs n'y ont pas réussi non plus, ce qui signifiait que la question de la langue littéraire serbe restait ouverte. C'est pourquoi, quand en 1813, deux ans après la mort de Dositej, Vuk Karadžić et Jernej Kopitar se sont rencontrés à Vienne, le destin de la réforme de Dositej est passé dans les mains de ces deux hommes.

4. LA RÉFORME DE VUK KARADŽIĆ

4.1. VUK KARADŽIĆ

Vuk Karadžić (1787-1864) est né à Tršić, un village de la Serbie de l'ouest. Bien qu'autodidacte, et de santé fragile, «pendant un demi-siècle d'activité infatigable et ininterrompue il a accompli quelques grandes œuvres, dont chacune demanderait une vie entière à un homme ordinaire»¹⁵. Il a fait la réforme de la langue littéraire serbe et de son alphabet et orthographe et il a, le premier chez les Serbes, écrit une grammaire et un

¹⁴ L'alphabet cyrillique réformé, créé en Russie au début du 18ème siècle à l'initiative de Pierre le Grand.

¹⁵ Skerlić, 1912 : 160.

dictionnaire de la langue populaire serbo-croate; il a collectionné et édité les chants populaires et il a décrit les coutumes populaires; il a été le chroniqueur des événements contemporains; il a traduit en serbe le Nouveau Testament, etc. Un des plus importants historiens de la littérature serbe, Jovan Skerlić a évalué avec raison l'importance de Vuk en ces termes :

Vuk Karadžić est un des hommes les plus créatifs du peuple serbe et parmi les écrivains serbes. Lui et Dositej Obradović sont les écrivains principaux de la nouvelle littérature serbe. Ce que Dositej Obradović était à la fin du 18ème siècle, Karadžić l'a été au milieu du 19ème siècle : le réformateur de la littérature et le créateur de la nation.

(1912 : 162)

4.2. RÉFORME DE LA LANGUE LITTÉRAIRE, DE L'ALPHABET ET DE L'ORTHOGRAPHE

En 1813, après la défaite de la Première insurrection serbe, Vuk Karadžić a quitté la Serbie et il est parti pour Vienne. Là, il a fait la connaissance du philologue slovène Jernej Kopitar¹⁶ (1780-1844), qui l'a poussé à recueillir les chants populaires et à travailler sur la réforme de la langue littéraire et l'orthographe serbes. Le programme de la réforme de Vuk, qui va être analysé un peu plus loin, est basé principalement sur les vues de Kopitar, influencé lui-même par les idées romantiques de Herder. Kopitar et Vuk avaient tous les deux une perception tout à fait négative des efforts des écrivains serbes (surtout du plus important d'entre eux — Milovan Vidaković) pour créer une langue littéraire serbe. Ils considéraient tous ces efforts comme la création d'une nouvelle langue hybride, chaotique, difficile à comprendre et qui menaçait de corrompre la langue du peuple. Ce que Kopitar et Vuk désiraient était quelque chose de nouveau et très radical : transposer dans la littérature la langue du peuple, dans sa forme authentique et pure, et rompre complètement avec la langue érudite. Cette langue vernaculaire authentique était celle «des Serbes qui vivent à la campagne loin des villes», c'est-à-dire la langue des paysans serbes qui habitaient les Balkans, et les textes qui exemplifiaient cette langue étaient, naturellement, les chants populaires créés par ces paysans illettrés. Cette

¹⁶ Sur Kopitar voir par exemple Pogačnik, 1978.

conception révolutionnaire, en même temps populiste et nativiste¹⁷, était, donc, une conception moniste, qui réduisait la langue littéraire au seul vernaculaire rural de la culture patriarcale serbe¹⁸.

Parallèlement, Vuk a conçu — se fondant sur la réforme de Sava Mrkalj — une réforme de l'écriture cyrillique et aussi de l'orthographe, suivant la règle de J. Ch. Adelung «Écris comme tu parles!». Ainsi, l'alphabet et l'orthographe serbes devaient être tout à fait vernacularisés eux aussi.

Il faut souligner que Vuk, comme Dositej, ne faisait pas non plus de distinction parmi les gens de confessions différentes qui parlaient le serbo-croate, croyant que tous ceux qui parlent la même langue appartiennent à la même nation, une attitude qui a provoqué des réactions de la part des Croates. Cependant, ce sujet, bien que très intéressant, dépasse le cadre de cet article.

4.3. SORT DE LA RÉFORME DE VUK

La véhémence des conflits sur la langue littéraire et l'orthographe entre Vuk et ses adversaires a été telle que l'expression «la guerre pour la langue et l'orthographe serbes»¹⁹ est tout à fait juste. D'après la durée de la réforme (1814-1868)²⁰, on pourrait aussi parler d'une guerre de cinquante ans. C'est surtout par l'Église que Vuk a été attaqué, car le rejet total du slavon russe comme langue de la littérature ainsi que la réforme radicale de l'alphabet cyrillique ont été considérés comme une menace grave pour la

¹⁷ Dans le sens qu'elle avait comme but de conserver et affirmer la culture autochtone.

¹⁸ En pratique et plus tard aussi dans ses vues sur la langue littéraire Vuk était moins dogmatique.

¹⁹ C'est le titre d'un ouvrage polémique du philologue Đuro Daničić, collaborateur et principal continuateur de Vuk, qui a paru en 1847 et qui a été d'une grande importance pour la victoire définitive des idées de Vuk.

²⁰ Traditionnellement, c'est l'an 1868 qui est considéré comme l'année de la victoire définitive de la réforme de Vuk, car c'est alors que dans la principauté de la Serbie les dernières restrictions contre l'emploi de l'orthographe de Vuk ont été supprimées (les conflits concernant l'orthographe ont duré plus longtemps et ont été plus ardents que ceux concernant la langue).

foi orthodoxe et les liens avec la Russie et l'Église russe²¹. Mais il y avait aussi contre Vuk tous les écrivains de la Voïvodine : quelques uns étaient pour le slavon russe pur, mais la majorité suivaient la voie de Dositej. Ils n'acceptaient pas la critique de Vuk qu'ils ne connaissaient pas bien la langue serbe et qu'ils devraient l'apprendre des paysans illettrés. Ils n'étaient pas prêts non plus à renoncer au droit de perfectionner la langue vernaculaire adoptée, considérant qu'en faisant cela ils ne la corrompaient pas, mais au contraire l'enrichissaient et l'ennoblissaient. Pourtant, bien que la conception de la langue littéraire de Dositej ait été tout à fait raisonnable, c'est Vuk qui a finalement gagné une victoire idéologique totale²². Le triomphe de Vuk a été décrit en ces termes par le prix Nobel yougoslave Ivo Andrić :

Vuk, par sa lutte tenace et inébranlable, a combattu ses adversaires jusqu'à leur complète destruction, et par sa longévité leur a survécu même physiquement. À la fin, tout ce qui est resté, les gens et les institutions, a disparu dans l'acceptation générale de l'œuvre de Vuk et la glorification unanime de sa personnalité. (L'ardeur dont tous faisaient preuve ne pouvait, par son intensité, se comparer qu'à la véhémence qu'ils avaient manifestée en le poursuivant pendant trente ans.) Ainsi, à la fin, tout ce qui venait de Vuk, sa pensée et son œuvre, sa vie et sa lutte, s'est terminé dans la Gloria! universelle, sans une ombre de doute, sans trace de contestation.

(1977 : 101)

4.4 PLACE DE DOSITEJ

À la différence des adversaires de Vuk, Dositej n'a pas été stigmatisé de la part des continuateurs de Vuk et il a gardé sa place prééminente dans l'histoire de la culture serbe. Pourtant, son rôle, au moins en ce qui concerne la réforme de la langue littéraire, a été subordonné à celui de Vuk et c'est une

²¹ D'ailleurs, la résistance la plus forte (non seulement par l'Église mais aussi par une partie de la population) a été contre l'emploi de la lettre j, empruntée à l'alphabet latin, son introduction étant interprétée comme un pas vers le catholicisme.

²² Parmi divers facteurs qui ont contribué à la victoire de Vuk, sa personnalité a été sûrement le plus décisif, mais aussi une place importante appartient à la grande renommée qu'à cette époque de romantisme ont acquise les chants populaires des Serbes des Balkans, qui exemplifiaient la langue pour laquelle plaidait Vuk.

importance rétrospective qui lui a été attribuée — en tant que précurseur de Vuk. Mais bien qu'on lui ait reconnu la priorité dans le lancement de l'idée de l'adoption de la langue du peuple comme langue littéraire et qu'on ait apprécié l'importance de son idée pour la démocratisation de la culture serbe, on n'a pas manqué de souligner que lui-même était incapable d'écrire dans la langue authentique du peuple et que la vernacularisation ne pourrait s'accomplir sans Vuk.

5. PROGRAMMES DE VERNACULARISATION DE DOSITEJ ET DE VUK

5.1. STRUCTURE DES PROGRAMMES DE RÉFORME

Le programme de la réforme de la langue peut être analysé comme un système fonctionnel qui a quatre parties principales : (1) une ou des prémisses universelles qui démontrent comment en général doit être la situation linguistique d'une nation; (2) une partie critique, qui présente la situation linguistique actuelle de la nation comme un problème national qui exige une solution immédiate et identifie les coupables; (3) la solution, qui va éliminer les facteurs négatifs de la situation existante et créer une situation favorable pour la nation, en accord avec les prémisses générales; (4) une partie opérationnelle, qui concrétise les procédés qu'il faut utiliser pour réaliser la solution désirable. Donc, il s'agit d'un programme idéologique qui impose à la nation (en fait aux hommes de lettres) une nouvelle façon de concevoir la situation de la langue nationale et les force à accepter la solution proposée comme exclusivement juste tout en désavouant la situation existante. Mais un tel programme, surtout dans sa partie opérationnelle, représente aussi un projet linguistique, dont la qualité dépend beaucoup de l'expertise de son auteur et du niveau de développement de la science du langage.

5.2. INTERPRÉTATION ANALYTIQUE DES PROGRAMMES DE DOSITEJ ET DE VUK

Dans le tableau suivant, seront analytiquement exposés les programmes de Dositej et de Vuk d'après le schéma interprétatif qui vient d'être donné²³.

DOSITEJ OBRADOVIĆ

VUK KARADŽIĆ

Prémisses générales

La mesure de la valeur de la langue littéraire est son utilité pour le peuple et plus exactement pour la diffusion des Lumières. La langue la plus utile est celle qui est comprise par le peuple entier. Donc, c'est la langue du peuple — et uniquement cette langue — qu'il faut utiliser comme langue littéraire.

La langue populaire est le plus grand trésor d'un peuple et la garantie de sa survie; c'est pourquoi il faut utiliser, garder et cultiver la langue populaire authentique.

²³ Les citations qui illustrent cette analyse se trouvent dans Popović, 1988.

Critique de la situation existante

Dans l'époque actuelle, il faut diffuser les Lumières parmi tout le peuple serbe, spécialement parmi les paysans qui en forment la majorité. Cependant, les écrivains serbes utilisent la langue érudite, que le peuple ne comprend pas.

En plus, tous les autres peuples de l'Europe du Siècle des Lumières essaient d'écrire dans la langue parlée par le peuple et c'est cette langue qu'ils perfectionnent. Les Serbes ne devraient pas faire autrement.

Les Serbes n'ont pas leur propre langue littéraire ni l'alphabet et l'orthographe appropriés : certains écrivains utilisent la langue savante, tandis que d'autres — ce qui est encore plus grave — corrompent la langue du peuple en la mélangeant arbitrairement avec la langue érudite créant ainsi une nouvelle langue macaronique. Pour que la situation soit encore pire, l'usage de la langue et de l'orthographe est chaotique.

La raison pour tout cela est que les écrivains n'ont jamais appris la langue authentique populaire, qu'ils ont fait des études en langues étrangères et qu'ils vivent dans les villes, où la langue serbe est corrompue.

Solution

Il faut écrire dans la langue serbe du peuple, qui est comprise par tout le monde. C'est ainsi que tous ceux qui parlent cette langue pourront participer à la diffusion des Lumières : les hommes et les femmes, les orthodoxes, les catholiques et les musulmans. Mais les hommes de lettres sauront la langue savante et l'utiliseront pour enrichir et améliorer le vernaculaire. Quant à l'alphabet, il faut utiliser le cyrillique civil.

Tous les écrivains doivent apprendre et utiliser la langue populaire authentique et pure, c'est-à-dire la langue qu'on parle à la campagne, loin des villes, surtout dans les régions au sud de la Save et du Danube, et avoir comme règle de la suivre strictement. Cette langue doit être écrite avec un alphabet et une orthographe appropriés. L'usage de la langue et de l'orthographe doit être standardisé.

Opérationnalisation

Elle est négligée. En plus, Dositej pensait qu'il faudrait plusieurs générations pour que la langue littéraire et son orthographe se perfectionnent.

Vuk (avec l'aide de Kopitar) avait préparé un programme qui contenait la publication d'une grammaire et d'un dictionnaire serbes, la publication des chansons populaires, la traduction de la Bible en langue populaire et la réforme de l'alphabet et de l'orthographe.

5.3. CERTAINS PARAMÈTRES DES RÉFORMES DE DOSITEJ ET DE VUK

Au lieu d'une analyse détaillée des programmes de Dositej et de Vuk, dans le tableau suivant seront contrastées les composantes principales de ces deux types de vernacularisation.

DOSITEJ OBRADOVIĆ

VUK KARADŽIĆ

Type de vernacularisation

C'est une vernacularisation modérée, fonctionnelle, érudite, conçue pour la diffusion des Lumières et traitant la langue ethnique du point de vue utilitaire.

C'est une vernacularisation radicale, puriste, populiste et nativiste, en accord avec l'esprit romantique de l'époque, attribuant à la langue ethnique une valeur symbolique.

Nombre des langues littéraires

Une seule, utilisée dans tous les genres littéraires.

Une seule, utilisée dans tous les genres littéraires.

Destin de la langue érudite

Elle reste en tant que langue ecclésiastique, mais aussi comme langue source pour l'élaboration et le perfectionnement de la langue littéraire vernacularisée.

Elle reste uniquement en tant que langue ecclésiastique.

Appellation de la langue littéraire

Langue serbe et langue slavoserbe.

Langue serbe.

Extension de la langue littéraire

La langue littéraire est coextensive avec la langue du peuple (les différences confessionnelles ne sont pas pertinentes).

La langue littéraire est coextensive avec la langue du peuple (les différences confessionnelles ne sont pas pertinentes).

Importance nationale de la langue littéraire et ses caractéristiques correspondantes

C'est une langue pour la diffusion des Lumières; par conséquent, il faut qu'elle soit compréhensible pour tous, mais en même temps élaborée.

C'est la langue qui sert à identifier la nation; par conséquent, il faut qu'elle soit authentique et pure.

Type de la nouvelle langue littéraire

C'est la langue vernaculaire perfectionnée (élaborée et raffinée), avec la langue érudite comme source pour son élaboration.

C'est la langue vernaculaire authentique et standardisée.

Conception de la langue littéraire

Dualiste : la langue littéraire = la base vernaculaire + superstructure érudite.

Moniste : la langue littéraire = le vernaculaire transposé dans le domaine de la littérature écrite.

Rôle du peuple non-éduqué

C'est le public des lecteurs.

C'est le créateur et le gardien de la langue authentique et le créateur de la littérature folklorique.

Compétence linguistique de l'intelligentsia

L'intelligentsia est compétente du point de vue linguistique, car le vernaculaire est sa langue maternelle et elle connaît la langue érudite.

L'intelligentsia n'est pas compétente du point de vue linguistique (surtout à cause de son éducation en langues étrangères) et c'est seulement maintenant qu'elle doit apprendre la langue authentique du peuple.

Qui est le créateur de la langue littéraire?

Ce sont les hommes de lettres qui, en écrivant et en traduisant, transposent la langue du peuple en littérature et l'élaborent et la perfectionnent s'appuyant sur leur connaissance de la langue érudite.

C'est le connaisseur de la langue du peuple (=Vuk), qui crée un corpus de textes exemplaires en publiant les chansons populaires ainsi que ses propres écrits et traductions et standardise la langue littéraire en écrivant sa grammaire et son dictionnaire.

Dialecte choisi

Dositej n'a pas spécifié quel dialecte il faudrait choisir comme base de la langue littéraire, mais il a utilisé, comme tous les écrivains de la Voïvodine, le dialecte dit ékavien, qui est parlé en Voïvodine et dans la plus grande partie de la Serbie.

Vuk, sans insister, a préféré le dialecte dit (i)jékavien, le dialecte parlé dans sa région natale (la Serbie de l'ouest), celui dans lequel la plupart de chants populaires étaient composés, ainsi que la célèbre littérature de Dubrovnik, le dialecte que parlaient les Serbes balkaniques hors de la Serbie et que les Croates ont choisi, dans les années trente du 19ème siècle, comme la base de leur langue littéraire.

Alphabet et orthographe

Il faut utiliser l'alphabet cyrillique civil et l'orthographe plus ou moins traditionnelle.

Il faut utiliser l'alphabet cyrillique civil et l'orthographe réformés et adaptés à la langue serbe.

6. DIALECTIQUE DES RÉFORMES DE DOSITEJ ET DE VUK

6.1. DEUX VERNACULARISATIONS ANTAGONISTES

L'image traditionnelle des mérites respectifs de Dositej et de Vuk pour la formation de la langue littéraire serbe est bien résumée dans le jugement suivant de Jovan Subotić, un contemporain de Vuk qui était enclin à ses idées :

Dositej a introduit la langue du peuple dans les livres, Vuk nous a montré de quelle langue il s'agissait; Dositej nous a montré qu'il fallait écrire des livres en langue populaire, Vuk nous a montré comment il fallait écrire.

(1846 : 121-122)

Donc, c'est Dositej qui a commencé la vernacularisation, et Vuk l'a terminée avec succès en créant une langue littéraire moderne (et une orthographe appropriée).

Mais cette conception du rapport entre la réforme de Dositej et celle de Vuk n'est pas tout à fait juste. Il faut prendre en considération que Vuk n'a pas essayé d'authentifier et standardiser la langue littéraire comme un continuateur de Dositej; au contraire, le but de sa réforme a été de supplanter la langue littéraire pour laquelle avait plaidé Dositej en la remplaçant par une langue vernaculaire authentique. Ainsi, Vuk est intervenu comme un outsider qui a essayé de désavouer la vernacularisation commencée par Dositej et soutenue par la plus grande partie de l'establishment littéraire et d'imposer une vernacularisation populiste comme une solution exclusive. Comme les adhérents et continuateurs de la réforme de Dositej, en se dé-

fendant contre les critiques de Vuk et attaquant de leur côté sa réforme, n'étaient pas moins partiels et exclusifs que lui, la synthèse des orientations de Dositej et de Vuk ne s'est pas produite, au détriment de la langue littéraire serbe²⁴.

6.2. LES RAISONS DE L'ANTAGONISME

Les différences de conception de la langue littéraire entre Dositej et Vuk peuvent être expliquées par plusieurs facteurs : Dositej résout le problème de la diglossie, Vuk celui de la langue hybride; le programme de Dositej est lié à l'esprit des Lumières et au 18ème siècle, celui de Vuk au romantisme et au 19ème siècle; Dositej est un homme de lettres, sans connaissances philologiques, intéressé par la langue comme instrument de l'expression littéraire; Vuk est un grand connaisseur de la langue du peuple, collectionneur des chants populaires, auteur d'une grammaire et d'un dictionnaire, intéressé par la langue en elle-même; Dositej est le représentant de la culture de l'Europe centrale et occidentale et un cosmopolite; Vuk est le représentant de la culture patriarcale balkanique.

Cependant, sur un plan plus large, l'explication doit être cherchée dans la nature double de la langue littéraire vernacularisée : c'est une langue qui doit être adéquate pour transmettre la civilisation moderne et, pour cela, dépasser la langue parlée du peuple; mais c'est également une langue ayant une fonction symbolique comme langue nationale et pour cela elle doit être authentique et pure. Cette antinomie, ou tout au moins cette tension dialectique est conditionnée par les deux réactions possibles des peuples en retard sur l'occidentalisation, l'une liée au besoin de modernisation et l'autre à celui de l'authentification.

6.3. DILEMME DEVANT L'OCCIDENTALISATION

Si l'on veut placer les réformes de Dositej et de Vuk dans un cadre plus large, il faut le chercher dans le dilemme qu'une occidentalisation²⁵ imminente pose aux peuples «arriérés» et retardés dans leur développement culturel. Ce dilemme, qui concerne le rapport entre la langue autochtone et

²⁴ Sur les imperfections de la langue littéraire actuelle, voir Selimović, 1967.

²⁵ En Europe on parle aussi d'eupéanisation.

la langue étrangère, ainsi que l'importance nationale du problème de la langue sont formulés dans les passages suivants de l'anthropologue américain Clifford Geertz :

For any speaker of it, a given language is at once either more or less his own or more or less someone else's, and either more or less cosmopolitan or more or less parochial — a borrowing or a heritage; a passport or a citadel. The question of whether, when, and for what purposes to use it is thus also the question of how far a people should form itself by the bent of its genius and how far by the demands of its times.

[...] the «language problem» is only the «nationality problem» writ small, though in some places the conflicts arising from it are intense enough to make the relationships seem reversed. Generalized, the «who are we» question asks what cultural forms — what system of meaningful symbols — to employ to give value and significance to the activities of the state, and by extension to the civil life of its citizens. Nationalist ideologies built out of symbolic forms drawn from local traditions — which are, that is, essentialist — tend, like vernacular, to be psychologically immediate but socially isolating; built out of forms implicated in the general movement of contemporary history — that is, epochalist — they tend, like lingua francas, to be socially deprovincializing but psychologically forced.

(1973 : 241 et 242-243)

Dans cette optique, Dositej serait classé comme un «épocaliste» et Vuk comme un «essentialiste», car le premier ne voulait pas que son peuple soit en retard par rapport aux autres peuples européens et acceptait l'esprit de l'époque, insistant sur le besoin d'éducation (au sens d'acculturation) du peuple serbe, tandis que l'autre avait peur de la dénationalisation et de l'aliénation linguistique et culturelle qui pourraient en résulter et insistait sur les valeurs nationales.

6.4. MODERNISATION ET AUTHENTIFICATION NATIONALES

Dans la mesure où cette opposition est vue dans l'optique de la constitution des nations modernes, il est utile de se rappeler la conception de Joshua Fishman concernant les trois aspects de la formation du nationalisme moderne en Europe — unification, authentification et modernisation :

[Unification] Nationalism as an integrative movement seeks to go beyond the primordial ties to family and locality (which defined the affiliative horizon of the common man in predominantly pre-industrial and pre-urban

times) and to forge wider bonds that can draw the rural, the urban, and regional into a broader unity : the nationality. [...]

[Authentication] Nationalism is uniqueness-oriented. The avowed rationale for the unification of hitherto particularistic and diverse subgroups and the manifest dynamism both for the unificatory as well as for the purposive goals of nationalism are the ethnic uniqueness and cultural greatness of the nationality. [...]

[Modernization] Nationalism is a response to the problems and opportunities of modernity. Under the leadership of new proto-elites that are oriented with respect to the challenges involved, nationalism brings to bear the weight of unified numbers and the dynamism of convictions of uniqueness upon the pursuit of organized cultural self-preservation, the attainment of political independence, the improvement of material circumstances, or the attainment of whatever other purpose will enhance the position of the nationality in a world in which social change is markedly rapid and conflictive.

(1972 : 224-225)

Si l'on considère la réforme de Dositej et celle de Vuk sous cet aspect-là, le premier pourrait être qualifié comme un modernisateur national et l'autre comme un authentificateur. En d'autres termes, les réformes de Dositej et de Vuk peuvent être décrites comme une vernacularisation en fonction de la modernisation (c'est-à-dire acculturation) nationale et une re-vernacularisation en fonction de l'authentification nationale.

6.5. DIALECTIQUE DE LA VERNACULARISATION

La conception de Fishman est importante aussi par son idée de la dialectique du nationalisme moderne concernant les interactions, tensions et conflits parmi les trois composantes du nationalisme mentionnées plus haut, et surtout parmi la modernisation et l'authentification, dont Fishman dit cela :

Most obvious is the tension between the requirements of modernization and those of authentication. The one emphasizes the instrumental uniformities required by modern politico-operational integration and is constantly straining toward newer, more rational, more efficient solutions to the problems of today and tomorrow. The other emphasizes the sentimental uniformities required by continuity based on sociocultural integration and is constantly straining towards purer, more genuine expressions of the heritage of yesterday and of long ago.

(1972 : 226)

Dans cette perspective, la lutte entre Vuk et les adhérents de Dositej semble inévitable une fois que — grâce à Vuk — le vernaculaire est attaché à l'identité nationale et que Vuk a voulu priver les écrivains du droit d'élaborer la langue littéraire dans la mesure et de la façon qu'ils considéraient nécessaires.

7. VERNACULARISATION ET POSITION AMBIVALENTE DE L'INTELLIGENTSIA NATIONALE

7.1. OCCIDENTALISATION ET APPARITION DE L'INTELLIGENTSIA

Le développement de l'intelligentsia chez les peuples arriérés est étroitement lié au processus d'occidentalisation. A. Toynbee écrit :

Rulers who set out to Westernize non-Western countries could not do this solely with the aid of a few Western advisers and instructors. They had to discover or create, among their own subjects, a class of Western-educated natives who could deal with Westerners on more or less equal terms and could serve as intermediaries between the West and the still un-Westernized mass of their own fellow-countrymen. ... In Russia this class came to be called the *intelligentsia*, a hybrid word composed of a French root and a Russian termination. During the years 1763-1871, an intelligentsia was called into existence in every country that either fell under Western rule or saved itself from suffering this fate by Westernizing itself sufficiently to succeed in maintaining its political independence.

(1976 : 568)

7.2. INTELLIGENTSIA ET VERNACULARISATION MODERNISANTE

Chez les Serbes (plus exactement chez les Serbes qui vivaient sous la monarchie habsbourgeoise) c'est Dositej qui a donné l'impulsion pour la formation d'une intelligentsia moderne²⁶ : avec son programme de réformes de la culture et de la langue, il a assigné à l'intelligentsia serbe la mission nationale de transmettre la culture occidentale pour instruire le peuple,

²⁶ Ce n'était pas l'intelligentsia d'un État, car en 1783 il n'y avait ni État serbe, ni territoire autonome. Ce n'est qu'après l'insurrection contre les Turcs, en 1804, que l'intelligentsia serbe vient de l'Empire des Habsbourg en Serbie et commence à participer à la formation d'un État moderne serbe.

qu'il a pratiquement identifié à la paysannerie serbe. C'est une nouvelle conception progressiste et démocratique, opposée à l'attitude traditionnelle de la classe supérieure et de l'élite intellectuelle envers le peuple comme une classe inférieure, primitive et non-éduquée, qui parle une langue vulgaire et impure. Cependant, dans le programme de Dositej, les relations des hommes de lettres et du peuple non-éduqué sont aussi hiérarchisées, car l'intelligentsia a un rôle paternaliste. On peut le voir également dans le domaine de la langue : bien qu'attachée idéologiquement à la langue du peuple, l'intelligentsia garde l'autonomie de sa langue littéraire et peut donner libre cours à sa créativité linguistique et dépasser le cadre de la langue du peuple en se fondant sur le slavon russe, qu'elle est seule à connaître.

7.3. INTELLIGENTSIA ET VERNACULARISATION AUTHENTIFIANTE

A l'opposé du programme de modernisation et occidentalisation de Dositej, celui de Vuk, basé sur l'affirmation et l'authentification nationales dans le domaine de la culture et de la langue, a renversé les rapports entre le peuple non-éduqué et l'intelligentsia et avec sa composante populiste et nativiste, après le triomphe de l'idéologie de Vuk, il a eu une influence considérable sur l'idéologie et la mentalité nationales. Ce qui était jusqu'alors la source de prestige et de supériorité de l'intelligentsia — son éducation, sa connaissance de la langue érudite et son contact avec les cultures et les langues étrangères — est devenu la base pour sa disqualification, tandis que le retard culturel et l'isolement du peuple serbe non-éduqué, surtout celui des Balkans, est devenu un avantage : dans cette société archaïque patriarcale, isolée de la civilisation occidentale, une langue serbe originale a été sauvegardée, et une littérature folklorique impressionnante a pu être créée, permettant la formation d'une langue littéraire et d'une culture nationale authentiques.

Maintenant, c'est l'intelligentsia qui est mise sous le patronat du peuple, bien sûr pas directement, mais à travers le nouveau segment de l'intelligentsia — les spécialistes de la langue du peuple serbe; d'abord Vuk, comme autorité incontestable pour la langue populaire authentique, et ensuite les philologues professionnels, à commencer par Đuro Daničić, le premier assistant de Vuk et continuateur de son programme.

On exige maintenant des écrivains une rééducation et une préorientation de leur langue, qui n'est plus autonome par rapport à celle du peuple, laquelle doit être scrupuleusement respectée. Dans une perspective plus large, on a assigné à l'intelligentsia serbe une mission contraire à celle décrite dans l'extrait de Toynbee : son devoir primaire n'est pas d'aider à transmettre la culture étrangère, mais de développer et affirmer la culture serbe.

7.4. POSITION AMBIVALENTE DE L'INTELLIGENTSIA

Deux phases du développement de l'idéologie nationale serbe illustrent non seulement la constatation de Toynbee :

To live between two worlds, which is an intelligentsia's function, is a spiritual ordeal [...].

(1976 : 569)

mais également la position ambivalente de l'intelligentsia des peuples culturellement arriérés : l'intelligentsia est une avant-garde culturelle et linguistique nationale, mais également une potentielle «cinquième colonne» culturelle et linguistique; en d'autres termes, elle est le pilier de la modernisation de la culture et du développement de la langue littéraire, mais aussi une source potentielle de corruption de la langue nationale et de l'aliénation du peuple par la création des barrières linguistiques.

8. VERNACULARISATION ET DÉVELOPPEMENT DE LA CONSCIENCE NATIONALE

8.1. IMPORTANCE DU PROGRAMME DE LA VERNACULARISATION POUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA CONSCIENCE NATIONALE

La formulation des programmes idéologiques de la vernacularisation (la question de l'orthographe y comprise) contribue de plusieurs façons au développement de la conscience nationale, avant tout celle de l'intelligentsia, à laquelle justement ces programmes s'adressent. Tels programmes définissent la mission nationale de l'intelligentsia; ils introduisent une langue ethnique (avec son nom ethnique), précisent sa fonction nationale et soulignent son importance symbolique; ils spécifient les frontières de la langue

ethnique, délimitant ainsi la nation qui la parle; dans les cas plus complexes, ils se prononcent sur l'importance des critères linguistiques et extra-linguistiques — dans le cas du serbo-croate ce sont avant tout les différences de religion et de culture — pour la définition de la nation; à cause des besoins de l'unification et de la standardisation de la langue littéraire, ils font leur choix parmi les dialectes, accordant ainsi à certains d'entre eux, ainsi qu'aux régions où ils sont parlés, un rang national prestigieux; définissant les rapports de la nouvelle langue littéraire vernacularisée envers la langue érudite, ils stimulent ou réduisent l'influence de la tradition littéraire précédente; et, sur un plan plus général, par leur attitude permissive ou puriste envers la langue d'une culture plus avancée (ou d'une autre), ils influencent l'orientation culturelle nationale.

D'un point de vue plus large, la langue littéraire et son orthographe sont un champ de bataille où un réformateur national peut gagner la guerre idéologique, en imposant sa perception personnelle négative de la situation linguistique actuelle et ses solutions qui promettent «un meilleur avenir».

8.2. DOSITEJ ET LA DIFFUSION DES LUMIÈRES

L'époque des Lumières et son idée du progrès basé sur la diffusion des Lumières ainsi que les réformes entreprises par les absolutistes éclairés encourageaient les peuples arriérés, comme l'étaient les Serbes, à se rendre compte de leur propre retard par rapport aux nations européennes avancées. Cette nouvelle perception de la situation nationale et des problèmes existants, mais aussi des nouvelles possibilités, les incitait à chercher des solutions dans la diffusion des Lumières au niveau national. Et c'est là que la langue du peuple s'est montrée l'instrument indispensable. Mais cette langue, étant aussi la langue ethnique, était un instrument diviseur bien qu'elle ait servi à diffuser une culture qui avait l'ambition d'être universelle. Ainsi la diffusion des Lumières et la vernacularisation étaient suivies par une prise de conscience nationale et l'introduction de ce qui est probablement le véhicule le plus puissant du développement de cette conscience — la langue nationale.

Pour les Serbes, la vernacularisation plaidée par Dositej ne signifiait pas seulement la serbisation et la démocratisation de leur culture, mais aussi, en écartant de la littérature laïque la langue et l'alphabet de l'Église, sa sécularisation radicale. Le résultat de cette vernacularisation était donc

double : elle contribuait au développement du nationalisme séculaire et faisait reculer cette composante du sentiment national serbe qui se basait sur l'orthodoxie et les liens étroits avec la Russie orthodoxe. Au contraire, l'idéologie qu'il développait faisait de Dositej un occidentophile, c'est-à-dire un homme tourné vers l'Ouest et ses valeurs culturelles. De plus, dans le cadre d'une communauté linguistique multiconfessionnelle et multiculturelle, comme celle parlant le serbo-croate, le rationalisme de Dositej et son sentiment national détaché de la religion orthodoxe faisaient de lui un ethnophile serbe transconfessionnel, dont l'attitude représentait un précédent important.

8.3. VUK ET LE ROMANTISME

Il ne faut pas interpréter l'apparition du romantisme comme une rupture avec la diffusion des Lumières. Au contraire, Vuk était très conscient du besoin de l'instruction du peuple serbe et d'ailleurs une des raisons de sa critique de la langue utilisée par les continuateurs de Dositej a été que celle-ci rendait leurs écrits incompréhensibles au peuple. D'autre part, la vernacularisation de Vuk, qui insistait, dans l'esprit du romantisme, sur l'individualité de la langue serbe, et la réforme radicale de l'alphabet cyrillique traditionnel, ont aussi contribué à la sécularisation de la culture et à l'affaiblissement du sentiment de l'appartenance à la communauté orthodoxe supranationale. En plus, Vuk se déclarait pour l'unité nationale basée sur la langue commune sans regarder les différences confessionnelles.

Cependant, le romantisme, surtout dans la variante inspirée par Herder, en insistant sur l'authenticité et la pureté de la langue ethnique, en accentuant son importance ontologique et métaphysique nationale et en estimant particulièrement le folklore, surtout les chants populaires, poussait les Serbes vers une réorientation dans le domaine de la culture et de la langue littéraire. D'ailleurs, le terrain serbe était très propice à l'application des idées romantiques. D'une part, comme on l'a déjà dit, les Serbes des Balkans fournissaient un vernaculaire isolé des influences de la culture écrite, c'est-à-dire «pur», et une riche littérature orale indispensable pour exemplifier ce que devrait être la langue littéraire authentique serbe et aussi pour assurer sa dignité littéraire (ce qui ne se serait sûrement pas accompli facilement à l'époque précédente, où la langue rurale et la poésie populaire ne jouissaient pas d'un tel prestige, la langue du peuple étant même traitée

comme vulgaire et corrompue). D'autre part, l'intelligentsia des Serbes d'Europe centrale, étant incapable de créer une langue standardisée et mélangeant trop librement le vernaculaire avec le slavon russe, a donné raison à Vuk d'insister sur le fait que cette langue représentait une menace pour la langue et l'identité nationales et d'entreprendre une purification radicale, ajoutant au sentiment national une composante défensive. Ainsi s'est développée une conscience nationale ethnocentrique et nativiste, qui était tout à fait compatible avec les sentiments du peuple serbe, surtout celui de la Serbie, dont Vuk était un vrai représentant. C'est ce type de sentiment national qui a idéologiquement triomphé avec la victoire de l'orientation de Vuk.

8.4. LA LÉGENDE DE VUK

Naturellement, après la victoire de Vuk, la question de la langue littéraire et de l'orthographe a perdu beaucoup de son poids idéologique pour l'évolution de la conscience nationale et des rapports et interférences de ses trois composantes — nativiste, russophile et occidentophile (la langue littéraire est par contre devenue très importante pour résoudre, ou plutôt compliquer, les rapports entre les différentes nations sur le terrain du serbo-croate). Pourtant, la lutte de Vuk pour la langue littéraire authentique serbe et son orthographe est devenue — en accord avec ce qui a été dit dans le passage cité de Ivo Andrić — une légende moderne nationale serbe : l'autodidacte Vuk, un paysan de la Serbie (le pays qui s'est, le premier aux Balkans, soulevé contre le joug turc), part pour l'Europe et, seul, pauvre, invalide, mais infatigable, lutte contre les autorités réactionnaires de l'Église, avec le tout puissant métropolite Stratimirović en tête, et contre les écrivains de la Voïvodine, conservateurs et obscurantistes (en réalité, des ethnophiles bien intentionnés eux aussi) et il crée la langue littéraire serbe, une orthographe simple («écris comme tu parles!») et un alphabet qui est le plus parfait du monde, démocratise ainsi la culture serbe et fait connaître à l'Europe éblouie les chants populaires serbes. C'est ainsi que Vuk est devenu un héros national, l'incarnation de la civilisation patriarcale serbe et de son esprit indomptable, le pendant dans le domaine de la langue et de la culture de Karageorges, de Miloš Obrenović et des autres héros de la lutte pour la libération et pour la fondation d'un État serbe. On pourrait dire que sa lutte et sa victoire ont assumé le rôle symbolique de l'initiation (rite de passage)

culturelle nationale, presque aussi importante pour l'orgueil national serbe que la lutte du peuple pour son indépendance.

Mais la légende de Vuk peut aussi être interprétée comme un hommage à l'importance que la langue littéraire et son orthographe ont pour la constitution d'une nation moderne.

© Ljubomir Popović

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ANDRIĆ I. (1977) : *Umetnik i njegovo delo* [L'artiste et son œuvre], Beograd : Prosveta.
- FISHMAN J. A. (1972) : «The Impact of Nationalism on Language Planning», *Language in Sociocultural Change. Essays by Joshua A. Fishman*, Stanford : Stanford University Press, pp. 224-243.
- GEERTZ C. (1973) : *The Interpretation of Cultures*, New York : Basic Books Inc.
- IVIĆ P. (1984) : «L'évolution de la langue littéraire sur le territoire linguistique serbo-croate», *Revue des études slaves*, t. LVI, fasc. 3, Paris, pp. 313-343.
- IVIĆ P., KAŠIĆ J. (1981) : «O jeziku Srba u razdoblju od 1804. do 1878. godine» [Sur la langue des Serbes de 1804 à 1878], *Istorija srpskog naroda* [Histoire du peuple serbe], V/2, Beograd : Srpska književna zadruga, pp. 311-380.
- IVIĆ P., MLADENović A. (1986) : «O jeziku kod Srba u razdoblju od 1699. do 1804» [Sur la langue des Serbes de 1699 à 1804], *Istorija srpskog naroda* [Histoire du peuple serbe], IV/2, Beograd : Srpska književna zadruga, pp. 69-106.
- POGAČNIK J. (1978) : *Bartholomäus Kopitar. Leben und Werk (= Geschichte, Kultur und Geisteswelt der Slowenen, 15)*, München : Rudolf Trofenik.
- POPOVIĆ L. (1988) : «Vukov program književnojezičke reforme (u poređenju s Dositejevim)» [Le programme de Vuk pour la réforme de la langue littéraire (comparé à celui de Dositej)], *Naučni sastanak slavista*

- u Vukove dane. Referati i saopštenja* [Réunion scientifique des slavistes pendant les journées consacrées à Vuk. Exposés et communications], 17/1, Beograd : Međunarodni slavistički centar.
- SELIMOVIĆ M. (1967) : *Za i protiv Vuka* [Pour et contre Vuk], Novi Sad : Matica srpska.
- SEREBRENNIKOV B. A., réd., (1970) : *Obščee jazykoznanie. Formy suščestvovanija, funkcii, istorija jazyka*, [Linguistique générale. Variétés, fonctions, histoire de la langue], (réd. B. A. Serebrennikov), Moskva : Nauka.
- SKERLIĆ J. (1909) : *Srpska književnost u XVIII veku* [La littérature serbe au 18ème s.], Beograd : Srpska kraljevska akademija.
- (1912) : *Istorija nove srpske književnosti* [Histoire de la nouvelle littérature serbe], Beograd : S. B. Cvijanović.
- SUBOTIĆ J. (1846) : «Neke čerte iz povestnice serbskog knjižestva» [Quelques caractéristiques de l'histoire de la littérature serbe], *Serbski letopis* [Les Annales serbes], t. 75, Budim.
- TOYNBEE A. (1976) : *Mankind and Mother Earth. A Narrative History of the World*, New York and London : Oxford University Press.
- VAILLANT A. (1951) : «La formation de la langue littéraire serbo-croate», *Revue des études slaves*, t. XXVIII, fasc.1-4, Paris, pp. 80-92.
- UNBEGAUN B. (1935) : *Les débuts de la langue littéraire chez les Serbes*, Paris : Honoré Champion (= Travaux publiés par l'Institut d'études slaves, XV).

La nation et la langue dans la pensée polonaise des trois derniers siècles

Jadwiga PUZYNINA
Université de Varsovie, Pologne

1. CONCEPTION DE LA NATION

Les substantifs latins *gens* et *natio* (à l'origine non différenciés au niveau de leur signification) au Moyen-Âge trouvent leurs correspondants polonais *naród* et *lud* dans les textes des traductions bibliques. Au 16^{ème} siècle, le substantif *naród* est déjà employé dans les textes non-traduits au sens de «gens de la même langue, de mêmes mœurs, habitant le même pays»¹. Le mot *naród*, en principe, garde ce sens jusqu'au 18^{ème} siècle. Cette notion peut être définie comme une conception territoriale et culturelle, autrement dit une conception ethnique.

1.1. LES CONCEPTIONS POLITIQUES DE LA NATION EN POLOGNE

Au 18^{ème} siècle, une partie de la population commence à percevoir la *nation* en tant que communauté politique dans deux sens de ce terme. Avant tout, les représentants de la noblesse et de l'aristocratie limitent le sens du mot *nation* à eux-mêmes, se considérant comme une couche politique active, c'est-à-dire ayant le privilège de participer passivement et activement aux élections à la Diète et aux petites diètes. Déjà à la fin du 18^{ème} siècle

¹C'est le sens du mot *naród* qu'on trouve dans le *Słownik języka polskiego* (Dictionnaire de la langue polonaise) de Samuel Bogumil Linde (Warszawa, 1807-1814).

on proteste contre cette tendance à limiter la notion de *nation* à la noblesse seule. Au 19^{ème} siècle, une telle limitation du sens du mot *nation* est plutôt rare; même dans le milieu des conservateurs polonais, on rencontre plus souvent des observations qui mettent uniquement en relief le rôle particulier de la noblesse en tant que couche de la nation à valeur plus importante que les autres, car luttant depuis toujours pour son indépendance².

C'est aussi à l'époque des Lumières qu'on observe déjà l'apparition d'un autre excès (contraire à celui caractérisé ci-dessus). Il s'agit d'une tendance à limiter la notion de *nation* au peuple. Cette tendance se manifeste par exemple dans les œuvres de Franciszek Salezy Jezierski, écrivain et essayiste à orientation radicale, qui écrit : «le peuple devrait être appelé le premier état de la nation». Au 19^{ème} siècle, on retrouvera cette tendance régulièrement dans les textes des représentants du camp radical et progressiste de la première moitié du siècle (p. ex. dans les textes de Edward Dembowski, de Karol Libelt, de Henryk Kamieński); la nation y sera parfois même identifiée avec le peuple. Plus tard, parmi ceux des partisans du marxisme qui reconnaissent la notion de *nation*, le peuple, et surtout la classe ouvrière, devient sa «figure de proue» ; dans de nombreuses interventions des communistes, la nation se limite aux ouvriers et aux paysans (sans y inclure les koulaks bien entendu), ainsi qu'aux intellectuels engagés dans une activité professionnelle, originaires de ces classes.

Le problème de la souveraineté de la nation, et donc le problème de l'attitude de la nation vis-à-vis de l'État, constitue l'élément central de la deuxième et plus importante conception de «nation».

Les Polonais du 18^{ème} siècle utilisent souvent la formule «gente Ruthenus (vel : Lithuanus), natione Polonus». (*Gens* n'y garde que sa signification de nation au sens ethnique, tandis que *natio* devient nation au sens politique). On y voit clairement que le souci d'une communauté nationale historique et politique reléguait la communauté linguistique au second plan, et également celle des mœurs du peuple.

Dans le contexte des partages de la Pologne, c'est sa souveraineté qui devenait un des éléments les plus importants de son être national. En 1774, après le premier partage, Antoni Popławski (pédagogue et économiste) écrivait : «Chaque nation doit être juge pour elle-même. [...] Une

²Cf. A. B. Trentowski, A. J. Czartoryski, M. Mochnacki et d'autres.

nation étrangère ne peut pas lui dicter de règles». Dans cette interprétation, l'indépendance apparaît déjà comme un postulat, donc comme un composant de l'idée de la nation, telle qu'elle *devrait* être. L'aspect de la souveraineté, ainsi compris, constitue un élément important de la pensée politique polonaise du 19^{ème} siècle. De telles idées sont exprimées par les membres de différents groupes politiques et elles sont suivies par des faits concrets : les insurrections de 1830 et de 1863, le travail dans la conspiration, le travail éducatif, et, finalement, la participation des Légions créées et dirigées par Józef Piłsudski lors de la Première Guerre mondiale, de même que les efforts diplomatiques de Roman Dmowski, visant à la reconnaissance de la Pologne indépendante à la fin de la guerre.

Entre les deux Guerres, malgré les discussions poursuivies par les partisans de la prépondérance de l'intérêt national (Dmowski et son groupe) et par les représentants du groupe constitué autour de Piłsudski, persuadés de la supériorité de la valeur d'État, tous les Polonais sont de plus en plus convaincus qu'une existence indépendante a de l'importance pour la durée d'une nation. Seul le Parti Communiste Polonais accorde une place supérieure à l'intérêt du prolétariat. Après la Seconde Guerre mondiale, les communistes profitent de la notion de *nation* et s'en servent pour la propagande, tout en commençant à lier le socialisme au nationalisme, ce qui est clairement exprimé par les événements de 1968 et par la propagande qui les accompagne³.

A la fin des années 80, des postulats formulés par «Solidarność» concernant la souveraineté intérieure, nous sommes passés aux postulats officiels d'une totale souveraineté extérieure (souvent mise en relief par l'opposition démocratique, bien avant la naissance de «Solidarność»). L'idée de la souveraineté est encore aujourd'hui liée au souci d'une *authentique* indépendance extérieure du pays et de son caractère réellement démocratique, souci qui est formulé de façons différentes par divers groupements politiques; dans l'optique d'une partie de la nation, cette souveraineté n'en est pas encore une au sens descriptif, ce qui est lié au

³T. Łepkowski (1989 : 48-51) décrit comment, à partir de 1956, un «État-nation» d'orientation de droite se constituait en Pologne. Au lieu d'un lien national on s'efforce de créer un lien d'État; le culte de l'ordre d'un pouvoir à la fois centralisé et élitaire se forme.

manque de confiance à l'égard du gouvernement post-communiste.

1.2. LA NATION DANS LA CONCEPTION CULTURELLE ET IDÉOLOGIQUE

La langue, la littérature, l'art, les mœurs, souvent également l'histoire, la tradition, sont d'habitude considérés comme d'importants éléments culturels d'une nation. En Pologne, la conception culturelle de la nation, existant depuis le Moyen-Âge et très vive à l'époque des Lumières, était renforcée, au début du 19^{ème} siècle, par deux éléments : c'était, d'une part, la pensée de Herder et de Fichte et d'autres humanistes allemands, et, d'autre part, la volonté de trouver une notion de la nation, qui, positivement formulée, aurait permis de survivre à la « nuit d'esclavage » qui venait de commencer. La position forte dont jouissait la notion culturelle de nation non soumise à l'idée de l'État, position liée à la situation politique, était à la base de l'opposition polonaise par rapport à la pensée étato-centrique de Hegel, qui considérait les nations comme instruments passifs de l'universelle « Raison de l'Histoire »⁴. Cette situation politique des Polonais provoquait aussi une certaine spiritualisation, « émotionnalisation », et aussi métaphorisation de l'idée de la nation qui, au début du 19^{ème} siècle, était souvent représentée comme un arbre grand et robuste, comme une personne, parfois comme un géant.

Dans de nombreuses interventions de personnages importants du 19^{ème} siècle, les aspects culturels sont liés à un trait considéré comme caractéristique d'une conception moderne de la nation, c'est-à-dire à la conscience nationale des membres de la nation⁵. La conscience nationale ne concerne pas uniquement, bien entendu, les connaissances de l'histoire et de la culture d'une nation, mais aussi le sentiment et la volonté d'appartenance à cette nation; elle est, de même, l'élément principal de la conception politique d'une nation, qui tend à obtenir ou à recouvrir son existence indépendante. C'est une conception de la nation que Ernest Gellner qualifie

⁴Cf. Walicki, 1983 : 102-108.

⁵Les historiens polonais en général sont d'avis que la conscience nationale des Polonais s'éveille beaucoup plus tôt : d'après B. Zientara (1977 : 307) déjà aux 10^{ème} et 11^{ème} siècles, d'après H. Samsonowicz (1971 : 156), aux 14^{ème} et 15^{ème} siècles.

de volontariste⁶. Il faut dire, pourtant, qu'au 19^{ème} siècle l'élément de savoir historique et culturel se présentait en Pologne comme un acquis très considérable et riche, il serait donc plus juste de parler de la conception volontariste *et* de celle de la conscience nationale, ou — comme je le fais — de la conception *idéologique*. Ce terme est présent dans de nombreux travaux polonais d'après guerre (p.ex. chez S. Ossowski, J. Szacki et d'autres).

D'après les conceptions messianiques polonaises de l'époque du romantisme, la nation polonaise a un rôle particulier à remplir, un rôle dont elle devrait être consciente : elle est nation élue, «le Messie des nations», appelé à réaliser le Royaume de Dieu sur la terre; elle comprend donc aussi un aspect de millénarisme. C'est ainsi que la nation polonaise est perçue par les poètes de l'émigration : Adam Mickiewicz, Juliusz Słowacki, Zygmunt Krasiński, et aussi par un éminent philosophe polonais de cette époque, August Cieszkowski.

Le romantique «esprit de la nation», contesté et exposé au ridicule à l'époque du positivisme, fait à nouveau son apparition dans la littérature, et également dans la philosophie du modernisme polonais. Ceci s'explique d'une part par un besoin psychologique de «trouver des garanties durables et résistant aux événements extérieurs», et, d'autre part, surtout à cette époque, par les prémices fondamentaux d'une métaphysique moderniste⁷.

Lorsqu'on parle de la conception idéologique et culturelle de la nation, il est impossible de passer sous silence le phénomène du «slavophilisme» polonais du début du 19^{ème} siècle. Le slavophilisme de Kazimierz Brodziński ou de Joachim Lelewel se muait en un panslavisme reconnaissant l'hégémonie de la Russie, p. ex. chez l'apostat Adam Gurowski, et aussi dans le cas de Linde, qui a passé les dernières années de sa vie à travailler sur un grand dictionnaire russe-polonais-slave, qui n'est jamais paru⁸. Une autre attitude, dangereuse pour la nation et, en quelque sorte, liée à la conception qui vient d'être décrite, a été représentée par les partisans du «compromis» de l'époque du positivisme, groupe formé autour de Aleksander Świętochowski. Autant les espoirs des «stańczyk»,

⁶Cf. Gellner, 1991 : 16.

⁷Cf. Floryńska, 1977 : 289.

⁸Cf. Puzynina, 1983 : 10.

(c'est à dire du groupement conservateur de Cracovie) d'accorder un sens à la coopération avec les autorités autrichiennes et hongroises et de transformer l'empire Autrichien et Hongrois en un État fédéral étaient bien fondés, compte tenu de l'attitude libérale des Autrichiens, autant les tentatives de coopération avec les autorités tsaristes reposaient sur un aveuglement politique, incompatible avec l'idéologie foncièrement impérialiste de l'État russe⁹.

L'approche idéologique au sens de sentiment et volonté d'appartenance à une nation caractérise, actuellement, surtout les intellectuels polonais s'opposant aux attitudes nationalistes et racistes. «Si un Noir de confession orthodoxe se considère comme Polonais, il est Polonais» constate ironiquement l'historien Henryk Samsonowicz¹⁰.

Les données du Centre d'Examen de l'Opinion Publique de 1992 prouvent la bonne position du critère idéologique de l'aspect national. Voici les critères cités en premier lieu par les personnes enquêtées :

- se sentir Polonais 57%
- être citoyen polonais 54%
- connaître la culture et l'histoire de la Pologne 45%
- parler polonais 43%
- habiter en Pologne 41%.

Les résultats de ces sondages prouvent qu'une bonne partie des Polonais contemporains (de même qu'au 19ème siècle d'ailleurs) lient la conception politique de la nation à la conception idéologique et culturo-territoriale.

Dans la jeune génération polonaise, la notion de *nation* perd en général sa force émotionnelle et vitale. Les attitudes indifférentes à l'égard de la nation caractérisent aussi une certaine partie (peu nombreuse semble-t-il) des intellectuels polonais. Certaines opinions de Czesław Miłosz, et dernièrement par exemple l'opinion du Prof. Hanna Świda Ziemia¹¹ peuvent

⁹Cf. Karpiński et Król, 1974 : 83, 101-102.

¹⁰Samsonowicz, 1993 : 14.

¹¹Świda Ziemia, 1993 : 7 et 10.

servir ici d'exemples.

2. LA PENSÉE CONCERNANT LA LANGUE DE LA NATION POLO-NAISE

2.1. UNE LANGUE NÉGLIGÉE

Une certaine négligence du rôle de la langue en tant qu'élément important pour l'existence de la nation est liée à certaines conceptions politiques de la nation. J'ai déjà mentionné la formule du 18^{ème} siècle «Gente Lithuanus, natione Polonus», formule qui avait ses partisans également au 19^{ème} siècle. Pourtant, déjà au premier quart du 19^{ème} siècle, la conscience nationale s'éveillait aussi bien en Lituanie qu'en Ukraine, et, avec elle, la volonté de se servir de sa propre langue s'affermisait¹². Plus on avançait dans le 19^{ème} siècle, plus il était irréal de traiter les Lituanais et les Ruthéniens comme membres de la nation polonaise; les conceptions conformes à cette idée devenaient donc de plus en plus rares¹³.

Tant entre les deux Guerres qu'en République Populaire de Pologne, l'attitude à l'égard des minorités nationales était problématique. Entre les deux Guerres, les options des partisans de Pilsudski, favorables aux minorités, se heurtaient à celles des représentants de la Démocratie Nationale, hostiles aux minorités, ce qui se ressentait dans l'attitude vis-à-vis des

¹²Ainsi p. ex. Dionizy Paszkiewicz (*Rozmyślenia wieśniaka rolnika [...] o narodzie i języku litewsko-żmudzkiem* [Les réflexions d'un paysan agriculteur (...) sur la nation et la langue lituanienne], Warszawa, 1829) posait la question : «pourquoi nous servons-nous aujourd'hui d'une langue étrangère, pourquoi la langue nationale ne vous est-elle pas agréable ?». Tymko Padurra (Lyrnyk, 1824) exprimait son souci pour la langue et pour toute la culture ukrainienne (Cf. Zieliński, 1969 : 73-74).

¹³Il serait important de rappeler ici l'intervention de Zygmunt Miłkowski (T.T. Jeż, écrivain), qui disait encore en 1859 : «nous allons vers les Ruthènes, les Lithuaniens et les Mazuriens non pas avec le catholicisme, l'orthodoxie, une union, non pas pour les intégrer au caractère national polonais, nous ne leur proposons ni grammaire, ni dictionnaire [...]. Nous leur offrons la liberté polonaise, pour laquelle nous devons lutter ensemble, et pour la garder, nous ne devons pas nous désunir, nous ne devons pas déchirer une nation unie par la Providence», (Cf. Kalemka, 1977 : 168).

Ukrainiens et des Juifs¹⁴. Après la Seconde Guerre mondiale, les droits des minorités étaient respectés dans les déclarations orales, mais en réalité, ils étaient violés, par rapport aux Biélorussiens, aux Litvaniens, et surtout par rapport aux Ukrainiens et aux Allemands (ce qui s'explique par les plaies du passé qui ne s'étaient pas encore cicatrisées). Actuellement, il semble que tant les déclarations orales que les actions des autorités polonaises expriment le respect des droits des minorités, au sens ethnique et culturel, comme au sens politique. Le respect pour les minorités est devenu un élément permanent de l'opinion publique. Seule la droite radicale, d'ailleurs peu nombreuse en Pologne, se permet — et discrètement — de les remettre en question.

Le recours aux langues étrangères, au détriment de la langue polonaise, était aussi une façon de négliger la langue nationale. Dans la deuxième moitié du 18^{ème} siècle, la langue française prend la place du latin, car la culture française avait une grande influence sur la culture polonaise. La langue française garde sa forte position dans les familles et les salons aristocratiques, et également dans les familles de grands propriétaires terriens, jusqu'à la fin du 19^{ème} siècle, malgré les attaques de l'intelligentsia patriotique, surtout celle de gauche.

Comme il a déjà été dit, au 19^{ème} siècle, d'une part ceux qui renonçaient non seulement à l'indépendance, mais aussi à garder le caractère polonais au sens culturel (comme Kazimierz Krzywicki), et d'autre part ceux qui percevaient la communauté culturelle et historique plus largement que la communauté linguistique et celle des mœurs, exprimaient une attitude négligente par rapport à la langue nationale. La position de Walerian Kalinka qui parle de la nation d'une façon proche de la tradition française des deux siècles derniers, est caractéristique de ce courant; l'auteur écrit dans son étude :

La nation est le fruit d'un long travail de l'histoire, le résultat de différentes influences politiques, sociales et religieuses qui font qu'une partie de ses habitants, sans égard à la langue ou aux langues utilisées dans le rapport quotidien, forme un groupe pour de longs siècles, si ce n'est pour toujours, autour des intérêts communs, moraux et matériels.

(1894 : 262)

¹⁴Cf. Górka, 1937; Iwanicki, 1991.

Il semble que c'est d'après ce principe que de nombreux Kachoubes, dont la langue est plus éloignée du polonais que la langue slovaque, parlent aujourd'hui de l'appartenance des Kachoubes à la nation polonaise¹⁵.

2.2. LA LANGUE EN TANT QUE VALEUR

Mais une grande majorité de publicistes, d'historiens, et de philologues polonais s'est toujours prononcée (bien avant le 18^{ème} siècle) en faveur de l'importance de la langue pour garder l'identité nationale. Dans la plupart des cas, la langue constituait un élément essentiel de la conception culturelle de la nation dans la pensée polonaise, ce qui s'exprimait dans les interventions et dans les actions entreprises dans le but de s'opposer à la dégradation ou à la limitation de ses droits, à l'époque des partages. Le caractère de ces interventions et actions dépendait de quelques éléments : de la situation politique et sociale du pays, des courants culturels généraux et des théories et intérêts linguistiques de l'époque donnée.

On a dit que le Siècle des Lumières est une époque où la conception politique de la nation apparaît incontestablement. C'est aussi au Siècle des Lumières pourtant, conformément aux idéaux de cette époque, que la langue et toute la culture sont considérées comme éléments importants, parce que constituant la force de la nation. D'après les humanistes de cette époque, fascinés par le rationalisme cartésien, les qualités principales de la langue nationale sont les suivantes : sa clarté et sa richesse, accompagnant le développement de la pensée. C'est dans cet esprit que les postulats et les jugements de cette époque sont formulés (postulats et jugements polémiques par rapport à la langue baroque), représentés aussi bien par Onufry Kopczyński, grammairien, que par l'évêque Ignacy Krasicki, poète. «L'honneur et la gloire d'une nation aspirant à la perfection dépend toujours de la formation et de l'élargissement du discours maternel» dit Ignacy Krasicki (1953 : 318). «Aspirer à la perfection» c'est, pour les hommes du Siècle des Lumières, le développement de la science et de l'éducation. «Pour pouvoir propager la science, on a surtout besoin de la perfection de la langue maternelle», dit le Professeur en philosophie, Ignacy Włodek (ibid. : 341).

¹⁵Cf. p. ex. Szczesiak, 1990 : 46.

La fonction cognitive de la langue est donc perçue au service de la science; elle est également perçue dans la sphère de la simple communication entre les gens.

Tant dans le domaine de la vie sociale que dans le domaine de la langue, le Siècle des Lumières en Pologne (faisant suite au Siècle des Lumières en Occident¹⁶ oppose aux idéaux de la liberté sarmate une liberté entravée par quelques règles. «Aucun des hommes savants ne doute de la possibilité de créer des mots nouveaux dans une langue vivante. Cette liberté a pourtant quelques limites et règles», écrit Kopczyński, en fixant entre autre le principe de la création des néologismes.

«La perfection n'est attachée à aucun son des mots; comme l'argent est conçu pour être considéré comme signe d'une estime intérieure pour une chose, de même les paroles ne sont que la forme de nos pensées», écrit Krasicki (1953 : 323), en soulignant le rapport entre le discours et la pensée, caractéristique de la philosophie du Siècle des Lumières.

Comme je l'ai déjà dit plus haut, la perte de l'indépendance a provoqué le renforcement de l'attachement aux éléments fondamentaux de la culture polonaise, y compris la langue.

Stanisław Kostka Potocki écrivait en 1816 :

Y a-t-il, en plus du problème de l'entité et de l'indépendance du pays, un autre problème, plus émouvant que celui de garder notre langue? La langue n'est-elle pas ce qui nous unit à des millions de frères qui, dans d'autres domaines, nous sont presque étrangers, par la volonté du destin? Il faut donc reconnaître que la langue est une des affaires importantes de la nation, de laquelle en grande partie son être et son honneur dépendent. Le travail et les soins accordés à la langue ne sont pas uniquement un jeu savant, mais un effort digne d'un citoyen.

(Klemensiewicz, 1974 : 585)

Les efforts auxquels Potocki avait pensé avaient un caractère propre à l'époque du Siècle des Lumières tardif et ils étaient liés à l'idéal d'une langue dépassant les limites régionales, libre de barbarismes, d'archaïsmes, de néologismes et d'expressions courantes, donc correspondant aux idéaux classiques. Bientôt, lorsque les romantiques sont apparus sur la scène de l'histoire, ces idéaux allaient être relégués aux oubliettes. Les romantiques,

¹⁶Cf. Florczak, 1978 : 144-156.

Mickiewicz en tête, postulaient et créaient des textes polonais écrits en un langage vivant, ayant recours aux régionalismes et même aux dialectismes, aux expressions courantes, aux emprunts (surtout aux langues occidentales). Les romantiques, attachés à la pensée occidentale et également au christianisme, qu'ils vivaient comme une réalité intense, ont fait de la langue (dans leur terminologie c'était le plus souvent *le verbe*, renouant avec le *logos* biblique) une catégorie centrale pour la pensée consacrée à l'individu humain, à la société, et surtout, à la nation. Le *verbe* romantique, c'est aussi la langue en tant que code, le fait de parler, le texte, le contenu de l'énoncé et la voix de Dieu dans l'âme de celui qui parle. Ses caractéristiques les plus importantes sont d'être vif et créateur, d'où la méfiance de Mickiewicz, aussi bien que de Cyprian Norwid, envers toutes les règles, tous les «messieurs grammairiens».

Les Slaves sont devenus pour les romantiques «les gens du verbe», et même ceux «du Verbe de Dieu», la nation polonaise, «la nation la plus fidèle au verbe», lequel, dans cette nation contient la notion de sainteté, et, ce qui est très important, la notion «de la puissance créatrice»¹⁷. Cette apothéose romantique du verbe, sa liaison avec le sacré, et, aussi, avec les valeurs éthiques de la vérité et de la bonté, est devenue un élément très important dans toute la lutte pour le caractère polonais, non seulement au 19^{ème}, mais aussi au 20^{ème} siècle.

Cette langue, objet d'apothéose, est souvent objet de métaphorisation, surtout chez le disciple de Hegel (disciple infidèle au maître), Karol Libelt, qui, dans son «Discours sur l'amour de la patrie» écrit : «L'aspect national c'est le cœur, la langue et le sang circulant dans le corps maternel[...]. Une nation vit tant que sa langue est vivante, la nation sans langue nationale n'existe pas[...]».

Les positivistes ne mettent pas tellement en relief l'aspect créateur de la langue nationale et ne s'opposent pas, comme les romantiques le faisaient¹⁸ à ses règlements grammaticaux. Ce sont les idéaux d'une langue claire qui reviennent, surtout les idéaux de la langue de la prose, après l'époque romantique du culte voué à la poésie. Ce qui reste pourtant inchangé, c'est le postulat du «caractère démocratique» de la langue polo-

¹⁷Cf. Kopczyńska, 1976 : 163.

¹⁸Cf. Klemensiewicz, 1974 : 545-548.

naise, à laquelle les dialectismes et la langue courante ont toujours accès.

À la fin du siècle, le modernisme se fait sentir aussi bien dans les conceptions de la nation que dans la conception de la langue. La langue de la littérature se détache de la vie quotidienne, devient hiératique, remplie d'archaïsmes, de néologismes, même si, parallèlement, un fort courant populaire existe, et le patois est valorisé comme élément de la langue nationale, considérée comme entité¹⁹.

Toutes les interventions déjà citées, et bien d'autres, étaient liées à la conception culturo-idéologique de la nation. Elles exprimaient le souci de voir la langue remplir dans la culture nationale ces fonctions qui étaient considérées comme les plus importantes dans les époques particulières. Les différentes formes de la défense active de la langue relevaient de cette sollicitude.

Parmi ces interventions et activités bien orientées, il faut citer le discours des linguistes, des écrivains-essayistes et des représentants de différentes professions. Ce discours concernait d'une part la nécessité d'une éducation linguistique, la défense de la langue polonaise contre les influences étrangères, cultivées par les couches instruites, et contre les emprunts aux langues des puissances partageantes, et, d'autre part, la nécessité d'enrichir la terminologie polonaise scientifique et artisanale²⁰. Tous ces postulats étaient suivis d'une vive activité : on élaborait des manuels de grammaire polonaise, de la langue polonaise, des dictionnaires des barbarismes et de terminologie spéciale.

Une lutte orale s'était aussi engagée, entre autre une bataille parlementaire (dans les parties de la Pologne qui étaient sous l'influence prussienne et autrichienne), pour accorder à la langue polonaise des droits dans la vie publique, fortement limités dans toutes les parties de la Pologne qui étaient sous l'influence russe, après les partages. Pendant tout ce temps les écrivains, les poètes et les publicistes exprimaient leur attachement à la langue polonaise, en soulignant son rôle dans la construction de l'unité synchronique et diachronique des Polonais, autant que dans l'entretien des valeurs culturelles. Ce qui frappe dans la plupart de ces interventions, c'est

¹⁹Cf. Klemensiewicz, 1974 : 550.

²⁰Cf. Urbańczyk, 1959 : 494; Klemensiewicz, 1974 : 569-598, 630-632 et d'autres.

la présence permanente de la conception romantique de la langue.

En ce qui concerne la période entre les deux Guerres, j'y verrais deux dominantes concernant la pensée sur l'attitude vis-à-vis de la nation. L'une d'elles se manifeste dans les interventions et les actions dont le but était de rendre univoque la langue nationale²¹, administrative et spécialisée, différemment formée dans les trois parties de la Pologne, occupées par trois puissances différentes. La deuxième dominante est perceptible dans le domaine de la vulgarisation de la science de la langue, qui, selon les linguistes, est la condition de l'usage approprié de cette langue²². La troisième dominante est le souci de conformité aux tendances de développement de la langue.

L'époque de la Seconde Guerre mondiale est liée à une forte accentuation de l'attachement à la langue maternelle, au retour aux conceptions romantiques²³, ce qui paraît évident.

Après la guerre de 1939-1945, la nouvelle situation politique et idéologique du pays n'a que très peu influencé les conceptions de la langue nationale. Le marxisme n'a trouvé aucune répercussion dans les travaux polonais. Les influences les plus évidentes du marxisme sur la pensée linguistique polonaise sont perceptibles dans les tendances à accentuer la démocratisation de la langue, son ouverture à tous les changements acceptés par l'ensemble du milieu instruit, mais aussi, plus indirectement, dans une autre tendance, celle d'accentuer la fonction cognitive de la langue, à la-

²¹Cf. p. ex. l'intervention de S. Szober, éminent linguiste et spécialiste de la langue polonaise de cette époque : «"Fondue en coulage étranger", vivant pendant plus de cent ans dans trois organisations étatiques différentes, la nation polonaise était obligée, par la force de cette réalité, de se soumettre aux influences politiques étrangères[...]. Le travail ayant comme but de rendre la langue administrative univoque est une grande entreprise, qui exige de longs efforts organisés» (1937 : 63).

²²Il convient de rappeler ici la formulation de l'objectif des activités du «Towarzystwo Miłośników Języka Polskiego» («Société des Sympathisants de la Langue Polonaise», fondée en 1920 à l'initiative d'éminents linguistes de Cracovie, de Kazimierz Nitsch, de Jan Los et de Jan Rozwadowski) : «il nous faut propager l'amour raisonnable de la langue polonaise, fondé sur la connaissance de ses principes, de son développement et sur la compréhension des phénomènes linguistiques en général».

²³Cf. Bajerowa, à paraître.

quelle le Professeur Witold Doroszewski a consacré beaucoup d'attention. Caractéristique est la devise que Witold Doroszewski a mise en exergue dans le *Dictionnaire de la langue polonaise* qu'il avait rédigé, devise empruntée aux écrits de Jan Śniadecki, un célèbre représentant du Siècle des Lumières polonais : «Le perfectionnement de la langue nationale aide beaucoup l'éclaircissement général». Cette devise signale le retour vers le rôle de la langue proposé par le Siècle des Lumières, et non pas à celui proposé par le romantisme.

Durant les décennies qui suivirent, autant à l'école de Doroszewski que dans d'autres centres linguistiques, on mettait l'accent avant tout sur la fonction communicative de la langue, si bien que le critère du fonctionnement, lié à l'aspect d'économie et de précision des moyens linguistiques²⁴, est apparu dans la linguistique normative, domaine intensément développé. Ceci relève des influences de l'école structurale tchèque (Havránek, Jedlička, Hausenblas et d'autres).

En plus de ces courants empruntés au Siècle des Lumières et à l'époque positiviste, à laquelle appartient le structuralisme, on peut voir dans la pensée sur la langue, après la guerre, une continuation de la défense (datant du 19^{ème} siècle) de la langue polonaise contre les influences des occupants, dans ce cas contre l'influence russe²⁵, et aussi contre un certain snobisme, se manifestant par les occidentalismes, trop souvent insérés dans des discours, surtout dans le discours humaniste de différents types²⁶.

À partir de la fin des années soixante-dix, un nouveau courant de la pensée apparaît, envisageant la langue en tant qu'élément de la culture nationale : sous l'influence des lectures de Huxley, d'Orwell, de Klemperer, et aussi sous l'influence de l'École de la «Nouvelle sémantique» de Korzybski, de nombreux humanistes polonais de l'opposition commencent à signaler le danger du «new-speak» («nowo-mowa»), caractéristique des sociétés totalitaires et paratotalitaires²⁷. On dit et on écrit que cette sorte de langue et de construction des textes sert à abrutir une société, qu'elle

²⁴ Cf. Buttler, Kurkowska, Satkiewicz, 1973 : 22.

²⁵ Cf. *ibid.* : 29-31.

²⁶ Cf. Kurkowska, 1991 : 189-208.

²⁷ Cf. Głowiński, 1979 : 3-30.

sert la manipulation, le mensonge, qu'elle représente un danger beaucoup plus grave pour une nation que le manque de correction linguistique et les emprunts²⁸. Au «new-speak» s'oppose une langue conforme aux conceptions romantiques, soumise à l'éthique chrétienne, c'est-à-dire aux exigences de la vérité exprimée par la parole, et de la bienveillance entre les hommes. C'est, pour de nombreuses personnes, l'idéal caractéristique de la culture méridionale, à laquelle appartient la Pologne. C'est aussi la théorie de la coopération linguistique de H. P. Grice et la grammaire de la politesse de Robin Lakoff et d'autres qui deviennent un soutien supplémentaire pour beaucoup de linguistes, opposant au «new-speak» l'idéal de la communication publique honnête et bienveillante. Je suis d'avis que les tentatives de décrire les mécanismes de la manipulation linguistique, utilisés par le gouvernement communiste (bien que ce n'aient été justement que des tentatives), étaient un élément social et politique très important dans la lutte contre la mentalité socialiste, et non seulement une impasse, dans laquelle on tombe, en essayant de placer le problème de la relation entre la langue et le pouvoir, comme le souligne le Professeur Patrick Sériot (1986)²⁹.

Suite à la date charnière de 1989, en plus de la poursuite continue du «new-speak»³⁰, les linguistes polonais se divisent en deux groupes. L'un d'entre eux, fasciné par les idéaux du libéralisme et du pragmatisme occidentaux, se concentre sur la description de la langue telle qu'elle est, sans éléments de normativisme, présents jusqu'alors, se contentant tout au plus de l'aspect de la compréhensibilité des communiqués³¹. L'autre

²⁸Cf. de nombreux textes concernant cette thématique de L. Bednarczuk, de A. Bogusławski, de J. Bralczyk, de J. Puzynina, de J. Rokoszowa, de J. Sambor et d'autres.

²⁹La manipulation linguistique de «new-speak» concerne aussi bien la langue (les sens des mots et des catégories grammaticales) que des éléments textuels du discours.

³⁰Cf. Głowiński, 1990 : 144-147.

³¹L'édition typique pour les partisans de cette conception est le supplément au *Słownik języka polskiego* réd. M. Szymczak (1978-1981), sous la direction de M. Bańko et d'autres, Warszawa 1992, ou aussi celui sous la direction de A. Bogusławski et de J. Wawrzynczyk, *Polszczyzna, jaką znamy. Nowa sonda językowa*, Warszawa, 1993.

groupe veut défendre l'identité de la langue contre le déluge d'anglicismes, défendre le niveau de la langue contre une vague puissante de vulgarité, contre le manque de clarté intellectuelle, contre les influences de la culture de masse contemporaine. Celui-ci veut également continuer à approfondir la conscience linguistique et stylistique de la société, aussi dans le sens historique.

C'est à ce dernier courant de la conscience linguistique que sont liées des séries entières de travaux polonais, renouant avec les conceptions de Herder, de Humboldt et de Sapir, visant l'image de l'univers exprimé par la langue, approfondissant ainsi la compréhension des mots, des catégories grammaticales et du texte. Cet intérêt pour la «forme interne» de la langue est renforcé par l'anthropologie culturelle contemporaine et l'orientation cognitive en linguistique³². Ces travaux permettent d'observer la permanence des conceptions romantiques de la relation entre la langue et la nation en Pologne.

Il semble que, bien que les mots *naród* et *narodowy* apparaissent rarement dans ces travaux, la plupart des auteurs les lient à la problématique nationale et aux objectifs patriotiques, au bon sens du terme³³.

© Jadwiga Puzynina

³²Parmi les auteurs des travaux scientifiques de cette orientation il faut citer Anna Wierzbicka (Canberra), et, en Pologne même, Jerzy Bartmiński, Renata Grzegorzczkova, Jolanta Maćkiewicz, Anna Pajokińska, Ryszard Tokarski et beaucoup d'autres, participant aux séminaires «La langue et la culture», fonctionnant depuis 1985, organisés à l'initiative de J. Bartmiński.

³³Dans l'introduction au volume 2. de l'*Encyclopédie de la culture polonaise du 20ème siècle* (1993 : 16) Jerzy Bartmiński écrit : «La langue est [...] un bien commun, grâce auquel nous pouvons réaliser les objectifs personnels et ceux du groupe, et mieux nous réaliser nous-mêmes [...]. La tradition toujours vive du romantisme nous fait voir dans la langue la racine de notre culture et le soutien du caractère polonais».

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BAJEROWA, I., ed. (à paraître) : *Język polski w okresie drugiej wojny światowej* [La langue polonaise pendant la deuxième guerre mondiale], Warszawa : Ed. Energeia.
- BARTMIŃSKI, J., ed. (1993) : *Encyklopedia kultury polskiej* [Encyclopédie de la culture polonaise du 20ème siècle], t.2, *Współczesny język polski* [La langue polonaise contemporaine], Wrocław : Ed. Wiedza o kulturze.
- BUTTLER, D., KURKOWSKA, H., SATKIEWICZ, H. (1973, 1982) : *Kultura języka polskiego* [Culture de la langue polonaise], t. 1, *Zagadnienia poprawności gramatycznej* [Les problèmes de la correction grammaticale], t. 2, *Zagadnienia poprawności leksykalnej (słownictwo rodzime)* [Problèmes de la correction lexicale (le vocabulaire original)], Warszawa : Państwowe Wydawnictwo Naukowe.
- DĄBEK-WIRGOWA, T., MAKOWIECKI, A. Z., ed. (1993) : *Kategoria narodu w kulturach słowiańskich* [La catégorie de la nation dans les cultures slaves], Warszawa : Ed. Uniwersytet Warszawski — Wydział Polonistyki.
- FLORCZAK, Z. (1978) : *Europejskie źródła teorii językowych w Polsce na przełomie XVIII i XIX wieku* [Sources européennes des théories linguistiques en Pologne entre le 18ème et le 19ème siècle], Wrocław : Ed. Ossolineum.
- FLORYŃSKA, H. (1977) : «"Idea Polski" w publicystyce modernistycznej» [L'idée de la Pologne dans les textes publicitaires du modernisme], Goćkowski J., Walicki A. : *Idee i koncepcje narodu* [Idées et conceptions de la nation], pp. 287-312.
- GELLNER, E. (1991) : *Narody i nacjonalizm* [Les nations et le nationalisme]. Traduit par T. Hołówka, Warszawa : Państwowy Instytut Wydawniczy.
- GŁOWIŃSKI, M. (1979) : «Nowomowa. Rekonesans» [New-speak. Reconnaissance], *Język propagandy* [La langue de la propagande], Warszawa : Niezależna Oficyna Wydawnicza

- (1990) : *Nowomowa po polsku* [New-speak en polonais], Warszawa : Ed. PEN.
- GOĆKOWSKI, J., WALICKI, A., ed. (1977) : *Idee i koncepcje narodu w polskiej myśli politycznej czasów porozbiorowych* [Idées et conceptions de la nation dans la pensée politique polonaise de l'époque après les partages], Warszawa : Państwowe Wydawnictwo Naukowe.
- GORKA, O. (1937) : *Naród a państwo jako zagadnienie Polski* [La nation et l'État en tant que problème de la Pologne du 20ème siècle], Warszawa, Ed. Biblioteka Polska.
- IWANICKI, M. (1991) : *Ukraińcy, Białorusini, Litwini i Niemcy w Polsce w latach 1918-1990* [Les Ukrainiens, les Biélorussiens, les Lituaniens et les Allemands en Pologne dans les années 1918 à 1990], Siedlce : Ed. WSRP,.
- KALEMBKA, S. (1977) : «Pojęcie narodu w publicystyce obozu demokratycznego Wielkiej Emigracji» [La notion de la nation dans les textes publicitaires du camp démocratique de la Grande Émigration], Goćkowski J., Walicki A. : *Idee i koncepcje narodu*, pp. 153-173.
- KALINKA W. (1894) : «L'échec de la France et l'avenir de l'Europe», *Dziela*, t. 4, Kraków.
- KARPIŃSKI, W., KRÓL, M. (1974) : *Sylwetki polityczne XIX wieku* [Personnages politiques du 19ème siècle], Kraków : Ed. Znak.
- KLEMENSIEWICZ, Z. (1974) : *Historia języka polskiego* [Histoire de la langue polonaise], Warszawa : Państwowe Wydawnictwo Naukowe.
- KOPCZYŃSKA, Z. (1976) : *Język a poezja. Studia z dziejów świadomości językowej i literackiej oświecenia i romantyzmu* [La langue et la poésie. Les études de l'histoire de la conscience linguistique et littéraire du Siècle des Lumières et du romantisme], Wrocław : Ed. Ossolineum.
- KURKOWSKA, H. (1991) : *Polszczyzna ludzi myślących* [Le polonais des intellectuels], Warszawa : Wydawnictwo Naukowe PWN, pp. 189-208.
- ŁEPKOWSKI, Tadeusz (1989) : *Uparte trwanie polskości* [La durée têtue du caractère polonais], London, Warszawa : Ed. Aneks.
- OSSOWSKI, S. (1984) : *O ojczyźnie i narodzie* [A propos de la patrie et de la nation], Warszawa : Państwowe Wydawnictwo Naukowe.

- PUZYNINA, J. (1983) : «Niektóre fakty z życia S. B. Lindego w świetle dzieł historyków i zachowanych dokumentów» [Certains épisodes de la vie de S. B. Linde à la lumière des œuvres des historiens et des documents conservés], *Poradnik Językowy*, fasc. 10, pp. 677-683.
- SAMSONOWICZ, H. (1971) : *Złota jesień polskiego średniowiecza* [L'automne d'or du Moyen-Âge polonais], Warszawa : Ed. Wiedza Powszechna.
- (1993) : «Rola pogranicza cywilizacji europejskiej w kształtowaniu świadomości narodowej» [Le rôle des confins de la civilisation européenne dans la formation de la conscience nationale], Dąbek-Wirgowa T., Makowiecki A.Z., ed. : *Kategoria narodu...* [La catégorie de la nation], pp. 13-16.
- SÉRIOT, P. (1986) : «Langue et langue de bois en Pologne», *M.O.T.S.*, fasc. 13, pp. 1-7.
- SZACKI, J. (1986) : «Koncepcja narodu w socjologii i historii» [La conception de la nation dans la sociologie et dans l'histoire], *Przegląd Powszechny*, fasc. 5, pp. 182-193.
- SZCZESIAK, E. (1990) : *Barwy Kaszub* [Les couleurs locales de la région des Kachoubes], Gdańsk : Ed. Oficyna CZEC.
- SZOBER, S. (1937) : *Na straży języka. Szkice z zakresu poprawności i kultury języka polskiego* [La protection de la langue. Esquisses sur la correction et la culture de la langue polonaise], Warszawa : Ed. Nasza Księgarnia.
- ŚWIDA-ZIEMBA, H. (1993) : «Pojęcie narodu w myśleniu potocznym i refleksji intelektualnej» [La notion de la nation dans la réflexion intellectuelle et dans la pensée populaire], Dąbek-Wirgowa T., Makowiecki A. Z., ed. : *Kategoria narodu* [La catégorie de la nation], pp. 7-11.
- TASZYCKI, W. (1953) : *Obrońcy języka polskiego. Wiek XV-XVIII* [Les défenseurs de la langue polonaise. Du 15ème au 18ème siècle], Wrocław : Ed. Ossolineum.
- TAZBIR, J. (1971) : *Rzeczpospolita i świat. Studia z dziejów kultury XVII wieku* [La Res Publica et le monde. Etudes de l'histoire de la culture du 17ème siècle], Wrocław : Ed. Ossolineum.
- URBAŃCZYK, S. (1959) : «Językoznawstwo polskie 1. połowy XIX wieku» [La linguistique polonaise de la première moitié du 19ème

- siècle], Klemensiewicz Z., ed. : *O języku Adama Mickiewicza. Studia* [Sur la langue de A. Mickiewicz. Etudes], Wrocław : Ed. Ossolineum, pp. 487-519.
- WALICKI, A. (1983) : *Między filozofią, religią i polityką. Studia o myśli polskiej epoki romantyzmu* [Entre la philosophie, la religion et la politique. Etudes sur la pensée polonaise de l'époque du romantisme], Warszawa.
- ZIENTARA, B. (1977) : «Struktury narodowe średniowiecza» [Les structures nationales du Moyen-Âge], *Kwartalnik Historyczny*, t. 84, fasc.2, pp. 287-311.
- ZIELIŃSKI, A. (1969) : *Naród i narodowość w polskiej literaturze i publicystyce lat 1815-1831* [La nation et la nationalité dans la littérature et les textes publicitaires des années 1815-1831], Wrocław : Ed. Ossolineum.

Le problème de la langue et de la nation albanaise (19ème-20ème siècle)

Miço SAMARA
Université de Tirana, Albanie

Bien des linguistes et sociologues estiment qu'il y a une corrélation entre une nation et sa langue¹. Ainsi, des linguistes, des historiens, des ethnologues et des sociologues albanais ont-ils écrit que le peuple albanais, comme toute la population des Balkans, «a ressenti sa langue maternelle comme une composante essentielle de sa nation» ou comme «l'enjeu de la lutte pour son existence»². Mais jusqu'à présent il n'y a pas encore eu d'étude particulière, au plan théorique et pratique, sur les rapports réciproques entre la langue et la nation albanaise, sur les facteurs objectifs et subjectifs, politiques, sociaux et culturels (intérieurs et extérieurs), qui aille dans le sens d'une telle corrélation, ainsi que sur la spécificité de cette corrélation.

Ces problèmes seront traités dans cet exposé en les reprenant par périodes historiques : 1) durant la Renaissance albanaise (19ème siècle), 2) après la proclamation de l'Indépendance (1912), 3) après la Deuxième Guerre Mondiale (pendant le régime communiste) et 4) aujourd'hui, après l'établissement de la démocratie pluraliste en Albanie.

Mais, avant d'aborder ces problèmes, je voudrais exprimer très brièvement ma conception sur la nation, la langue et leurs corrélations en général.

¹ Breton, 1981; Kloss, 1968; Bin, 1989; Habibullin, 1989; etc.

² Xholi, 1966; Xhuvani, 1980; Buda, 1980, 1982; Ismajli, 1991; Kostallari, 1984; Nuhiu, 1990, 1994.

1. LA NATION

La plupart des philosophes et des sociologues sont unanimes pour dire que la nation est «une communauté humaine formée historiquement»³. S'il en est ainsi, la nation n'est pas une invention, mais une réalité, étant donné qu'elle est constituée «d'un groupe social commun»⁴. En revanche, il n'y a pas encore une définition commune de la nation qui soit stabilisée et approuvée par tous les linguistes et sociologues. En effet, il n'est pas précisé quelles sont les caractéristiques de cette «communauté».

À partir des définitions de quelques dictionnaires encyclopédiques ou linguistiques, il ressort que le terme «nation» peut être confondu avec les termes «peuple», «nationalité», «ethnie», et même «État». Selon le *Larousse*, la nation est caractérisée par une histoire, une langue, une religion et une vie économique commune⁵; elle est mise en relation sémantique étroite avec l'ethnie («communauté de langue et de culture»⁶). Pour le *Robert*, la nation «se caractérise par la conscience de son unité et la volonté de vivre en commun»⁷ en ajoutant comme synonymes «État», «pays» et «puissance». C'est à peu près comme les dictionnaires albanais, qui définissent les termes *komb* (nation), *kombësi* (nationalité), *popull* (peuple) et *ethnie*⁸ en les mettant en relation synonymique. Le problème devient plus complexe et plus discutable quand on pose la question de savoir si l'on peut inclure les caractéristiques «d'un territoire commun» et «d'une vie économique commune» dans la définition de la nation. D'après les dictionnaires russes (avant 1990)⁹ et selon le *Robert* la réponse est affirmative; même pour *Političeskij slovar'* (1958), la nation «est un phénomène historique qui a non seulement son commencement, mais aussi sa fin»¹⁰, quand «le communisme — selon lui — triomphera dans le monde

³ *Petit Larousse* : 608 (abrégé PL).

⁴ *Petit Robert* : 1138 (abrégé PR).

⁵ PL, 3 : 608.

⁶ PR, 4 : 638.

⁷ PR, 4 : 1138.

⁸ *Fjalori i Shqipërisë së Sotme* : 536 (abrégé FShS).

⁹ *Političeski slovar'* : 381 (abrégé PS), *Slovar' russkogo jazyka* : 386.

¹⁰ PS, 6 : 381.

entier»¹¹. En ce qui concerne le *Larousse*, celui-ci garde une attitude un peu réservée, puisqu'il ajoute que la vie économique de la nation doit être «plus ou moins forte»¹² et le territoire doit être commun «le plus souvent»¹³.

À mon avis, l'inclusion et la caractéristique du territoire commun et de la vie économique commune dans la définition du terme «nation» est relative. Cela dépend de la manière de concevoir la chose, ainsi que des circonstances concrètes et spécifiques à tel peuple ou à telle nation, comme c'est le cas pour la nation albanaise. Bien entendu, la discussion sur le terme «nation» reste encore ouverte. Il en est autrement de la «langue» dont nous parlerons ci-dessous.

2. LA LANGUE

Les dictionnaires généraux définissent la langue comme «un moyen de communication»¹⁴ ou comme «l'ensemble du vocabulaire et de la syntaxe»¹⁵, tandis que, du point de vue sociologique, la langue est «un phénomène commun à une communauté sociale». C'est une conception acceptée aussi par la sociolinguistique albanaise. Cette conception s'est reflétée dans le *Dictionnaire albanais* (1984) qui définit la langue comme «le moyen principal servant à communiquer dans toute la société»¹⁶. Mais dans cette définition on ne mentionne pas le terme «nation». C'est pourquoi une autre signification a été ajoutée dans l'article «langue» de ce *Dictionnaire* : la langue est «un système créé historiquement par un peuple, qui est un des éléments principaux d'une nationalité ou d'une nation»¹⁷. En dehors de l'identification du terme «nation» avec le terme «nationalité», on voit ici aussi une définition sociologisée, empruntée à la linguistique soviétique. C'est presque la définition qu'en donnait Staline

¹¹ *ibid.*

¹² *PL*, 3 : 608.

¹³ *ibid.*

¹⁴ Dubois (abrégé *DL*), 1973 : 444, 972.

¹⁵ *PL*, 3 : 512.

¹⁶ *FShS*, 5 : 391.

¹⁷ *ibid.*

dès 1950 dans *Le marxisme et les problèmes de la linguistique* : «la langue a été créée pour subvenir aux besoins, non pas d'une classe quelconque, mais de toute la société»¹⁸.

En fait, la langue — du point de vue sociolinguistique — est un phénomène très complexe. Elle n'est pas un simple reflet-miroir de la société; elle constitue un objet de recherche pour la linguistique, la sémiotique, la sociologie et la théorie de l'information. Je suis plutôt d'accord avec ceux qui définissent la langue comme un système particulier d'expression du mental et de communication ou «un système de signes vocaux spécifiques»¹⁹. Mais cela ne veut pas dire qu'on peut avoir des préjugés et qu'on peut ignorer ses relations avec la société, au plan théorique et pratique, avec une ethnie donnée ou avec le peuple qui la parle. En d'autres termes : si la langue est pour le linguiste «un système autonome de dépendance purement interne», selon l'expression de Saussure et Hjelmslev²⁰, il ne faut pas ignorer son rapport avec les autres faits de communication sociale ou avec la culture d'une population en général. La langue albanaise par exemple a eu et a encore des relations concrètes avec la culture nationale ou avec la nation albanaise depuis sa naissance, quand les ancêtres des albanais appelaient leur langue *arbenisht* ou *arberisht* et qu'ils s'appelaient *arber*. Cette appellation a une relation étymologique avec le nom *arban*, «une des tribus illyriennes» mentionnée pour la première fois par le géographe grec Ptolémée au 2ème siècle²¹.

3. NATION ET LANGUE

Je vais traiter maintenant des rapports entre la nation et la langue albanaise conformément aux événements culturels les plus importants durant les 19ème et 20ème siècles. De cette façon je peux présenter également les problèmes principaux et les différentes opinions qui se sont exprimées du-

¹⁸ Staline, 1950, (cité d'après l'éd. en français, Tirana : Naim Frashëri, 1969, p. 6).

¹⁹ *DL*, 7 : 276.

²⁰ 1978 : 1395.

²¹ Demiraj, 1994 : 51. C'est l'occasion de dire que les mots *shqip* (la langue des albanais) et *Shqipëri* (Albanie) sont documentés à partir du 17ème siècle, coïncidant avec les premiers documents écrits de la langue albanaise.

rant quatre époques historiques sur la corrélation entre la nation et la langue albanaise. C'est ainsi qu'on va en outre découvrir la spécificité de cette corrélation jusqu'à ce jour.

3.1. LA RENAISSANCE ALBANAISE

Durant le 19^{ème} siècle, la corrélation existant entre la langue et la nation albanaise a été conçue et traitée par les linguistes et sociologues albanais comme un élément stimulant très important du mouvement national pour la lutte en faveur de la libération et de l'indépendance de l'Albanie. L'alphabétisation et la scolarisation du peuple albanaise en langue maternelle étaient, à cette époque, un devoir de premier plan pour réveiller la conscience nationale. Mais les questions qui se posent sont les suivantes : à quel niveau ou à quelle échelle se trouvait cette conscience nationale ? Dans quelle mesure cette conscience correspondait-elle à la situation politique, sociale et culturelle de cette époque ? Quels étaient les facteurs sociaux et culturels conditionnant les corrélations entre la langue et la nation albanaise ? Quelle était la politique linguistique nationale à cette époque ?

Dans l'histoire de l'Albanie, le 19^{ème} siècle est celui d'un grand tournant, considéré comme une véritable Renaissance de la nation albanaise et préparé par une succession de phénomènes qui se sont frayé un chemin à partir du 18^{ème} siècle. La formation des deux grands pachaliks²² albanais, un au Nord (les Bouchatli) et un autre au Sud (Ali Pacha Tépéléna), réalisa une concentration politique et culturelle plus profonde. La pénétration des idées européennes avec le rationalisme de Descartes, de Hegel, etc., la formation d'un courant au sein du clergé orthodoxe qui a commencé à employer la langue albanaise dans les services liturgiques, l'emploi de la langue maternelle par l'Église catholique et d'autres facteurs extérieurs et intérieurs dans le domaine de la croissance de l'esprit de résistance envers les occupants ottomans, tout cela atteste le réveil de la conscience nationale albanaise et montre que les rapports entre la langue et la nation albanaise étaient entrés dans une nouvelle époque. Au début du 19^{ème} siècle un ample mouvement de libération nationale a commencé. Les traits essentiels de ce mouvement, qui comprenait même les Albanais qui avaient émigré

²²Un pachalik est une division administrative de l'ancien Empire ottoman, gouvernée par un pacha (note de l'éd.).

depuis plusieurs siècles et qui avaient pris le nom *arvanit* (en Grèce) et *arberesh* (en Italie), furent plus évidents à la fin du 19^{ème} siècle. C'était un mouvement pour la culture nationale et l'école albanaise. Ce mouvement, en rapports étroits avec les mouvements nationaux des autres peuples balkaniques, s'inspirait des traditions glorieuses de l'époque de Skanderbeg, des grandes idées de la Révolution française (1789) et des idées du Siècle des Lumières (comme Voltaire, Diderot, Rousseau, etc.).

La lutte pour la liberté et l'indépendance du pays, qui était devenue «une tâche vitale, la tâche des tâches»²³, fut concrétisée dans le programme politique et culturel de la Renaissance nationale. Le problème de la langue nationale occupait dans ce programme une place importante. On pourrait dire que la langue albanaise devint à cette époque le pivot de l'unité nationale. Le mouvement pour l'élaboration de la langue littéraire, parallèlement à la lutte pour le renforcement de l'unité nationale, ne faisait que croître pour se transformer en une politique linguistique et culturelle puissante qui n'a pas fait l'objet, jusqu'à maintenant, de profondes études. Cela a donné lieu à la naissance d'une épistémologie discutable ou à des estimations exactes et inexactes de la part de différents auteurs. Quelques-uns ont considéré cette politique comme «un indice de patriotisme»²⁴, d'autres comme un mouvement linguistique puriste ou comme «la position d'un purisme rude» un peu «exagéré» et que ce «purisme» avait eu comme conséquence l'appauvrissement de la richesse lexicale de l'albanais littéraire, et même risquait de le séparer de «la langue du peuple»²⁵. Mais qu'est-ce que cette «langue du peuple» ? Même les partisans de la Renaissance «luttaient» pour défendre «la langue du peuple». Était-elle antinomique à la langue officielle ottomane ou bien ce terme reflétait-il une nouvelle conception de «la langue vivante» vis-à-vis ou à l'égal de «la langue maternelle» ? Pour les partisans de cette époque, la défense de «la langue du peuple» ou de la langue nationale à travers la connaissance et la fixation de sa richesse dans l'écriture, représentait le problème principal de la sauvegarde de l'individualité de la nation. «Les nations se soutiennent

²³ ZXh-N, 2 : 15.

²⁴ *Përpyjekja shqiptare*, II, Nju13, 1938 : 46.

²⁵ *Buletin për shkencat shoqerore*, II, 1957 : 212 et *Buletin USHT I*, 1959 : 159.

par leurs langues» disait S. Frashëri en 1879²⁶. «Une nation qui perd sa langue — écrivait-il — est égarée et oubliée»²⁷. Il insistait sur le fait que «tout Albanais, grand et petit, écrive dans sa propre langue s'il veut que notre nation soit illuminée par le savoir, le bien-être et une bonne existence»²⁸. A cet égard, selon l'opinion des partisans de la Renaissance, l'albanais écrit ne pouvait être mis ni sur le même plan que le grec, ni sur celui de quelque autre langue qui possédait des traditions d'écriture bien plus anciennes et plus solides que l'albanais. C'est à la lumière de circonstances historiques de cette nature que les artisans de la Renaissance affirmaient que le danger de dénationalisation de la culture et de la langue n'était pas aussi grand pour aucune des nations des Balkans qu'il ne l'était pour les Albanais. On comprenait bien tous les efforts de ces artisans pour l'épuration de l'albanais littéraire des emprunts superflus et pour son enrichissement; de cette manière ils ont exprimé l'amour pour leur propre langue en la considérant comme une «gardienne si stable et fidèle de la conscience de la nationalité et de la nation»²⁹ ou comme «un élément composant d'une valeur nationale particulière »³⁰. Cependant, je ne partage pas l'avis selon lequel la langue albanaise de cette époque était menacée effectivement «de perte» ou «de disparition complète»³¹. A mon avis, les artisans de la Renaissance voulaient plutôt sensibiliser l'opinion et faire de la langue maternelle un facteur actif pour réaliser leur but politique et social, ainsi que les idées des Lumières. N. Frashëri (philosophe, linguiste et poète), une figure à multiples facettes bien connue de ces artisans et un des partisans les plus ardents des Lumières, a, dans ses vers, exprimé nettement ses espoirs «d'un siècle d'or»³². C'est précisément sur l'initiative et le soutien de N. Frashëri et de ses collègues que fut ouverte la première école en langue maternelle à Korça (1887). A cette époque la langue albanaise existait déjà comme langue écrite, mais elle n'était pas employée dans les institutions gouvernementales et elle était absente dans les écoles.

²⁶ S. Frashëri, 1879 : 27-28.

²⁷ *ibid.* : 28.

²⁸ *ibid.* : 3.

²⁹ AK-F, 2 : 10.

³⁰ AK-F, 2 : 12.

³¹ AK-F, 2 : 9.

³² N. Frashëri, 1912 : 16.

Le Patriarcat d'Istanbul avait proclamé l'albanais langue maudite et tout chrétien qui l'apprenait à l'école était poursuivi comme un hérétique. Dans ces circonstances, N. Frashëri luttait pour que la langue soit considérée comme l'expression la plus élevée de la nation indépendante, comme le moyen le plus apte à unir les Albanais³³. «Le premier de tous les progrès qu'il faut à une nation — écrivait-il — est sa langue maternelle»³⁴. Il s'adresse à ses sentiments religieux et appelle l'albanais «langue de Dieu»³⁵. C'est dans cette langue que pendant la Renaissance fut écrit et publié le premier abécédaire albanais de N. Veqilharxhi, qu'une littérature originale artistique, didactique et scientifique vit le jour, que furent élaborées les premières grammaires normatives albanaises, et que furent préparés plusieurs dictionnaires, dont la place principale revient à celui de K. Kristoforidhi, qui marque le premier pas vers un dictionnaire raisonné de l'albanais national.

Dans les circonstances politiques, sociales et culturelles mentionnées ci-dessus, la conscience nationale des Albanais s'était élevée, mais l'État albanais indépendant et «pan-national» — comme les partisans de la Renaissance le désiraient — n'était pas encore formé. Cependant, une tradition déjà déterminée était créée concernant les liens entre la langue et la nation albanaise, tradition qui a laissé des traces importantes dans le processus du développement ultérieur de ces liens.

3.2. APRÈS LA PROCLAMATION DE L'INDÉPENDANCE

Au début du 20^{ème} siècle, d'autres conditions politiques, sociales et culturelles se sont développées et ont insufflé un caractère nouveau aux relations entre la langue et la nation albanaise. En 1908, le Congrès de Manastir fixa l'alphabet unique de la langue. Depuis lors, plusieurs alphabets et plusieurs modes d'écriture ont été en usage. C'était un pas en avant vers l'unification de la langue littéraire. L'unification de la langue a été considérée à cette époque comme un problème et un devoir en faveur ou en fonction de la création d'un État albanais indépendant. En 1912, l'indépendance de l'Albanie a été proclamée et pour la première fois un État albanais s'est

³³ ZXh-N, 2 : 28.

³⁴ 1890 : 39.

³⁵ 1894 : 97.

créé. La langue nationale albanaise devait servir désormais au développement et à la consolidation de ce dernier. Si durant la Renaissance les bases nationales à l'étranger ont eu un rôle de premier plan dans l'élaboration de la langue et dans la consolidation de la nation albanaise, désormais le principal travail s'effectuait en Albanie. La langue continua d'être considérée et traitée comme un élément primordial de la nation.

En se basant sur les deux arguments suivants : premièrement, le rôle important de la langue en relation avec la nation, et, deuxièmement, les exigences du nouvel État envers la langue, le Gouvernement de Vlora publia en 1913 un décret sur «l'emploi de l'albanais comme langue officielle de l'État»³⁶. Mais le problème était que les frontières existantes de l'État albanais à cette époque ne coïncidaient pas avec les frontières ethniques de la nation albanaise, parce que la Conférence des Ambassadeurs des six pays à Londres (1913) avait décidé de séparer l'Albanie de la moitié de son territoire (le Kosovo, la région de Tetove, etc.³⁷). C'est ainsi que la nation albanaise s'était soumise à la conception de «la balkanisation» bien répandue mais contestable en Europe à cette époque³⁸. Dans ces circonstances, le devoir qui se posait était d'approfondir de plus en plus la ligne convergente de la Renaissance et d'augmenter les efforts en vue de former une langue littéraire unique pour toute la nation. Les décisions de la *Commission littéraire de Shkodra* (1916) et du *Congrès de l'Enseignement de Lushnja* (1920), qui ont fait avancer le rapprochement des variantes littéraires dans l'écriture, la formation d'une terminologie albanaise pour l'administration de l'État, les tribunaux, l'armée, etc., et l'élaboration de nouvelles grammaires pour les écoles, représentent en général le fruit de la politique linguistique nationale de l'État albanais et des forces démocratiques et progressistes. «L'Albanie avec son peuple — écrivait un journal de Korça — veut voir un grand progrès et a tourné ses yeux vers l'Occident. Elle veut abolir le fanatisme et créer une nation unifiée, avancée, civilisée à tous égards»³⁹.

Durant la période de la lutte contre les occupants nazis-fascistes, le gouvernement a fait des démarches pour unifier la langue officielle. Dans

³⁶ Puto, 1978 : 121.

³⁷ HSh : 139.

³⁸ RI-E, 2 : 13.

³⁹ *Gazet'e Korçës*, 18 janvier 1921 : 1.

ce but, une *Conférence albanologique* a été organisée (1940); mais ces démarches n'ont pu aboutir, parce qu'il y avait à cette époque plusieurs tendances divergeantes de la politique linguistique traditionnelle, ainsi que plusieurs problèmes concernant la libération du pays.

3.3. APRÈS LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE

Après la Deuxième Guerre Mondiale, durant le régime communiste en Albanie, une autre situation linguistique s'est créée. Il y a eu de nouveaux obstacles liés à la politique linguistique nationale, y compris les problèmes concernant la planification linguistique ou les liens entre la langue et la nation albanaise. Un de ces problèmes était la formation de la langue standard ou la standardisation de la langue : sur quelle méthode ou sur quelle méthodologie allait-on pouvoir se baser pour résoudre ce problème, dont l'importance a été considérée comme fondamentale pour le progrès de la nation albanaise ?

Durant quatre décennies l'étude de la relation entre la langue et la nation, comme l'étude des autres problèmes du domaine des sciences humaines et sociales, a été politisée et idéologisée, en se basant sur la philosophie marxiste⁴⁰. La théorie marxiste de la langue, enchevêtrée à la théorie sur les nationalités, les nations et leur culture — comme on écrivait en 1972 — donne «une base méthodologique objective pour expliquer avec exactitude également la formation de notre langue littéraire nationale, cherchant cette explication non seulement dans les traits immanents de la structure et du système de la langue albanaise, mais dans l'action conjuguée des facteurs linguistiques et des facteurs socio-historiques qui ont abouti à la formation de la nation albanaise et de la société contemporaine albanaise»⁴¹. En se basant sur l'idée de Marx et Engels selon laquelle «le moment venu, les individus prendront complètement sous leur contrôle même ce produit du genre humain»⁴² (c.-à-d. la langue), l'influence de la société communiste ou de sa politique et de son idéologie sur l'évolution ultérieure de la langue et de la nation a été considérée comme quelque

⁴⁰ Marks, Engels (abrégé M-E), 1972; Lenin, 1952; Stalin, 1951; Hoxha, 1988; etc.

⁴¹ Kostallari (abrégé AK-Gj), 1973 : 102.

⁴² M-E : 102.

chose d'absolu. Dans l'étude des rapports entre la langue et la nation albanaise à cette époque une conception sociologiste a été fixée, selon laquelle il est impossible de parler d'une langue et d'une nation unique avant le 19ème siècle, puisqu'en Albanie — comme on disait — n'existaient pas encore les éléments d'une économie capitaliste. Une différenciation sémantique artificielle était établie entre le terme *komb* (nation) et *kombesi* (nationalité) reflétée aussi dans le *Dictionnaire albanais* (1984) où nous lisons : *kombesi* est «une communauté humaine stable, qui précède la nation [...]»⁴³.

Les discussions sur la base dialectale de la langue standard ont pris à cette époque un caractère épistémologique. La formation de la langue littéraire nationale (standard) a été un grand résultat en 1972, mais elle a été considérée comme une victoire de la politique linguistique de l'État et du Parti Communiste, tandis que plus tard on a dit que la formation de cette langue a été «une alternative politique» ou, en un mot, «une intervention» dans l'évolution de la langue⁴⁴. En effet, pendant le régime totalitaire il y a eu une sorte «d'embargo» camouflé qui avait pour but d'empêcher l'étude objective du problème de la langue et de la nation albanaise. J. Byron⁴⁵ et plus tard A. Pipa⁴⁶ ont critiqué la politique linguistique de l'État albanais, alors qu'on déclarait officiellement que suivant cette politique «la discordance entre l'unité de la nation et l'État national albanais d'une part et le dédoublement de la forme de la langue littéraire de l'autre étaient éliminés»⁴⁷, et que cette politique «s'exprimait de la façon la plus claire et la plus concentrée dans les œuvres d'Enver Hoxha»⁴⁸, en attribuant à ce dernier l'élaboration de la politique linguistique de l'État concernant aussi la purification et l'enrichissement de l'albanais, dans le but «de protéger l'indépendance et la culture nationale»⁴⁹. Mais pourquoi le régime communiste et le Parti-État sont-ils intervenus ou ont-ils porté tant d'intérêt à l'égard de la langue et de la nation albanaise ? C'est une question qui mérite

⁴³ *FShS*, 5 : 536.

⁴⁴ Beci, 1993 : 6.

⁴⁵ 1976.

⁴⁶ 1989, 1991.

⁴⁷ *AK-Gj*, 2 : 122.

⁴⁸ *ibid.*

⁴⁹ Hoxha, 1974, 1977.

d'être traitée en particulier. Je peux faire ici la même hypothèse que celle faite par P. Sériot quand il analyse «la langue de bois» dans l'Europe socialiste dans les années 1980, c'est-à-dire l'hypothèse de la relation «entre l'attitude épistémologique envers le couple langue/pouvoir et l'État»⁵⁰. Cette hypothèse peut être justifiée par «la théorie de la langue unique du peuple-nation» répandue aussi en Albanie où, à cette époque, le rôle de la langue nationale unique a été considéré conforme à l'idéologie marxiste, comme en ex-URSS durant les années 70-80⁵¹.

3.4. AUJOURD'HUI

À la fin des années 80 et au début des années 90, l'Albanie, comme tous les pays de l'Est, mais un peu plus tard que les pays de l'Europe centrale, a commencé la démocratisation de la vie sociale et culturelle, y compris la démocratisation de la langue et l'extension de ses fonctions nationales à l'intérieur du pays (où vivent plus de 3 millions d'habitants) et à l'extérieur du pays (où vivent à peu près 4 millions d'habitants).

Depuis 1968, la *Consultation scientifique de Prishtina*, en se basant sur «le principe : une nation—une langue» décida d'employer l'albanais contemporain standard au Kosovo (où vivent environ 2 millions d'Albanais) dans toutes les activités sociales et culturelles. La langue standard contemporaine s'est frayé un chemin aussi dans la diaspora albanaise. Cette langue a été employée depuis ces années aussi par les *Arberesh* d'Italie et par les Albanais qui vivent dans le monde entier.

Ainsi, les décisions du *Congrès d'Orthographe* (1972) ont-elles vraiment stimulé l'extension des fonctions de la langue standard dans tous les territoires de la nation albanaise. En réalité, ces fonctions ne se sont pas complètement étendues au Nord, comme au Sud de l'Albanie; la norme de la langue écrite ne fonctionnait pas entièrement dans la langue parlée. A la *Conférence linguistique* de 1992 consacrée à ce problème ont été exprimés aussi des points de vue qui étaient en opposition avec la décision du *Congrès d'Orthographe*⁵². Néanmoins, la *Conférence* a approuvé l'opi-

⁵⁰ Sériot, 1989 : 50.

⁵¹ Sériot, 1991.

⁵² *Shkodër*, 1993 : 129.

nion générale selon laquelle —à juste titre— la révision de la base dialectale de l'albanais standard se serait faite en défaveur de la nation albanaise.

Aujourd'hui, à mon avis, les problèmes principaux qui restent concernant la langue en corrélation avec la nation albanaise sont : l'étude des tendances objectives de l'évolution et de la perfection de la langue albanaise (standard) du point de vue structurel et fonctionnel en conformité avec la perspective de l'évolution de la nation albanaise, ainsi que la légitimité de son emploi comme langue de communication nécessaire par les minorités grecques et slaves en Albanie. Ces problèmes ont commencé à être traités et résolus selon la *Déclaration universelle des Droits de l'Homme* (1946), selon la *Charte d'Helsinki* et selon la *Charte des Droits de l'Homme* approuvée par le Parlement albanais en 1993 où il est écrit : «Toutes les personnes de la minorité ont le droit d'exprimer, de sauvegarder et de développer librement leur identité ethnique, culturelle, religieuse, linguistique, ainsi que d'apprendre et d'être scolarisées en leur langue maternelle»⁵³.

Mais, comme on le sait, les Albanais du Kosovo et ceux qui vivent en Macédoine ne sont pas satisfaits de la solution actuelle donnée au problème de la langue officielle dans leur région. Ils ont demandé aux gouvernements respectifs le bilinguisme. Parallèlement, avec l'application du bilinguisme, un parti albanais, créé après l'établissement de la démocratie pluraliste, a demandé l'unification de toute la nation en un État commun albanais. C'est ainsi qu'on a pensé résoudre en une fois les problèmes de corrélation entre la langue et la nation, mais un tel désir ne convient pas à tous et la discussion continue encore.

4. CONCLUSION

Je pense que les corrélation actuelles entre la langue et la nation albanaise doivent être étudiées et résolues dans le cadre des processus de l'intégration de la culture nationale dans la culture européenne et mondiale, naturellement d'une manière démocratique, sans ignorer l'identité de la langue et de la nation respectives, ainsi que la personnalité ethnique de chaque peuple.

⁵³ «Les dispositions de la Constitution en Albanie», in *Fletorja zyrtare*, Tirana, 1993/3, art. 26, p. 167.

Il est important que la théorie sur la langue comme un système particulier de signes soit étudiée en harmonie avec la pratique langagière réelle, toujours en respectant les rapports majorité/minorité et le droit de chaque nation ou de chaque population de parler et d'écrire sa langue maternelle. Avec regret, il faut dire que cette politique n'est pas respectée complètement dans toutes les régions des Balkans.

Aujourd'hui une nouvelle diaspora albanaise s'est créée en Europe. C'est le droit légitime de cette diaspora de survivre et de s'intégrer dans la vie économique, sociale et culturelle des pays d'accueil conformément à la Constitution respective de ces pays, conforme aussi à une corrélation harmonieuse traitée ici entre la langue et la nation, prise au plan théorique et pratique.

Bien sûr, il n'est pas possible de poser et de résoudre tous les problèmes concernant les liens entre la langue et la nation albanaise dans un exposé comme celui que je viens de présenter. Il y a aussi d'autres problèmes à étudier.

En généralisant et synthétisant tout ce que j'ai traité ci-dessus concernant les rapports entre la langue et la nation albanaise on peut dire que ces rapports sont dialectiques et spécifiques; il reste à étudier des problèmes linguistiques et extra-linguistiques encore obscurs qui, une fois éclairés, permettront d'établir scientifiquement ces rapports. Je voudrais que cet exposé soit considéré comme un effort pour faire un pas en avant vers une étude plus profonde de ces problèmes. Je veux aussi communiquer le désir de mes collègues de collaborer avec d'autres sociolinguistes d'Europe, afin d'obtenir une résolution plus objective de ces problèmes.

© Miço Samara

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BECI B. (1993) : «Probleme të formimit të gjuhës letrare standarde shqipe», *Studime Filologjike*, 1993/1-4.
- BIN R. (1989) : «Regioni e minoranze etnicolinguistiche», in *Le minoranze etniche e linguistiche*, Palermo.

- BRETON R. (1981) : *Les ethnies*, Paris.
- BUDA A. (1980) : «Rreth disa ceshtjeve të historisë së formimit të popullit shqiptar, të gjuhës e të kulturës së tij», *Studime Historike*, 1980/1.
- (1982) : «Etnogjeneza e popullit shqiptar në dritën e historisë», *Studime Historike*, 1982/3.
- BYRON J. (1976) : *Selection among Alternates in Language Standardization : The Case of Albanian*, The Hague, Paris : Mouton.
- DEMIRAJ SH. (1994) : *Gjuhësi ballkanike*, Shkup.
- DUBOIS J. (1973) : *Dictionnaire de linguistique*, Paris.
- FRASHËRI N. (1912) : *Dëshirë e vërtetë e Shqipëtarëve*.
- (1890) : *Lulet e verës*, Bucarest.
- (1894) : *Parajsa dhe fjala fluturake*.
- FRASHËRI S. (1879) : «Gjuha shqip», in *Alfabetare e gjuhesë shqip*, Constantinople.
- HABIBULLIN K.N. (1989) : *Nacionalnoe samosoznanie i internacionalističeskoe povedenie*, Leningrad.
- HOXHA E. (1988) : *Për shkencën*, Tirana.
- (1974) : *Vepra*, 17.
- (1977) : *Vepra*, 24.
- ISMAJLI R. (1991) : *Gjuhë dhe etni*, Prishtinë.
- KLOSS H. (1968) : «Notes Concerning a Language-Nation Typology», in FISHMAN J.A., *Language Problems of Developing Nations*.
- KOSTALLARI A. (1973) : *Gjuha e sotme letrare shqipe dhe disa probleme themelore të drejtshkrimit të saj*, Tirana.
- (1984) : «Gjuha letrare dombëtare shqipe dhe epoka jonë», *Studime Filologjike*, 1984/4.
- «La formation de l'albanais littéraire national et les transformations sociales durant les XIX et XXème siècles», in *Co-rapport publ. de l'office du IIIème Congrès d'AIESEE*.
- LENIN V.I. (1952) : *Vepra XX*, Tirana.
- MARKS K., ENGELS F. (1972) : *Ideologjia Gjermane*, Tirana.
- NUHIU, V. (1990) : *Ndikimet ndërgjuhësore*, Prishtinë.
- (1994) : *Historia e Popullit Shqiptar*, Tirana.
- PIPA A. (1989) : *The Politics of Language in Socialist in Albania*.
- (1991) : «Politika e gjuhës në Shqipërinë Socialiste», *Albania*, 1.

- PUTO A. (1978) : *Pavarësia shqiptare dhe diplomacia e Fugive të Mëdha*, Tirana.
- SÉRIOT P. (1982) : «La sociolinguistique soviétique est-elle néo-marriste ?», *Archives et documents de la S.H.E.S.L*, 2, Paris, pp. 63-84.
- (1989) : «Langue de bois, langue de l'autre et langue de soi», *M.O.T.S*, 21, pp. 50-66.
- (1991) : «La langue du peuple», *LINX*, 25, pp. 121-139.
- STALIN J. (1950) : *Le marxisme et les problèmes de la linguistique*, Tirana, N. Frashëri, 1969.
- (1951) : *Mbi çeshtjen e marksizmit në gjuhësi*, Tirana.
- XHOLIZ. (1966) : «Naim Frasheri, idéologue du mouvement albanais de libération», in *Edit. du Com. Nat. des études Balkaniques*.
- XHUVANI A. (1980) : *Vepra*, I, Tirana.

La linguistique spontanée des traceurs de frontières

Patrick SÉRIOT
Université de Lausanne

Entre *au-delà* et *en-deçà* : la déchirure
(Daniel BEAUVOIS, 1988 : 8)

Si les langues et les nations étaient des objets dénombrables, si l'on pouvait les recenser comme font les botanistes pour les fleurs des champs, établir des critères précis pour en délimiter les classes et les sous-classes, en définir les limites réciproques, bref, si ces étranges objets étaient semblables à des espèces naturelles, il n'y aurait pas lieu de se poser des questions classiques sur le rapport entre le nom de ces objets et leur existence (ontologie), et sur les modes de connaissance de ces objets (épistémologie).

Or, si les langues et les nations ne sont pas des objets naturels, si leurs limites sont incertaines, leur centre n'est pas plus assuré que leur périphérie, leur homogénéité est aussi mouvante que leur identité est instable. Langues et nations, pas plus que les cultures, ne ressortissent de l'évidence.

Il s'est trouvé, pourtant, bien des gens pour qui langues et nations étaient des objets non seulement naturels, mais encore strictement discontinus et homogènes, au point que savoir reconnaître les limites d'une langue équivalait à tracer les frontières de la nation correspondante.

C'est du discours sur l'équivalence entre langue et nation comme objets naturels et distincts, et de la pratique qui en découle qu'il va être ici question. Le matériau en sera essentiellement les situations de *confins* en Europe centrale et orientale, propices à une réflexion sur les marges, les

limites, les frontières, les seuils, tout ce qui fait que du continu peut être nommé, et donc *pensé* comme du discontinu.

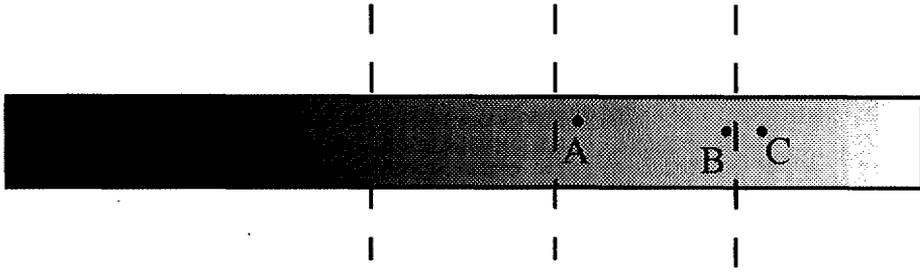
1. LANGUE ET NATION, OBJETS NATURELS ÉQUIVALENTS ?

La langue est, sans contredit, une des caractéristiques les plus essentielles d'une nation, puisqu'elle permet les rapports entre ses divers membres; la langue est l'expression de la pensée; elle conditionne l'épanouissement d'une littérature nationale et c'est par elle enfin qu'une nation manifeste son idéal, c'est son meilleur aiguillon; la langue est-elle en décadence, commence-t-elle à céder la place à une autre, la vitalité nationale s'en ressent.

(Ivanoff, 1919 : 16)

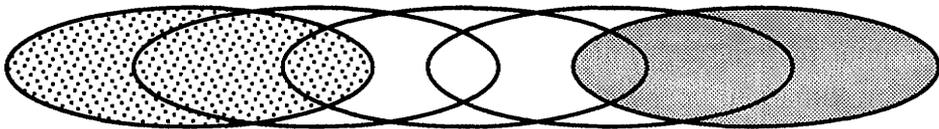
1.1. CONTINU ET DISCONTINU, HOMOGÈNE ET HÉTÉROGÈNE

Dans cette réflexion sur la distinctivité, on prendra comme analogie le continuum du spectre solaire. Les «différentes» couleurs visibles sont des longueurs d'onde qui forment une suite continue, et c'est la nomination d'entités qui va, dans ce continuum, découper des objets homogènes qui auront pour nom le bleu, le vert, etc. Or, le découpage en sept couleurs principales date d'Isaac Newton, qui a donné sept noms en référence aux sept planètes connues à son époque, ou aux sept notes de la gamme. Le nombre même des couleurs principales du spectre est arbitraire du point de vue physique (pourquoi sept couleurs et pas huit ?) : on a donné un nom spécial (*indigo*) au bleu-violet, ce qui ne paraît pas plus nécessaire que d'en donner un au vert-bleu ou au vert-jaune. De plus, ce découpage dépend des langues : on sait que, par exemple, en gallois il n'y a qu'un mot pour ce qui correspond au vert et au bleu du français, en russe il y a en revanche deux mots différents pour ce que nous appelons le bleu, etc. Ce découpage peut même varier, à l'intérieur d'une même langue, d'un corps de métier à l'autre (cf. en français les termes de *cyan* et *magenta* chez les imprimeurs et les photographes).



Si l'on prend 3 points A, B et C, objectivement, en termes de longueur d'onde, la distance entre B et C est inférieure à celle qui sépare A et B. Néanmoins, à partir du moment où dans ce continuum on a découpé avec des *noms*, alors A et B font partie du *même*, tandis que B et C relèvent du *différent*. Le même et le différent, dans ce cas, ressortissent d'un problème de *nomination*, et non pas d'une mesure dans le continu. Certes, cette analogie a ses limites, puisque les langues et les nations ont une histoire, alors que les couleurs n'en ont pas. Mais l'important ici est que la frontière entre les objets appelés couleurs est purement nominale. «Les» couleurs sont des grandeurs mesurables mais non dénombrables.

Lorsqu'il s'agit maintenant du continuum dialectal, on sait depuis Gilliéron et les néo-linguistes italiens qu'entre le continu et le discontinu il existe encore autre chose qui est, disons, le *graduel*, fait à la fois de *continu et d'hétérogène*. Ce graduel fait que d'un dialecte à l'autre, et même d'un phénomène dialectal à l'autre, il y a superposition, recouvrements et recoupements, un passage non pas purement progressif, mais fait d'interpénétrations et d'imbrications. Il y a en général bonne intercompréhension d'une aire dialectale à une aire voisine, tandis qu'aux deux extrémités de la chaîne il peut y avoir incompréhension totale¹ :



¹Encore faut-il s'entendre sur ce qu'on entend par *intercompréhension*. Aucune réponse claire n'a été jusqu'à présent apportée au problème de savoir s'il y avait intercompréhension entre l'occitan parlé à Bordeaux et l'occitan parlé à Nice. Est-on dans le *même* ou dans le *différent*?

Le problème est de savoir comment, à partir d'un continu hétérogène ont pu être distingués des objets-langues discontinus et homogènes, dont les limites ont pu être pensées comme assimilables à celles d'une nation. Or la pensée du discontinu hétérogène prend comme point de départ ce dont elle entend démontrer l'existence : ces objets conjoints, sortes d'étoiles-doubles, que sont les nations-langues. Dans la pensée du discontinu hétérogène, les langues-nations sont justiciables d'une énumération, elles s'égrènent, s'ordonnent en une liste selon un principe permettant d'en épuiser la totalité.

1.2. LA RELATION LANGUE/NATION : DEUX NOTIONS, DEUX SITUATIONS

Il faut avant tout rappeler que la relation langue/nation «nation» a une *histoire différente* selon les différents pays européens.

Dans la France de l'Ancien Régime, la langue française n'était aucunement une langue «nationale», mais la langue nécessaire à l'administration et à l'élite intellectuelle. La Révolution, en ce domaine, a apporté un brusque changement de point de vue : le triomphe de la langue française était le triomphe de la Nation et de la Raison.

À la même époque, au contraire, en Allemagne, c'est la communauté de langue qui servait à définir la nation, et qui sera à la base de la revendication d'un État national unifié. La Nation française est un projet politique, né dans de violentes luttes politiques et sociales. La Nation allemande, au contraire, est apparue d'abord dans les travaux des intellectuels romantiques, comme une donnée éternelle, reposant sur une communauté de langue et de culture (c'est une *Kulturnation*, s'opposant à une *Staatsnation*). Pour les romantiques allemands, la langue était l'essence de la nation, alors que pour les révolutionnaires français, elle était un moyen pour parvenir à l'unité nationale. Aussi pouvons-nous, en première approximation, opposer deux définitions du mot «nation» au 19^{ème} siècle. En France, dans l'idéologie jacobine, qui trouve son origine dans la philosophie du *Contrat social*, le peuple souverain proclame l'existence de la nation, une et indivisible. C'est l'État, c'est-à-dire une entité politique, qui donne naissance à la Nation. Dans la conception romantique allemande, au contraire, la Nation précède l'État. Le «Volk» (que l'on pourrait traduire par «groupe ethnique»), est une unité par essence, reposant sur une communauté de langue et de culture. Dans la conception romantique, au com-

mencement était la langue et la culture, alors que dans la conception jacobine issue des Lumières, la langue n'est qu'un moyen d'unification politique. On opposera ainsi en allemand deux notions : *Gesellschaft* (ou société, produit politique, artificiel), et *Gemeinschaft* (ou communauté, objet naturel). En fait, il semble que l'idée allemande de *Kultur* soit liée à des pratiques culturelles traditionnelles, voire paysannes, alors que l'idée française de *civilisation* est plutôt liée à la ville et à des valeurs «bourgeoises», qui doivent être étendues au territoire national tout entier, au détriment de la culture paysanne (les dialectes locaux, modes de vie traditionnels, etc.). L'idée romantique allemande de nation est un système *organique* dans lequel la langue est porteuse d'une «culture nationale» et est liée au «peuple» de façon irréversible (sur ce point, cf. Baggioni, 1986). La conséquence en est que, dans la conception romantique allemande, le peuple a *déjà* une langue, alors que dans la conception jacobine française la langue «commune» doit être imposée à la population entière de la nation, même, et surtout, à cette partie du peuple qui ne la connaît pas. On trouvera la première expression de la théorie romantique de la nation dans le cinquième *Discours à la nation allemande*, de Fichte (1807) :

Ce qui parle la même langue, c'est déjà, avant toute apparition de l'art humain, un tout que par avance la pure nature a lié de lignes multiples et invisibles. [...] Un pareil tout ne peut admettre en son sein aucun peuple d'une autre origine ou d'une autre langue, ni vouloir se mêler avec lui.

Ces deux approches de la nation ont souvent été résumées en termes de «théorie objective» et «théorie subjective», ou bien de «conception ethnique» et «conception élective» (cf. Dumont, 1985). Il me semble plus approprié de parler de théorie naturaliste et de théorie contractualiste, qui peuvent être présentées en termes d'«ethnos» et «demos», c'est-à-dire dans l'opposition entre le sens *romantique* du mot «peuple» et son sens *social*. La définition jacobine de la nation se manifeste alors dans un *jus soli* (droit du sol), la définition romantique allemande dans un *jus sanguinis* (droit du sang).

Le fossé d'incompréhension entre définitions de la nation en Europe de l'Ouest (moins l'Allemagne, mais avec la Suisse) et en Europe Centrale et Orientale (avec l'Allemagne) repose précisément sur cette opposition entre «demos» et «ethnos», sur une controverse implicite entre le fondement politique et le fondement ethnique de la «nation».

Dans le mouvement révolutionnaire du début du 20^{ème} siècle, on peut observer une opposition similaire, mais cette fois entre les marxistes d'Europe occidentale, pour qui l'appartenance de classe est le critère principal qui détermine un individu, et les marxistes d'Europe centrale et orientale (autrichiens et russes), pour qui l'appartenance nationale devait aussi être prise en compte. Il n'est pas indifférent qu'une polémique se soit à son tour engagée entre ces derniers : les «Austro-marxistes» définissaient la nation sans égard au territoire, alors que, pour les Bolcheviks, la nation était «une communauté humaine stable, historiquement constituée, née sur la base d'une communauté de langue, de territoire, de vie économique et de formation psychique, qui se traduit dans une communauté de culture» (cf. Staline, 1913, trad. fr., 1978 : 15).

À cette divergence de définition correspond une différence de situation.

En France, et en Angleterre, la langue officielle, la langue qu'on peut appeler standard, s'est faite à partir des dialectes et au-dessus des dialectes en une lente et longue évolution historique. Dans ces deux cas, c'est un État qui est à l'origine de la formation d'une nation. En Europe centrale et orientale, en revanche, l'émergence des «langues nationales» (à ne pas confondre avec des «langues standards»), est plus brusque, elle répond à une entreprise beaucoup plus volontariste, dans la mesure où l'on sait que, par exemple, «le» serbo-croate est le produit d'un *accord* signé entre deux personnes (Vuk Karadžić et Lj. Gaj) à Vienne en 1850², langue *normée* à partir d'un compromis entre un certain nombre de dialectes. Il en va de même, par exemple, pour le rôle de Kollár, ou Štúr pour la normalisation (ou création ?) du slovaque dit «littéraire»³. Dans ces pays, c'est une certaine idée de la langue (ainsi que de la culture, de la religion, du territoire, bref, de la *communauté*) qui est à l'origine de la nation. On peut ainsi donner les *noms* de ceux qui, à partir de ce continuum, ont fabriqué une unité discontinue, homogène (ou tendant à l'homogénéité) et normée. Une chose, en tout cas, est frappante, c'est l'importance démesurée de la question de la langue en Europe centrale et orientale en ce qui concerne la «question nationale».

²Cf. P. Garde, 1992 : 45.

³Cf., dans ce recueil, l'article de B. Ferenčuhová.

Or, ce n'est pas le moindre des malentendus que les revendications «nationales» au sens ethnique prennent le plus souvent pour base les «principes de la Révolution française».

Entre le Congrès de Vienne de 1815 et le Traité de Versailles de 1919, le principe des souverains, ou principe de légitimité, a laissé la place au principe des nationalités. Dans la plupart des manuels, on trouve l'idée que ce passage s'est fait aux alentours de la révolution de 1848, «sous l'influence des idées de la Révolution française». Il me semble que «l'influence des idées de la Révolution française» repose sur un grand malentendu. Si le «Droit des peuples à disposer d'eux-mêmes» est bien un principe de la Révolution française, la notion de «peuple» telle qu'elle apparaît dans l'Est de l'Europe lors des révolutions nationales de 1848 *ne parlait pas du même peuple* que la Révolution française.

Dans ce nouveau type de pensée, autour de 1848, on entend un leitmotiv : là où il y a langue il y a nation, là où il y a langue distincte il y a nation distincte. On perd la notion jacobine de citoyenneté (politique) pour adopter la notion romantique de nationalité (ethnique), en utilisant une même constante : le mot «peuple».

1.3. LE PRINCIPE DES NATIONALITÉS : UNE LINGUISTIQUE SPONTANÉE

La confusion des deux niveaux : celui du continu hétérogène et celui du discontinu homogène, ainsi que de leur mode de construction, provoque des incompréhensions, des contradictions, des paradoxes, dont, à mon avis, le Traité de Versailles de 1919 est l'exemple le plus classique.

Le Traité de Versailles est un cas typique d'une pensée qui fait l'adéquation entre la distinction des langues et la distinction des nations, et qui a eu des conséquences tout à fait pratiques dans la politique européenne et dans les événements qui ont conduit à la seconde guerre mondiale.

Dans les débats qui ont précédé et suivi le Traité, une certaine idée de la langue est mise en avant, et c'est cette représentation de la langue que j'appellerai la *linguistique spontanée*, variante de ce que, en 1985, S. Auroux a appelé «linguistique fantastique». Il s'agit ici de la représentation de la langue qu'on trouve chez des gens qui ne sont pas des linguistes professionnels et qui parlent de la langue. La linguistique spontanée des traceurs de frontières est une pensée du discontinu et de l'homogène, alors

qu'une linguistique de terrain fait apparaître une situation complexe, hétérogène et continue.

Les décideurs du Traité de Versailles (le «Conseil des quatre») ont des visions divergentes de l'avenir de l'Europe, mais ils se rangent tous derrière les «Quatorze points» du Président Wilson, dont le *Droit des peuples à disposer d'eux-mêmes* forme l'essentiel. Ici, «peuples» et «nations» fonctionnent comme synonymes. Wilson ne donne aucune définition de ce qu'est une nation⁴, mais il semble admis que la *langue* en est le critère essentiel : là où il y a langue, il y a nation. Clémenceau, visiblement, se range à cet avis; pourtant ce critère, qui semble avoir le mérite de la simplicité, est vite inopérant. Une anecdote raconte que, voulant savoir si le Luxembourg est ou non une nation, Clémenceau demande au Roi des Belges quelle est la langue que l'on parle au Luxembourg. Or la réponse est embarrassante pour Clémenceau, car le Roi des Belges lui explique que la langue des actes administratifs est le français, mais que la langue effectivement employée par les gens dans la conversation est un dialecte germanique. Dès le début, le critère d'adéquation, ou d'accouplement, langue / nation est ainsi mis en défaut.

Il faut savoir aussi que le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes n'était pas partagé comme valeur générale par tous les participants du Traité, puisque le propre secrétaire d'État de Wilson, R. Lansing, écrit dans ses notes, le 20 décembre 1918 :

Quand le Président parle d'autodétermination, quelle unité a-t-il en tête ? Entend-il par là une race ? une aire territoriale ? une communauté ? Sans une unité de mesure définie, l'application de ce principe est dangereuse pour la paix et la stabilité.

(Lansing, 1921 : 93, cité par Sukiennicki, 1984 : 28)

1.4. REPRÉSENTER SPATIALEMENT LES OBJETS CONTINUS HÉTÉROGÈNES

La délimitation et la distinction des objets langues-nations est-elle un problème empirique ?

⁴Lorsque W. Wilson arriva en Europe pour les délibérations du Conseil des Quatre, il n'avait, visiblement, aucune idée de la situation réelle du problème des nationalités. S. Freud a étudié ce cas étonnant dans un livre entièrement consacré à la personnalité du Président Wilson (Freud, 1990).

Avant d'examiner la situation de l'Europe centrale et orientale dans la première moitié du 20^{ème} siècle, il convient de prendre comme premier exemple un document tout à fait intéressant pour notre propos, qui date de 1988. Il s'agit d'une carte tirée de l'*Atlas des futures nations du monde*, dessinée par François Fontan, qui était le chef du Parti Nationaliste Occitan, inspirateur aussi du courant qui s'appelle en France *l'ethnicisme*.

Une première remarque s'impose : sur cette carte, la Suisse n'existe pas, puisqu'il n'y a pas de langue suisse. Il y a en revanche une entité territoriale linguistique, *donc* nationale, qui va de la Suisse romande à la péninsule du Cotentin, qui forment du *même*, alors que la même Suisse romande et, par exemple, la région d'Avignon, beaucoup moins éloignées géographiquement, appartiennent à des entités *différentes*. Le territoire où est parlé le français en tant que langue officielle (territoire proclamé illusoire) est ainsi découpé en unités supposées plus réelles, sans que d'ailleurs on s'interroge sur la mesure permettant de décréter que les dialectes de Suisse romande ont la moindre chance d'être reconnus comme étant *identiques* à ceux de Normandie. L'idée fondamentale de F. Fontan est que les frontières actuelles sont des frontières fausses, les seules frontières authentiques étant les frontières de langue. On est pourtant en plein paradoxe, parce qu'on ne sait jamais s'il s'agit du continuum dialectal ou des discontinuités de cette langue qu'on peut appeler en français la langue standard, et qui en Europe centrale et orientale s'appelle en russe *literaturnyj jazyk*, en tchèque *spisovný jazyk* et en serbo-croate *književni jezyk*⁵.

La place manque pour faire un commentaire complet de cette carte. On doit noter néanmoins que l'Allemagne non plus n'est pas un objet unique, puisqu'il y a, de la Mer du Nord à la Poméranie, un territoire dénommé la Néerlandie : F. Fontan ne s'intéresse ni à la langue néerlandaise normée, ni au Hochdeutsch, mais considère qu'il y a un ensemble homogène constitué par les dialectes néerlandais et le Plattdeutsch, tandis que le Hochdeutsch va ici de l'Alsace jusqu'en Suisse alémanique, dont les dialectes sont censés être suffisamment proches de ceux d'Allemagne pour autoriser une continuité nationale fondée sur le Hochdeutsch.

Les autres objets découpés dans cette carte sont tous censés représenter une vérité venant s'imposer à un faux découpage, mais ces objets re-

⁵et que l'on ne peut pas appeler langue littéraire, qui serait comprise en français comme «langue de la littérature».

présentent à leur tour, parfois, une vision globalisante rapide. F. Fontan pense que la Tchécoslovaquie est une unité. Il y a donc une langue tchécoslovaque (ou, à l'inverse, il considère que le tchèque et le slovaque constituent une seule et même langue, ce qui lui permet de constituer un objet homogène «nation tchécoslovaque»). Quant à la «Serbocroatie», cet objet étrange se passe de commentaire⁶. En ce qui concerne la Hongrie, on voit que la plaine de Pannonie est prolongée par une petite languette qui s'enfonce vers la Transylvanie. Fascination, là encore, pour le continuum territorial homogène : la Pannonie et la Transylvanie forment ici un *même* territoire, elles sont reliées, sans qu'on tienne compte du fait de la discontinuité, de la coupure sur le terrain. Dans ces figures graphiques du *même* et de l'*autre*, la Roumanie ressemble alors à une grande bouche ouverte, prête à avaler cet appendice hongrois. La Prusse orientale et les Sudètes sont germanophones, donc leur territoire doit être rattaché à la nation allemande; le Kosovo est en Albanie et la Macédoine en Bulgarie. Enfin des entités nouvelles apparaissent, telles que la «Krivitchie» (débordant le territoire de l'actuelle Biélorussie), ou la «Permie».

Tout ce raisonnement consiste à prendre au pied de la lettre la citation de Fichte donnée plus haut, sur le fait que «toutes les fois où il y a une langue, il y a une nation différente». L'introduction à cet ouvrage donne d'ailleurs explicitement quelques principes :

Il n'y a pas de peuple sans langue, pas de langue sans culture, et tout peuple a droit à un territoire.

(Ben Vautier, 1988 : 4)

Il s'agit donc d'une définition naturelle, ou plus exactement naturaliste du rapport entre langue et nation :

Dans le monde vivant, humain et animal, la notion de territoire s'accompagne toujours des moyens de délimitation de ce territoire. Le territoire du lion est délimité par l'espace sur lequel son rugissement s'entend. L'homme, lui, délimite son territoire par la langue; ainsi, il y a territoire

⁶Signalons toutefois que cet atlas a été fait à la fin des années 70, à une époque où l'on pouvait ne pas se rendre bien compte des rapports entre les ensembles serbe et croate. Mais une idée fixe est à la base de ce travail : une nation se définit et se délimite par sa langue. Nul critère de délimitation entre les langues n'est toutefois donné : l'existence des langues en tant qu'objets discontinus est pour F. Fontan un fait d'évidence.

d'un groupe humain (italien, kurde, sarde) là où une langue est ou fut parlée jusqu'à une date récente. [...] Les frontières d'un peuple sont ses frontières linguistiques et culturelles, c'est-à-dire là où la langue est ou a été parlée.

(ibid.)

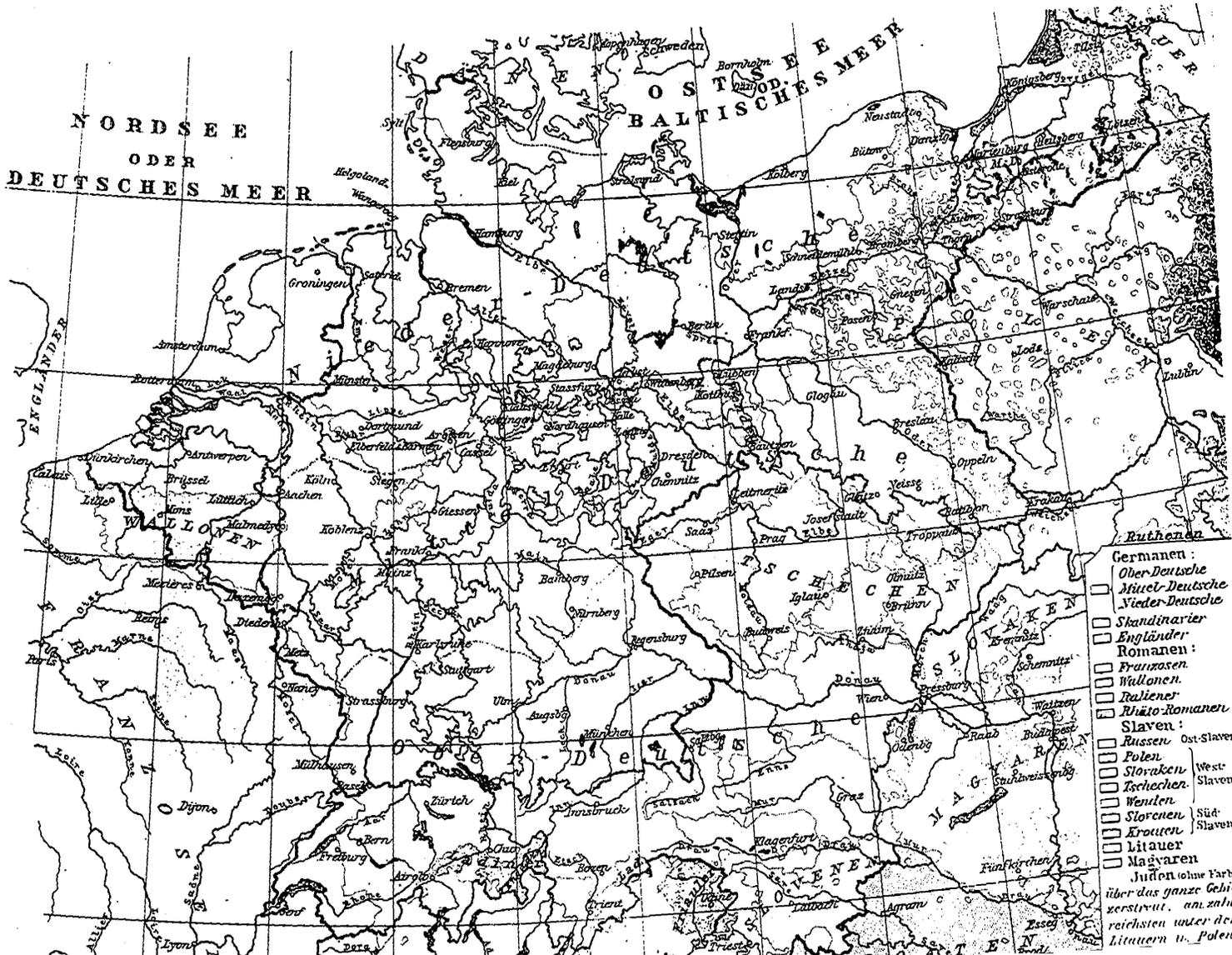
F. Fontan (cf. ses «Propositions pour un programme international ethniste», document annexé) propose des déplacements et des échanges de populations là où un territoire a un peuplement mixte. Ce refus de l'hybridation, du flou, du recouvrement est une forme de fascination pour la pureté, l'homogénéité.

Certes, du point de vue linguistique, cette carte pose trop de problèmes, c'est pourquoi il ne faut pas lui accorder une importance démesurée. Il convenait toutefois d'en signaler l'existence, pour souligner que la définition «objective» de la nation n'est pas absente en terrain français à l'heure actuelle.

Un deuxième document, récemment envoyé par l'Ambassade de Croatie à Berne aux départements de slavistique des Universités suisses est la carte dénommée «Approaching a Europe of the Languages», publiée à Barcelone par le CIEMEN en 1987.

Là également, le territoire français et le territoire allemand sont divisés en deux langues, mais déjà le Plattdeutsch et le néerlandais sont des *objets* différents. Le tchèque et le slovaque sont séparés; on parle tchèque dans les Sudètes et russe en Prusse orientale. Quant au territoire de l'ex-Yougoslavie, il est divisé en deux par une ligne parfaitement nette : la Croatie et la Serbie sont supposées se reconnaître au premier coup d'œil, par la différence entre les langues. Cette carte admet en revanche des territoires linguistiquement hybrides : on y parle grec dans le Sud de l'Albanie et albanais dans le Nord de la Grèce.

Enfin un troisième document mérite attention : il s'agit d'une carte de la National Geographic Society des États-Unis, datant de l'été 1994. L'idée, là aussi, est que la véritable Europe n'est pas celle que l'on pourrait penser, c'est l'Europe des régions. Il existe ainsi une «Old Burgundy», formant un continuum avec le Languedoc et la Provence. La Suisse n'existe pas non plus, la nation ruthène est différente de la nation ukrainienne. On voit sur cette carte des zones en grisé, correspondant aux «terres irrédentes». Cette notion d'*irrédentisme* est fondamentale, car elle suppose une continuité anhistorique entre un peuplement ancien est un peuplement



- Ruthenia**
- Germanen :
 - ☐ Ober-Deutsche
 - ☐ Mittel-Deutsche
 - ☐ Nieder-Deutsche
 - ☐ Skandinavier
 - ☐ Engländer
 - Romanen :
 - ☐ Franzosen
 - ☐ Wallonen
 - ☐ Italiener
 - ☐ Rhaeto-Romanen
 - Slaven :
 - ☐ Russen Ost-Slaven
 - ☐ Polen
 - ☐ Slowaken
 - ☐ Tschechen
 - ☐ Wenden
 - ☐ Storenen
 - ☐ Kroaten
 - ☐ Litauer
 - ☐ Magyaren

Juden (ohne Farbe)
über das ganze Gebiet
zerstreut, am zahl-
reichsten unter den
Litauern u. Polen.

actuel. Ainsi, la Transylvanie est supposée être peuplée entièrement de magyarophones irrédentistes⁷. Mais ce qui est grave pour un document établi dans l'été 1994 est que la Prusse orientale est supposée être peuplée entièrement de germanophones, de même que la Poméranie. La prestigieuse et savante National Geographic Society des États-Unis a-t-elle été abusée au point d'éditer une carte de «revanchards» ? C'est en tout cas avec des cartes de ce type que raisonnaient les états-majors dans les années 1920-30.

Or ce type de pensée de l'homogène et du discontinu a une vieille histoire. On en trouvera un exemple particulièrement manifeste dans la carte que F. Ratzel annexe à son livre : *Deutschland*, 1898.

F. Ratzel, chef de file de l'école d'*anthropogéographie*, est un représentant typique de l'époque de Bismarck. L'idée, encore une fois, est que les frontières étatiques, fondées sur des traités, sont des mauvaises frontières, des frontières artificielles. Les seules véritables frontières sont les frontières *naturelles*, non pas au sens de la géographie physique, mais les frontières des peuples. L'idée générale est ainsi qu'un peuple a un territoire naturel, fondé sur l'extension maximale de sa langue.

Sur la carte de Ratzel le territoire «germanique» forme un seul tenant, de la Mer du Nord aux Alpes valaisannes. Il s'agit, de toute évidence, d'un territoire découpé selon des critères linguistiques, et non historiques ou politiques. En effet, le flamand, langue du groupe germanique, est considéré comme une *variété de la même totalité* que l'allemand. C'est pourquoi depuis Dunkerque (en flamand *Dunkerke*, transcrit ici *Dünkirchen*) jusqu'à Klagenfurt on trouve un territoire homogène, qui englobe Bruxelles (*Brüssel*) et Luxembourg. Ce territoire homogène s'effrite peu à peu à l'Est de *Wróclaw* (*Breslau*), chaque trace de la colonisation prussienne formant une petite île qui se perd dans la mer polonaise. Celle-ci est à son tour arrêtée par la barrière des «Russes», dont les «Ruthènes» ne sont qu'une variante (il n'y a chez Ratzel ni Biélorusses ni Ukrainiens en tant qu'entités autonomes).

Mais toute représentation graphique discontinue permet des regroupements ou, au contraire, des divisions, qui sont autant de créations d'objets homogènes, se surimposant au continuum. Par exemple la région de Lille est déclarée «wallonne». Les «Wallons» et les «Français» sont des

⁷Mais sur cette carte il y a une *discontinuité* du territoire magyarophone entre la Hongrie et la Transylvanie.

peuples romans, mais séparés, alors que les Flamands et les Allemands sont une seule et même entité : le «peuple germain»

Ce type de travail, qui débouche sur une représentation graphique, a des fondements empiriques (il *suffit* d'aller voir sur le terrain qui parle quelle langue pour savoir à qui appartient tel ou tel territoire), mais en même temps il *créé* les objets dont il entend prouver l'existence.

Le discours naturaliste dans le domaine des langues et des nations repose, à mon avis, sur une assimilation indue, sur une métaphore prise pour une réalité. Pour cartographier la limite nord de la culture de l'olivier, on va sur le terrain, on reporte sur la carte les points les plus septentrionaux où se trouvent les oliviers, on les relie par des lignes, et on obtient une carte représentant un état de choses. Il en va de même pour les terrains calcaires ou argileux : il suffit d'aller y voir, et de reproduire avec minutie ses observations sur la carte. La cartographie des langues et des nations a ceci de différent que l'acuité de l'observation est insuffisante pour représenter graphiquement ces objets : langues et nations ne relèvent pas des sciences naturelles.

A. Meillet lui-même, contemporain des discussions du Traité de Versailles, dans un livre révélateur de l'état d'esprit de l'époque, plein de parti-pris sur les langues ayant droit ou non à l'existence, affichait une opinion très prudente sur la possibilité de tracer des limites :

Là où chaque parler se développe d'une manière autonome, en subissant peu l'action des parlars voisins, le dialecte demeure vague, même si les innovations communes sont nombreuses; car le domaine où se produit une innovation ne concorde jamais au juste avec le domaine où s'en produit une autre. [...] Bien des discussions qui se sont élevées sur les limites de telle ou telle langue sont vaines. On en aperçoit la vanité quand on sait que les «dialectes» n'ont pas de limites définies, et qu'il n'y a de limites exactes que de chaque fait linguistique en particulier.

(Meillet, 1918 : 165-167)

C'est également la position de L. Tesnière, qui écrit, à propos de l'éventuelle distinction du polonais et du kachoube :

Pour un linguiste, surtout pour un adepte des nouvelles méthodes de géographie linguistique, la question n'a pas beaucoup de sens. Il y a toujours, d'un dialecte à l'autre, des transitions graduelles et insensibles. A partir de quand dirons-nous que deux parlars cessent d'être la même langue et relè-

vent de deux langues différentes ? La question ne comporte pas de réponse précise.

(Tesnière, 1933 : 69)

Toutes les discussions autour de l'existence et des limites des objets doubles que sont les langues-nations relèvent de l'ontologie la plus classique. Elles peuvent se ramener à quelques formules-types :

- les X *sont*-ils des Y ou non ?
- la langue X *est*-elle «du Y» ou non ?

Ici le problème est essentiellement celui du verbe *être*. Mais il se dédouble à son tour lorsqu'on introduit dans la discussion des verbes d'attitude propositionnelle :

- W *considère* que les X sont des Y;
- Les X *se considèrent* comme des Y;
- On peut *considérer* que leur langue c'est du X et non pas du Y.

On voit à quel point on s'est éloigné de la cartographie de la culture des oliviers, dont l'existence n'a que faire des modes de l'être : il est absurde de «considérer que» les oliviers *sont* des citronniers. Mais dans le cas des langues-nations, cette ontologie ne peut pas se contenter d'évidences : il ne suffit pas d'aller sur place voir comment ça se passe, on n'a pas affaire à un objet naturel préexistant aux catégories discursives qu'on utilise pour les nommer⁸.

2. LE TRAVAIL DE TERRAIN : UNE SOLUTION ILLUSOIRE

Comment fait-on pour savoir si un objet est une partie d'un tout, ou bien un tout à lui tout seul ? Comment savoir qui parle quelle langue sur un territoire donné ? Le critère qui semble aller de soi est l'enquête de terrain. Pourtant cette approche empirique créait autant de problèmes qu'elle prétendait en résoudre.

2.1. LES RECENSEMENTS

Les recensements indiquent toujours la langue et la nationalité, au sens ethnique et non au sens politique de citoyenneté, dans l'Empire allemand

⁸Cf. E. Renan : «La nation, une idée claire en apparence, mais qui prête aux plus dangereux malentendus» (Renan, 1992 : 37).

et en Autriche-Hongrie (on va voir plus loin que la situation est différente dans l'Empire ottoman).

Le problème est que les gens *déclarent leur langue* dans un choix entre des catégories discrètes. Ils doivent mettre une croix dans une colonne : on ne peut pas *être* à la fois polonais et allemand, hongrois et slovaque : il faut choisir. Dans l'Empire allemand et en Autriche-Hongrie, la liste des catégories est fermée et exclusive.

Voici un exemple du domaine polonais.

Les Kachoubes⁹ sont la population de la Poméranie orientale, région qui correspond au «corridor de Dantzig» de l'entre-deux-guerres. Historiquement, ces slavophones, descendants des anciens Slaves poméranais, ont développé des liens étroits avec la Pologne, tout en gardant une indépendance relative. Le caractère individuel du pays s'est mieux préservé que dans d'autres duchés de Pologne. Le rôle important de la bourgeoisie a fait naître dans cette région une conscience de différence et d'autonomie. De 1772 à 1918, la Poméranie orientale fait partie du royaume de Prusse. Elle est habitée par des Kachoubes, des Polonais et des Allemands, ces derniers essentiellement dans les villes. Il semble que les habitants autochtones, les Kachoubes, étaient assez indifférents envers l'idée de nationalité. Ne s'intéressant ni à leur origine ni à leur histoire, ils étaient simplement «les paysans de quelqu'un». C'est pourquoi, au 19^{ème} siècle, l'intelligentsia kachoube tenta d'éveiller chez les habitants un sentiment d'identité nationale. Une des manifestations essentielles de ces tentatives fut, bien sûr, celle de créer une langue kachoube littéraire standardisée, considérée à l'époque comme condition *sine qua non* pour parvenir à une conscience nationale. Ce fut le début d'incessantes controverses sur le caractère distinct ou non de la langue kachoube par rapport au polonais, aussi bien entre linguistes qu'entre hommes politiques. Deux opinions s'affrontaient chez les linguistes :

— les dialectes kachoubes et les dialectes polonais avaient constitué autrefois une seule et même branche du slave occidental; les dialectes kachoubes actuels étaient donc des *variantes* de dialectes polonais;

— les dialectes kachoubes constituaient une langue slave séparée, relique de l'ancienne population poméranienne.

⁹Dans cette partie sur le couple langue-nation kachoube, on s'est inspiré du livre de Van Gennep, 1922.

La variété dialectale kachoube était grande, il était difficile de créer une langue kachoube littéraire standardisée. D'autre part, les langues standardisées utilisées couramment existaient déjà : le polonais à l'Église, l'allemand dans l'administration et à l'école. Enfin, la reconnaissance des dialectes kachoubes comme langue indépendante était combattue par les patriotes polonais, qui y voyaient une menace pour l'unité polonaise future.

L'important pour notre étude de la linguistique spontanée est que l'idée que le kachoube était une langue distincte du polonais était soutenue par les autorités prussiennes. C'était en effet un argument crucial pour empêcher l'unification des Kachoubes et des Polonais en une seule entité linguistico-nationale, qui aurait été un obstacle à la politique visant à relier territorialement la Prusse orientale et la Prusse occidentale.

Après l'unification de l'Allemagne en 1871 fut mis en place le *Kulturkampf*, politique de germanisation à outrance menée par Bismarck : la construction d'un État allemand unifié requérait une lutte contre tous les facteurs de différenciation et d'hétérogénéité. Toutes les écoles autres qu'allemandes furent supprimées en Poméranie orientale, la pratique du polonais était interdite.

Mais l'État prussien avait intérêt à fabriquer les entités non allemandes les plus éparpillées possible. Ainsi, dans les instructions données aux officiers d'État civil chargés du recensement, il était clairement dit que le Plattdeutsch n'était pas une variété de langue, c'était de l'allemand, *par conséquent* les locuteurs du Plattdeutsch étaient des Allemands. Mais en Poméranie orientale à partir de 1890 il y eut trois colonnes pour la question du recensement qui portait sur la langue d'usage : *soit* allemand, *soit* polonais, *soit* kachoube : la liste des possibilités était fermée, toute indétermination était impossible. Les instructions aux recenseurs révèlent les termes de cette linguistique spontanée et de son caractère instrumental : le kachoube est une langue, alors que le Plattdeutsch n'en est pas, le kachoube est un tout différent du polonais, alors que le Plattdeutsch est une partie interne de l'allemand. Dans les instructions en vue du recensement prussien de 1910 on lit :

Les dialectes, comme par exemple le Plattdeutsch, ne forment pas de langue maternelle distincte. Mais les langues maternelles mazure et kachoube doivent être enregistrées comme telles et non pas comme polonais.

(cité par Tesnière, 1933 : 90)¹⁰

Mais, selon Tesnière (1933 : 91), beaucoup de Kachoubes ont à cette époque adopté le polonais comme langue «littéraire» (=standardisée), et surtout l'ont *déclarée* comme langue d'usage dans les recensements, «parce qu'ils comprenaient qu'en se déclarant Kachoubes, ils faisaient le jeu de la propagande germanique» (ibid.).

La conscience nationale apparaît bien ainsi séparée de la langue maternelle, ou langue du peuple. Cette non-concordance apparaît de façon encore plus criante dans les identités incertaines, dans les phénomènes d'assimilation ethnolinguistique : les Houtsoules sont des Valaques slovaquisés, les Szeklers sont des Turcs magyarisés de Transylvanie. Perd-on sa nation en même temps que sa langue ? Mais que faire des situations intermédiaires ?

2.2. LES STATISTIQUES LINGUISTIQUES

Les négociateurs du Traité de Versailles se sont appuyés sur des raisonnements fondés sur les statistiques linguistiques. Or ces dernières sont extrêmement sujettes à caution. Bien des observateurs contemporains du Traité de Versailles en ont porté témoignage :

¹⁰«Dialekte, z. B. Plattdeutsch, gelten nicht als besondere Sprachen. Die masurische und kassubische Muttersprache ist als solche *nicht* als polnisch zu bezeichnen» (*Statistik des Deutschen Reichs*, Bd. 240, Berlin, 1915 : 8). Pourtant certains fonctionnaires prussiens ont fait part de leur embarras. L'Office royal de statistique a publié dans l'Introduction aux *recensements quinquennaux d'après la langue maternelle* des extraits des rapports des fonctionnaires enquêteurs. Celui d'Allenstein (Mazurie), à qui l'on demandait de faire spécifier avec soin par ses agents et les habitants la distinction, exigée par Berlin, entre le polonais et le mazure, écrivait en 1905 : «En ce qui concerne cette distinction, on est souvent embarrassé pour déterminer si l'idiome mazure est une langue maternelle ou si c'est seulement un dialecte polonais». Le président de la région de Dantzig se plaignait également des Kachoubes, «parce qu'ils se refusaient à inscrire le kachoube comme langue maternelle, mais préféraient inscrire le polonais»; il conseillait aux fonctionnaires de Berlin de laisser de côté dans la prochaine statistique la rubrique «kachoube, puisque kachoube et polonais ont le même sens» (*Preussische Statistik für das Jahr 1905*, IIIer Teil, *Muttersprache*, Berlin, 1908, p. XXVII, cité par Van Gennep, 1922 : 113-114).

Le classement des peuples d'après leur langue ou dialecte ne saurait jamais être qu'approximatif, et l'on comprend fort bien que, pendant la deuxième phase de la guerre, puis pendant les pourparlers de paix et la conclusion des traités, hommes d'État et diplomates aient souvent perdu tout espoir de résoudre les problèmes soumis à leurs discussions et à leurs décisions. C'est que le classement scientifique, établi d'après les règles générales découvertes par la linguistique, ne coïncide ni avec la situation territoriale des groupes délimités, situation qui est une conséquence des vicissitudes historiques, ni avec les besoins collectifs modernes, où les intérêts économiques cessent de plus en plus de correspondre à des intérêts nationaux, mais évoluent dans un plan qui leur est propre. [...]

Le langage étant l'un des éléments fondamentaux de la vie sociale, comme moyen de communication entre les individus, et apparaissant d'autre part comme l'un des signes de différenciation les plus simples et les plus frappants, il a semblé de tout temps naturel et commode de classer les divers groupes humains en prenant cet élément pour base. Mais [...] le langage est un produit de l'ingéniosité humaine, et non pas une donnée naturelle comme l'air ou le charbon; il participe de certains caractères de la vie, il évolue sans jamais être fixé, et par suite les catégories distinguées par la linguistique ne peuvent, elles aussi, être qu'approximatives. Phénomène vivant, le langage présente toutes les transitions d'un stade de départ à un stade d'arrivée, de sorte que si on examine tous les parlers d'un même pays, par exemple tous les dialectes d'oc, on constate que la transition de l'un à l'autre est, géographiquement et linguistiquement, presque insensible, et que la différence n'est appréciable pour un non-spécialiste qu'aux deux extrémités de la chaîne.

(Van Gennep, 1922 : 94-96)

Les témoignages de l'évidence sont peu fiables. Van Gennep note qu'en passant dans les confins polonais, il n'a jamais pu distinguer exactement les Ukrainiens des Polonais, parce qu'il s'ajoutait à la différence de langue une différence de religion : les catholiques ne parlant qu'ukrainien se disaient Polonais, et les Polonais convertis (par mariage, notamment) à la religion uniate se disaient Ukrainiens, alors qu'ils ne parlaient que le polonais (cf. Van Gennep, 1922 : 100).

On réglait différemment, selon les pays, la question de la langue des enfants en bas-âge : quelle langue les enfants qui ne parlent pas étaient-ils supposés parler ? Dans cette pensée du plein et du discontinu, on ne peut pas ne pas appartenir à un groupe. Même à l'intérieur de l'Autriche-Hongrie, avant la première guerre mondiale, en Autriche on enregistrait dans les statistiques la «langue d'usage» (*Umgangssprache*), alors qu'en Hongrie on enregistrait la «langue maternelle» (*Muttersprache*). Les pays qui avait adopté pour base de classification la *langue maternelle* utilisaient

au profit de la langue d'État la chance d'erreur éliminée par la Belgique (où les enfants de moins de deux ans étaient comptabilisés dans la catégorie des sourds-muets...). Ainsi, en Hongrie d'avant 1914, dans un ménage mixte, hongrois et roumain, hongrois et slovaque, quel que fût le sexe du conjoint non hongrois, l'enfant au-dessous de deux ans était automatiquement compté comme hongrois. Cette différence rend impossible la comparaison des statistiques ethnolinguistiques de l'Autriche et de la Hongrie d'avant la première guerre mondiale. Enfin pour les adultes, il avait été décrété que tout conjoint d'un Magyar ou d'une Magyare suivrait la nationalité de ceux-ci (cf. Van Gennep, 1936 : 103-108).

Sans doute une langue apprise à l'école ou par nécessité professionnelle ne saurait plus compter comme «langue maternelle». Ce sont sans doute les réclamations des représentants des diverses nationalités de l'Empire qui ont forcé les statisticiens hongrois à donner une définition de la langue maternelle. On lit dans le commentaire du recensement hongrois de 1890 cette définition embarrassée :

C'est la langue qu'on apprend de sa mère, ou en d'autres termes, celle que l'on reconnaît pour telle, que l'on parle le mieux, ou le plus volontiers.

Le recensement de 1910 précise :

Il faut remarquer que, bien que la langue maternelle soit dans la plupart des cas identique avec celle que l'on parlait dans son enfance, et que l'on a apprise de sa mère, toutefois, il peut arriver que la langue maternelle de l'enfant est différente de celle de la mère, surtout lorsque l'enfant s'est approprié, soit à l'école, ou par d'autres rapports sociaux, soit par ce fait que ses parents ont une langue maternelle différente, une langue qui n'est pas celle de sa mère.

(cité par Van Gennep, 1922 : 109)

Quelles qu'en soient les modalités d'application pratique, ces déclarations et définitions sont l'application d'une sorte de droit naturel, ou principe naturel, ou plus exactement naturaliste : qui dit langue dit nation, donc, indépendamment de la conscience d'eux-mêmes que les gens peuvent avoir, on peut déterminer leur appartenance nationale en sachant ce qu'ils parlent.

Le principe naturaliste est ainsi systématiquement appliqué par Bismarck après la guerre de 1870 en Alsace-Lorraine¹¹. L'écrivain H. von Treitschke déclare ainsi en août 1871 :

Nous Allemands, qui connaissons la France et l'Allemagne, nous savons ce qui convient aux Alsaciens-Lorrains mieux que ces malheureux eux-mêmes [...]. Nous voulons contre leur volonté leur rendre leur être propre.

(*Encycl. Universalis*, art. Principe des nationalités)

En Transleithanie (partie hongroise de l'Empire austro-hongrois), les recensements hongrois de 1890 et 1910 reconnaissaient la religion juive mais pas la nationalité juive. Les Juifs étaient ainsi automatiquement inscrits comme Hongrois, ce qui gonflait les chiffres des Hongrois de 2% environ.

Mais même la théorie objective de la nation s'appuyant sur les «déclarations» des gens était souvent prise en défaut. D'après J. Ancel à propos de la côte dalmate dans le Royaume de Yougoslavie :

En 1933 un observateur impartial, l'Allemand März, s'arrête à la proportion de 2,7% d'Italiens, en incorporant parmi eux les Slaves qui se prévalent de la nationalité italienne soit pour échapper aux réformes agraires, soit pour se maintenir dans les affaires qui subsistent nombreuses entre les mains des Italiens.

(Ancel, 1936 : 349)

2.3. LES PLÉBISCITES

Le Traité de Versailles avait prévu de faire voter les habitants des régions où aucun consensus clair n'avait réussi à s'imposer sur l'appartenance nationale fondée sur la langue.

Le problème des Mazures va nous servir d'exemple. Les habitants de la Mazurie¹² parlaient un dialecte slave. Ils avaient été intégrés à la Prusse orientale au 14^{ème} siècle. Au moment où la réforme protestante était arrivée en Prusse orientale, ils étaient passés au luthéranisme, selon le principe bien connu : *cujus regio ejus religio*. Dès 1865 le ministre prussien de l'instruction publique avait établi une distinction entre le polonais

¹¹ ce qui donne lieu à la polémique entre E. Renan et D.-F. Strauss sur la définition de la nation, cf. Renan, 1992.

¹² connue dans le monde de la danse par la *mazurka*.

et le mazure. Les recensements de 1880 et de 1900 distinguent soigneusement, dans la question de la langue, le mazure du polonais. En 1905, les agents de recensement reçoivent l'ordre de compter comme Mazures «tous ceux qui peuvent être comptés comme tels». Or, en raison de son caractère protestant, le pays mazure ne se laissait gagner que lentement à «l'idée polonaise», qui, en Mazurie n'était qu'un lointain souvenir. De plus, en Pologne l'avenir était particulièrement sombre en cette année 1920, où la Pologne était envahie par l'armée rouge et semblait à deux doigts de sa perte. Le plébiscite du 11 juillet 1920 fut particulièrement net : la Pologne n'obtint que 8 000 voix contre 370 000 en faveur du rattachement à l'Allemagne (Prusse orientale). Mais en optant pour la *citoyenneté* allemande, les Mazures avaient-ils choisi la «nation» allemande ? La politique de germanisation de la Mazurie fut en tout cas très forte : les villages étaient rebaptisés avec des noms allemands, l'État-civil refusait d'inscrire des enfants mazures sous des prénoms polonais.

3. LANGUE ET NATION, ENJEUX D'UNE QUERELLE DE NOMS

Le nom des langues introduit une discontinuité et une homogénéité dans une réalité fondamentalement hétérogène et continue. On n'adoptera pas ici une position nominaliste stricte, consistant à dire «est langue ce que j'appelle langue», qui ne peut conduire qu'au désespoir agnostique. Mais on doit s'en inspirer pour appliquer un doute méthodique aux objets de discours qu'on manipule, pour en étudier la construction et ne pas les prendre pour une nomenclature des choses.

A la différence du nom des oliviers et des citronniers, le nom de la langue est un enjeu de lutte, un enjeu symbolique extraordinaire, capable de fabriquer une ontologie. Nier le nom de la langue de l'autre revient à nier l'existence même de cette langue. En 1863 le Ministre russe de l'intérieur, Petr Valuev, édicte un règlement interdisant toute parution en ukrainien. Cette interdiction ne se présente pas comme le simple fait du Prince, elle est justifiée par une linguistique spontanée :

L'opinion de la majorité des Petits-Russiens prouve de façon concluante qu'il n'y a jamais eu de langue petit-russienne¹³ distincte, qu'il n'y en a pas actuellement, et qu'il ne peut pas y en avoir.

(cité par Sukiennicki, 1984 : 37)

Néanmoins ce problème de nomination se retourne au début du 20ème siècle au moment où l'Empire russe commence à donner des signes de faiblesse, ainsi qu'en témoigne ce texte de Meillet, où va apparaître tout l'enjeu du *nom des langues* :

S'il faisait partie d'un autre groupe indo-européen, le petit-russe passerait pour un dialecte peu différencié du russe; sur le domaine slave, où l'on est accoutumé à opérer avec des langues demeurées semblables les unes aux autres, on qualifie volontiers le petit-russe de langue autonome, et la section de langue et littérature russe de l'académie de Petrograd, composée de linguistes éminents et compétents, s'est prononcée en ce sens en 1905. En fait, un individu parlant petit-russe s'entend aisément avec un individu parlant grand-russe [...]. Néanmoins, il a été constitué en Galicie une langue écrite spéciale pour le petit-russe, et aussi différente qu'on a pu du grand-russe, parce qu'elle a été faite en Autriche et contre l'influence de l'Empire russe. Comme la plupart des hommes cultivés se servent du polonais en Galicie, du grand-russe dans les provinces russes, et que d'ailleurs le gouvernement tsariste a fait au mouvement petit-russe une forte opposition, cette langue n'a pas pris jusqu'ici une grande importance. Le plus célèbre écrivain du domaine petit-russe, Gogol, a écrit en grand-russe.

(Meillet, 1918 : 42).

Prenons maintenant le problème macédonien. La «langue macédonienne» est un cas d'école. Il n'y a guère d'exemples de réalité linguistique où le nom même ait été si controversé. Entre le traité de Berlin (1878) et la première guerre mondiale, la Macédoine faisait encore partie de l'Empire ottoman, alors que déjà la Serbie, la Bulgarie et la Grèce étaient des entités autonomes. Les nouveaux États balkaniques se disputaient cette région qui, juridiquement, faisaient partie de la Turquie. Une argumentation linguistique spontanée de type naturaliste fut avancée par les protagonistes (Bulgares, Serbes et Grecs) qui revendiquaient le territoire.

Dans l'Empire ottoman on ne différenciait pas les gens selon la langue ou la «nationalité», mais selon leur religion. L'Empire ottoman

¹³Le «petit-russien» ou «petit-russe» était la dénomination couramment utilisée en Russie au 19ème siècle pour désigner l'ukrainien. Elle est encore utilisée par N. Troubetzkoy dans les années 1930.

avait accordé une relative autonomie aux Chrétiens orthodoxes : le *urum millet*. Un *millet* était une communauté religieuse autonome¹⁴. Tout ce qui était chrétien orthodoxe était considéré comme roumi. Au fur et à mesure que l'Empire ottoman entraînait en décadence, il était obligé de faire des concessions à des nationalités qui réclamaient leur autonomie. C'est ainsi qu'en 1870 fut accordé le *bugar millet*, instituant l'autonomie des Bulgares par rapport aux autres Orthodoxes. C'est là que les choses commencent à se compliquer fortement, à cause du double critère de classification. Les slavophones de Macédoine, par rejet des Grecs, s'affiliaient à l'Église bulgare, et étaient ainsi automatiquement considérés comme Bulgares (au sens religieux) par les Turcs, et Bulgares au sens ethnique par les Bulgares de Bulgarie. Mais ceux qui continuaient de fréquenter l'Église grecque étaient considérés comme des Grecs par les Grecs, même s'ils ne connaissaient pas un mot de grec. Lorsque le moment vint de réclamer le territoire de la Macédoine, lors du «partage des dépouilles» de l'Empire ottoman, les Bulgares affirmèrent que les dialectes macédoniens étaient du pur bulgare, les Serbes qu'ils étaient indifférenciés mais proches du serbe, et les Grecs qu'il s'agissait de parler grecs fortement slavisés. En août 1946 fut créée dans la Yougoslavie titiste une langue macédonienne standardisée, aux traits les plus différents possibles du bulgare, pour couper court aux revendications territoriales bulgares sur la Macédoine¹⁵.

La région balkanique pose à l'heure actuelle des problèmes identiques à ceux de l'Europe centrale au début du 20^{ème} siècle : le nom des langues y a un enjeu ontologique, facteur d'*irrédentisme*. Ainsi l'albanais parlé dans les régions de Grèce non contiguës au territoire de l'État albanais est appelé en Grèce (par les linguistes) *arvanitika*, alors que l'albanais d'Albanie est dénommé *alvanika*, ce qui implique que ce sont des entités différentes, et non des variétés d'une même langue. Les conséquences pratiques (pour les manuels d'enseignement, par exemple) sont claires. Or la pratique courante en dehors de la Grèce est de considérer l'albanais parlé en Grèce comme une *variante* de l'albanais d'Albanie. De même, il existe en Grèce des variantes méridionales de dialectes romans orientaux, apparentés au roumain de Roumanie, connus sous le nom d'*aroumain* dans le Pinde

¹⁴Urum = roumi, = Romain, terme qui désignait les descendants de l'Empire byzantin, c'est-à-dire les Grecs.

¹⁵Sur la question du *nom* de la langue macédonienne, cf. Sériot, 1996.

et en Thessalie, et *megleno-roumain* en Macédoine grecque, qui sont assez différents du roumain pour que l'intercompréhension soit très difficile. Au début du siècle, le gouvernement roumain avait établi des écoles à enseignement en roumain dans des territoires actuellement grecs mais qui étaient alors sous juridiction ottomane, en s'abritant derrière l'argument que ces dialectes étaient en fait des *variétés* de roumain. Mais depuis 1920 les gouvernements grecs successifs refusent cette pratique, et appellent ces parlers *vlachika* (valaque). N'ayant aucune possibilité de s'appuyer sur la langue roumaine standardisée (avec ses manuels et ses dictionnaires), le valaque devient une vraie langue minoritaire, donc vulnérable (sur les langues minoritaires en Grèce, cf. Trudgill, 1992).

On voit que ce qui pose problème, dans une proposition de type «le macédonien c'est du bulgare», ou «le X c'est du Y», est le verbe *être*. Avec ce verbe on peut faire de l'autre avec du même (polonais et kachoube), on peut également faire du même avec de l'autre (macédonien et bulgare, ukrainien et russe). La différence entre le même et l'autre peut ainsi ne pas être une question d'observation, mais bien de *construction discursive*. Cela ne signifie en rien qu'elle est sans objet, mais que ses conséquences pratiques ont une assise nominale. Ainsi, si l'on considère que «les Slaves» parlent des variantes dialectales d'une seule et même langue, les thèses panslavistes sont fondées, et les Slaves forment une seule nation, qu'il est légitime de vouloir rassembler en un seul État. Si, au contraire, on considère que ces langues sont différentes, les thèses panslavistes ne peuvent recevoir de justification.

4. CONCLUSION

Je terminerai en disant qu'il peut y avoir d'autres façons de définir une nation que d'aller voir qui parle quoi.

L'indépendance nationale et la vie des minorités sont un problème sérieux, digne d'investigations poussées, qui devrait être mieux connu en Occident. Mais ce n'est pas un problème à résoudre par une argumentation linguistique, à moins que l'on ne s'occupe du volontarisme linguistique, qui, lui, a fabriqué des coupures de façon, sinon artificielle, du moins politique.

On peut maintenant reconstituer le modèle de cette *linguistique spontanée*, fondé sur les assertions suivantes :

- *la langue est une entité homogène, elle appartient à une nation;*
- *il n'y a pas de langue sans nation, donc pas de nation sans langue, (encore une fois la Suisse n'a pas de place dans ce type de pensée);*
- *la langue est la marque d'une ethnie, donc linguistique et ethnologie vont de pair;*
- *les dialectes sont des variations du Même, donc doivent être ignorés et éliminés;*
- *les autres langues sont des variantes de l'Autre, donc doivent être expulsées;*
- *les langues reflètent l'âme de leur peuple;*
- *leur singularité absolue est irréductible;*
- *les langues sont des objets naturels, cartographiables, comme la culture des oliviers;*
- *mais en même temps une langue se construit et se normalise.*

Ce qui précède porte à penser, au contraire, que langues et nations sont des entités nominales, des objets de discours qui entrent dans des pratiques discursives. Le parcours de ces différentes pratiques peut faire l'objet d'une étude comparative fort instructive, susceptible de nous éclairer sur des enjeux pratiques parfaitement concrets.

Ce parcours des arguments naturalistes, ou «théorie objective» de la nation nous permet alors de reprendre l'argumentation inverse, ou «théorie subjective», dont on trouvera l'expression la plus claire dans le célèbre texte de Renan :

L'homme n'appartient ni à sa langue ni à sa race : il n'appartient qu'à lui-même, car c'est un être libre, c'est un être moral. [...] Au-dessus de la langue, de la race, des frontières naturelles, de la géographie, nous plaçons le consentement des populations, quels que soient leur langue, leur race, leur culte.

(Préface aux *Discours et conférences*, 1887, in Renan, 1992 : 57-58)

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ANCEL J. (1936) : *Manuel géographique de politique européenne*, t. 1 : L'Europe centrale, Paris : Delagrave.
- AUROUX S. et al. (1985) : *La linguistique fantastique*, Paris : Clims / Denoël.
- BAGGIONI D. (1986) : «Préhistoire de la glottopolitique dans la linguistique européenne, de Herder au Cercle de Prague», *Langages*, n°83, p. 35-51.
- BEAUVOIS D. (1988) : *Les confins de l'ancienne Pologne*, Lille : Presses Universitaires de Lille.
- BEN VAUTIER (1988) : Préface, in FONTAN (1988), p. 4-5.
- DUMONT L. (1985) : «Le peuple et la nation chez Herder et Fichte», in DUMONT L. : *Essais sur l'individualisme*, Paris : Seuil, p. 134-151.
- FONTAN F. (1988) : *Atlas des futures nations du monde*, Nice : Atelier d'impression.
- FREUD S. (1990) : *Le Président Thomas Woodrow Wilson*, Paris : Payot.
- IVANOFF J. (1919) : *Les Bulgares devant le Congrès de la Paix* (Documents historiques, ethnographiques et diplomatiques), Berne : Paul Haupt (2e éd.).
- LANSING R. (1921) : *The Peace Negotiations. A Personal Narrative*, Boston.
- MEILLET A. (1918) : *Les langues dans l'Europe nouvelle*, Paris : Payot.
- RATZEL F. (1898) : *Deutschland. Einführung in die Heimatkunde*, Berlin - Leipzig : de Gruyter.
- RENAN E. (1992) : «Qu'est-ce qu'une nation ? (Conférence faite en Sorbonne, le 11 mars 1882)», in RENAN E. : *Qu'est-ce qu'une nation ?*, Paris : Presses Pocket, p. 37-58.
- SÉRIOT P. (1996) : «Faut-il que les langues aient un nom ? Le cas du macédonien», in TABOURET-KELLER A. (éd.) : *Le nom des langues*, Louvain : Peeters (sous presse).
- STALINE J. (1913) : *Marksizsm i nacional'nyj vopros*, trad. fr. : *Le marxisme et la question nationale*, Paris : Éditions du Centenaire, 1978.

- SUKIENNICKI W. (1984) : *East Central Europe During World War I*, New York.
- TESNIÈRE L. (1933) : «La lutte des langues en Prusse orientale», in *La Pologne et la Prusse orientale*, Paris : Société française de librairie Gebethner et Wolf, p. 48-97.
- TRUGDGILL P. (1992) : «The Ausbau Sociolinguistics of Greek as a Minority and Majority Language», in *Proceedings of the 6th International Symposium on the Description and/or Comparison of English and Greek*, M. MAKRI-TSILIPAKOU (ed.), Thessaloniki : Aristotle University, p. 213-235.
- VAN GENNEP A. (1922) : *Traité comparatif des nationalités. t. 1 : Les éléments extérieurs de la nationalité*, Paris : Payot.

Annexe : «Propositions pour un programme international ethniste» (extraits), de François Fontan (Fontan, 1988 : 43-44, texte écrit en 1961)

A) Détermination des nations

1- Une étude de l'état linguistique actuel de l'humanité doit être faite, afin d'établir la liste des nations à partir du principe d'intercompréhension. Constitue une langue nationale :

- Toute langue commune ou groupe de parlers actuellement usités par un groupe humain occupant un territoire déterminé.
- Toute langue actuellement usitée par une ethnie ayant autrefois occupé un territoire, si cet idiome a été usité sans interruption et s'il n'a pas évolué depuis lors en de nouvelles langues nationales.

2- Le principe de l'intercompréhension sera interprété largement dans le cas de populations très peu nombreuses, ainsi que dans le cas de dialectes intermédiaires n'offrant pas de caractéristiques propres de quelque importance.

[...]

B) Frontières des nations

4- La délimitation territoriale entre les nations devra se faire suivant l'appartenance linguistique de la population lorsque cette appartenance est unique et stable.

5- Lorsque cette appartenance a changé partiellement sur un territoire donné par assimilation, cette assimilation sera tenue pour nulle. Lorsque cette appartenance a changé totalement, il en sera de même, sauf si l'assimilation est ancienne (datant d'au moins deux ou trois siècles) ou si elle concerne une nation disparue.

6- Lorsque cette appartenance a changé par immigration et substitution récentes, cette substitution sera également nulle sauf si l'ancienne ethnie

était de très faible densité : dans ce dernier cas, le territoire est partagé en rapport avec l'importance numérique des deux populations ainsi qu'en tenant compte du droit de priorité. Lorsqu'un territoire est habité de longue date par des nationalités différentes, il sera partagé proportionnellement à leur importance numérique.

7. Des échanges de territoires et de populations seront effectués lorsque cela sera nécessaire pour restaurer l'unité territoriale et humaine d'une nation [...]

C) Objectifs culturels

10- Dans chaque nationalité, l'unité linguistique sera achevée ou restaurée. Le passage du stade «ensemble de parlars» à celui de «langue commune unique» s'effectuera partout où ce n'est pas encore fait.

Dans ce but on devra adopter les formes phonétiques et grammaticales des dialectes centraux, modifiés par des emprunts aux divers dialectes périphériques. On préférera les formes originales (par rapport à celles des autres langues), dans la mesure où elles sont suffisamment répandues; ce deuxième critère sera seul retenu en ce qui concerne la sélection lexicale. [...]

12- Dans le territoire de chaque nation, la langue nationale sera la seule langue de l'administration, de la presse et de l'enseignement.

D) Objectifs politiques et économiques

14- Chaque nation doit former un État unifié et souverain, jouissant de l'indépendance politique et de l'égalité juridique vis-à-vis des autres nations. Par État il faut entendre ici non pas une certaine structure interne, mais un organisme réglant tous les problèmes que posent les rapports avec les autres nations. L'État doit être dirigé par des forces réellement ethnistes. Tout groupement ayant des objectifs antinationaux, ou pouvant en avoir parce que dépendant de directions étrangères, de même que tout groupement ayant des objectifs impérialistes, doit être exclu de toute possibilité de parvenir au pouvoir. [...]

La langue entre symboles et signes : le cas serbo croate

Dubravko ŠKILJAN
Université de Zagreb, Croatie

1. POINTS DE DÉPART

1.1. DÉFINITIONS PRÉLIMINAIRES

Quand on veut examiner comment le langage humain exerce une action dans son contexte social, l'unité d'observation la plus simple et — dans un certain sens — la plus «naturelle» est la communauté linguistique. La *communauté linguistique* peut être définie comme l'ensemble de tous les locuteurs qui parlent un idiome commun (et qui se rendent compte de l'identité de cet idiome), quelle que soit la manière dont ils l'ont appris. Cela signifie que chaque communauté linguistique se divise en deux parties, l'une *primaire*, qui englobe les locuteurs natifs de l'idiome observé, et l'autre *secondaire*, dont les membres ont appris cet idiome plus tard, après l'acquisition de leur idiome maternel. La communauté linguistique s'organise donc autour de n'importe quel idiome (vernaculaire, patois, dialecte, sociolecte), mais le plus souvent, du moins dans les sociétés modernes, c'est la langue qui détermine une telle communauté¹.

Comme chaque homme parle une certaine langue (ou parfois plusieurs langues), il appartient au moins à une communauté linguistique

¹ On négligera ici intentionnellement le fait que la frontière entre les différentes espèces d'idiomes (et particulièrement entre langue et dialecte) n'est pas toujours nettement définie, du point de vue de la linguistique.

primaire. Parmi les nombreux domaines dans lesquels une communauté linguistique se constitue et exerce une influence active sur ses membres, nous n'en séparerons que deux, qui semblent être les plus importants : ce sont les dimensions où le langage détermine respectivement l'espace symbolique et l'espace communicatif de la communauté. Dans *l'espace symbolique* la langue se manifeste comme une expression symbolique de l'unité et des relations cohésives qui lient les membres d'une communauté linguistique, c'est-à-dire les locuteurs d'une langue. Ce pouvoir symbolique langagier agit d'habitude avec une plus grande force dans la partie primaire de la communauté qu'en sa partie secondaire, mais il n'est pas rare que la partie secondaire, elle aussi, en subisse une influence considérable et, parfois même, participe activement à la constitution de la dimension symbolique d'une langue quelconque².

L'espace communicatif est déterminé par la langue considérée comme moyen de communication : il englobe tous les locuteurs qui peuvent échanger des messages exprimés dans une langue et qui les comprennent; cet espace est aussi plus «dense» en communauté primaire. Les deux espaces se trouvent en interactions incessantes, mais leurs extensions peuvent ne pas correspondre (et le plus souvent ne correspondent pas) l'une à l'autre : la force symbolique agit quelquefois même sur ceux qui ne parlent plus la langue en question³; et ceux qui ne participent point à l'espace symbolique d'une langue peuvent en faire usage dans leur communication⁴.

Les relations entre les espaces symboliques et les espaces communicatifs dans les communautés linguistiques ont subi une transformation profonde au moment où apparurent les nations modernes. Il est certainement trivial de souligner le fait qu'on ne peut pas définir la notion de *nation* d'une manière qui satisferait tous les abords possibles : aussi, nous accepterons une définition simple et presque «lexicographique», d'après laquelle «nation» est une communauté humaine dont les membres, le plus souvent

²Cette influence était observable presque toujours en cas de présence d'une langue colonisatrice au territoire colonisé, et le mouvement de la négritude, par exemple, a enrichi sans aucun doute l'espace symbolique francophone.

³C'est le cas, par exemple, de la communauté linguistique irlandaise qui est plutôt symbolique que réellement communicative.

⁴L'usage universel de l'anglais par des locuteurs «secondaires» y est, peut-être, paradigmatique.

situés sur un même territoire, partagent — plus ou moins sciemment — les mêmes traditions, la même culture, la même histoire⁵. Évidemment, nous ne croyons pas que le facteur linguistique soit décisif pour une définition de la nation; mais nous pensons bien que la nation, étant une communauté symbolique et n'ayant pas de symboles propres originaires, avait emprunté à la communauté linguistique, comme un symbole approprié, la langue, laquelle avait une apparence «naturelle» (et la nation vise souvent à se présenter comme une communauté naturelle, dont les participants sont liés par une relation de consanguinité primordiale), un territoire délimité (quand on parle de communauté linguistique primaire) et une histoire qui, au moment de sa naissance, manquait à la nation⁶. En empruntant la langue, la nation en prenait en même temps les espaces symbolique et communicatif et adaptait ces espaces mêmes et leurs interactions à ses propres besoins.

Cette transformation était (et l'est encore parfois) un processus complexe, et nous essayerons de la présenter partiellement en prenant en considération un exemple dont l'actualité s'avère aujourd'hui avec une vigueur accentuée : le cas serbo-croate.

1.2. UN APERÇU SYNCHRONIQUE

Dans la littérature linguistique, la langue parlée par les Serbes et les Croates est appelée habituellement «langue serbo-croate»⁷. Elle appartient, avec le slovène, le macédonien et le bulgare, au groupe méridional des langues slaves. Sa communauté linguistique primaire comprend environ 18 millions de locuteurs natifs (pour la plupart Serbes, 8,5-9 millions, puis Croates, 4,5-5 millions, ensuite Musulmans ou Bosniaques, 1,8-2 millions, et, enfin, Monténégrins, 0,6 millions), qui habitent surtout la

⁵On verra plus tard que notre compréhension de nation est proche (sans y être identique) des attitudes d'Anderson (1990). Une vue très intéressante sur le moment de naissance des nations modernes en Europe se trouve chez Burke (1978).

⁶Sur le problème des relations entre la communauté linguistique et la nation, voir Škiljan (à paraître).

⁷Dans la littérature croate et serbe le serbo-croate a aussi d'autres noms : le croato-serbe, le croate et serbe, le croate ou serbe, le croate, le serbe. On parlera plus tard des nominations actuelles.

Croatie, la Bosnie-Herzégovine et la République fédérale de Yougoslavie (c'est-à-dire, la Serbie et le Monténégro) : dans ces pays, la langue, sous des noms différents, a le statut de langue officielle; les minorités linguistiques se trouvent en États voisins — en Slovénie (minorités croate, serbe et bosniaque), en Macédoine (minorité serbe), en Italie et en Autriche (minorité croate), en Hongrie et en Roumanie (minorités croate et serbe) et en Albanie (minorité monténégrine) — avec des droits langagiers très différents; il y a aussi un important nombre de locuteurs émigrés, qui sont dispersés partout.

En ex-Yougoslavie le serbo-croate était une des langues officielles de la Fédération et de quatre (parmi six) républiques constitutives (la Croatie, la Bosnie-Herzégovine, la Serbie et le Monténégro); or, puisqu'il était langue majoritaire, il fonctionnait comme *lingua communis* dans la plupart des communications parmi les membres des différentes communautés linguistiques en ex-Yougoslavie⁸. La langue standard y avait quatre variantes, mais leurs différences respectives n'avaient pas une influence décisive sur la compréhension réciproque. L'étendue de ces variantes en usage officiel dans la communication publique était en principe limitée par les territoires des quatre républiques respectivement; cependant, dans la perception des membres de la communauté linguistique elles étaient (la variante bosniaque exceptée) tout d'abord une expression symbolique des nations, avec une bipolarisation accentuée entre variantes croate et serbe. Aujourd'hui les quatre variantes tendent, plus ou moins intensivement, à se présenter (par les politiques langagières) et à être conçues (dans la perception des locuteurs) comme des langues bien distinctes.

La langue comporte trois dialectes principaux : *štokavien*, *kajkavien* et *čakavien*⁹, mais toutes les quatre variantes standardisées se fondent sur le dialecte štokavien. Si on observe la manifestation de la vieille voyelle slave, *jat'* (ě), en serbo-croate, on peut distinguer trois parlers — *jékavien*, *ékavien* et *ikavien* : en štokavien et čakavien apparaissent tous les trois, et le kajkavien n'est caractérisé que par les deux premiers. La langue standard a les formes jékaviennes dans les variantes croate, bosniaque et monténé-

⁸La situation linguistique et la politique langagière en ex-Yougoslavie sont décrites en détail dans Škiljan (1988, 63 *sqq.*) et Bugarski (1992).

⁹Les relations dialectales sont décrites, par exemple, dans Brozović, Bivić (1988, 54 *sqq.*).

grine et les formes ékaviennes dans la variante serbe, les autres distinctions entre les variantes étant pour la plupart de nature lexicale et, dans un moindre degré, de nature syntaxique, phonologique ou morphologique.

Aujourd'hui il y a deux réalisations graphiques du serbo-croate : une en alphabet latin, employée plus ou moins partout, et une autre, en alphabet cyrillique, dont on fait usage tout d'abord en Serbie, au Monténégro et, partiellement, en Bosnie-Herzégovine. Cette différence, historiquement liée avec la répartition confessionnelle entre catholiques et orthodoxes, est perçue, elle aussi, au niveau symbolique comme une distinction nationale entre les Croates et les Serbes.

1.3. UN APERÇU DIACHRONIQUE

Au sixième siècle, au cours de la migration des peuples, une branche des Slaves, les Slaves méridionaux, apparut, avec les Avars, aux frontières Nord de l'Empire byzantin; au commencement du septième siècle, ils pénétrèrent dans les Balkans jusqu'à Constantinople et s'établirent dans une vaste région entre le Danube et la Mer Adriatique, et entre les Alpes et Thessalonique. La partie centrale était occupée par deux tribus, les Croates et les Serbes, qui étaient les seuls à avoir apporté leurs noms du pays d'origine.

Établis au début hors des villes et entourés par des Byzantins d'un côté et par des Francs de l'autre, les Slaves méridionaux constituent leurs premiers États (souvent dépendants et en rapports de vassalité) pendant le huitième et le neuvième siècle; en même temps, ceux qui se sont établis à l'Ouest, les Croates y compris, acceptent le christianisme venu des pays francs. Mais, c'est au neuvième siècle que Cyrille et Méthode, durant leur apostolat, traduisirent la Bible en langue slave, en créant un alphabet approprié dit glagolitique; au début du dixième siècle un de leurs disciples (peut-être Clément) inventa, sur le modèle de l'alphabet grec, l'écriture cyrillique. Puisque le christianisme se propageait sur ce territoire à partir de deux centres, Rome et Constantinople, la frontière entre l'Empire romain d'Occident et celui d'Orient fut renouvelée en tant que frontière religieuse et divisa l'ethnie slave aux Balkans en deux parties, qui appartiendront à des cultures différentes.

La migration des Hongrois, vers la fin du neuvième siècle, sépara les Slaves méridionaux des autres Slaves et limita définitivement leur terri-

toire au nord par le Drave et le Danube. Lorsque l'Empire carolingien consolida ses frontières de l'Est, qui englobaient les Slovènes, les autres peuples slaves des Balkans se sont trouvés dans la région à laquelle aspiraient les Byzantins et les Hongrois : cette position intermédiaire permettait aussi aux tribus slaves de constituer, de temps en temps, des formations politiques partiellement ou entièrement indépendantes. Ainsi les Croates pannoniens et dalmates, au dixième siècle déjà, réunis sous l'autorité du roi Tomislav ont eu leur propre État, mais en 1102 ils ont reconnu le roi de Hongrie comme roi de Croatie, en gardant un certain degré d'autonomie. L'État serbe, émancipé de la tutelle byzantine, vit sa première apogée sous Étienne Nemanja, au douzième siècle, quand fut créée aussi une Église serbe autocéphale.

La situation resta semblable durant les deux siècles suivants, sauf qu'une nouvelle puissance apparut sur la côte adriatique : c'était Venise. Les seigneurs croates ont été parfois de réels souverains de territoires considérables, et le déclin de l'Empire byzantin donna aux Serbes la possibilité d'organiser un État puissant sous le tzar Dušan. Après sa mort, en 1355, la dissolution de l'État serbe eut pour conséquence l'ascension temporaire d'un État situé au milieu même du territoire de la communauté linguistique serbo-croate : l'État bosniaque. En même temps se constitua, au bord de la Mer Adriatique, la petite République de Dubrovnik, dont l'influence économique et culturelle sera très importante durant trois siècles.

Un changement radical des relations géopolitiques provoque, aux 15ème et 16ème siècles, les conquêtes ottomanes ayant pour conséquences les grandes migrations ethniques vers l'Ouest et le Nord et le fait qu'en 1600 le territoire serbo-croate est divisé entre l'Empire ottoman (qui possédait les pays actuels de la Serbie — à l'exception de la Vojvodine — de la Bosnie-Herzégovine et du Monténégro), Venise (à laquelle appartenaient l'Istrie et la Dalmatie) et l'Empire des Habsbourg (qui, depuis 1526, englobait la Hongrie, avec la Croatie centrale, la Slavonie, la Vojvodine et la côte adriatique du Nord). Une partie de la Croatie était organisée par les Habsbourg comme confins militaires pour protéger la frontière contre les Turcs : ces confins, la Krajina, ont été peuplés pour la plupart par des migrations serbes; une autre destination importante des migrations serbes était la Vojvodine. Le seul territoire resté indépendant était celui de la République de Dubrovnik.

Une autre conséquence des conquêtes ottomanes fut l'islamisation partielle des chrétiens slaves sous le gouvernement turc, surtout en Bosnie : cette différenciation confessionnelle deviendra le noyau d'apparition d'une nouvelle ethnie, l'ethnie bosniaque, qui ne sera officiellement reconnue, en tant qu'option nationale (sous le nom de nation musulmane) qu'en Yougoslavie, après la Seconde Guerre mondiale. Enfin, les habitants du Monténégro, qui ont été traditionnellement perçus comme un corps séparé dans le cadre ethnique et politique serbe sous la domination ottomane, ont conquis au dix-huitième siècle l'autonomie politique qui stimula un fort sentiment de l'autonomie nationale monténégrine.

Au commencement du siècle suivant, les guerres de Napoléon firent disparaître les Républiques de Venise et de Dubrovnik, et, après la chute du gouvernement français, l'Istrie et toute la Dalmatie passèrent sous la domination autrichienne. Les deux révoltes des Serbes contre les Turcs marquèrent le début du déclin définitif de l'Empire ottoman aux Balkans : la Serbie devint autonome en 1833, le Monténégro en 1860, et tous deux furent reconnus États indépendants en 1878, la même année où l'Autriche-Hongrie occupa la Bosnie-Herzégovine. Lorsque l'Autriche-Hongrie, à la fin de la Première Guerre mondiale, se désintégra, la communauté linguistique serbo-croate se trouva réunie, avec les Slovènes et les Macédoniens, en Yougoslavie, à l'exclusion de la région de l'Istrie, qui n'en fit partie qu'après 1945. Le résultat de la dissolution de la Yougoslavie en 1990 fut la constitution de nouveaux États (la Slovénie, la Croatie, la Bosnie-Herzégovine, la Macédoine et la République fédérale de Yougoslavie) et la guerre qui dure encore¹⁰.

Pendant des siècles, donc, la communauté linguistique serbo-croate était morcelée par des frontières politiques, économiques et culturelles, et la conséquence en était un partage des domaines communicatif et symbolique, qui ont été soumis à des processus d'intégration et de désintégration incessants. La langue y était sous l'influence des «grandes» langues de communication publique et des cultures dont les communautés linguistiques entouraient les locuteurs du serbo-croate : c'étaient le grec, le latin,

¹⁰Un aperçu historique, qui me semble indispensable pour la compréhension des relations entre les nations et les langues dans le cadre de la communauté linguistique serbo-croate, en forme plus détaillée, est donné, par exemple, dans *Atlas* (1987, 298 *sqq.*).

l'allemand, l'italien, le turc (avec l'arabe), le hongrois. Malgré cela, les locuteurs du serbe ou croate employaient leur langue en diverses formes de communication publique, et dans leur communication privée le serbo-croate était sans aucun doute l'idiome le plus fréquemment utilisé.

Si dans les premiers siècles de son séjour dans les Balkans, la communauté linguistique serbo-croate ne pouvait participer à une communication écrite (très rarement, d'ailleurs) qu'en latin ou en grec, la mission des saints frères de Thessalonique, leur transformation d'un dialecte slave du sud en idiome littéraire, et l'apparition des écritures appropriées à la phonologie slave, tout cela changea complètement la situation en ce qui concernait la communication publique. La langue de la traduction de la Bible et de la christianisation, le vieux-slave, est devenue langue de la liturgie (avec des «versions» nationales, dont une croate et une serbe aussi) et, en même temps, comme elle était une langue écrite suprarégionale, elle rendit possible l'usage des idiomes locaux en forme écrite, d'abord glagolitique puis cyrillique.

Les témoignages les plus anciens de l'usage de l'idiome propre dans la communication publique chez les Croates datent du 12^{ème} siècle déjà, et ce sont pour la plupart les documents juridiques et politiques, écrits en écriture glagolitique ou cyrillique. La prédominance de ces écritures durera jusqu'au 15^{ème} siècle, où elle seront remplacées par l'alphabet latin. La littérature médiévale croate était caractérisée par une langue très proche des vernaculaires parlés, une influence relativement faible du vieux-slave et une base čakavienne. Les Serbes (dont l'Église Orthodoxe joua un rôle décisif dans la constitution politique et nationale et employa longtemps le vieux-slave en tant que langue unique de la liturgie) utilisaient cet idiome, dans une version nettement différenciée, en communication publique et même en littérature pendant tout le Moyen âge, bien que certains textes (le *Code* du tszar Dušan du 14^{ème} siècle, par exemple) fussent rédigés en une langue proche du parler quotidien. La version serbe du vieux-slave, sous l'influence du vernaculaire parlé, se transforma en un idiome spécifique, employé seulement sous forme écrite (cyrillique), connu sous le nom du *serboslave*, qui était l'instrument presque unique de l'expression littéraire serbe jusqu'au 18^{ème} siècle.

À partir du 15^{ème} siècle, la langue croate se retira de l'usage officiel et administratif devant le latin, l'italien, le hongrois ou l'allemand, mais s'accrut dans la littérature, qui était marquée — en particulier aux 16^{ème}

et 17^{ème} siècles — par un régionalisme accentué, dont l'expression linguistique était la différenciation dialectale : les littératures čakavienne et štokavienne d'abord, et la littérature kajkavienne un peu plus tard, se développèrent chacune à part, mais en même temps en interactions incessantes. Si ces littératures ont eu souvent un caractère élitaire, le mouvement de la Contre-Réforme catholique au 17^{ème} siècle répandit une littérature simple et populaire štokavienne dans une vaste région, depuis la côte adriatique jusqu'au nord de la Croatie. Au même siècle, les Musulmans de la Bosnie commencèrent à produire une littérature autochtone en leur propre idiome, mais écrite dans une forme de l'écriture arabe appropriée au système phonologique serbo-croate.

Au 18^{ème}, en Croatie, la littérature čakavienne avait à peu près disparu : la littérature kajkavienne était limitée au domaine du dialecte kajkavien au nord-ouest du pays, et le štokavien prédominait dans les autres régions, mais il ne s'utilisait pas encore dans les communications officielles et administratives. Dans les pays serbes qui ont été inclus dans l'Empire ottoman, les élites lettrées écrivaient en serboslave, mais les Serbes en Vojvodine — où la structure sociale était fort différente à cause de l'apparition d'une nouvelle bourgeoisie — ont rejeté cet idiome élitaire et ont créé, sur le modèle du russe littéraire contemporain, une langue écrite qui, elle aussi, était éloignée de la langue parlée, mais lui ressemblait davantage et avait une force expressive supérieure à celle du serboslave. Cette langue, le *slavoserbe*, qui connut un usage intense pendant plus d'un siècle, aurait pu atteindre une véritable forme standard, si Vuk Stefanović Karadžić n'était intervenu en promoteur d'une réforme langagière radicale (accompagnée d'une réforme orthographique simplificatrice), dont le résultat fut, en 1868, l'introduction de la langue populaire dans la communication publique en Serbie.

La langue proposée par Karadžić étant fondée sur le dialecte štokavien, qui était déjà amplement diffusé (sous une forme distincte de celle offerte par le réformateur serbe) dans la communication littéraire et interrégionale en Croatie. Dans un cadre idéologique qui convienne, les Croates ont adapté leurs processus de standardisation langagière aux principes qui pourraient être communs aux Croates et aux Serbes. La langue croate entra dans l'usage officiel en 1848, et à la fin du siècle elle fut standardisée de telle manière qu'après la Première Guerre mondiale, en Yougoslavie alors constituée, on pouvait considérer qu'il y avait une langue standard, le

serbo-croate, avec deux variantes, dont l'une, la croate, préfère l'usage de l'alphabet latin et l'autre, la serbe, celui de l'écriture cyrillique¹¹.

2. LES ESPACES EN INTERACTION

2.1. LA FORMULATION DE LA QUESTION

Si on veut considérer les relations et les interactions entre les domaines symboliques et communicatifs dans la communauté linguistique serbo-croate et les effets de leurs actions sur elle, il faut d'abord constater que c'est une communauté qui comprend actuellement quatre nations, trois religions, deux écritures et (encore) une langue, mais que la situation politique ou linguistique n'y est pas particulièrement compliquée, ni dans une perspective européenne, ni sous un aspect mondial. Ce qui pourrait susciter un intérêt spécial pour le cas serbo-croate, c'est le fait, je crois, que cette communauté, divisée pendant des siècles par des frontières de civilisations et de cultures, par des limites politiques, économiques et même linguistiques, a gardé, depuis son arrivée dans les Balkans, sa cohésion linguistique, en la compromettant, semble-t-il, de temps en temps et en la renouvelant chaque fois. Tous les paramètres déterminant cette communauté ont été soumis aux transformations : le nombre d'ethnies ainsi que celui des religions ou des écritures; de même, le nombre de langues que les membres de la communauté reconnaissaient comme leurs idiomes natifs. Malgré cela, les frontières externes de la communauté sont restées presque immuables tout le temps.

Cette situation est devenue encore plus complexe au moment de l'apparition des nations modernes, parce que les nations — comme nous avons essayé de le démontrer — empruntent les langues, en tant que symboles et en tant que moyens de communication, aux communautés linguistiques : dans le cas serbo-croate c'étaient d'abord deux, ensuite trois, et en-

¹¹ Je ne cite ici que quelques travaux sur l'histoire du serbo-croate, qui tous comprennent de riches bibliographies et qui peuvent compenser de nombreux détails manquants dans cet aperçu nécessairement simplificateur : Katičić (1992, 75 *sqq.*), Ivić (1986, 107 *sqq.*), Vince (1990), Moguš (1993), Brozović (1970, 85 *sqq.*) et, pour les périodes les plus anciennes, Katičić (1994).

fin quatre nations qui ne pouvaient qu'emprunter une même langue à une communauté linguistique, en la «divisant» ainsi parmi eux.

La question qui se pose, donc, avec une certaine vigueur est : *Quels étaient les rôles des espaces communicatif et symbolique dans le maintien (et dans la dissolution) de la cohérence de la communauté linguistique serbo-croate, en particulier après l'apparition des nations modernes?*

Si nous prenons pour point de départ le 18ème siècle, c'est-à-dire le siècle où le sentiment national au sens moderne commence à se présenter dans les régions balkaniques, nous pourrions, suivant la plupart des déterminants politiques, mais aussi les facteurs linguistiques, différencier au moins six phases d'interactions décisives entre espaces symbolique et communicatif de la communauté linguistique serbo-croate :

- (1) Le 18ème siècle, où les frontières politiques et celles des civilisations ont été nettement tracées, et où les espaces symbolique et communicatif, jusque-là très particularisés, indiquent — chacun à sa manière propre — des tendances unificatrices;
- (2) la première moitié du 19ème siècle, caractérisée par la naissance des mouvements nationaux et par les combats pour les autonomies nationales, la langue en devenant un des symboles importants;
- (3) la période de la seconde moitié du 19ème siècle jusqu'à 1918, où la tendance à comprendre la langue comme symbole national est devenue parfaitement nette, mais où l'espace symbolique dépassa les déterminations nationales;
- (4) la période entre 1918 et 1941, quand la communauté linguistique se trouvant pour la première fois toute entière dans une unité politique, fut soumise à une pression unificatrice dans les deux espaces;
- (5) la période entre 1945 et 1990 (celle pendant la Seconde Guerre mondiale étant une période chaotique) : la politique langagière y reconnaissait les différenciations traditionnelles linguistiques et ethniques d'un côté, et avait une tendance à l'unité symbolique et communicative de l'autre;
- (6) la phase contemporaine, qui vise en apparence à renouveler le modèle du 19ème siècle, mais seulement dans le cadre des frontières nationales, et qui ne comprend le langage que dans sa dimension symbolique, en négligeant pour la plupart sa fonction communicative.

On n'envisagera ici en détail que trois phases qui semblent être les plus paradigmatiques pour les relations entre les espaces communicatif et symbolique : la première, la troisième et la sixième.

2.2. LES TENDANCES UNIFICATRICES AU DIX-HUITIÈME SIÈCLE

Si on observe la communauté linguistique serbo-croate au 18^{ème} siècle dans sa totalité, on peut remarquer qu'il y avait plusieurs niveaux langagiers qui y exerçaient leurs actions symboliques et communicatives et qui n'appartenaient pas tous aux idiomes maternels et, partant, déterminants des frontières de la communauté.

Dans une hiérarchie constituée par rapport à la force symbolique des langues en usage sur ce territoire politiquement très particularisé, il faut, sans aucun doute, mentionner d'abord les trois langues prédominantes des Églises : le latin, le serboslave (qui n'était, en liturgie, qu'une variation locale du vieux-slave) et l'arabe classique. Comme les Croates étaient en grande majorité catholiques, les Serbes (et les Monténégrins) orthodoxes, et les Musulmans en Bosnie appartenaient, bien entendu, à l'islam, ces trois langues liturgiques ont eu un fort pouvoir symbolique différentiel. Or, bien que les frontières symboliques tracées par ces langues aient été conformes aux frontières ethniques, leur fonction primaire en tant que symboles n'était pas de distinguer des ethnies, mais d'inclure chacune des communautés religieuses dans un des trois grands univers de culture et de civilisation¹².

Quant à leur aspect communicatif, il faut supposer qu'il n'était accessible qu'à une couche sociale restreinte, qui ne comprenait même pas tous les clercs. De l'autre côté, ceux qui possédaient le latin ou l'arabe (et moins le serboslave) comme moyen de communication étaient participants virtuels d'un échange de messages global, qui dépassait largement les limites de leurs idiomes maternels.

¹²Nous pouvons imaginer que cette inclusion n'était pas toujours sentie par tous les membres des communautés et, même, que parfois, là où les communautés religieuses étaient en contact, ces langues fonctionnaient comme signes démarcatifs des ethnies, mais nous prétendons à une analyse globale dans laquelle les trois langues des liturgies sont comprises dans leur dimension supranationale.

Presque les mêmes assertions pourraient être soutenues à propos des langues des administrations étatiques : c'étaient de nouveau le latin (qui était langue officielle en Croatie jusqu'en 1848, et qui se distinguait du latin de liturgie), l'allemand, l'italien, le hongrois, le turc; les idiomes croate ou serbe n'étaient utilisés que parfois, au niveau des administrations locales. Cependant, l'aspect symbolique de ces langues, qui (à l'exclusion du latin) étaient aussi symboles des nations déjà formées, et que les locuteurs du serbo-croate sentaient comme des intrus dans l'espace symbolique de leur communauté linguistique¹³, se constituait fort différemment de celui des langues liturgiques : il avait des connotations pour la plupart négatives, et la participation active dans les espaces symboliques de ces langues était souvent accompagnée d'un abandon de l'idiome maternel. D'autre part, cette participation avait une dimension communicative qui n'était pas limitée au domaine administratif, mais qui impliquait aussi la possibilité d'entrer dans des domaines scientifique ou littéraire plus vastes: ainsi, elle s'avérait indispensable pour ceux qui voulaient (ou devaient) être membres des communautés communicatives supranationales.

Au troisième niveau se manifestaient les langues de littérature et d'éducation qui se fondaient sur des idiomes serbo-croates autochtones¹⁴. Chez les Croates, au commencement du 18^{ème} siècle, la littérature čakavienne avait déjà perdu son élan et n'avait plus le prestige qui l'avait affirmée, aux siècles précédents, comme une littérature de rang européen. Sous l'influence de la Contre-Réforme une littérature populaire štokavienne s'est répandue, comme nous l'avons dit, dans un vaste domaine qui comprenait la Dalmatie, la Bosnie-Herzégovine et la Slavonie, mais dont les œuvres ont été lues presque partout (en Serbie aussi) : la littérature kajkavienne de la même époque avait un caractère plus élitare et se restreignait à ses propres régions dialectales. À la fin du siècle, la prédominance du štokavien a été soutenue par l'effort réformateur du règne éclairé de Joseph II de Habsbourg qui visait à introduire les idiomes locaux dans l'éducation élémentaire dans son Empire. Chez les Serbes, c'était le siècle de la coexis-

¹³C'est justement pour se défendre de la symbolique langagière germanique ou hongroise que l'administration croate dans l'Empire des Habsbourg avait retenu si longtemps l'usage du latin supranational.

¹⁴Leur participation aux processus éducationnels n'était que très restreinte, surtout si on examine la première moitié du siècle.

tence du serboslave et du slavoserbe en littérature, avec une suprématie évidente et croissante du slavoserbe.

Le štokavien et le kajkavien littéraires et le slavoserbe avaient une force symbolique indiscutable : elle n'était pas reconnue seulement par ceux qui pouvaient utiliser ces idiomes activement, en tant qu'émetteurs de messages, mais aussi par le public de leurs œuvres littéraires, qui augmenta durant le siècle. L'espace symbolique du štokavien était le plus vaste, parce que sa communauté linguistique était, réellement et virtuellement, la plus grande et — à plus forte raison — parce que sa faculté intégrative était la plus active : les grammaires et les dictionnaires du 18^{ème} siècle témoignent d'une inclusion fréquente des éléments kajkaviens ou čakaviens (surtout lexicaux mais parfois aussi morphologiques ou syntaxiques) dans le corps langagier štokavien¹⁵. Au surplus, tandis que les espaces communicatifs du kajkavien et du slavoserbe avaient la même (ou presque) étendue que leurs espaces symboliques, le domaine communicatif du štokavien était encore plus large que son espace symbolique, et on peut dire qu'à la fin du siècle les hommes lettrés dans toute la communauté linguistique serbo-croate comprenaient cet idiome, même s'ils n'acceptaient pas tous sa dimension symbolique.

Deux niveaux suivants ont été constitués par les idiomes de communication régionale d'une part et par ceux de communication locale et quotidienne d'autre part : n'ayant pas une forme littéraire, ces idiomes, limités (mais très importants et très fréquemment utilisés) dans leur pouvoir communicatif, étaient — on peut le supposer — au cours du siècle des lieux privilégiés d'identification symbolique et les véritables «idiomes maternels» pour la plupart des locuteurs. Ils étaient soumis aux influences unificatrices symbolique et communicative des langues littéraires issues des idiomes autochtones.

Sur le plan communicatif ces forces unificatrices ne pouvaient évidemment pas dépasser les frontières de la communauté linguistique; et même, elles étaient, parfois de façon significative, entravées par diverses frontières internes : c'est le štokavien qui a avancé le plus en écartant les barrières communicatives. D'autre part, sa force symbolique agissait (certainement d'une manière inégale) sur les Croates comme sur les Bosniaques et sur les Serbes : le caractère supranational (et coordonné avec

¹⁵ Cf. Vince (1990, 38 *sqq.*).

l'idéologie d'une réunion politique des Slaves méridionaux) de son symbolisme pourrait être signalé par le nom que les philologues croates donnaient à la langue littéraire : *l'illyrien* ou le *slovin* (c'est-à-dire : slave), donc sans désignation nationale. Comme le kajkavien avait une étendue sous-nationale nette, ce n'est que le slavoserbe qui aurait pu prétendre le plus à devenir langue symbolique nationale, si sa norme avait été plus constante, s'il n'avait pas eu en Serbie un concurrent puissant dans le serboslave, s'il avait été plus intelligible au peuple et, enfin, s'il n'avait pas visé à établir un lien symbolique avec un État bien éloigné, l'Empire russe.

Bien que le 18^{ème} siècle fût marqué par des processus qui tendaient à unifier, au niveau symbolique comme au niveau communicatif, la communauté linguistique serbo-croate, jusqu'alors très fractionnée (ou, au moins, à unifier quelques-unes de ses parties), ces processus n'avaient des connotations nationales que faiblement manifestées. A cette époque d'ailleurs, dans les Balkans, la notion de *nation moderne* n'était qu'en train de s'amorcer, et la langue était encore «en possession» de la communauté linguistique. Quand les noyaux des nations futures se présentèrent avec la bourgeoisie naissante (en Croatie continentale ou en Vojvodine dans la deuxième moitié du siècle, par exemple), ils prétendaient déjà «dérober» la langue à la communauté linguistique.

2.3. LA LANGUE AU-DESSUS DE LA NATION

Si le 18^{ème} siècle dans les Balkans a su reconnaître les retentissements des Lumières européennes en acceptant (mais en n'appliquant pas toujours, à cause des circonstances objectives) les idées de l'éducation universelle et d'une langue littéraire proche des idiomes de communication quotidienne, la première moitié du 19^{ème} siècle a été marquée par la présence du mouvement romantique et d'un nouveau élan national qui accompagna la constitution des nations modernes, d'abord de la serbe et de la croate, ensuite de la monténégrine et de la bosniaque.

La situation politique étant complètement changée dans la seconde moitié du siècle¹⁶, la situation linguistique et sa perception de la part de

¹⁶La Croatie toute entière était sous administration de l'Autriche-Hongrie, y faisant (à l'exclusion de l'Istrie) une entité relativement autonome de la part-

la communauté linguistique se transformaient, elles aussi, dans un cadre idéologique nouveau. Malgré le fait qu'à cette époque plusieurs langues et idiomes, à plusieurs niveaux, participaient encore à la constitution des espaces symbolique et communicatif de la communauté linguistique serbo-croate, leurs interactions et leurs fonctions, en comparaison avec leur disposition au 18^{ème} siècle, ont subi des changements visibles.

D'abord, les langues de liturgie, tout en restant les mêmes, ont perdu presque complètement leur fonction communicative, et ne gardaient que leur aspect symbolique, qui — à cause de son caractère abstrait et global — dans un temps du particularisme national, agissait avec une force affaiblie.

En ce qui concerne les langues d'administration et d'éducation, elles ont été pour la plupart, après 1850, basées sur des idiomes autochtones : en Serbie c'était au commencement de cette période une variation du slavo-serbe, avec une orthographe compliquée et avec une syntaxe et un lexique bien différents des parlars populaires, mais en 1868 la réforme de Vuk Karadžić (dont on parlera tout de suite) était acceptée officiellement, et le résultat fut l'usage, dans l'administration et dans l'éducation, d'un idiome très proche des vernaculaires. En Croatie et en Bosnie la situation était plus complexe, parce que ce n'étaient que l'administration et l'instruction internes (c'est-à-dire limitées par des frontières administratives croates et bosniaques) qui employaient l'idiome autochtone, tandis qu'on usait de l'allemand ou du hongrois pour communiquer avec Vienne ou Budapest : mais ces langues, l'allemand et le hongrois, étaient en cette période nettement senties comme des «langues étrangères» et non comme des idiomes qui appartiendraient à la matrice communicative de la communauté linguistique.

La nouvelle position des idiomes serbo-croates dans l'administration et dans l'instruction a exercé, par conséquent, une influence sur la constitution des espaces symbolique et communicatif. Comme ces idiomes se formaient nécessairement en reprenant les modèles des idiomes littéraires, ils ont assumé aussi leur force symbolique. De l'autre côté, ayant

tie hongroise de l'Empire. La Vojvodine et la Bosnie-Herzégovine étaient depuis 1878 occupées par la Monarchie, et la Serbie et le Monténégro, après une période d'autonomie *de facto*, furent reconnus *de jure* comme États indépendants en 1878 également.

des usages centralisés et unifiés, ils ont fortement consolidé les espaces communicatifs.

L'apparition des idiomes autochtones dans l'administration, dans l'instruction et dans la presse périodique détermina également une position nouvelle de la langue littéraire. En Croatie la seconde moitié du 19^{ème} siècle fut marquée par la prédominance définitive du štokavien : le mouvement romantique national croate, le «Mouvement illyrien», choisit le štokavien comme base de la future langue standard, et, pendant la période envisagée, différentes écoles philologiques discutaient sur la manière dont le štokavien serait standardisé le mieux¹⁷. Les réformes de Karadžić proposaient aux Serbes de renoncer encore une fois à la langue littéraire artificielle, le slavoserbe, et d'adopter à sa place la langue populaire, štokavienne également : cette proposition, après un long combat¹⁸, fut acceptée dans les années 1840 d'abord par une nouvelle génération d'hommes de lettres et plus tard, comme nous l'avons vu, par le gouvernement.

Mais l'événement le plus intéressant affecta la dimension symbolique : puisqu'ils étaient participants du mouvement romantique, les «illyriens», ainsi que Vuk et ses adhérents, comprenaient la langue comme le symbole le plus visible de la nation, et la lutte langagière était pour eux un élément extrêmement important de la lutte nationale et de la constitution d'une communauté nationale cohérente. Mais en même temps, ils étaient conscients du fait que la force symbolique virtuelle de leur langue dépassait les frontières des nations et englobait toute la communauté linguistique serbo-croate, ce qui correspondrait aux visions politiques de l'union des Slaves méridionaux¹⁹. Ainsi, les «illyriens», bien avant la victoire des idées de Karadžić en Serbie, en 1850 déjà, avaient fait avec lui un arrangement qui prévoyait que la direction de la standardisation de la langue devrait être la même chez les Croates que chez les Serbes, en acceptant certaines propositions linguistiques de Vuk Karadžić²⁰.

¹⁷Cf. Vince (1990, 271 *sqq.*) et Moguš (1993, 157 *sqq.*).

¹⁸Cf. Stevanović (1964, 32 *sqq.*) et Ivić (1986, 173 *sqq.*).

¹⁹Ces visions parfois incluait la reconnaissance des différences nationales et parfois la négligeaient (chez Vuk Karadžić, par exemple).

²⁰L'effet réel de cet *Arrangement de Vienne* n'était au premier moment que symbolique : telle était, d'ailleurs, sa véritable nature.

Le résultat de ces actions fut que l'espace symbolique serbo-croate se constitua à deux niveaux différents. L'un était global et faisait partie d'un projet supranational et unificateur, qui s'achèvera linguistiquement vers la fin du siècle par la publication de la grammaire, du dictionnaire et de l'orthographe normatifs et qui verra, en quelque sorte, sa réalisation politique en 1918, lorsque l'État yougoslave fut constitué. Au deuxième niveau, qui était plus proche de la réalité communicative, les interactions entre les langues administratives et les langues littéraires ont formé quatre sous-espaces symboliques autour des centres administratifs : Zagreb, Belgrade, Sarajevo et Podgorica; l'influence de deux premiers était beaucoup plus forte et plus orientée vers la symbolique nationale que celle des deux autres. Ainsi, le serbo-croate standard avait au commencement deux variantes bien distinctes, et ce n'est qu'en Yougoslavie nouvelle que leur nombre s'accrut jusqu'à quatre. Cette dualité symbolique favorisait les processus de convergence ainsi que ceux de divergence, et c'étaient les politiques langagières, en tant que parties de politiques générales et expressions d'idéologie prédominante, qui pouvaient en choisir la direction désirée.

Enfin, les idiomes suprarégionaux et locaux, n'ayant plus la forme littéraire que sporadiquement, ont été, dans la période envisagée, réduits dans leurs dimensions symbolique et communicative aux limites habituelles aux pays européens de ce temps-là.

2.4. LES «VIEILLES» NATIONS ET LES LANGUES «NOUVELLES»

La communauté linguistique serbo-croate vit la chute de la Yougoslavie au moment où son espace communicatif était unique mais non unitaire : la langue standard, formant tout d'abord cet espace, avait quatre variantes — croate, serbe, bosniaque et monténégrine. Ainsi, son espace symbolique, tirant son origine, comme nous avons essayé de le démontrer, de la période du commencement du siècle, connaissait une articulation double : il était bien sous une influence intégrative, mais en même temps il s'avérait divisé en quatre sous-espaces. Bien que ces sous-espaces eussent des connotations nationales (particulièrement les sous-espaces croate et serbe), en pratique communicative ils fonctionnaient pour la plupart comme s'ils étaient déterminés territorialement. Cela veut dire que les Serbes en Croatie, ou les Croates en Serbie, ou les Croates et les Serbes en Bosnie-Herzégovine,

employaient en communication publique beaucoup plus fréquemment les variantes standardisées du territoire qu'ils habitaient que les variantes de leurs nations originaires.

La dissolution de l'ex-Yougoslavie est accompagnée d'une croissance évidente du sentiment national et d'une forte tendance à la différenciation symbolique des nations participant à la communauté linguistique serbo-croate. Puisque ces nations (ou — pour mieux dire — leurs leaders politiques) comprennent la langue comme symbole préféré de la nationalité, et puisque le serbo-croate seul était resté, dans la sphère linguistique, en tant que symbole et en tant que moyen de communication, toutes les autres langues étant devenues des langues étrangères, cette différenciation symbolique ne saurait se manifester que dans la position, l'usage et le fonctionnement du serbo-croate même, en intensifiant les processus centrifuges et en entravant les processus centripètes. Bref, les nouvelles politiques langagières agissent tout d'abord dans le domaine symbolique et sont caractérisées par des forces désintégrant.

Les politiques nationales (et les politiques langagières qui en font partie) prétendent renouveler la situation d'«avant la Yougoslavie», c'est-à-dire de la fin du 19^{ème} siècle, et la continuer après la «rupture yougoslave», qu'elles considèrent plus ou moins non naturelle. Ce regain idéologique des anciennes nations, qui prend la langue comme moyen de différenciation, néglige le fait que le 19^{ème} siècle connaissait aussi un niveau symbolique linguistique unificateur, qui était peut-être — en tant qu'orientation idéologique — plus important que celui qui impliquait la désintégration.

Lorsqu'elles insistent sur la symbolique différentielle, les politiques nationales se heurtent dans le domaine linguistique à un problème très sérieux : c'est le problème «des autres», c'est-à-dire des participants à la communauté linguistique serbo-croate qui vivent sur le territoire d'un État national et appartiennent à une nation autre que la nation constitutive de cet État. Étant exclus intentionnellement par la politique majoritaire (et en ce cas plus nationaliste que nationale) de l'espace symbolique²¹, ces locu-

²¹ Les mécanismes de cet exclusion symbolique, trop complexes pour être mentionnés ici, sont partiellement décrits dans Škiljan (1991). Sur leur effet virtuel (la transformation de la majorité des locuteurs en *étrangers dans leur propre langue*), voir Škiljan, à paraître.

teurs sont effectivement exclus de la langue aussi et acheminés vers la langue de leur propre nation.

En conséquence, ces politiques langagières veulent que se constituent quatre langues nationales différentes, et que tous les Croates, où qu'ils habitent, parlent un croate bien différencié, tous les Serbes un tel serbe, tous les Monténégrins un tel monténégrin et tous les Bosniaques un tel bosniaque.

Malgré tout, même en négligeant le problème des individus qui n'expriment aucune appartenance nationale, la réalité linguistique n'est point aussi simple. D'abord, les locuteurs (par exemple les Serbes en Croatie) qui parlent la même langue que la nation majeure et qui participent à son domaine communicatif, par exclusion du domaine symbolique (en acceptant même cette exclusion comme une conséquence «normale» de la politique nationale, et en remplaçant la symbolique perdue par la symbolique de sa propre nation) deviennent une minorité linguistique dont les droits langagiers sont très difficiles à définir. Ensuite, il semble que cette nouvelle symbolique différentielle n'opère pas vraiment en accord avec les frontières nationales tracées, mais qu'elle suit avant tout les démarcations idéologiques. En Bosnie, par exemple, au bosniaque adhèrent en principe tous ceux — les Croates et les Serbes ainsi que les Musulmans — qui préfèrent conserver un État unitaire, tandis que les autres nomment leur langue le croate ou le serbe. Au Monténégro, les Monténégrins qui sont convaincus de n'être qu'une partie de l'ethnie serbe parlent serbe et les autres parlent monténégrin, la langue étant toujours la même. Chez les Croates et chez les Serbes il y a aussi des locuteurs qui, à cause du refus des idéologies nationales dominantes²², ou préférant les critères communicatifs aux critères symboliques, estiment que la langue n'est pas encore divisée.

Enfin, malgré les interactions incessantes entre domaines symbolique et communicatif, la projection des frontières symboliques, quand elles sont imposées, sur le plan communicatif ne s'effectue pas aisément : on peut imaginer que le but final des politiques langagières qui sont maintenant en action sur le territoire de la communauté linguistique

²²Chez les Serbes parfois même à cause de l'acceptation d'une idéologie unificatrice agressive.

serbo-croate²³ est un établissement des barrières communicatives, mais il ne semble pas que ce but puisse être réalisé en peu de temps²⁴.

3. SIGNES ET SYMBOLES

3.1. POLITIQUE DES SYMBOLES

Le point de départ presque unanimement accepté de la linguistique structurale moderne est que la langue est un système de signes dont la fonction primaire, sinon la plus importante, est la communication interpersonnelle. Lorsqu'on examine sa fonction symbolique, dans le sens que nous attribuons à ce terme-ci, on ne pense pas d'habitude aux entités particulières du système langagier, c'est-à-dire aux signes individuels, mais à la totalité d'une langue. Autrement dit, un idiome se présente tout entier en symbole à sa communauté linguistique, et, au cours de leur réalisation en parole, les signes particuliers n'acquièrent leur force symbolique que de l'ensemble du système, perçu par la communauté comme symbole unique.

Au moment où les nations modernes apparaissent, les politiques langagières insistent souvent sur la dimension symbolique de la langue plutôt que sur sa dimension communicative, particulièrement si la politique générale dérive d'une idéologie nationale ou nationaliste, parce que la langue s'y manifeste comme le symbole national préféré.

Le cas serbo-croate, envisagé ici de façon schématique depuis le commencement du 18^{ème} siècle, pourrait, je crois, bien démontrer comment l'aspect symbolique d'une langue, soutenu par l'idéologie dominante, influence la constitution de l'espace communicatif. Au début, on a essayé de conquérir cet espace et de surmonter ses particularismes en employant la force symbolique de la langue; ensuite, cette force était utilisée encore une fois pour obtenir l'unité de l'espace communicatif malgré les frontières politiques et nationales existantes; enfin, la même force participe à la dissolution de cet espace, cette fois en dépit de l'unité communicative obtenue.

²³Tel est au moins le but de la politique croate.

²⁴L'exemple scandinave montre d'ailleurs que l'intercompréhension peut durer plus d'un siècle après la séparation symbolique des langues.

La dernière phase mentionnée est très intéressante du point de vue linguistique, surtout parce qu'elle est marquée par une transformation des signes et des entités linguistiques particuliers en symboles de différenciation nationale : on y favorise en communication publique l'usage de certains mots, de certaines constructions syntaxiques, de certaines particularités morphologiques pour accentuer la différence de sa propre langue par rapport à la langue des autres, c'est-à-dire des autres nations. Ce procédé intentionnel des politiques langagières a pour but la constitution de nouveaux espaces communicatifs, bien délimités des espaces des autres, et d'une symbolique nouvelle, plus forte que la précédente, mais — paradoxalement — en insistant sur l'aspect symbolique des signes, il affaiblit (et parfois détruit) leur dimension communicative. Ainsi la politique des symboles elle-même ne peut communiquer quelquefois que symboliquement.

3.2. UNE COMMUNAUTÉ IMAGINAIRE ?

Bien que le serbo-croate soit une langue à définition univoque du point de vue de la linguistique comparée, historique ou typologique, il est permis de poser la question de savoir si sa communauté linguistique n'est qu'une entité imaginaire. Elle l'était sans doute pendant des siècles, et ce n'est qu'au 19^{ème} siècle qu'elle a pris conscience de son unité virtuelle; mais même au 20^{ème} siècle, qui vit son espace communicatif presque intégré, à un niveau symbolique latent — comme nous avons essayé de le démontrer — elle était encore fractionnée. Quoique cette division symbolique ne fût que partiellement déterminée par le sentiment national, les politiques nationalistes après la chute de l'ex-Yougoslavie ont su en tirer profit et ont commencé à établir des langues nationales.

Ces politiques devaient évidemment négliger le fait que les différences existant entre les variantes du serbo-croate standard ne justifient pas, si on y applique le critère typologique ou le critère génétique, la supposition qu'il y a deux, trois ou quatre langues différentes. Il fallait donc inventer un autre critère utilisable : ce critère devait être scientifiquement (c'est-à-dire linguistiquement) fondé, afin que la politique y puisse trouver une base rationnelle. Le critère se présenta de lui-même — c'est «le critère axiologique» qui se constitue comme expression des comportements et des

sentiments de locuteurs vis-à-vis de leur idiome²⁵. S'ils le perçoivent comme une langue séparée et comme symbole de leur identité nationale ou culturelle, ce fait doit être reconnu comme une réalité linguistique.

La sociolinguistique et la psycholinguistique contemporaines ont démontré l'importance de ce critère, et son existence est indubitable. Cependant, comme il se fonde sur des phénomènes pour la plupart d'une nature subjective, la politique langagière qui ne se base que sur lui court toujours le risque d'être prise au piège de sa subjectivité. Il est possible, en effet, que les locuteurs de n'importe quel idiome dialectal, sociolectal ou local (même idiolectal) se prononcent en faveur de leur propre parler comme s'il était une langue bien distincte de tous les autres idiomes : en Croatie, aux niveaux régionaux (en Istrie, par exemple, parmi les locuteurs du čakavien istrien) semblables tendances sont déjà présentes. En conséquence, on pourrait imaginer que la communauté linguistique serbo-croate se verra dissoute en beaucoup de petites communautés, dont chacune posséderait ses propres espaces symbolique et communicatif. Si l'histoire n'est pas seulement «magistra vitae» mais aussi «magistra linguisticae», cette fin prétendue de la communauté sera peut-être le commencement d'un nouveau cycle de sa reconstruction.

© Dubravko Škiljan

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ANDERSON, B. (1990) : *Nacija : zamišljena zajednica*, Školska knjiga : Zagreb. [= *Imagined Communities*, Verso : London, 1983]
- ATLAS (1987) : *The Times, Atlas svjetske povijesti* [Atlas de l'Histoire mondiale], Cankarjeva založba : Ljubljana.
- BROZOVIĆ, D.; IVIĆ P. (1988) : *Jezik, srpskohrvatski/hrvatskosrpski, hrvatski ili srpski* [La langue serbo-croate, croato-serbe, croate ou serbe], Jugoslavenski leksikografski zavod : Zagreb.

²⁵Cf. Katičić (1992, 37 sqq.).

- BROZOVIĆ, D. (1970) : *Standardni jezik* [La langue standard], Matica hrvatska : Zagreb.
- BUGARSKI, R. (ed.) (1992) : *Language Planning in Yugoslavia*, Slavica Publishers : Columbus.
- BURKE, P. (1978) : *Popular Culture in Early Modern Europe*, Temple Smith : London.
- IVIĆ, P. (1986) : *Srpski narod i njegov jezik* [Le peuple serbe et sa langue], Srpska književna zadruga : Beograd.
- KATIČIĆ, R. (1992) : *Novi jezikoslovni ogleđi* [Nouveaux essais linguistiques], Školska knjiga : Zagreb.
- KATIČIĆ, R. (1994) : *Na ishodištu* [A l'origine], Matica hrvatska : Zagreb.
- MOGUŠ, M. (1993) : *Povijest hrvatskoga književnoga jezika* [Histoire du croate littéraire], Globus : Zagreb.
- STEVANOVIĆ, M. (1964) : *Savremeni srpskohrvatski jezik* [Le serbo-croate contemporain], I, Naučno delo : Beograd.
- ŠKILJAN, D. (1988) : *Jezična politika* [La politique linguistique], Naprijed : Zagreb.
- ŠKILJAN, D. (1991) : «Jezično novo ruho» [Les habits neufs du langage], *SOL* 12-13, 55-64.
- ŠKILJAN, D. (à paraître) : «Un étranger dans le langage».
- VINCE, Z. (1990) : *Putovima hrvatskoga književnog jezika* [Les voies du croate littéraire], Nakladni zavod Matice hrvatske : Zagreb.

Le mot *Volk* dans la presse à destination des maîtres d'écoles primaires des populations allemandes à l'étranger (*Auslandsdeutsche Volksschule*) entre 1890 et 1939

Andrée TABOURET-KELLER
Université Louis Pasteur, Strasbourg, France

L'essence d'un peuple n'est jamais connue objectivement, comme «une leçon d'histoire»; car le choix même des vrais ancêtres est fonction d'un projet, d'une tâche; tant qu'une histoire n'est pas achevée, son sens est tenu en suspens.

(Paul Ricœur, *Lectures* 1, 1991, p.145.)

L'ouvrage d'Eric Hobsbawm, *Nations et nationalisme depuis 1780* (1990, 1992), lecture indispensable pour l'étude du thème Langue et Nation, contient un chapitre sur la transformation du nationalisme entre 1870 et 1918. Il se termine par quelques réflexions concernant le peu d'étendue des connaissances sur la signification de la conscience nationale pour les masses concernées¹. Notre étude se propose d'enrichir ces connaissances en éclairant la manière dont une presse spécialisée à l'adresse des maîtres des écoles primaires, accueillant des enfants de populations d'Allemands hors de l'Allemagne, contribue à donner un contenu nationaliste à cette école et à la pratique d'un idiome allemand, pendant une période qui s'étend de 1890 à 1939. Ce contenu n'est pas forcément explicite, il serait plutôt insidieux : le terme de nation est peu présent. Le terme de *Volk*, par contre,

¹ 1992 : 166.

est omniprésent; je le traduis par *peuple*, sans prétendre résoudre la complexité de ses relations avec *nation*, question qui est au centre de l'ouvrage de Hobsbawm.

Hobsbawm insiste sur le caractère imaginé et imaginaire de la nation², il analyse l'importance du nationalisme linguistique dans l'idéologie entourant la «question nationale», en particulier depuis les années 1870. Il me semble que cette importance s'explique par le fait que l'emploi de la même langue constitue un étayage objectif majeur de ces constructions imaginaires et que la conscience nationale, à propos de laquelle Hobsbawm s'interroge, a comme premier support l'emploi de la langue, en même temps étoffe objective et instrument de liaison de cette conscience collective, et son symbole. Les périodiques dont nous nous occupons sont écrits en allemand, ils abordent maints problèmes pédagogiques posés par son enseignement. Cette presse met ainsi en œuvre un double lien entre tous ses lecteurs : la promotion de la langue allemande et la lecture en allemand des méthodes de cette promotion par l'école.

1. LES REVUES PÉDAGOGIQUES

Parmi le grand nombre de revues et d'ouvrages qui traitent des écoles des enfants d'Allemands à l'étranger, et du bilinguisme comme premier de leurs problèmes, je retiens principalement pour ce travail la revue *Die zweisprachige Volksschule. Pädagogische Monatschrift*, citée par la suite sous *Z.V.* et traduit par *L'École bilingue*, disponible à la Bibliothèque Nationale Universitaire de Strasbourg du tome I, publié en 1893, jusqu'au tome XV, en 1908. Pour dégager ses caractéristiques discursives, je la compare à une autre revue pédagogique qui traite de manière plus générale de l'enseignement à l'étranger, mais épisodiquement seulement des écoles bilingues. Il s'agit de la revue *Deutsche Zeitschrift für ausländisches Unterrichtswesen*, citée par la suite sous *D.Z.* et traduit par *L'Enseignement à l'étranger*, disponible à Strasbourg dans le même lieu, à partir du tome I aussi, en 1895, jusqu'au tome XI, en 1906. Je m'appuie également sur la série *Pädagogisches Magazin. Abhandlungen vom Gebiete der Pädagogik und ihrer Hilfswissenschaften* qui comprend plus

² 1992 : 234.

de 400 petits fascicules de 30 à 130 pages (parus entre 1900 et 1912), sur les articles du *Reins Encyklopädisches Handbuch der Pädagogik* (deux éditions entre 1900 et 1910), enfin sur un certain nombre d'ouvrages traitant des écoles bilingues et de leurs problèmes, parus entre le début du siècle et 1938.

L'ambition, le public visé, les auteurs de nos deux principales revues, sur l'école bilingue et sur l'enseignement à l'étranger, diffèrent : dans la première, des maîtres d'école s'adressent à un public de maîtres d'école, dans la seconde, des spécialistes et savants s'adressent à un public international de même niveau. Les textes de la première sont tous en allemand, l'ouverture de son premier numéro s'adresse aux *Kollegen* et aux amis de l'école bilingue en les tutoyant d'emblée et en leur annonçant que son principal objet sera le cours de langue allemande, «le souffre-douleur des écoles bilingues»³. On y regrette d'emblée que les problèmes pédagogiques de l'école bilingue puissent être associés à des questions politiques, voire confondus avec elles. L'on recommande aussi d'emblée la panacée des méthodes pédagogiques de l'époque : «du facile au difficile, du proche au lointain, du simple au composé» (*Die Kernschen Reformvorschläge*, 1894 : 1). Chaque mois, un prix de 40 Mark (1893) récompense l'auteur d'un article qui traite de manière excellente de l'école primaire bilingue. Le premier article récompensé est intitulé «*Was hat der Lehrer an der zweisprachigen Schule zu tun, damit seine Schüler die deutsche Sprache lieben und gern gebrauchen ?*»⁴(«Que doit faire le maître d'une école bilingue pour que ses élèves prennent goût à la langue allemande et à son emploi ?»), ce qui revient aussi à dire que cet amour et l'emploi de l'allemand ne sont pas donnés. La seconde revue a une toute autre portée : internationale, ses textes sont en allemand, français, anglais ou italien, elle traite de l'histoire de la pédagogie, elle publie des études critiques concernant les méthodes pédagogiques (l'apprentissage par cœur, la valeur des images comme support pédagogique, etc.), elle préconise des méthodes modernes telles que l'autonomisation des élèves, elle se déclare ouvertement pour la séparation de l'Église et de l'État et fait état de positions politiquement engagées.

³ Z.V. 1893 : 1-3.

⁴ 1893, 4 : 4-8.

Les questions qui concernent les écoles bilingues sont insérées dans les débats de caractère général qui ont cours sur l'école. Certains sont vifs : l'éducation des filles, les écoles mixtes (mais non pas les classes mixtes), la compatibilité des exigences de l'instruction religieuse et de l'enseignement de l'école publique (tout particulièrement dans les écoles bilingues) avec celles du centralisme de l'État, les salaires selon les différents pays où l'on trouve de telles écoles, etc. Mais surtout, à en juger par l'abondance des articles qui lui sont consacrés, le problème du partage de l'autorité, sur l'école et dans l'école, entre l'Église (il s'agit de *die evangelische Kirche* par opposition au *Katholizismus*) et l'administration publique. Au premier plan de ce débat, deux questions, brûlantes semble-t-il. Qui sera fonctionnaire ? qui nommera les inspecteurs des écoles primaires et définira leurs prérogatives respectives, selon qu'ils représentent l'Église ou l'État ?

De manière plus générale, l'importance quantitative de ces publications reflète l'importance idéologique et politique que l'on confère à l'école : lors de l'inauguration d'un monument à la gloire d'un nommé Bosse, à Berbau, le ministre du culte de la Prusse de l'époque, un Dr. Holle, définit le devoir de la *Volksschule* dans les termes suivants : «l'éducation d'une génération chrétienne, fidèle au Roi, et patriotique»⁵.

2. L'IMPORTANCE DE L'ÉCOLE

L'école figure au premier rang des instruments du nationalisme linguistique non seulement à l'intérieur même des frontières d'un État mais hors de ses frontières aussi, et là sans doute de manière plus accentuée encore. Les écoles n'y sont pas des *reindeutsche Schulen* (écoles purement allemandes) : dans la presse allemande que j'ai examinée pour l'époque qui se situe entre 1880 et 1914, les termes généralement employés sont ceux de *zweisprachige Schulen* ou encore *utraquistische Schulen*. Ce terme inattendu est emprunté au vocabulaire de l'enseignement secondaire où il désigne la pratique scolaire des langues classiques, le grec et le latin. Et c'est presque par dérision qu'il est appliqué aux écoles publiques bilingues (*zweisprachige Volksschulen*) «qui s'adressent à de larges couches de population de langue étrangère à la langue de l'État, au petit peuple auquel il

⁵ Z.V., 1908 : 191.

s'agit d'inculquer, à côté de sa langue maternelle, une seconde langue, que l'on appelle langue d'État (*sogenannte Staatssprache*)»⁶. L'on oppose ainsi le bilinguisme dans les écoles publiques, c'est-à-dire un utraquisme pour les masses, à l'utraquisme des élites à qui l'on enseigne le latin et le grec⁷. Employés de manière interchangeable, les deux termes se trouvent cependant insérés dans des contextes qui entraînent la production de deux sens bien différents : école fréquentée par des enfants confrontés à deux idiomes différents, celui de l'école en sus de celui de leur famille, mais aussi école où deux langues sont enseignées. Il arrive exceptionnellement qu'il soit question de l'enseignement de l'allemand comme de celui d'une langue étrangère (en Pologne), le terme courant «école bilingue» est alors remplacé par «école de langue étrangère» (*fremdsprachige Volksschule*) et «élèves bilingues» par «élèves de langue étrangère» (*fremdsprachige Kinder*)⁸.

Une profonde ambivalence règne à propos des écoles bilingues, car si le bilinguisme est considéré comme incontournable (la promotion de l'allemand passe par lui) il est aussi considéré comme néfaste, car il détache les enfants allemands de l'étranger de la *Muttersprache*, langue de la mère mais aussi langue-mère, et de la *Heimat*, ce lieu d'où l'on est et où l'on se sent profondément chez soi (Winzer, 1910)⁹. Mais surtout, le bilinguisme rend l'enfant étranger au *Volksgeist*, terme sur la traduction duquel je reviendrai plus bas. Une grande ambiguïté aussi : car en même temps que l'on affirme que la langue maternelle est le plus précieux des biens quand il s'agit des enfants des Allemands à l'étranger, l'on affirme aussi que l'emploi du polonais doit être réprimé et interdit dans les écoles de Prusse, alors qu'il est bel et bien la *Muttersprache* de nombre d'enfants. Dans un article non-signé de *L'École bilingue* sur les fondements juridiques importants pour la situation scolaire polonaise (*Wichtige Rechtsgrundsätze für die polnischen Schulverhältnisse*), l'on peut lire ceci : «En Prusse, dans le domaine de l'instruction et des écoles, les auto-

⁶ Ghibu, 1910 : 1.

⁷ *op.cit.*

⁸ Cf. 1893, 9 : 124.

⁹ Kantorowicz emploie *Heimat*, traduit en français par «pays natal, ville ou village natal» (1984 : 113). Dans notre cas, il s'agirait du pays natal de la génération qui a émigré il y a plus ou moins longtemps déjà.

rités administratives sont autorisées à émettre des arrêtés par la voie administrative, et en particulier à définir la langue dans laquelle l'enseignement doit être donné, y compris l'enseignement religieux», les pères récalcitrants sont menacés de déchéance de la fonction paternelle¹⁰. Un autre exemple illustre la réelle perversion de ce genre de discours : quand la langue maternelle est l'allemand, elle est portée aux nues et condition *sine qua non* de l'instruction primaire, mais quand la langue maternelle des élèves est le polonais ou le hongrois, elle est ignorée, ou traitée comme secondaire. Voici un extrait d'un débat, daté de 1893, concernant la possibilité de réintroduire l'enseignement du polonais à l'école primaire : «Que l'esprit des enfants puisse souffrir du manque de soin, ou de soins trop tardifs de la langue maternelle, ne peut pas être soutenu, ne fût-ce que parce que la langue maternelle est bien suffisamment pratiquée dans la vie courante. De plus, l'enseignement dans la langue allemande se fera autant que possible de la même façon que la mère apprend à parler à l'enfant, de sorte qu'il n'est pas question de penser que l'esprit de l'enfant puisse être estropié d'une manière ou d'une autre»¹¹.

3. LE CAS ALLEMAND

Dans *Considerations on Representative Government*, publié en 1861, John Stuart Mill discute de la question de la nationalité, en tant que liée à un gouvernement représentatif (*Of nationality, as connected with representative government*, chap. XVI)¹². Il y examine le cas allemand dans des termes qui restent adéquats aujourd'hui :

L'identité de langage, de littérature, et, dans une certaine mesure, de race et de souvenirs, ont maintenu un sentiment de nationalité de force considérable parmi les différentes populations de nom allemand, bien qu'à aucun moment elles n'aient réellement été unies sous le même gouvernement; ce sentiment n'a cependant jamais suffi pour que les différents États désirent se débarrasser de leur autonomie.

(1991 : 427-8)

¹⁰ Z. V., 1908, fasc. 4 : 95.

¹¹ «Über die Möglichkeit der Wiedereinführung des polnischen Sprachunterrichts», Z.V. 1893 : 5-9.

¹² Les citations sont traduites par moi.

C'est cette force considérable qui intrigue. Nous sommes témoins qu'elle n'est de loin pas réservée aux différentes populations de nom allemand. Elle semble au contraire être omniprésente en Europe, où elle se manifeste aujourd'hui encore par des affrontements guerriers entre populations de nom serbe, croate, ou autre. Stuart Mill avait parfaitement saisi la part remplie dans la situation allemande d'alors par le fait que les frontières gouvernementales ne coïncidaient pas avec celles des nationalités, fait qui garde lui aussi toute son actualité:

La colonie allemande de la Prusse de l'Est est coupée de l'Allemagne par une partie de l'ancienne Pologne; étant trop faible pour maintenir une indépendance séparée, elle est obligée, si l'on veut maintenir la continuité géographique, de subsister sous un gouvernement non-allemand, ou alors le territoire polonais interposé est obligé de subsister sous un gouvernement allemand.

(*ibid* : 431)

Des descriptions du même ordre pourraient être données pour nombre d'enclaves allemandes en Transsylvanie, en Slovénie, et ailleurs. Les auteurs de *L'École bilingue* mentionnent à maintes reprises la dispersion des colonies allemandes issues des migrations vers l'Est et vers le Sud, et évoquent à son propos le goût immémorial des Allemands pour la migration¹³, goût qui ne cède pas, et ne doit pas céder, à l'attachement à la *Heimat*.

En 1938, à la veille de la seconde guerre mondiale, dans un ouvrage sur le bilinguisme des enfants allemands à l'étranger (*Zweisprachigkeit deutscher Kinder im Auslande*), un pédagogue allemand, qui est aussi nazi, dresse le tableau de l'instruction allemande à l'étranger, à partir des renseignements dont dispose le *Deutsches Ausland-Institut* par l'intermédiaire des représentants diplomatiques de l'Allemagne¹⁴. Geissler emploie trois termes différents : le substantif *Allemands* (*Deutsche*), dans des expressions comme «les 50.000 Allemands de la région belge d'Aubel et Arel», l'adjectif *allemand(e)* (*deutsch(e)*) dans des expressions telle que «écoles allemandes», l'adjectif *germanophone* (*deutschsprachig*), dans des expressions telles que «les 300.000 germanophones du Luxembourg». Voici le tableau qu'il dresse :

¹³ Par exemple, *der alte Wandertrieb der Deutschen*, Winzer, 1910 : 18.

¹⁴ Tabouret-Keller, à paraître.

- Suisse : 72 % de sa population est germanophone (selon le recensement de 1930, soit 2'900'000 sur un peu plus de 4 millions d'habitants¹⁵)
- Espagne : 11 écoles allemandes
- France : 1 million et demi de germanophones en Alsace-Lorraine
- Luxembourg : 300'000 germanophones
- Belgique : 50'000 Allemands dans la région d'Aubel et Arel, et 46'000 Allemands dans la région d'Eupen et Malmédy
- Hollande : 14 écoles allemandes
- Angleterre : une école
- Danemark : 86 écoles
- Norvège et Suède : malgré la présence de milliers d'Allemands, il n'y a plus d'écoles allemandes
- Finlande : 1 école
- Estonie : 25'000 Allemands
- Lettonie : 70'000 Allemands, soit 3,6 % de la population
- Lituanie : 35'000 Allemands dont 17,8 % sont analphabètes
- Territoire de Memel : 200 écoles allemandes
- Pologne : 1,4 million d'Allemands (des détails sont donnés pour les 6 grandes régions de la Pologne)
- Tchécoslovaquie : 3 millions et demi d'Allemands dans les Sudètes, 160'000 Allemands en Slovaquie et dans les Carpates
- Hongrie : 550'000 Allemands
- Roumanie : 731'000 Allemands (détails donnés pour 7 grandes régions), à quoi il faut ajouter la Sud-Slavie (Süd-Slavien) avec 700'000 Allemands
- Grèce : 2 écoles
- Bulgarie : 7 écoles
- Turquie : 152 élèves allemands à Constantinople
- Russie Soviétique : 1'238'549 Allemands.

Soit pour les années trente, un total de 13 millions de personnes allemandes ou germanophones en dehors des frontières de l'Allemagne (pp. 151-167).

¹⁵ Selon le recensement de 1930, *Encyclopaedia Britannica*, 11 : 689.

4. L'AMBIGUÏTÉ DU MOT VOLK

Le mot *Volk* se caractérise par deux grandes propriétés : 1. il est polysémique, ses contextes d'emploi sont nombreux et entraînent des productions de sens multiples, plus ou moins précises, 2. il se prête à la confection de nombreux mots composés dont il est alors le premier terme.

Le mot *Volk* est englobant et a l'avantage de permettre d'exprimer une appartenance commune. Celle-ci est sans fondement légitime car si la nation peut être instituée dans certains cas, si l'État et le Gouvernement le sont, le *Volk* ne l'est pas, on pourrait dire qu'il est sans forme. Le terme permet, au contraire, d'unir sous sa bannière tous ceux que les institutions des États et les frontières séparent. Quelle que soit leur résidence, et même leur citoyenneté, ils peuvent néanmoins appartenir au même *Volk*. De nombreuses associations les unissent, qui donnent un semblant de légitimité à cette appartenance, par le biais de leurs journaux, de leurs rencontres, voyages et autres. Dans les journaux cités ici, l'on trouve ainsi de nombreux comptes-rendus de rencontres professionnelles ou amicales entre maîtres, ou entre parents et maîtres. L'élément objectif commun est l'emploi de la langue allemande, ce que chacun attache subjectivement à son appartenance au *Volk* n'étant le plus souvent exprimé que dans les termes d'un discours déjà dominant.

Le mot *Volk* apparaît dans le titre de notre principale source documentaire : *Die zweisprachige Volksschule*. L'on est porté à traduire *Volksschule* par *école publique*, ce qui n'est pas faux à ceci près qu'au tournant du siècle certaines de ces écoles sont confessionnelles. Nous l'avons noté, la séparation de l'Église et de l'État fait l'objet de débats passionnés. L'*École bilingue* encense les maîtres courageux qui se dévouent pour enseigner dans les écoles *utraquistes*, terme préféré à celui de *bilingue*, où ils rencontrent maintes difficultés dont restent à l'abri ceux qui enseignent dans une *reindeutsche Schule*. Ils sont les champions du *Volksggeist*, terme dont l'esprit (justement !) reste difficile à rendre en français. Différentes solutions ont été proposées : «esprit national» (Harrap's, 1989), «âme populaire» (Ayçoberry, 1990); c'est sans doute «esprit constitutif d'un peuple» qui serait le plus proche. Avant la guerre de 1914, *Volk* est employé dans des contextes qui opposent clairement ce terme à deux autres : *Heimat* (le pays natal, et, plus directement, l'environnement physique et culturel immédiat du milieu de vie habituel), *Vaterland* (la patrie).

Cet ensemble *Volk, Heimat, Vaterland* s'emploie par opposition avec des termes tels que *Verwaltung* (administration), *Regierung* (gouvernement) et surtout *Staat*, l'État. En 1938, dans une étude sur «Le flottement de l'appartenance de peuple dans la mutation de mentalité», l'on rencontre l'agglomérat «sentiment du lieu d'origine» (*Heimatsgefühl*), «amour de la patrie» (*Vaterlandsliebe*), «joie de l'appartenance innée au peuple» (*Freude an dem angestammten Volkstum*) : chez le bilingue, ces trois piliers psychologiques de l'appartenance au peuple sont «naturellement affaiblis [...]». La phrase cosmopolite et le manque de caractère propre à l'internationalisme y trouvent un terrain déjà tout préparé¹⁶.

5. LES PRINCIPALES CONSTELLATIONS LEXICALES DU MOT *VOLK*

Hobsbawm parle d'un

quadrilatère formé par les points Peuple-État-Nation-Gouvernement. Théoriquement ces quatre éléments étaient identiques et interchangeable. Dans la bouche de Hitler (où le mot *Volk* recouvrait à la fois les termes de «peuple» et de «nation»), l'Allemagne consistait en «*Ein Volk, ein Reich, ein Führer*», c'est-à-dire un peuple-nation, un État (ou *empire*) et un gouvernement (un *chef*).

(1990 : 231)

Au début du siècle, dans les écrits que nous avons consultés, les quatre termes ne sont pas strictement interchangeables : le *Staat* (État) dénote le pouvoir institué, comme par exemple dans *Staatssprache* (la langue d'État), le mot *Regierung* (gouvernement) en gros tout ce qui relève de l'administration publique, celui de *Volk* a la même aura lénifiante et floue que pourrait avoir «communauté de peuple», nous l'avons déjà précisé, alors que *Nation*, que l'on ne rencontre pratiquement pas dans Z.V., se rencontre dans des textes offensifs, ouvertement politiques de la revue sur *L'Enseignement à l'étranger*.

Dans le tome 6 de cette dernière, de 1900-1901 (p. 80-83), paraît le compte-rendu exceptionnellement long et élogieux d'un ouvrage sur l'édu-

¹⁶ Beck, 1938, *Schwebendes Volkstum im Gesinnungswandel*, voir en particulier p. 15.

cation de la jeunesse allemande à l'étranger (Schäfer, Erdmann, 1900). Il comporte de nombreuses citations : *Volkscharakter* et *Volksseele* n'y apparaissent qu'à une seule reprise, par contre l'emploi de l'adjectif *national* est permanent. L'opposition est claire dans un énoncé comme «le défaut de la conscience de soi nationale (*nationales Selbstgefühl*), la préférence et la vénération (*Verehrung*) de tout ce qui est étranger serait une faiblesse innée de notre âme de peuple (*Volksseele*)» (p. 80). L'éducation ne saurait être que nationale : *nationales Erziehungssystem*, ou bien *nationale Erziehung*, définie comme *tüchtige Vaterländische Erziehung* (éducation patriotique sérieuse). Les couples que l'on nomme aujourd'hui sans rire «couples mixtes» (Varro, 1995) sont à l'époque qualifiés de «nationalement mélangés» (*national gemischt*). Le terme-chapeau qui recouvre tout cet ensemble est celui de *deutsch*, en particulier l'expression *Deutschtum*, que je propose de traduire par «allémanité». Les Allemands à l'étranger sont menacés d'être *entdeutsch* (désallémanisés). Est ainsi primordiale «l'importance d'une éducation rationnelle de la jeunesse allemande en tant que facteur du maintien et de la promotion de l'allémanité (*Deutschtum*) à l'étranger» (83). Pourquoi n'est-il pas question de *Volk* ici ? vraisemblablement parce qu'il s'agit exclusivement de populations émigrées récemment, dans les Amériques ou ailleurs, et non pas, comme c'est le cas pour les parents des élèves des écoles publiques utraquistes, de colons de vieille souche, notamment en Europe Centrale.

Je rencontre le terme *Nationalitäten* en 1897, dans *L'Enseignement à l'étranger*. Il y est question de l'Autriche - Hongrie, où l'école souffre constamment sous le signe de la lutte des nationalités (*Nationalitätenstreites*). Des exemples précis sont donnés : dès le début de l'année scolaire (septembre 1897), se sont élevées en Bohême les vieilles récriminations, tant du côté tchèque que de l'allemand. Chacun estime que l'autre partie bénéficie de plus de créations d'écoles et de plus de crédits d'État, chaque partie accuse l'autre de profiter de la situation pour mettre la main sur la population scolaire, respectivement les méchants Allemands (*sic*) sur les enfants tchèques, et les Tchèques sur les enfants allemands. Les plaintes les plus graves furent cette fois-ci celles proférées contre les Allemands à Prague, Pilzen et Budweis.

Le Ministre du Culte semble incliné à prendre en considération la création d'une nouvelle université pour la Moravie et la Silésie autri-

chienne, dans une des villes principales de la Moravie. Le domicile de la nouvelle Alma Mater serait Brno ou Olomouc. Dans cette dernière se trouvait d'ailleurs autrefois, et pendant plus de 200 ans, une école supérieure allemande, dans laquelle une faculté de théologie, sous la forme d'un séminaire de prêtres, se trouve maintenue jusqu'à aujourd'hui. Malheureusement les deux partis font entendre un cri de guerre tempétueux : les Tchèques veulent que la nouvelle université comprenne au moins une section de tchèque, mais les Allemands prétendent que cela serait un méprisable essai de tchéquiser la ville choisie, alors que les deux villes candidates étaient jusqu'ici purement allemandes.

Le cri de guerre des nationalités résonne également dans le lointain Sud, en Dalmatie et dans le Tyrol *welsch*. Les Italiens de la vieille ville dioclécienne de Spalato, à peine 1'000 sur une communauté de 24'000, se plaignent sur un ton acerbe de leur gouvernement régional croatophile, qui refuse de leur concéder une école publique d'État italienne spéciale, bien qu'il y ait 56 enfants candidats. A Trient, il y a cependant une école d'État allemande, fréquentée par 540 enfants. Mais les Allemands se répandent en plaintes amères à son propos, car elle fait, disent-ils, l'objet d'un traitement de marâtre en ce qui concerne les locaux et le recrutement des maîtres¹⁷.

J'ai été intriguée par la multiplication, au fil des décennies, des composés faits avec *Volk*, surtout à la veille de la seconde guerre mondiale. Dans les deux ouvrages de 1938 que j'ai retenus (Geissler; Beck), l'on rencontre *Volkskultur* (culture populaire ou du peuple), *Volkskampf* (lutte du peuple), *volksfremd* (étranger au peuple), qui apparaissaient déjà, mais peu fréquemment, dans les publications des années vingt. Mais aussi des nouveaux-venus tels que *Entvolkung*, *Umvolkung*, *Rückvolkung*. Ils pourraient être traduits par «éradication de l'appartenance de peuple», «changement de l'appartenance de peuple», «retour à l'appartenance de peuple», tous processus qui peuvent affecter les Allemands de l'étranger et leurs enfants. Toutes sortes de néologismes que je ne trouve plus dans la littérature de l'après-guerre¹⁸ : *Entvolkung*, par exemple, semble remplacer

¹⁷ D.Z., 1897, Cahier 1 : 181-182.

¹⁸ Ils ne figurent ni dans un petit dictionnaire d'usage courant comme le *Bertelsmannn Volkslexikon* (1957), ni dans un dictionnaire bilingue comme le *Sachs-Villate*, dans l'édition remaniée de 1968.

Entdeutschung qui s'employait au début du siècle. C'est qu'entre temps, la langue allemande, premier critère d'appartenance au *Volk*, s'est trouvée frappée d'insuffisance : l'appartenance doit maintenant être fondée par le sang. Dans une comparaison entre les colons installés en milieu urbain ou bien en milieu rural, les premiers soumis à une rapide *Entvolkung*, Geissler note que les seconds sont plus protégés. Mais tous, *die Gruppe der Volksdeutschen Siedler im Auslande* dit-il (le groupe des colons de peuple allemand à l'étranger), forment une unité par le sang : même «sous la croûte de l'analphabétisme, à l'ère de la radio et de l'automobile, l'appartenance au peuple (*Volkstum*) peut rester conservée un certain temps à condition qu'elle soit fondée par le sang (*blutmässig*)» (1938 : 8).

6. LE LIEN DE LA LANGUE : *VOLK ET MUTTERSPRACHE* (PEUPLE ET LANGUE MATERNELLE)

Jusque vers les années 30, c'est le lien par la langue qui est premier dans la littérature à destination des maîtres des écoles pour les enfants d'Allemands à l'étranger. Ce sont eux les médiateurs de la langue, ils doivent en assurer la transmission non pas comme d'un simple instrument d'apprentissage de savoirs, mais comme réceptacle du *Volksgeist*.

L'importance de la mission pédagogique est constamment rappelée «*Wer die Schule hat, hat die Zukunft*» (qui tient l'école, tient l'avenir), expression forte attribuée à von Moltke, général en chef des armées (il est le vainqueur de 1871). Dès 1910, Ghibu, dans son ouvrage sur les écoles utraquises, souligne que «l'État-national (*der National-Staat*), un fruit des temps présents, ne peut plus, comme le faisait l'État ancien, se satisfaire de l'unité territoriale, ni même de l'unité de *Gesinnung* (mentalité) des citoyens, il exige aussi l'unité de langue. [...] Pour atteindre ses buts nationaux, l'État choisit les écoles publiques. Elles deviennent son champ de bataille par excellence, son appendice politique, et ce d'autant plus que ces efforts de l'État sont couronnés d'un certain succès » (1910 : 3-4).

Dans des termes qui varient mais dont l'esprit est identique, la mission culturelle de l'école allemande est maintes fois soulignée (*Kulturmission der deutschen Schule*) et celle-ci ne saurait être accomplie que dans la langue maternelle. Le précepte est : «*Alles zuerst in der Muttersprache*» (tout d'abord dans la langue maternelle), cette langue qui

est comme un « tendre rayon de l'amour bon-chaud de la patrie »¹⁹. Il est aussi question du trésor précieux de la langue maternelle (*der wertvolle Schatz der Muttersprache*) qui permet d'assurer la transmission de la culture allemande parmi les colons installés (il s'agit en l'occurrence d'Allemands dans la Roumanie de 1900) mais aussi d'apporter cette culture à d'autres familles et nations. L'écart entre les formes dialectales de l'allemand et l'allemand normalisé est rarement mentionné, plus rarement encore discuté. Deux exceptions cependant. L'une concerne la prononciation du *Neuhochdeutsch* (nouvel allemand normalisé) qui, en Silésie du nord, laisse à désirer ; de nombreux exercices sont proposés et l'auteur insiste pour que l'on suive son exemple dans les autres régions dialectophones (Günther, 1908). L'autre, l'encouragement qui devrait être donné aux grands élèves à apprécier les particularités de leur propre dialecte : c'est dans la forme dialectale en effet que se reflète la conception fondamentale de la *Heimat*, au sens restreint du lieu où l'on vit (Winzer, 1910). Plus généralement, l'ambiguïté subsiste, entre éloge de la *Muttersprache*, une et unique, et éloge du seul véhicule commun à tous les Allemands, la langue, dite *Hochdeutsch*, plus exceptionnellement *Neuhochdeutsch* (dans les termes de Ferguson, cela serait la variété *haute* de l'allemand, construite sur le modèle écrit). Cette variété haute est celle de l'école; dans la vision normative qui est la sienne, forme orale de la langue allemande normalisée (*Hochdeutsch*) et forme écrite (*Schriftdeutsch*) sont confondues, la dernière constituant le socle de la première. L'ambiguïté est favorisée par l'emploi des termes *deutsche Sprache* dans des contextes où ils réfèrent à un parler allemand, ou bien à parler la langue allemande, avec des nuances analogues à celles que l'on aurait entre parler français ou bien parler le français.

7. REMARQUES EN GUISE DE CONCLUSIONS

Pourquoi des remarques et pas vraiment des conclusions ? Parce que, me semble-t-il, de l'histoire en tant que telle il n'y a pas, à vrai dire, à conclure quoi que ce soit, peut-être y aurait-il des conclusions à tirer dans le cadre d'une épistémologie de l'histoire ? Ici, seules les réponses à trois questions sont brièvement envisagées : 1. qu'est-ce qui a limité la portée

¹⁹ Volkmer, Z.V., 1908.

du mot *Volk* dans l'idéologie nationale-socialiste ? 2. dans quelle mesure le scientisme a-t-il porté l'idéologie de l'appartenance par la langue ? 3. enfin, quelle peut être la portée de ce caractère imaginé et imaginaire que Hobsbawm prête à l'idée de nation, et qui est, assurément aussi celui de *Volk* ?

7.1. COMMUNAUTÉ DE LANGUE, COMMUNAUTÉ DE SANG

Le cas de *Volk* comme liant de la promotion nationale et linguistique (au sens d'un matériau qui favorise le durcissement du mortier, mais aussi au sens figuré d'un moyen qui facilite le lien social) n'est pas un cas isolé; dans d'autres langues, d'autres mots peuvent remplir des fonctions analogues, des noms de pays, la France, la Wallonie, des noms de langue, le français, le wallon, parmi bien d'autres²⁰. Dans la plupart des pays du monde, et quelle que soit l'idéologie dominante, l'on pourrait certes trouver des discours d'apologie de la langue, et des éléments délibérés d'une politique de la langue, très souvent par le biais privilégié de la scolarisation.

C'est avec l'avènement du national-socialisme, et des mesures racistes qu'il promeut, que le cas allemand va se distinguer des autres cas : le critère de la pratique courante de l'allemand s'avère alors insuffisant. Car comment s'attaquer aux locuteurs germanophones juifs, ou bien aux écrivains juifs allemands ? L'on pense à Freud, récipiendaire en 1923 du prix Goethe. La nuit de cristal, avec ses brasiers nourris de livres en allemand d'auteurs juifs, signe le passage d'un seul critère à deux critères : il ne suffit pas d'être de langue allemande, encore faut-il être de sang allemand. En 1983, a lieu à l'Académie des Beaux-Arts de Berlin (*Kunstakademie*) une exposition sur la nuit de cristal «Cinquante ans après avoir brûlé les livres»; on y voit une affiche *Die deutsche Sprache* (La langue allemande) où il est question de la pureté de la langue allemande et où l'on peut lire ceci: «Un juif qui parle allemand, ment» (*Ein Jude der deutsch spricht*,

²⁰ Je dois à Monsieur M.-A. d'Ans d'avoir attiré mon attention sur l'ouvrage d'Albert Henri, *Histoire des mots wallon et Wallonie*, 1990; pour le cas du nom des langues, un ouvrage en préparation, *Le nom des langues*, apportera des exemples témoignant de leurs fonctions politiques et de leur pesanteur symbolique, de l'Europe à l'Amérique.

lügt). Le national-socialisme constitue une rupture : on passe du monde des idées et des discours, du monde de culture qui est celui de la transmission du nom, au monde de la reproduction biologique, celui de la génétique animale : l'hérédité du sang ²¹.

Selon l'idéologie nazie, l'assimilation nationale est une erreur. Geissler le précise en citant Hitler (1938 : 97) : «Le national-socialisme récusé par dogme l'idée d'une assimilation nationale, c'est-à-dire la refonte imposée par la force à un peuple dans un autre qui lui est étranger» (Discours du 21.5. 1935). Hitler s'appuie, dit Geissler, sur la différence fondamentale entre l'image politique du monde (*Weltbild*) allemande, fondée sur l'unité interne du peuple, et l'idéologie portée par le «principe ethnocratique du nationalisme ouest-européen», issu de la Révolution française. Rappelons le slogan «*Ein Volk, ein Reich, ein Führer*».

7.2. LES COLLUSIONS ENTRE IDÉOLOGIES SCIENTISTES ET IDÉOLOGIES POLITIQUES

La mise en œuvre idéologique du mot *Volk* repose comme la plupart des mouvements de la psychologie des masses sur le processus psychologique de l'identification (Freud, 1921), elle a l'avantage de rendre généralement possible la prise en masse du *Volk* en-dehors du cadre institutionnel des États. L'appartenance au *Volk* est possible en dépit des frontières politiques et institutionnelles, l'identité allemande par l'emploi commun de l'allemand ne requiert même pas que cette langue soit effectivement instituée (Balibar, 1985).

Pour la période qui nous concerne, l'importance attachée à l'identité linguistique peut se mesurer aux appréciations portées sur le bilinguisme. Elles sont négatives : il ne faut pas prendre le risque de mélanger l'allemand à une autre langue. Grand thème des nationalismes du 19^{ème} siècle, la nocivité mentale du bilinguisme pour l'enfant fait l'objet de convictions largement partagées : le bilinguisme divise l'énergie mentale entre deux langues au lieu qu'elle ne soit consacrée qu'à une seule. Au cours des dernières décennies du siècle, une psychologie associationniste primaire apporte de l'eau au moulin de la primauté de «la langue maternelle» : les ré-

²¹ Legendre, 1985 : 342.

seaux associatifs, qui fondent l'activité mentale, seraient brouillés par l'acquisition d'une seconde langue dont les interférences pervertissent la pureté de la langue première (Tabouret-Keller, 1988). Après 1918, la généralisation du test d'intelligence, en justifiant «scientifiquement» la nocivité mentale du bilinguisme, renforce les convictions et fonde, en partie, l'ostracisme contre les immigrants étrangers, plus particulièrement aux États-Unis (Haugen, 1956). Dans l'Allemagne d'après la défaite de 1918, ce type d'arguments scientifiques se trouvera rapidement rejoint par des arguments du même ordre mais autrement plus graves, ceux de la pureté et de l'hérédité de la race. Les premiers restreignent le bilinguisme en tablant sur l'horreur de l'impureté, les seconds, qui misent eux aussi sur l'horreur de l'impureté, visent à la scission de l'humanité, en Aryens et non-Aryens, et à l'élimination de ces derniers.

7.3. LA DIMENSION IMAGINAIRE

Certes Hobsbawm a-t-il raison de souligner le caractère imaginé et imaginaire de l'idée de nation, l'idée de «*Volk*», elle aussi, se situe dans ces mêmes régions. Mais imaginaire ne signifie pas fictif, sans consistance ou sans durée. Et chez l'homme tout particulièrement, le domaine de l'imaginaire s'étend infiniment : alors que chez l'animal, il est étayé par les seuls organes des sens et limité par eux, chez l'homme, le langage offre un terrain toujours renouvelable au foisonnement de ses formations. La permanence d'une idée qui ne repose pas sur des données empiriquement vérifiables, se trouve confortée par la répétition du même mot, *Volk*, nation, langue allemande, ou autre. Elle constitue alors une sorte d'enclave qui reste à l'abri de la pensée critique, ou, pire, qui évite de penser : «le sommeil de la raison engendre des monstres».

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- AYCOBERRY, P. (1990) : *La question nazie. Les interprétations du national-socialisme*, Paris : Le Seuil, Coll. Points - Histoire.
- BALIBAR R. (1985) : *L'institution du français. Essai sur le colingisme des Carolingiens à la République*, Paris : PUF, coll. «Pratiques théoriques».
- BECK, R. (1938) : *Schwebendes Volkstum im Gedinnungswandel*, Stuttgart : Kohlhammer.
- Deutsche Zeitschrift für ausländisches Unterrichtswesen* (1895-1906), Leipzig : Voigtländer.
- Die zweisprachige Volksschule. Pädagogische Monatsschrift*, (1893-1908), Krappitz (Ober-Schlesien).
- DÖRPFELD F. (1899, 4ème éd.) : *Eine Beitrag zur Leidensgeschichte der Volksschule*, Gütersloh.
- FREUD S. (1921) : «Massenpsychologie und Ich-Analyse», en français : «Psychologie collective et analyse du moi», in *Essais de psychanalyse*, 1951, Paris : Payot, pp. 76-162.
- GEISSLER H. (1938) : *Zweisprachigkeit deutscher Kinder im Ausland*, Stuttgart : W. Kohlhammer.
- GHIBU O. (1910) : *Der moderne Utraquismus oder die zweisprachige Volksschule*, Langansalza : Beyer.
- GÜNTHER (Rektor) (1908) : «Die Bekämpfung der in Oberschlesien vorkommenden Fehler bei der Aussprache des Neuhochdeutschen», *Die zweisprachige Volksschule*, fasc. 7, pp. 145-149 et pp. 182-185.
- HAUGEN E. (1956) : «Bilingualism in the Americas : A bibliography and research guide», in *Publications of the American Dialect Society*, 8.
- HENRY A. (1990) : *Histoire des mots. Wallon et Wallonie*, Mont-sur-Marchienne : Institut Jules Destrée.
- HOBBSAWM E. (1992) : *Nations et nationalime depuis 1870. Programme, Mythe, Réalité*, Paris : Gallimard (1ère édition en anglais, 1990, *Nations and Nationalism since 1780. Programme, Myth, Reality*, Cambridge, Cambridge University Press, traduction française : D. Peters).
- (1994) : *Age of Extremes. The Short Twentieth Century 1914-1991*, Londres : Michael Joseph.

- KANTOROWICZ E. H. (1984) : «Mourir pour la patrie (Pro Patria Mori) dans la pensée politique médiévale», in *Mourir pour la patrie et autres textes*, Paris : PUF, voir pp. 105-141. Texte publié d'abord sous le titre «Prop Patria Mori in medieval political thought» in *American Historical Review*, 1951, 56, pp. 472-492.
- LEGENDRE P. (1985) : *L'inestimable objet de la transmission. Etude sur le principe généalogique en Occident*, Paris : Fayard.
- MILL J. S. (1991) : «Considerations on Representative Government», *On Liberty and other Essays*, edited with an Introduction by John Gray, Oxford : Oxford University Press (1ère édition en 1861), pp. 205-470.
- RICŒUR P. (1991) : *Lectures. Autour du politique*, Paris : Seuil.
- ROGASEN M. (1908) : «Die Heimatkunde in der Volksschule», *Die zweisprachige Volksschule*, fasc. 4, pp.73-76.
- TABOURET-KELLER A. (1988) : «La nocivité mentale du bilinguisme, cent ans d'errance», *Congrès de la langue basque*, (San Sebastian 1987), Vitoria-Gasteiz : Servicio Central de Publicaciones del Gobierno Vasco, Tome III, pp.155-169.
- (à paraître) : « Un exemple de cheminement idéologique souterrain», *Hommage à Jean-Baptiste Marcellesi*, Rouen : Université de Rouen.
- (sous la direction de) (à paraître) : *Le nom des langues*.
- VARRO G. (sous la direction de) (1995) : *Les couples mixtes*, Paris : A. Colin.
- WINZER H. (1910, 2ème édition) : *Die Bedeutung der Heimat. Gedanken aus einem Elternabend mit Ergänzungen*, Langensalza : Beyer.

The Question of Linguistic Nationalism in Medieval Bohemia

Jindřich TOMAN
University of Michigan, USA

The present paper is a brief and in all respects preliminary presentation which documents the link between language and group identity in medieval Bohemia and discusses the question whether this link provides any evidence for early Czech nationalism. The point of departure is the so-called Dalimil Chronicle, a text dating from 1314. The chronicle, one of the oldest long texts in Czech, is fairly well known in Czech studies, where it has often been recognized, among other things, for its rather explicit anti-German sentiment¹.

As is frequently the case in old literature, the author of the chronicle remains unknown. At one point in the late 18th century, a cleric named Dalimil Meziříčský was assumed to have written this text, but we now know this was simply a misattribution. Thus the name is purely conventional. The text itself provides a broad range of episodes beginning with the Biblical deluge, then quickly narrowing to ancient Czech history and ending with events in Bohemia up to the moment the chronicle was completed. In matters of old Czech history, Dalimil relies heavily on *Chronica Boemorum* by Kosmas, a text written in Latin some two hundred years earlier (1119-1125). Dalimil is thus a good example of historical continuity of literacy in Bohemia, although not of the continuity of literacy in Czech — note that much of the literacy preceding Dalimil was simply in Latin.

1 For a bibliography on Dalimil, see the entry «Dalimilova kronika» in *Lexikon české literatury*, vol. 1, 1985 : 510-512.

1.

Some scenes in Dalimil appear particularly relevant in the context of language and group identity. One of them is the episode of Oldřich's marriage. During a hunting expedition, Oldřich, a Czech prince, surprises a peasant maiden at a stream doing her laundry, and, attracted by her beauty, marries her. He thus seemingly debases his class — a prince marrying a peasant. However, Oldřich pointedly rejects criticism from within his retinue, noting that nobility arose from commoners and had thus always had non-aristocratic roots. But there is more to his choice, he says² :

Raději sě chci s šlechtnú sedlkú českú smieti než králevú německú za ženu jmieti. Vřeť každému srdce po jazyku svému,	I'd rather frolick with an honorable Czech peasant maid than have a German queen for wife. Everyone's heart burns for his own <i>jazyk</i> , ³
a pro to Němkyně méně bude přieti lidu mému.	so a German will be less inclined to my folk.
Němkyni německú čeled bude jmieti a německy bude učiti mé děti.	German queen will be her retinue and German will she teach my children.
Pro to bude jazyka rozdělenie a ihned zemi jisté zkaženie.	There will thus be a split of <i>jazyk</i> and an immediate corruption of the land.
Páni, nevíete dobra svého, la jíce mi z manželstva mého. Kde byste řečníky brali,	My lords, little do you know when scolding me for my marriage. Where will you get your speakers from,
když byste před kniení stáli?	when facing your [German] princess?

(*Dalimil* 1 : 493)

2 All quotations from the Dalimil Chronicle are based on *Staročeská kronika tak řečeného Dalimila*, ed. J. Daňhelka et al., vols. 1-2, Praha 1988. English translations are mine; the first digit refers to the volume, the second to the page.

3 I leave *jazyk* untranslated at this point. For issues concerning the translation of this word see Section 2.

Obviously, the episode explicitly touches upon the status of the Czech language. Oldřich found it unacceptable that his children would be taught German and he reminded his lords that they too could become vulnerable because they would be unable to communicate with their queen if she were German. To Oldřich, the solution seemed simple — a Czech queen should speak Czech, hence no language problems would arise. But, clearly, it is a far cry from a ruler's linguistic admonition to his noblemen and the idea of linguistically based nationalism. Passages such as these cannot be automatically evaluated at their face value — some background information is necessary.

The Oldřich episode — and the entire Dalimil, for that matter — originates from a period of a deep crisis in the Czech nobility. The text is generally understood to have been written by an author strongly sympathetic to the cause of this group. Although well remembered, the great era of the so-called Přemysl dynasty was defunct by the time the chronicle was dated (1314). The last Přemyslide king had died eight years earlier and with the throne vacant, various factions, including parts of the nobility, but also the patriciate of Prague and Kutná Hora, and, most significantly, a number of foreign, mainly German speaking pretenders were attempting to gain power in Bohemia. Finally, in 1310, John of Luxemburg (1296-1346), the son of the German emperor Henry VII, acceded to the throne.

All this was happening against the backdrop of major social and demographic changes. The former included the rapid growth of the early Czech towns, a domain that was not only outside the jurisdiction of the land-based aristocracy, but often in direct competition with it. The latter involved what is usually called German colonialization. German presence in Bohemia was growing more and more perceptible during the 13th century, blossoming especially in towns which, by and large, were accepting organizational patterns then prevalent in Germany, including German city codes. Colonialization by land-taking and land-development was in progress also. German settlers were invited under advantageous conditions to settle and develop land in the border areas. Finally, high German clergy assumed a very important role in Bohemian affairs, reaching far beyond the domain of church institutions. In short, the German presence was not only obvious, but Germans, especially in towns and at

the court became a major political power. The situation came to head in 1315 when the Czech nobility, in an act of quasi-mutiny, succeeded in forcing John of Luxemburg to expel his German advisors from the court and from the country — at least for a while.

Given this background, the subtle meaning of Oldřich's message becomes clearer. Obviously, the passage is not about Czechs in general, but about the ruler and the nobility. All of this is the elite's own discourse. The nobility is fearful (and in this sense conservative) of foreign competitors, and the author of the chronicle expresses this anxiety and frustration by creating the image of "a good king" who does not let bad things happen. It is through the chronicle's author that Czech nobility speaks to John of Luxemburg, extolling the traditional duties and virtues of Czech princes. In this respect, the chronicle resembles the genre of *Prinzenspiegel*, a set of exempla and pronouncements that are hoped to make a ruler a good one. The passage about the lords' linguistic impotence vis-à-vis a German-speaking queen focuses on the distribution of power and conduct of business at the court. In other words, this is all about the customs and traditions of the Czech nobility and the fear that their loss will result in their direct demotion. Thus the basic concepts rest on the relation between the aristocracy and the ruler. Linguistic nationalism is not the primary point.

It is of course hard not to note that the language issue, although narrowly localized at the ruler's court, is raised to great prominence here precisely because of its localization at the court. We might go so far as to claim that whenever issues and conflicts concerning "ancient customs" are raised to so high a level, they gain an obvious political potential. Attractive as this idea might appear, we cannot simply assume that whenever the issue of language is focused upon at this high level, we are dealing with incipient nationalism. Even granting a symbolic meaning to the conflict, this remains to the discourse of an endangered elite. True, the elite experiences foreigners as a major cause of its duress, wishes to maintain its power and group identity, but this is not a broadly conceived "national" identity, this is the elite's identity. This conclusion is suggested by the overall tone of Dalimil, which includes a number of episodes that favorably depict courageous deeds of Czech noblemen, especially in armed conflicts with Germans.

At any rate, the notion of language involved here is a simple and straightforward one — an attribute of a social rather than ethnic group. This attribute is very important, but beyond that there is nothing very mysterious about it, it does not have to be cultivated in any particular way, and there is nothing about it that makes it better than German, or Latin. Language, at this point, is simply not yet an independent entity, a grand power that generates nations — modern nations, that is.

2.

Were it only for Oldřich's marriage, an essay about the role of language in Dalimil's chronicle would remain short. But there are further episodes in Dalimil which would also seem to the modern reader to touch upon the status of the Czech language. Unlike the Oldřich episode, however, they deserve a rather careful philological discussion before one renders an interpretation. One such episode revolves around Libuše, a mythological Czech princess, who possessed the gift of clairvoyance and delivered, among other things, a famous prophecy concerning the bright future of the Czechs and their capital Prague. A quasi-priestess without a husband, Libuše got into a conflict with her subjects and under pressure finally agreed to marry so that the Czechs might eventually have a ruler — a masculine ruler, that is. In making the decision she warned the Czechs though : the change would be tough, and those who insisted on it now would be sorry later. But there was a consolation — the rule of a masculine iron hand would be better than the rule of a foreigner :

<p>Ale bude-li nad vámi cizozemec vlásti, nemoci bude váš jazyk dlouho tráti. [...] Každý kralije přátely svými, a ijeden múdrý neradi se s cizími!</p> <p>Pojmeť sobě lid jazyka svého</p> <p>a bude vždy hledati vašeho zlého.</p> <p>Na váš lid hledati bude viny a svým rozdělí vaše dědiny.</p> <p>Češte své, i krastavo, nedaj v se cizozemcóm, česká hlavo! Tomuť vy učí ženská hlava, kde jeden jazyk, tu jeho sláva.</p>	<p>But if a foreigner rules you, your <i>jazyk</i> will not last long. [...]</p> <p>Everyone rules by means of his friends, and no smart man ask strangers for advice! [The foreigner] will bring people of his own <i>jazyk</i> and will always search for bad things among you. He will look for your guilt and will give your villages to his own folks. Take care of your own things, though they may be ugly, do not give in to strangers, Czech head! This is what a woman teaches you, where there is one <i>jazyk</i>, its glory prevails.</p>
---	--

(Dalimil 1 : 129)

This passage differs from the relevant passages in the Oldřich episode in that everything in it revolves around *jazyk*, a word I have intentionally left untranslated. And unless we get clear about the meaning of this word, we will not be able to say anything about medieval linguistic nationalism.

Today, the word *jazyk* has essentially two meanings in Czech : (1), tongue, i.e., a body part, and, (2), language. Clearly, if this modern usage is taken as the point of departure, the above passage will be of paramount importance in the discussion of linguistic nationalism. But old Slavic dialects operated with four meanings of *jazyk* in fact. A recent Old Church Slavonic Dictionary⁴, states that OCS *językъ* can mean : 1) tongue, 2) language, but also, 3) people, and 4) stranger (pagan). It is especially the third meaning, people, that is crucial for us. This meaning is documented, among other places, in the OCS translation of Matthew 24, 7. What reads in King James' version as "For nation shall arise against nation, and

⁴ *Staroslavjanskij slovar' (po rukopisjam X-XI vekov)*, ed. by R. M. Cejtlin et al., Moskva, 1994.

kingdom against kingdom” reads in OCS as : “Vъstanetъ bo językъ na językъ i cęsarъstvo na cęsarъstvo” — that is, modern English “nation” appears as *językъ*.

Although the situation in Old Czech may have been similar at some early point, we must seriously consider the possibility that in Dalimil *jazyk* only means “kin, our people”. Consider, for instance, another passage, that about the Tower of Babel. Talking about the builders of the Tower, Dalimil says :

[a] všickni jednu řěč mluviechu.
Bohu se jejich dielo neslŕbi
i jejich jazyky tak zmýli,
že bratr bratru nerozumě,
ale kaŕdý svú řěč jmě.

[and] all spoke one speech.
God disliked their work
and confused their *jazyk*
so that a brother did not understand a
brother
but each had its own speech

(*Dalimil* 1 : 98)

When saying that the builders of the Tower had all one language at the beginning and many languages at the end, the author does not use the word *jazyk* — he uses *řěč* instead, a word that means “language, speech” only. The Babylonian confusion itself is predicated over *jazyky* — but this can perfectly well mean “tribes”. Naturally, we normally speak about the Babylonian confusion of tongues, but the author was under no particular pressure to express himself so — the whole of his description is perfectly correct : there was one language at the beginning and many at the end, in the middle the tribes got confused — that’s all it should be about.

As it seems that in Old Czech it was possible to say *mluvit jednou řečí* “to speak one language”, but not *mluvit jedním jazykem* “to speak one tongue” (as is possible now), we are well advised to translate *jazyk* in Dalimil as “kin, tribe” throughout. Thus when Libuše says : “But if a foreigner rules you, your *jazyk* will not last long”, I suggest that we read it “your kin will not last long.” Even where she says “He [the foreign ruler] will call people of his own *jazyk*”, we are advised to read this as “He will call people of his own kin”. (Similar considerations hold for other passages in Dalimil, notably 2, 135ff. and 2, 179ff.).

Is it true then that the usage of the word *jazyk* does not throw any light whatsoever on our original question? Recall that the Old Church Slavonic dictionary quoted above distinguishes the meanings 2), language, and 3), kin, sharply. But older lexicographers were not all that keen on getting involved in this messy issue. Jan Gebauer's Old Czech dictionary⁵ lists examples of the second and third meaning under one amorphous rubric glossed as "řeč, národ, národnost", i.e., language, nation, nationality. Indeed, if we assumed no sharp split between meanings two and three, we might well be back in business because whenever we would encounter *jazyk* in meaning "language", we can also read it as meaning "kin".

Attractive as this might appear, this approach is far from clear. It is certainly interesting to note that old Slavic dialects used the same root for *language* and *kin*. But clearly, a more careful study would be necessary to establish the origin of this intriguing fact as well as the actual usage in the period involved. In view of the clear opposition between *řeč* and *jazyk* in the document studied here, we cannot simply argue that the ancient Czechs referred to kin with the word language. To be sure, this would not be odd typologically (after all they called the Germans *Němci*, i.e., those who cannot speak, don't have any language), but the usage simply does not point in this direction in the period under consideration.

To sum up, then, I see no reason to modernize the conflict depicted in Dalimil and view it as an instance of early linguistic nationalism. At the point when Dalimil's chronicle was written, language was one among the several attributes that contributed to the group identity of the Czech nobility. A modern reading that sees in language an autonomous entity that defines the natural boundaries within which a community can progress towards nationhood — as Herder or Fichte would have it — is simply not involved here. Just when this quality will start emerging is another issue — it may well be that the breaking point was not all that distant in 1314 and that the emergence of Hussitism towards the end of the 14th century already points in a new direction.

© Jindřich Toman

⁵ *Slovník staročeský*, by Jan Gebauer, vols. 1-2, Praha, 1970. [First edition, 1916.]

SOMMAIRE

Introduction	
Patrick Sériot, Pierre Caussat, Claudine Normand	I
Sylvain Auroux	
Langue, État, Nation : le modèle politique	1
Emmanuel Cattin	
Thomas Mann. La langue de l'exil	21
Pierre Caussat	
Déplacement et renouvellement du problème de l'imitation : migrations et greffes de formes dans le développement des cultures de l'Europe	33
Jean-Claude Chevalier	
Les linguistes français et les pays d'Europe de l'Est de 1918 à 1931	57
Grigore Cincilei	
Les notions de langue et nation roumaine à l'Est du Prut	75
André-Marcel d'Ans	
Pas de langues, ni de territoires, ni d'ethnies chez les «primitifs» : une leçon d'anthropologie post-nationaliste	93
Bohumila Ferenčuhová	
La langue et la nation : le cas slovaque	103
Paul Garde	
Langue et nation : le cas serbe, croate et bosniaque	123
Zsuzsa Hetényi	
La mentalité hongroise et la langue hongroise dans la théorie de Sándor Karácsony (1891-1952)	149

Mati Hint

Le rôle de la perte et du maintien de la langue pour la conscience nationale 163

Shimon Markish

La «querelle des langues», une querelle sur les langues (d'après la presse juive d'expression russe, autour de 1910) 177

Eni Puccinelli Orlandi

Le théâtre de l'identité : la parodie comme indice du mélange des langues 195

Ljubomir Popović

Deux approches idéologiques de la vernacularisation de la langue littéraire chez les Serbes à la fin du 18ème et dans la première moitié du 19ème siècle 209

Jadwiga Puzynina

La nation et la langue dans la pensée polonaise des trois derniers siècles 241

Miço Samara

Le problème de la langue et de la nation albanaise (19ème-20ème siècle) 261

Patrick Sériot

La linguistique spontanée des traceurs de frontières 277

Dubravko Škiljan

La langue entre symboles et signes : le cas serbo-croate 305

Andrée Tabouret-Keller

Le mot *Volk* dans la presse à destination des maîtres d'écoles primaires des populations allemandes à l'étranger (*Auslandsdeutsche Volksschule*) entre 1890 et 1939 329

Jindřich Toman

The Question of Linguistic Nationalism in Medieval Bohemia 349